

UNIVERSITÉ DE PARIS

Faculté de Droit

**L'Administration
de la généralité de Paris
à la fin du règne de Louis XIV
(1681-1715)**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

*présentée à la Faculté de Droit de l'Université de Paris
et soutenue le Jeudi 4 Mars 1926 à 3 heures*

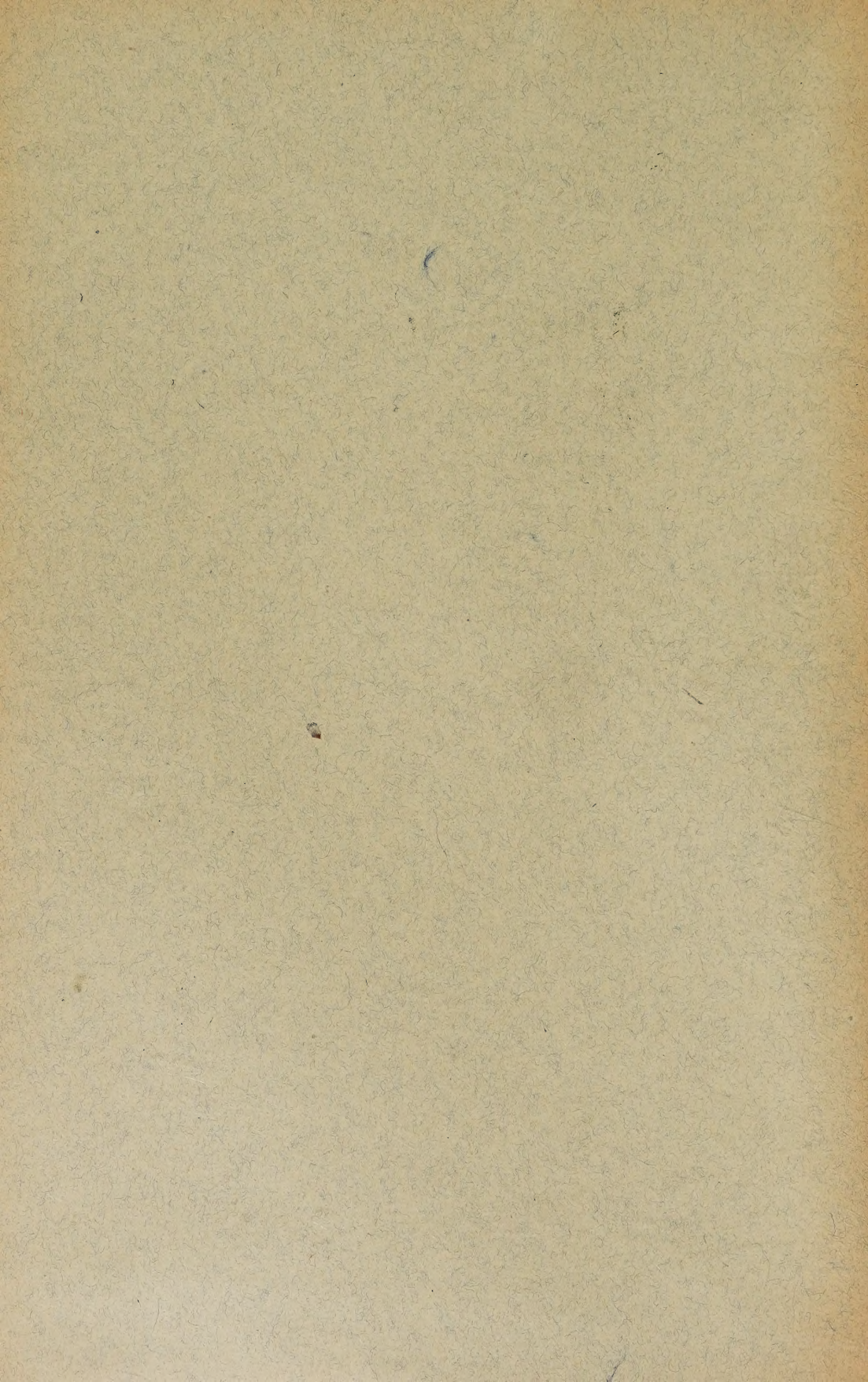
par **ROBERT CONTE**

Président : Monsieur OLIVIER MARTIN

Suffragants { MM. CHÉNON
MEYNIAL

LILLE
IMPRIMERIE L. DANIEL

1926



UNIVERSITÉ DE PARIS

Faculté de Droit

L'Administration de la généralité de Paris à la fin du règne de Louis XIV (1681-1715)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

*présentée à la Faculté de Droit de l'Université de Paris
et soutenue le Jeudi 4 Mars 1926 à 3 heures*

par ROBERT CONTE

Président : Monsieur OLIVIER MARTIN

Suffragants { MM. CHÉNON
MEYNIAL

LILLE
IMPRIMERIE L. DANIEL

1926

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.*



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- ISAMBERT (JOURDAN, DECRUSY et). — *Recueil Général des anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la révolution de 1789*. Paris, 1823 à 1827, 48 vol. in-8°.
- MARION (MARCEL). — *Dictionnaire des Institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles*. Paris, 1923, 1 vol.
- GUYOT (JOSEPH-NICOLAS). — *Traité des droits, fonctions, franchises, exemptions, prérogatives et privilèges annexés en France à chaque dignité, à chaque office et à chaque état, soit civil, soit militaire, soit ecclésiastique. Ouvrage de plusieurs jurisconsultes et gens de lettres, publié par M. Guyot, écuyer, ancien magistrat*. 1786, 3 vol. in-4°.
- DELAMARE (NICOLAS) (autres orthographes : de LAMARE, de la MARE). — *Traité de la Police*. Paris, 1722, 4 vol. in-folio.
- DARESTE DE LA CHAVANNE. — *Histoire de l'administration en France et des progrès du pouvoir royal depuis le règne de Philippe-Auguste jusqu'à la mort de Louis XIV*. Paris, 1848, 2 volumes in-8°.
- CHERUEL (A.). — *Histoire de l'administration monarchique en France depuis l'avènement de Philippe-Auguste jusqu'à la mort de Louis XIV*. Paris, 1855, 2 vol. in-8°.
- CAILLET. — *L'administration de la France sous le ministère de Richelieu*. Paris, 1857, 2 vol. in-8°.
- GODART (CHARLES). — *Les pouvoirs des Intendants sous Louis XIV, particulièrement dans les pays d'élections, de 1661 à 1715*. Paris, 1901, 1 vol. in-8°.
- D'ARBOIS DE JUBAINVILLE. — *L'Administration des Intendants d'après les Archives de l'Aube*. Paris, 1880, 1 vol. in-8°.
- MARCHAND (J.). — *Un intendant sous Louis XIV. Étude sur l'administration de Lebret en Provence (1687-1704)*. Paris, 1889, 1 vol. in-8°.
- DUBUC (PIERRE). — *L'intendance de Soissons sous Louis XIV (1643-1715)*. Paris, 1902, 1 vol. in-8°.
- CHASSAIGNE (MARC). — *La Lieutenance Générale de Police de Paris*. Paris, 1906, 1 vol. in-8°.
- HANOTAUX (GABRIEL). — *Origines de l'institution des Intendants dans les provinces*. Paris, 1884, 1 vol. in-8°.

MÉMOIRES DU SIÈCLE

- SAINT-SIMON (DUC DE). — *Mémoires publiés par A. de Boislisle*. Paris, 1879, 36 vol. in-12.
- DANGEAU (MARQUIS DE). — *Journal de la Cour de Louis XIV*. Paris, 1854, 19 vol. in-8°.

- COTTIN (PAUL). — *Rapports inédits du Lieutenant de Police René d'Argenson*. Paris, 1891, in-18.
- ARGENSON (RENÉ-LOUIS, MARQUIS D'). — *Mémoires et Journal inédit (1697-1757) édités par Rathery*. Paris, 9 vol. in-8°.
- ORMESSON (OLIVIER LEFÈVRE D'). — *Journal et Extraits des Mémoires d'André Lefèvre d'Ormesson, publiés par Cheruel*. Paris, 1840, 2 vol. in-4°.

RECUEILS IMPRIMÉS DE DOCUMENTS INÉDITS

- DEPPING (G.-B.). — *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV entre le Cabinet du Roi, les Secrétaires d'État, le Chancelier de France et les Intendants et Gouverneurs de provinces, etc.* Paris, 1850-1855, 4 vol. in-4°.
- BOISLISLE (A.-M. DE). — *Correspondance des Contrôleurs généraux des Finances avec les Intendants des provinces*. Paris, 1874 à 1898, 3 vol. in-4°.
- BOISLISLE (A.-M. DE). — *Mémoires des Intendants sur l'état des Généralités dressés pour l'instruction du Duc de Bourgogne*.
Tome 1 : *Mémoire de la Généralité de Paris*, Paris, 1881, 1 vol. in-4°.
- BAUDRY (P.). — *Mémoires de N. J. Foucault*. Paris, 1872, 1 vol. in-4°.
- CLÉMENT (P.). — *Lettres, instructions et mémoires de Colbert*. Paris, 1869, 9 vol. in-4°.
-

PRÉFACE

« J'étais Intendant de Valenciennes; je fis grand peur à Law comme
» il traversait mon Intendance pour fuir à l'Étranger (1). Je le fis
» arrêter et le retins deux fois vingt-quatre heures à Valenciennes,
» ne le laissant partir que sur des ordres formels que je reçus de la
» Cour.

» Ce fut alors que j'eus avec lui une conversation assez longue dont
» voici ce que j'ai retenu de plus digne de remarque. Law me dit :
» « Monsieur, jamais je n'aurais cru ce que j'ai vu pendant que j'ai
» administré les finances. Sachez que ce royaume de France est
» gouverné par trente Intendants. Vous n'avez ni parlements, ni
» comités, ni Etats, ni gouverneurs, j'ajouterais presque ni ministres ;
» ce sont trente Maîtres des Requêtes, commis aux provinces, de qui
» dépend le bonheur ou le malheur de ces provinces, leur abondance
» ou leur stérilité, etc... ». (2)

L'influence que le génial banquier écossais attribuait aux Intendants n'était pas exagérée et l'histoire administrative des deux derniers siècles de la monarchie française est, en quelque sorte, l'histoire de ces commissaires départis d'abord dans les généralités des pays d'élections et, peu à peu, dans toutes les provinces du royaume.

Il est donc naturel qu'une institution si importante ait attiré l'attention de tous ceux qui cherchent à reconstituer la vie administrative de l'ancien régime. En particulier, plusieurs études, que nous avons consultées avec le plus grand profit, ont été faites sur l'administration des Intendants dans les pays d'élections.

(1) Cette scène se passait au mois de Décembre 1720. Après l'effondrement de son « système », le Contrôleur général des Finances fuyait vers les Pays-Bas. Il y pénétra lorsque l'Intendant du Hainaut et du Cambrésis l'eut relâché, il passa ensuite en Danemark, puis en Angleterre et enfin en Italie. Il mourut à Venise en 1729.

(2) Mémoires et Journal inédit du Marquis René-Louis d'ARGENSON. Edition de 1824, page 179, tiré du n° 652 des « Pensées sur la réformation de l'Etat ».

Nous pensons cependant que le sujet est loin d'être épuisé et qu'il ne sera pas superflu de consacrer une étude spéciale à chaque Intendance (1). En effet, si les différentes généralités des pays d'élections présentent de nombreux traits communs, il est néanmoins hors de doute que l'action administrative des commissaires départis devait s'adapter au régime particulier de chaque province. On pourrait objecter que les limites des généralités ne coïncidaient pas avec celles des provinces et qu'une généralité était quelquefois formée de pays pris arbitrairement dans plusieurs provinces. A cela, il faut répondre que le particularisme qui séparait les vieilles provinces du royaume était trop vivace pour disparaître avant que la révolution lui ait porté ses coups formidables. Le roi pouvait opérer un bouleversement dans l'ordre administratif en taillant des circonscriptions nouvelles à travers les provinces, le particularisme, loin de disparaître, changeait seulement de caractère ; sous la pression des nécessités économiques, il abandonnait le cadre désormais inutile de la province pour se reformer, toujours aussi puissant, dans celui de la généralité.

Ce qui caractérise surtout l'ancien régime, ce sont les privilèges ou, pour employer un terme plus général, ce sont les exceptions. Louis XIV organisera une monarchie puissamment centralisée en utilisant l'admirable ébauche que lui avait léguée Richelieu, il promulguera des ordonnances et des édits applicables à tout le royaume dont l'ensemble formera bientôt une imposante législation, mais l'uniformité de la législation ne se communiquera jamais à l'action administrative du pouvoir central et de ses délégués.

Il ne suffit pas, en effet, d'envoyer des commissaires dans les provinces en leur attribuant des pouvoirs très étendus alors que ces commissaires vont se heurter à des institutions plusieurs fois séculaires, auxquelles le roi lui-même, monarque de droit divin, source de toute

(1) Comme le fait remarquer M. Marcel MARION, Professeur au Collège de France, dans son *Dictionnaire des Institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, « le mot de généralité, pris dans le langage courant comme synonyme d'intendance, » s'appliquait plutôt, étymologiquement, à une circonscription financière, mais, en » fait, toute distinction avait disparu et les deux mots se prenaient l'un pour l'autre » bien qu'à la rigueur les pays d'élections fussent seuls des généralités, tandis que » tous les pays d'élections ou d'Etats étaient des intendances ».

Il est donc préférable d'appliquer le mot « généralité » aux pays d'élections et de réserver le mot « intendance » pour désigner les circonscriptions administratives des pays d'Etats, ou, d'une façon générale, un certain nombre de circonscriptions administratives situées les unes en pays d'Etats et les autres en pays d'élections. Toutefois, rien n'empêche de désigner une « généralité » sous le nom d'« intendance ». C'est uniquement le contraire qu'il ne faut pas faire.

puissance et de toute justice, n'oserait pas porter atteinte (1). Il faut constater, en effet, que bien des réformes administratives importantes n'ont pas été accomplies sous le règne de Louis XIV parce que le plus puissant des rois n'a pas osé. Nous voulons bien admettre que ses hésitations étaient inspirées par un louable respect à l'égard de ce que les rois, ses aïeux et ses devanciers, avaient institué dans le royaume mais, à ce sentiment de respect, venait se mêler dans la conscience royale un autre sentiment, plus déterminant peut-être ; la crainte d'entrer en lutte ouverte contre tout ce qui avait survécu de la vieille France féodale.

Ces craintes de Louis XIV seraient parfaitement compréhensibles s'il s'était agi d'introduire des nouveautés dangereuses dans un régime qui avait fait ses preuves au cours de plusieurs siècles d'existence, mais les nouveautés auxquelles nous faisons allusion n'étaient-elles pas chimériques et même impossibles à concevoir dans un siècle où les révolutionnaires les plus audacieux se nommaient Vauban et Boisguillebert ? (2).

Par une sorte de paradoxe, c'est lorsqu'il s'agit de réformes indispensables pour donner plus d'unité au royaume et plus de pouvoir au roi que nous voyons Louis XIV, en proie particulièrement à des scrupules d'ordre religieux, regretter d'avoir porté atteinte à des franchises ou à des droits acquis, s'arrêter brusquement dans son œuvre, revenir même en arrière et rétablir un ordre de choses détruit de sa main.

Nous ne voulons retenir, pour appuyer ce que nous avançons au sujet des tergiversations et des retours en arrière de Louis XIV, que l'exemple de ce qui s'est passé après la mise en vigueur de l'édit de février 1674.

(1) Nous croyons devoir faire ici une remarque analogue à celle que nous avons faite plus haut à propos des mots « Intendance » et « Généralité ». Le mot « commissaire » forme le genre et le mot « intendant » l'espèce. Tous les « intendants » étaient des « commissaires » mais tous les « commissaires » n'étaient pas des « intendants ». Le titre d'« intendant » ne doit être attribué à un « commissaire » que s'il en est fait une mention expresse dans l'acte qui détermine ses pouvoirs. (Commission).

Exemples : « Intendant ou surintendant de la justice ».

« Intendant de la justice et police ».

« Intendant de la justice, police et finances ».

« Intendant de justice, de police, des finances et du militaire, commissaire départi dans la généralité de pour l'exécution des ordres du roi ».

(Voir HANOTAUX : « Origines de l'institution des Intendants dans les provinces »).

(2) Nous omettons volontairement de citer le prêtre Jean Meslier qui fut un révolté plus encore qu'un révolutionnaire et dont le « Testament » fut publié pour la première fois à Amsterdam, en 1864.

Cet édit, indispensable pour la simplification de la justice et l'efficacité de la police à Paris, portait réunion et incorporation à la justice du Châtelet de Paris du Bailliage du Palais et de toutes les justices seigneuriales qui existaient alors dans la ville et dans les faubourgs et s'étendaient dans la banlieue. L'édit ne comportait qu'une seule exception : le dedans, enclos et galeries du Palais. 19 justices ecclésiastiques ou seigneuriales se trouvaient supprimées.

Les seigneurs laïques finirent par prendre leur parti de la suppression de leurs droits de justice mais les ecclésiastiques ne manquaient pas de titres à la bienveillance royale et ils avaient toujours la ressource de faire pression sur la conscience du roi pour assurer le succès de leur cause.

Quoiqu'il en soit des moyens employés, les regrets qu'ils surent inspirer à Louis XIV ne tardèrent pas à se traduire par les actes suivants :

Un arrêt du Conseil fut rendu le 21 Janvier 1675 par lequel le roi déclarait « n'avoir entendu réunir à la justice du Châtelet la haute justice dans l'enclos du couvent et du Palais abbatial de l'abbaye de Saint-Germain des Prez et les lieux occupez par les abbé et religieux et par leurs domestiques dans cet enclos seulement ».

Par des Lettres patentes du 14 Août 1676, le roi déclarait « n'avoir entendu réunir au Châtelet la haute, moyenne et basse justice de l'Eglise de Paris, appelée la barre du Chapitre, pour l'étendue de l'église, son parvis et son cloître, ensemble le terrain étant proche du cloître ».

Par d'autres Lettres patentes du 20 Mars 1678, le roi déclara « n'avoir réuni au Châtelet de Paris la haute justice des Commanderies du Temple et de Saint-Jean de Latran pour leurs enclos et cours seulement ».

Enfin, par des Lettres patentes du mois de Mars 1691, adressées au Grand Conseil, le roi rétablit la justice dans l'enclos de l'abbaye (1).

Lorsqu'on sait à combien de difficultés donnèrent lieu les immunités du Temple et de l'Abbaye de Saint-Germain-des-Prés, même après qu'elles eurent été restreintes, on ne peut s'empêcher de juger sévèrement l'indécision de Louis XIV.

Mais, ce n'est pas pour nous donner le plaisir de porter un jugement sur le grand roi que nous avons tenu à souligner ces changements d'attitude et ces mesures contradictoires, c'est pour montrer que l'omnipotence universellement reconnue à Louis XIV est

(1) Voir DELAMARE. *Traité de la Police*, Tome I.

pratiquement sans action sur les privilèges, même les moins défendables. N'est-il pas, en effet, particulièrement curieux de constater qu'en l'absence d'un pouvoir humain capable de s'opposer à l'exécution de ses volontés, le somptueux monarque de Versailles assigne lui-même des bornes à sa souveraine puissance?

Si la féodalité a succombé sous les efforts des rois, elle n'a pas été anéantie et son esprit a subsisté. Cet esprit féodal, sous les nombreuses formes qu'il a empruntées, a été le principal obstacle à l'œuvre d'unification entreprise par les rois.

Quel régime plus varié que celui de la France monarchique pourrait-on citer en exemple?

Au point de vue de la loi civile : pays de droit coutumier et pays de droit écrit.

Au point de vue judiciaire : Juridictions royales, ecclésiastiques, seigneuriales et municipales.

Au point de vue financier : pays d'élections, pays d'États et pays d'imposition.

Au point de vue de l'assiette de la taille : pays de taille personnelle et pays de taille réelle.

Au point de vue de la perception des traites ou douanes intérieures : les cinq grosses fermes, les provinces réputées étrangères et les provinces de l'étranger affectif.

Si l'on ajoute aux différences qui proviennent des lois civiles ou des règlements administratifs celles qui procèdent du statut politique et du souvenir jalousement gardé de l'ancienne indépendance, on comprend que chaque province soit caractérisée par un certain nombre de traits distinctifs qui ne permettent pas d'appliquer uniformément les ordonnances royales.

Cette observation qui serait rigoureusement vraie si le cadre de la province n'avait pas été abandonné ne l'est pas moins dans le cadre de la nouvelle circonscription administrative : la généralité (1).

(1) Dans les pays d'élections, on avait adopté pour règle de faire correspondre les intendances aux généralités, circonscriptions financières.

Dans les pays d'États, en évitait autant que possible d'attribuer à une intendance les limites d'une province. Depuis Mazarin les grandes provinces comme la Normandie, la Guyenne et la Gascogne, le Languedoc étaient divisées en deux ou trois intendances. Cette division s'explique par les deux raisons suivantes : 1° L'administration de toute une province était une trop lourde tâche pour un seul administrateur ; 2° Il fallait affirmer en toute circonstance que les pouvoirs nouveaux conféré aux intendants ne correspondaient pas aux pouvoirs locaux qui s'exerçaient encore.

Toutefois, certaines provinces comme la Bretagne, la Bourgogne et le Dauphiné ne formaient qu'une seule intendance.

Toutefois, dans les nombreux cas où les limites de la généralité ne coïncident pas avec celles de la province, des considérations particulières ayant trait aux ressources agricoles, au développement commercial ou industriel de la généralité viennent se substituer aux considérations d'ordre politique et administratif que nous venons d'évoquer.

Il est donc hors de doute que les Intendants n'appliquaient pas d'une façon identique, dans leurs généralités respectives, les instructions ministérielles mais il faut encore ajouter que chacun d'eux les appliquait ou les laissait appliquer différemment, par raison d'opportunité, dans les différentes élections de sa généralité.

Nous nous permettons d'en apporter un exemple caractéristique :

Le 6 Janvier 1679, Colbert, en adressant aux Intendants des généralités des pays d'élections des exemplaires de la déclaration par laquelle le roi venait de « défendre de saisir les bestiaux pour aucunes dettes », donnait les instructions suivantes : « Encore que Sa Majesté » n'ait jamais voulu deffendre la saisie des bestiaux pour raison des » deniers des tailles, aydes et gabelles, parce que ces deniers étant » destinez à soustenir les despenses de l'Estat, ils ne doivent jamais » avoir d'exclusion, néanmoins, à présent que Sa Majesté a accordé » une diminution aussy considérable sur les tailles que celle de » 6 millions (1). Elle est persuadée que les receveurs ne seront pas » obligez d'avoir recours à la nécessité de faire saisir les bestiaux, et » ainsy Elle veut que vous teniez la main, tout autant qu'il sera » possible, à ce que les bestiaux ne soient pas saisis, mesme pour les » deniers de Sa Majesté (2).

Or, en examinant la série des rapports adressés au Contrôleur général des finances par l'Intendant de la généralité de Paris à la suite des visites faites dans un certain nombre d'élections, au cours de

(1) De 1662 à 1679, le montant des tailles oscilla entre 38 et 41.000.000 L^r. En 1679, il fut réduit à 35.000.000 L^r. C'est à cet heureux résultat de son administration financière que Colbert fait allusion dans sa lettre. Il s'était proposé d'abaisser les tailles à 25.000.000 L^r, mais il ne peut mieux faire, par suite des guerres continuelles de Louis XIV, que d'atteindre le chiffre de 30.000.000 L^r. Cette amélioration du sort du peuple, presque aussi sensible que la précédente, fut obtenue en 1697. Le montant des rôles des tailles de cette année-là s'éleva à 30.369.178 L^r.

(2) G.-B. DEPPING « Correspondance administrative ». Tome III, N° 49.

l'année 1684, nous constatons que les instructions données par Colbert sont appliquées différemment suivant les élections (1).

Voici quelques extraits de ces rapports :

Election de MONTFORT.

27 Juin 1684.

La défense de saisir et vendre les bestiaux en a augmenté le nombre ; l'on ne les saisit point, ni pour dettes particulières, ni pour la taille.

Election de MANTES.

1^{er} Juillet 1684.

L'on a été obligé de donner la liberté aux receveurs de saisir les vaches des collecteurs, parce qu'ils ne payent la taille que par ce seul moyen ; les collecteurs ont la même liberté à l'égard des cotisables, avec cette distinction qu'ils ne se font payer aucuns frais pour ces saisies, et que, lorsqu'on saisit les vaches des collecteurs, ils payent la saisie au receveur. Dans l'un et l'autre cas, les bestiaux saisis pour la taille se vendent rarement.

Election de BEAUVAIS.

7 Juillet 1684.

Le receveur saisit les bestiaux et ne les fait pas vendre ; l'on ne les saisit pas pour dettes particulières.

Election de SENLIS.

15 Juillet 1684.

On saisit les bestiaux pour la taille, on ne les vend jamais.

Election de SENS.

9 Août 1684.

On observe exactement l'ordonnance qui défend de saisir les bestiaux.

(1) Nous croyons devoir reproduire, à ce propos, la lettre adressée par Colbert au Marquis de Ménars, intendant d'Orléans, le 24 Mai 1679 :

« Je vous ay expliqué ce que vous avez à faire concernant la saisie des bestiaux, »
» c'est-à-dire que vous devez laisser la liberté de le faire aux receveurs parce »
» qu'il ne leur a jamais esté défendu et vous avez seulement la voye de les exciter »
» à n'en saisir que lorsqu'ils n'auront point d'autres moyens d'estre payez, et, sur »
» toutes choses, dans ces matières qui sont importantes, tenez-vous en garde contre »
» les sollicitations qui vous sont faites, qui vous donnent un certain air d'appro- »
» bation dans le public qui flatte un peu trop vostre esprit et soyez assuré que la »
» seule approbation consiste à faire la justice, et à bien et ponctuellement exécuter »
» les volontez du roy.... » (G.-B. DEPPING. « Correspondance administrative ». Tome IV. Pièces diverses n° 63).

Election de JOIGNY.

13 Août 1684.

On ne saisit pas les bestiaux.

Election de ST-FLORENTIN.

16 Août 1684.

On ne saisit point les bestiaux.

Election de NEMOURS.

27 Août 1684.

Les receveurs des tailles saisissent les bestiaux pour la taille, ils ne les font pas vendre. Ils ne sont pas saisis pour dettes particulières.

Ainsi, il y a des élections de la généralité de Paris dans lesquelles les receveurs des tailles, du consentement tacite du subdélégué et de l'intendant, continuent de saisir les bestiaux des collecteurs, au moins à titre comminatoire, et, dans ces élections, on a été logiquement conduit à permettre aux collecteurs d'exercer sur les redevables les poursuites dont ils étaient eux-mêmes l'objet de la part des receveurs des tailles.

Après nous être efforcé de démontrer l'intérêt qui s'attache à l'étude de l'administration particulière de chaque généralité, nous allons maintenant faire connaître les principaux motifs qui ont déterminé le choix que nous avons fait de la généralité de Paris.

Ce ne sont pas des motifs tirés de l'importance de la généralité de Paris, regardée autrefois comme « la plus considérable du royaume », en raison de son étendue (1) et surtout des revenus qu'elle procurait au trésor royal. Le « Mémoire dressé pour l'instruction du Duc de Bourgogne » ajoute même « qu'elle a toujours tenu le premier rang entre toutes les généralités depuis leur établissement qui fut fait en 1542 » (2).

Ces considérations, quelque intérêt qu'elles puissent présenter, au point de vue économique et au point de vue financier, étaient de

(1) Les intendants de Bretagne et de Languedoc étaient plus étendus que celle de Paris.

C'étaient, il est vrai, des intendants de pays d'Etats.

(2) Nous croyons devoir rappeler à ce propos que la Recette générale ou généralité d'Outre-Seine fut subdivisée en deux Recettes générales, situées l'une à Paris, l'autre à Châlons-sur-Marne, par l'édit de Décembre 1542 qui porta de 10 à 17 le nombre des Recettes générales. Toutefois, il est important de remarquer que l'édit de Décembre 1542 n'augmenta pas le nombre des généralités. C'est seulement par l'édit de Janvier 1551 qu'un Trésorier de France, Général des Finances, fut institué dans chacune des 17 Recettes générales alors existantes.

nature à céder devant d'autres considérations non moins importantes au point de vue politique et au point de vue administratif. Il ne faut pas oublier, en effet, que la capitale de la France et le siège du gouvernement et de la cour sont situés sur le territoire de la généralité. Cette proximité du pouvoir central tend à amoindrir et même à supprimer dans certains cas la part d'initiative et, par conséquent, de responsabilité, qui reviendrait normalement à l'Intendant de Paris.

Il réside à quelques kilomètres de son supérieur immédiat, le Secrétaire d'État de la Maison du Roi (1), appelé « Ministre de Paris » parce que l'administration de la généralité du même nom rentre dans ses attributions. Comment se dispenser de consulter ce dernier avant de prendre une décision dont les conséquences peuvent être particulièrement graves ? La tâche de l'Intendant de Paris sera ainsi allégée de la plupart de ses difficultés mais, toute responsabilité que l'intendant ne pourra assumer lui-même et sera contraint de laisser prendre à son supérieur hiérarchique diminuera inévitablement l'importance de son rôle d'administrateur. Alors que ses collègues, les commissaires départis qui administrent de lointaines généralités, seront amenés, en raison de la lenteur des communications, à prendre seuls de lourdes responsabilités, sauf à en rendre immédiatement compte au Ministre, lui, s'il ne dispose pas d'une énergique volonté, mise au service d'un esprit éclairé et indépendant, il s'abaissera au rang des courtisans et ne manquera jamais de pressentir le Ministre avant de mettre à exécution une décision prise.

D'autre part, le Parlement de Paris, soucieux de conserver intactes toutes ses attributions relatives à la « grande police » en général et à l'approvisionnement de Paris en particulier, ne permettait pas à l'Intendant de la généralité d'exercer sur la ville les pouvoirs qu'exerçaient normalement, dans toute l'étendue de leur ressort, les Intendants des autres généralités du royaume.

Comme si ce n'était pas assez de cette situation de continuelle dépendance, si difficilement supportable à un administrateur supérieur et si préjudiciable à son autorité, on lui enlève définitivement, en 1667, la partie théoriquement la plus importante de ses fonctions ; la Ville, Prévôté et Vicomté de Paris « en ce qui regarde la police du gouvernement, c'est-à-dire, le commerce général, la police et les autres

(1) Le département de la maison du roi était considérable. Il comprenait, outre les services proprement dits du roi, l'administration des généralités de Paris, Limoges, Soissons, Orléans, Poitiers, La Rochelle, la direction des affaires ecclésiastiques, les relations avec les Cours souveraines, la police, etc.

parties relatives au ministère ». Le nouveau fonctionnaire, en faveur duquel ce dépouillement partiel de l'Intendant de Paris est opéré, porte le nom de Lieutenant de Police et prend rang au Châtelet entre les deux premiers Lieutenants du Prévôt de Paris : le Lieutenant Civil et le Lieutenant Criminel (1).

Bientôt après, le nouveau Lieutenant du Prévôt pour la partie de police deviendra « Lieutenant Général de Police » (2) mais il ne conservera du magistrat que le titre et son apparente subordination au Parlement de Paris. En réalité, c'est un « commissaire nommé par le roi pour la Ville de Paris et ses dépendances » (3). Il y a un intendant de plus dans le royaume.

Et il arrivera qu'un homme supérieurement doué sera investi de la charge nouvelle et comprendra tout le parti qu'il peut tirer de ses importantes fonctions pour affermir son crédit à la Cour et s'élever de là jusqu'aux plus hautes situations du royaume. Cet homme, c'est le marquis d'Argenson (4). Trop précieux à Louis XIV pour que le monarque consente à lui accorder l'avancement qui aurait pu flatter son ambition, d'Argenson remplira encore ses fonctions en 1715, mais il se sera élevé peu à peu, sans quitter son poste et sans changer son titre. Il sera devenu véritablement un ministre, un ministre dont un autre ministre porte officiellement le titre et détient le portefeuille, mais aussi, un de ceux auxquels Saint-Simon, après avoir, suivant son expression pittoresque, « désossé la chose », n'hésite pas à attribuer l'autorité effective (5).

Ces fonctions de police, qui permirent au deuxième Lieutenant de police de s'élever si haut, étaient remplies, en dernier lieu, par le Lieutenant Civil du Prévôt. C'est la charge de ce magistrat qui fut dédoublée par l'édit du 3 Mars 1667 (6) et son nouveau titulaire n'en

(1) Les autres Lieutenants du Prévôt de Paris étaient les deux Lieutenants particuliers et le Lieutenant Criminel de robe courte.

(2) Déclaration du 18 Avril 1674 enregistrée au Parlement le 27 du même mois.

(3) « La Police de Paris en 1770 », page 35. Mémoire rédigé par ordre du Lieutenant général de police Sartine et publié en 1879 par M. Gazier dans le tome 5 de la collection de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France.

(4) Nous devrions préciser en disant que c'est le « premier marquis d'ARGENSON » car l'histoire n'en compte pas moins de six dont plusieurs sont demeurés célèbres.

(5) Les éloges que nous décernons ici à l'habileté du Marquis d'ARGENSON ne sauraient nous porter à commettre une injustice à l'égard de son prédécesseur LA REYNIE. Il faut sans doute regarder d'ARGENSON comme le continuateur génial de l'œuvre de LA REYNIE, mais il importe de se souvenir que ce dernier a, non seulement montré la voie à suivre, mais s'y est résolument engagé lui-même.

(6) Edit portant création de l'Office de Lieutenant de Police de la Ville, Prévôté et Vicomté de Paris, enregistré par arrêt du Parlement en date du 15 Mars 1667.

conserva que le titre, la préséance et les attributions contentieuses. On voit par là que le dépouillement partiel de l'Intendant de la généralité de Paris était purement nominal car, s'il est vrai que les attributions qui furent conférées au Lieutenant de police rentraient dans la compétence de l'Intendant, le Parlement ne lui avait jamais permis de les exercer dans les limites de la Prévôté et Vicomté de Paris.

Mais, si l'édit du 3 Mars 1667 ne causa qu'un préjudice apparent à l'Intendant de la généralité de Paris, il consacra légalement une situation de fait qui s'était établie à son détriment et lui fit perdre tout espoir d'exercer un jour les pouvoirs qu'il tenait du roi et auxquels il n'avait jamais renoncé. Tant que le roi ne s'était pas prononcé, l'Intendant pouvait légitimement espérer qu'il serait rétabli dans la plénitude de ses droits après que les prétentions traditionnelles du Parlement auraient été victorieusement repoussées. Or, en 1667, la situation de fait est résolue au profit d'un nouveau rival et ce rival, ce n'est pas un simple magistrat du Châtelet, docile à toutes les injonctions du Parlement, comme tend à le laisser croire le titre qu'on lui a conféré ; c'est l'égal de l'Intendant de la généralité, c'est un commissaire départi pour l'exécution des ordres du roi dans la Ville, Prévôté et Vicomté de Paris, et le territoire sur lequel le nouveau-venu exerce sa juridiction ne dépend plus, pour tout ce qui concerne la police, du ressort de la généralité de Paris.

La situation prépondérante que ne tarda pas à occuper le Lieutenant général d'Argenson nous permet de concevoir ce qu'aurait pu être l'Intendance de Paris si le roi avait, dès sa création, engagé la lutte contre le Parlement et assuré à son commissaire l'exercice de tous les pouvoirs qu'il lui avait attribués ou, s'il lui avait expressément conféré, en 1667, les pouvoirs de police qu'il venait d'enlever au Lieutenant Civil.

Nous ne croyons pas, au surplus, qu'un homme, quelles que fussent son intelligence et sa puissance de travail, eût pu supporter seul le fardeau écrasant d'un tel pouvoir ; la Lieutenance Générale de Police suffisant à absorber l'activité prodigieuse d'un d'Argenson et, plus tard, d'un Sartine (1). Nous n'avons fait cette supposition que pour montrer l'importance de la généralité de Paris, considérée dans son

(1) Antoine, Raymond, Jean, Gualbert, Gabriel Sartinez, chevalier de Sartine et Comte d'Alby, fut nommé Lieutenant général de Police le 21 Novembre 1759. Il remplit brillamment ses fonctions jusqu'au 30 Août 1774, date à laquelle Louis XVI, qui venait de monter sur le trône, le nomma ministre de la Marine royale. C'est sans doute le plus grand des Lieutenants de police et il n'est pas exagéré de dire qu'il personnifia la police.

ensemble, sans que Paris, qui en fait naturellement partie, en soit dissocié.

Il nous reste maintenant, avant de commencer l'exposition de notre sujet, à justifier le choix que nous avons fait de la période de trente-cinq années pendant laquelle nous nous proposons d'étudier l'administration de la généralité de Paris.

Ces trente-cinq années, ce sont les dernières du long règne de Louis XIV. La monarchie absolue a atteint son apogée et il en est de même du pouvoir de ses précieux auxiliaires : les Intendants (1). Les parlements sont réduits au silence, les gouverneurs des provinces, attirés et retenus à la Cour, n'entravent plus l'action administrative des Intendants, les États provinciaux ont perdu l'habitude de discuter les demandes du roi, ils votent désormais le « don gratuit » par acclamations et, comme le roi n'a pas manqué de leur faire savoir combien lui étaient agréables de semblables manifestations de loyalisme, une « noble émulation » existe entre les différents États.

Indépendamment de la puissance des Intendants, un certain nombre d'événements importants donnent de l'intérêt à l'époque que nous avons choisie. Ce sont :

En 1682 : La déclaration des Libertés, Droits et Franchises de l'Église gallicane ou déclaration des quatre articles.

En 1685 : L'Édit de Fontainebleau portant révocation de l'Édit de Nantes.

En 1688 : La création de la milice.

En 1689 : La création de l'intendance de Bretagne, la dernière en date (2).

(1) M. Gabriel HANOTAUX remarque que « le développement de l'institution des Intendants est toujours lié aux progrès de l'autorité royale ».

(2) L'intendance de Béarn avait été établie en 1682. Le premier intendant de Béarn fut Dubois Baillet.

Guyot fait remarquer qu'il n'est pas absolument exact de dire que l'intendance de Bretagne fut créée, en 1689, avec de Pomereu. Dès 1636, Destampes de Valençay exerçait en Bretagne les fonctions d'intendant. Il était Commissaire du roi aux États et les lettres par lesquelles il était accrédité lui donnaient les titres suivants : Conseiller d'état, maître des requêtes, Président du Grand Conseil, intendant de justice, police et finances en Bretagne. Son successeur fut de Méjusseume, conseiller au parlement de Rennes. Le 20 Septembre 1647, la cour lui fit défense, sous peine d'interdiction, de prendre le titre d'intendant de justice, police et finances en Bretagne et défendit aux sujets du roi de le reconnaître en cette qualité. Le 2 Octobre de la même année, un autre arrêt enjoignit à de Méjusseume de se rendre au parlement pour y faire les fonctions de sa charge. Un troisième arrêt, du 21 Octobre, lui ordonna de représenter ses lettres et de renoncer à l'exercice de sa commission d'intendant. De Méjusseume se pourvut au

En 1695 : La création d'un impôt direct nouveau : la capitation.

En 1709 : L'Iliver rigoureux demeuré célèbre (disette, difficultés de l'approvisionnement de Paris).

En 1710 : La création d'un deuxième impôt direct nouveau : le dixième.

D'autre part, alors que nous possédons la correspondance des successeurs de Colbert, les Contrôleurs généraux Claude Le Peletier (1), Louis Phélypeaux de Pontchartrain (2), Michel Chamillart (3) et Nicolas Desmaretz (4) avec les Intendants des provinces, nous ne possédons, des dépêches de Colbert en matière de finances, que celles expédiées pendant la période de 1678 à 1683. Toutefois, nous ne ferons pas remonter notre étude au-delà de l'intendance du marquis de Ménars. Celui-ci fut nommé Intendant de Paris le 1^{er} Janvier 1681 mais, auparavant, l'intendance était demeurée sans titulaire pendant plus d'une année. De plus, l'intendance précédente de Colbert de Croissy ne présente guère d'intérêt car Colbert de Croissy fut toujours plus occupé de diplomatie que d'administration et se fit souvent remplacer dans sa charge, soit par des Trésoriers de France, soit par des Maîtres de Requêtes, en attendant d'être appelé à des fonctions plus dignes de son ambition.

Cependant, lorsque nous n'aurons pu trouver des documents essentiels dans la période envisagée, il nous arrivera d'en emprunter au ministère de Colbert, mais, nous ne le ferons pas sans nous assurer

Conseil et obtint, le 21 Novembre 1647, un arrêt qui confirmait son titre et le maintenait dans ses fonctions d'intendant en Bretagne. Le parlement se décida alors à faire de très-humbles remontrances au roi. L'intendant comprenant que le parlement de Rennes se préparait à soutenir une lutte acharnée contre la volonté du roi, se désista, le 3 Août 1648, de ses fonctions d'intendant, non sans se réserver le droit d'en porter le titre. Les magistrats députés par le parlement auprès du roi réussirent à faire révoquer purement et simplement la commission de Méjusseau. Celui-ci dut renoncer formellement au titre d'intendant et ne réussit à se faire rétablir dans son état de Conseiller au parlement que le 6 Juillet 1649. Instruits par l'expérience, ses successeurs eurent soin de prendre le titre « d'intendant et commissaire départi par le roi pour l'exécution de ses ordres en Bretagne ».

(Guyot « Traité des offices » Tome III. Chapitre LXXXII page 128).

(1) Claude Le Peletier.

Contrôleur général des finances *du 6 Septembre 1683 au 20 Septembre 1689.*

(2) Louis Phélypeaux, comte de Pontchartrain.

Contrôleur général des finances *du 20 Septembre 1689 au 5 Septembre 1699.*

(3) Michel Chamillart.

Contrôleur général des finances *du 5 Septembre 1699 au 20 Février 1708.*

(4) Nicolas Desmaretz.

Contrôleur général des finances *du 20 Février 1708 au 15 Septembre 1715.*

que les Contrôleurs généraux qui s'étaient succédé depuis sa mort n'avaient rien changé aux instructions données par leur illustre prédécesseur.

La date de 1715 à laquelle se terminera notre étude n'a pas besoin d'être justifiée. C'est la fin d'un règne qui a duré près de trois quarts de siècle et la mort de Louis XIV marque l'arrêt définitif des progrès de l'autorité royale et des pouvoirs des Intendants. L'affaire du testament du roi défunt sera l'occasion pour le Parlement de rompre le silence si longtemps gardé et de faire sa rentrée sur la scène politique. Les Parlementaires profiteront largement de la liberté qui leur est enfin rendue pour défendre leurs prérogatives sans témoigner aucun souci de l'intérêt général et les philosophes uniront leurs efforts à ceux des magistrats pour battre en brèche l'autorité exécrée des Intendants. (1)

Les Intendants seront parmi les premières victimes de la révolution ; le dernier des Intendants de Paris, Bertier, sera massacré par la populace le 22 Juillet 1789. Et l'on pourra dire « que la fureur » populaire, en s'attaquant à l'un des plus éminents représentants de » l'Intendance, s'acharnait sur un cadavre ».

Depuis la création des Assemblées provinciales, départementales et municipales, les Intendants, dépouillés de leurs attributions les plus importantes, n'existaient plus que de nom. La plus solide des institutions de l'ancien régime était naturellement détestée ; aussi, le roi n'avait-il pas hésité à la sacrifier la première dans l'espoir incertain d'apaiser les flots de la colère du peuple et de sauver une partie de son autorité compromise.

L'avenir ne devait pas tarder à démontrer l'erreur de ce calcul. La mesure prise était plutôt de nature à précipiter le cours des événements qu'à le retarder et la tourmente révolutionnaire allait emporter l'édifice administratif de l'ancien régime imprudemment privé de ses trente colonnes maîtresses.

L'Écossais Law avait vu juste.

(1) Le Parlement cassa le testament de Louis XIV qui instituait un Conseil de régence pour attribuer tous les pouvoirs de Régent au Duc d'Orléans.

En récompense de ce service, une déclaration du 15 Septembre 1715 rendit au Parlement tous ses droits en matière d'enregistrement et de remontrances.

L'Administration de la généralité de Paris à la fin du règne de Louis XIV (1681-1715)

CHAPITRE PREMIER

L'INTENDANCE DE LA GÉNÉRALITÉ DE PARIS

§ 1^{er}. La généralité de Paris.

A l'époque de la conquête romaine, la partie de la Gaule située sur les bords de la Méditerranée formait déjà une province de l'empire : c'était la Narbonnaise. Après la conquête, Jules César divisa la Gaule en trois parties : la Gaule Belgique, la Celtique et l'Aquitaine. L'empereur Auguste fit une nouvelle division des Gaules en ajoutant aux trois provinces créées par Jules César la Narbonnaise, province sénatoriale. Ces quatre provinces étaient : la Narbonnaise, l'Aquitaine, la Lyonnaise et la Belgique.

A l'inverse de la Narbonnaise qui était administrée par un « proconsul », fonctionnaire civil placé sous l'autorité du Sénat, les trois autres provinces (Tres Galliae) étaient gouvernées par un « legatus » qui exerçait le commandement civil et militaire au nom de l'empereur, considéré comme « proconsul général ». Toutefois, à partir du III^{me} siècle, les quatre provinces de la Gaule furent soumises à l'autorité de l'empereur.

Sous les successeurs d'Auguste, le diocèse de la Gaule fut divisé en dix-sept provinces ou gouvernements principaux. Les rois de France

partagèrent leur royaume en douze provinces principales dont les députés avaient séance aux Etats-Généraux du royaume :

Paris et l'Île-de-France.
la Bourgogne.
la Normandie.
la Guyenne.
la Bretagne.
la Champagne et Brie.
le Languedoc.
la Picardie.
{ le Dauphiné et
{ la Provence.
le Lyonnais.
le Forez et le Beaujolais.
l'Orléanais.

Le rédacteur du « *Mémoire de la Généralité de Paris* » affirme que cette division est très ancienne mais BOULAINVILLIERS fait observer qu'il n'existe aucune preuve à l'appui d'une telle affirmation.

Le roi François 1^{er} la renouvela par lettres patentes données à Blois le 6 Mai 1545 qui furent enregistrées au parlement le 12 du même mois. Par ces lettres, le roi déclara que « pour tenir un bon ordre aux états et offices de son royaume, il voulait que le titre de ses lieutenants généraux ne fût porté que par les gouverneurs des douze provinces ».

Mais, cette division du royaume en provinces ne présente qu'un médiocre intérêt au point de vue auquel nous nous plaçons. Beaucoup plus importante est la division en généralités.

Il existait, dès le XV^{me} siècle, trois circonscriptions administratives à la tête desquelles étaient placés les « Généraux des finances ». Dans chacune de ces circonscriptions que nous pouvons maintenant désigner sous le nom définitif de « généralités », il existait également un Trésorier de France, officier royal chargé de l'administration du Domaine de la Couronne et un receveur général qui centralisait le produit des impôts dont les receveurs particuliers de chaque élection effectuaient le recouvrement.

Les trois premières généralités étaient :

La généralité de Languedoil (1).

(1) La généralité de Languedoil était composée des régions comprises entre la Normandie au nord, la Bretagne à l'ouest et la Guyenne au sud. C'était la partie occidentale de la France.

La généralité de Languedoc (1).

La généralité de Paris et d'autres diocèses tant sur qu'outre les rivières d'Yonne et de Seine.

En 1449, fut créée une quatrième généralité pour la Normandie. Il y a donc désormais 4 Généraux des finances, 4 Receveurs généraux et 4 Trésoriers de France (2).

Il n'est pas surprenant de compter à cette époque un si petit nombre de généralités car l'étendue des premières circonscriptions financières était considérable (3) et, de plus, d'importantes provinces comme la Bretagne, la Guyenne, la Provence, la Bourgogne n'avaient pas encore été réunies à la couronne.

On ne tarda pas à diminuer l'étendue de ces vastes circonscriptions en créant de nouvelles généralités dès la fin du XV^{me} et au cours du XVI^{me} siècles. Toutefois, comme on ne voulait pas augmenter le nombre des Généraux des finances, on se contenta de placer un receveur général à la tête de chaque nouvelle généralité.

Le nombre des Généraux des finances ne sera augmenté qu'au milieu du XVI^e siècle. Jusqu'à cette époque, il faudra donc se garder soigneusement d'assimiler la recette générale à la généralité.

En 1484, il y avait 6 recettes générales.

En 1523, une ordonnance (4) énumère les 10 recettes générales suivantes :

Outre-Seine, Languedoil, Normandie, Languedoc, Guyenne, Bourgogne, Picardie, Provence, Dauphiné, Bretagne.

L'édit de Décembre 1542 (5) contient la liste des généralités existantes au moment de sa publication :

Outre-Seine, Normandie, Picardie, Languedoil, Guyenne, Bretagne, Languedoc, Bourgogne, Dauphiné, Provence. Cette liste est identique à la liste des recettes générales de l'ordonnance du 28 Décembre 1523.

Cet édit eut pour objet d'augmenter le nombre des circonscriptions

(1) La généralité de Paris et d'autres diocèses tant sur qu'outre les rivières d'Yonne et de Seine était séparée par la Seine de la généralité de Languedoil et limitée au Nord par la Picardie, à l'est par la Lorraine et au sud par la Bourgogne. C'était la partie orientale de la France. On la désignait sous le nom abrégé de « généralité d'Outre-Seine et Yonne » ou de « généralité d'Outre-Seine ».

(2) A l'origine, les Trésoriers de France faisaient partie de la Chambre des comptes. En 1455, ils formèrent une chambre distincte, la Chambre du trésor.

(3) L'étendue de l'élection avait été limitée, en principe, à cinq ou six lieues, par les ordonnances des 10 Juin 1445 et 26 Août 1452.

(4) Ordonnance du 28 Décembre 1523 article 1^{er} Isambert XII 224 citée par d'Arbois de Jubainville.

(5) Edit donné à Cognac par François 1^{er} le 7 Décembre 1542.

administratives. Il portait à dix-sept le nombre des recettes générales en modifiant de la façon suivante les dix généralités :

Généralité d'Outre-Seine : 2 recettes générales à Paris et à Châlons-sur-Marne.

Généralité de Normandie : 2 recettes générales à Caen et à Rouen.

Généralité de Languedoil : 5 recettes générales à Bourges, Tours, Poitiers, Issoire et Lyon.

Généralité de Languedoc : 2 recettes générales à Toulouse et à Montpellier.

Généralité de Provence : 1 recette générale à Aix (pas de changement).

Généralité du Dauphiné : 1 recette générale à Grenoble (pas de changement).

Généralité de Guyenne : 1 recette générale à Agen (1) (pas de changement).

Généralité de Picardie : 1 recette générale à Amiens (pas de changement).

Généralité de Bourgogne : 1 recette générale à Dijon (pas de changement).

Généralité de Bretagne : 1 recette générale à Nantes (2) (pas de changement).

L'édit oblige les Généraux des finances à placer un commis près de chacun des Receveurs généraux en vue d'exercer un contrôle sur la comptabilité de ces derniers, mais, il est important de retenir qu'il n'augmente pas le nombre de généralités dont il donne l'énumération.

C'est un autre édit, celui de Janvier 1551 (3), qui créa autant de généralités que de recettes générales en établissant un Trésorier de France, Général des finances, dans le ressort de chacune de ces dernières (4). De plus, cet édit unit les charges de Général des finances et de Trésorier de France et supprime l'office de Changeur du trésor (5). On pourvut fort simplement au remplacement du Changeur

(1) La recette générale de la Guyenne sera plus tard transférée à Bordeaux.

(2) L'édit ne fait pas mention de la recette générale de Bretagne établie à Nantes. Par suite de cette omission, un certain nombre de commentateurs ou d'historiens disent que l'édit de Décembre 1542 porta à 16 le nombre des recettes générales. La lacune de l'édit a été signalée par M. d'ARBOIS DE JUBAINVILLE.

(3) Isambert XIII 236-247.

(4) L'édit de Janvier 1551 ne modifie aucune recette générale à l'exception de celle d'Issoire qu'il transfère à Riom.

(5) Le Changeur du trésor centralisait les revenus provenant des biens domaniaux dont l'administration était confiée aux Trésoriers de France et, plus tard, lorsque le roi eut d'autres sources de revenus que son domaine, le produit des impôts, déduction faite des dépenses locales.

du trésor en ordonnant que les revenus du domaine de la couronne seraient désormais versés aux Receveur généraux.

Quelques années plus tard, on constate que les charges de Général des finances et de Trésorier de France sont de nouveau séparées. Mais, une ordonnance rendue par Henri III, au mois de Juillet 1577, unit définitivement les charges de Trésorier de France et de Général des finances. Malheureusement, l'ordonnance attribuait à une compagnie de 5 Trésoriers de France, Généraux des finances, les pouvoirs dévolus à un fonctionnaire unique par l'édit de Janvier 1551. Ces 5 officiers étaient désignés sous le nom de Trésoriers généraux et leur compagnie sous celui de « Bureau des finances » (1).

Après avoir retracé, aussi brièvement que nous l'avons pu, l'histoire des généralités jusqu'au milieu du XVI^e siècle (2), nous pouvons

(1) On n'était pas passé sans transitions de 4 à 5 Trésoriers généraux. L'ordonnance de Juillet 1577 avait été précédée par l'édit d'Octobre 1571 qui créa un 2^e Trésorier de France et par l'édit d'Août 1576 qui en créa un troisième. C'est en unissant les charges de ces trois Trésoriers de France aux charges des deux Receveurs généraux que l'ordonnance de Juillet 1577 institue un bureau des finances composé de cinq Trésoriers généraux. Cette ordonnance fut suivie d'un édit du mois de Janvier 1581 qui crée un sixième Trésorier général et un Président dans chaque bureau, par un édit de Janvier 1586 qui crée deux autres Trésoriers généraux et par un édit de Juin 1586 qui institue un second office de Président. De nouvelles créations de Trésoriers généraux furent faites par les édits d'Août 1621, de Février 1626, d'Avril 1627, de Mai 1633 et 1635, de Mars 1691 et 1693 et de Juin 1696.

(2) D'autres généralités furent créées aux 17^{me} et 18^{me} siècles.

En 1789 il existait 34 généralités, savoir :

20 généralités dans les pays d'élections :

Paris (1542), Alençon (1636), Amiens (1542), Auch (1716), Bordeaux (1542), Bourges (1542), Caen (1542), Châlons-sur-Marne (1542), Grenoble (1542), La Rochelle (1594), Limoges (1558), Lyon (1542), Montauban (1542), Moulins (1557), Orléans (1558), Poitiers (1542), Riom (1542), Rouen (1542), Soissons (1595), Tours (1542).

6 généralités dans les pays d'imposition :

Alsace (13 districts de ville et 54 bailliages). — Corse (11 juridictions). — Lorraine et Barrois (26 bailliages en Lorraine et 10 en Barrois). — Roussillon (3 vigueries). — Franche-Comté (14 bailliages). — Metz et les 3 Evêchés (6 bureaux de recette des finances).

8 généralités dans les pays de l'Etats :

Dijon (1542), 19 bailliages et 4 élections. — Toulouse (1542) 11 diocèses et Montpellier (1542) 12 diocèses (Ces deux généralités ne formaient qu'une seule intendance). — Aix (1542) 22 vigueries. — Rennes (1542) anciennement Nantes, 9 évêchés. Intendance établie en 1689. — Pau et Bayonne. Ces deux généralités furent alternativement réunies ou séparées. — Elles furent supprimées en 1787 et réunies, la première à celle d'Auch et la seconde à celle de Bordeaux. — Valenciennes (Hainaut et Cambrésis), vers 1678, 3 prévôtés et 7 gouvernances. — Lille (Flandre et Artois), 1691, 8 bailliages et 1 gouvernance.

donner, de la généralité, la définition suivante qui résulte de ce qui précède. La généralité est l'étendue de territoire soumise à la juridiction d'un bureau des finances et, primitivement, à la direction d'un des quatre Généraux des finances (1).

Quant à l'élection, circonscription administrative initiale, dont le caractère n'a pas varié, on peut la définir ainsi : l'étendue de territoire soumise à la juridiction d'un siège d'élus (2).

A la fin du dix-septième siècle, la généralité de Paris était limitée de la façon suivante :

au Nord, par la généralité d'Amiens,
au Nord-Est, par celle de Soissons,
à l'Est, par celle de Châlons-sur-Marne,
au Sud-Est, par celles de Dijon et de Moulins,
au Sud-Ouest, par celle d'Alençon,
à l'Ouest, par celle de Rouen.

Son territoire était de forme très irrégulière, beaucoup plus étendu en longueur qu'en largeur. Au Sud, l'Auxerrois, petit canton de la généralité de Bourgogne, était enclavé entre les élections de Joigny, de Saint-Florentin et de Tonnerre et n'était rattaché au reste de sa généralité que par un étroit passage.

Au point de vue de la superficie, nous ne pouvons la connaître que par les approximations des anciens auteurs qui sont loin d'être concordantes.

Le « *Mémoire de la Généralité de Paris* » parle d'une longueur d'environ 70 lieues sur différentes largeurs comprises entre 30 et 45 lieues (3).

En 1762, l'abbé d'Expilly évalue à 1.500 lieues carrées la superficie totale de la généralité et l'Encyclopédie méthodique réduit ce chiffre à 1.157 (4).

La généralité de Paris, outre l'archevêché du même nom, comprenait des portions de l'archevêché de Sens et des évêchés de Beauvais, de Senlis et de Meaux. D'autre part, cinq élections dépendaient en partie

(1 et 2) Ces deux définitions sont empruntées à M. A.-M. DE BOISLISLE (Introduction au « *Mémoire de la Généralité de Paris* »).

(3) Ces lieues sont des grandes lieues de France qui sont égales à 2.500 toises ou 3.000 pas géométriques, soit un peu moins de 5 kilomètres.

La lieue commune de France valait 2.282 toises, et celle des environs de Paris 2.000 toises et la petite lieue de France 1.666 toises et 4 pieds.

(4) Voir A.-M. de BOISLISLE. Introduction au « *Mémoire de la Généralité de Paris* ».

des diocèses de Rouen, Chartres, Evreux, Auxerre, Langres et Autun. Toutefois, une seule élection faisait partie de trois diocèses. C'était celle de Pontoise dont le territoire dépendait des évêchés de Paris, Beauvais et Rouen.

Si nous examinons maintenant la généralité d'après l'ancienne division de la France en provinces ou gouvernements (1), nous constatons qu'elle comprenait la plus grande partie de l'Ile-de-France, du Beauvaisis (pays compris dans la province de Picardie) et de la Brie (2), avec des portions de la Beauce, de la Champagne, de la Picardie, du Gâtinais, du Vexin et du Nivernais (3).

Alors que l'ancienne généralité de Paris, telle qu'elle avait été déterminée par les édits de Décembre 1542 et de Janvier 1551, comprenait toute l'Ile-de-France, la généralité du 17^e siècle n'en comprend plus que la majeure partie. La partie de l'Ile-de-France enlevée à la généralité de Paris avait servi à former, après coup, la généralité de Soissons.

Cette dernière fut établie en vertu d'un édit donné au camp, devant La Fère, au mois de Novembre 1595, vérifié au Parlement le 7 Avril 1596, à la Cour des Comptes le 7 Mai suivant et à la Cour des Aides le 29 du même mois. L'édit de Novembre 1595 avait été rendu en exécution du traité conclu à Follenbray, au mois de Janvier 1596, entre le roi Henri IV et le duc de Mayenne. Par ce traité, le roi avait accordé au duc de Mayenne la ville Soissons comme place de sûreté. Il y établit un bureau des finances au mois de Juin 1596 et un bailliage royal avec siège présidial le 1^{er} Mai 1597.

La nouvelle généralité fut composée d'une partie des provinces d'Ile-de-France, de Champagne et de Picardie. Elle était limitée au nord, par le Hainaut et le Cambrésis, à l'est, par la généralité de Châlons-

(1) Pour être exact, il ne faut pas manquer d'ajouter que la généralité de Paris comprenait non seulement des territoires dépendant des gouvernements de l'Ile-de-France et de Champagne et Brie mais encore tout le territoire du gouvernement de Paris. Avant le quinzième siècle, les gouvernements de la ville de Paris et de l'Ile-de-France étaient exercés par le même gouverneur mais ils furent séparés, une première fois en 1528 et, une seconde fois, définitivement, en 1594.

(2) On nommait Brie toute l'étendue de territoire comprise entre la Seine et la Marne. Ce pays avait eu autrefois pour capitale Brie-Comte-Robert, ville ainsi nommée parce qu'elle avait été bâtie par Robert, Comte de Dreux, sire de Brie, frère du roi Louis VI le Gros.

(3) La partie nord de la généralité faisait partie du gouvernement de l'Ile-de-France et celle située au midi, vers la Bourgogne, du gouvernement de Champagne et Brie.

En remontant plus loin dans le passé comme le fait l'auteur du « *Mémoire de la Généralité de Paris* », on constaterait que les territoires qui composaient la généralité appartenaient, partie à la Gaule Belgique et partie à la Celtique.

sur-Marne, au sud, par la généralité de Paris et à l'ouest, par la généralité d'Amiens. Elle comprenait tout le Soissonnais, le Laonnais, le Valois, la Thiérache, une partie du Vermandois et du Beauvaisis.

Des sept élections de la généralité de Soissons, quatre avaient été enlevées à la généralité de Paris, c'étaient les élections de Soissons, Crépy-en-Valois, Château-Thierry et Clermont ; l'élection de Laon avait été distraite de la généralité de Châlons-sur-Marne et l'élection de Noyon provenait de la généralité d'Amiens. A ces six élections, on ajouta, en 1614, celle de Guise (1).

Malgré le démembrement partiel qu'elle avait subi, la généralité de Paris comptait encore, au XVII^{me} siècle, vingt-deux élections, y compris celle de Paris (2). C'étaient : Paris, Senlis, Compiègne, Beauvais, Pontoise, Mantes, Montfort, Dreux, Etampes, Melun, Nemours, Meaux, Rozoy, Coulommiers, Provins, Nogent-sur-Seine, Montereau, Sens, Joigny, Saint-Florentin, Tonnerre, Vézelay (3).

Si nous voulons maintenant donner une idée de l'étendue de la généralité de Paris en fonction de nos circonscriptions administratives actuelles, il faut dire qu'elle comprenait en entier les départements de la Seine, de la Seine-et-Oise et de la Seine-et-Marne, les trois quarts du département de l'Yonne, la moitié ou les deux tiers de celui de l'Oise, une petite portion de l'Eure-et-Loir, une partie de la Nièvre (l'arrondissement de Clamecy), une partie de l'Aube et de l'Aisne, quelques paroisses du Loiret et de la Côte-d'Or et, dans la Seine-

(1) Les détails relatifs à la généralité de Soissons sont tirés de l'ouvrage de M. Pierre DUBUC « L'Intendance de Soissons sous Louis XIV » (1643-1715).

(2) Il convient d'ajouter que si la généralité de Paris avait perdu, à la fin du XVI^e siècle, les élections de Soissons, Crépy-en-Valois, Château-Thierry et Clermont, elle avait été augmentée, vers la fin du XVII^{me} siècle, de plusieurs paroisses de la généralité d'Orléans et de 20 paroisses de la généralité de Rouen. Ces dernières avaient été enlevées à l'élection de Chaumont et Magny lors de la création de l'élection de Pontoise (édit du mois de Mars 1691).

La dernière élection créée fut celle de Montereau (édit du mois de Septembre 1696).

(3) Les élections de Senlis, Compiègne, Beauvais, Pontoise, Mantes, Montfort, Dreux, Etampes, Melun et Nemours, dépendaient du gouvernement de l'Ile-de-France.

L'élection de Paris constituait seule le gouvernement de la Ville, Prévôté et Vicomté de Paris.

Quant au gouvernement de Champagne et Brie, il comprenait, dans la généralité de Paris, les élections de Meaux, Coulommiers, Rozoy, Provins, Nogent-sur-Seine, Montereau, Sens, Joigny, Saint-Florentin, Tonnerre et Vézelay. La partie du gouvernement de Champagne et Brie rattachée à la généralité de Paris est très petite par rapport au reste de ce gouvernement (Voir « *Mémoire de la Généralité de Paris* » titre 1^{er} chapitre 2^e Du gouvernement militaire).

Inférieure, le canton de Gournay (arrondissement de Neufchâtel-en-Bray).

La généralité de Paris comptait la population la plus nombreuse mais les statisticiens de l'époque sont loin d'être d'accord au sujet de son chiffre. Le « Mémoire » donne le chiffre de 856.938 habitants pour la généralité, non compris Paris. Vauban a adopté ce chiffre dans sa « Dûne royale » et il donne, pour Paris, le chiffre rond de 720.000 habitants, soit, au total : 1.576.938 habitants.

En 1710, Laurent Tuffereau, commis du Contrôleur général, a dressé un tableau de la population de l'ensemble de la généralité. dont le total, rectifié par M. A.-M. DE BOISLISLE, s'élève à 1.619.708 habitants.

« L'Encyclopédie des Finances » donne, d'après Necker, le chiffre de 1.781.700 habitants, et, en 1745, celui de 1.892.000.

Les « Etrennes Universelles », de 1776, fournissent le chiffre de 1.643.513 habitants.

Quant à l'abbé d'Expilly, il évalue en 1780, la population de la généralité (Paris non compris) à 943.515 habitants et la population totale à 1.681.975 habitants (1).

On ne peut attacher une trop grande importance à tous ces chiffres car les différentes méthodes en usage pour le dénombrement des populations (moyennes annuelles des excédents de naissances, évaluation approximative de la valeur du feu, évaluation arbitraire, à 874 habitants, par exemple, de la population de chaque lieue carrée) contenaient beaucoup d'éléments incertains et variables.

Le système de dénombrement des populations par feux était le plus simple, on l'effectuait à l'aide des registres municipaux et des rôles de la taille. C'est ainsi qu'on procéda aux dénombremens généraux de 1709 et de 1713. Ces dénombremens ont fourni, pour la généralité de Paris, les chiffres suivans :

1709 : 2.103 paroisses et 209.670 feux.

1713 : 2.086 paroisses et 212.277 feux.

§ 2. Origines de l'Intendance

En raison de la situation de la généralité de Paris par rapport au siège du gouvernement, on pourrait dire à priori, et avec une égale vraisemblance, soit que cette province fut la première à recevoir un

(1) Voir A.-M. DE BOISLISLE « *Mémoire de la Généralité de Paris* ». Notes.

intendant parce qu'elle était dans l'impossibilité d'opposer aucune résistance aux desseins du pouvoir central, soit, au contraire, qu'elle fut la dernière, le besoin s'en faisant moins sentir que dans les autres généralités.

Un simple coup d'œil jeté sur l'histoire des administrateurs de la généralité suffit à nous persuader qu'il faut éliminer la première hypothèse. Quant à la seconde les documents nous manquent pour la vérifier, même dans le cadre restreint des généralités des pays d'élections. Ce qui est certain, c'est que des provinces offrirent une vigoureuse résistance à l'emprise du pouvoir central et retardèrent, autant qu'elles le purent, l'établissement d'un intendant à porte fixe. Nous avons déjà cité le cas de la Bretagne, pays d'Etats, dans lequel une intendance ne fut instituée qu'en 1689.

M. A.-M. DE BOISLISLE dit, dans le même ordre d'idées, qu'à l'origine, la généralité de Paris fut peut-être traitée autrement que le reste du royaume. Il invoque, à l'appui de cette manière de voir, l'édit du mois d'Août 1553 relatif aux chevauchées des six Maîtres des Requêtes de l'Hôtel du Roi qui avaient été désignés pour faire des inspections générales dans les provinces (1). Cet édit ordonne que « au » regard des pays et provinces du ressort du Parlement de Paris (2), » lesdits six Maîtres des requêtes, allant ou retournant de faire lesdites » chevauchées, passeront chacun par divers endroits dudit ressort, » pour y faire tel et semblable devoir qu'ès autres lieux de leursdites » chevauchées » (3). Mais, M. A.-M. DE BOISLISLE constate également, que, deux ans plus tard, lorsque le roi Henri II régla, par ses lettres du 23 Mai 1555, les départements des Maîtres des requêtes qui devaient « aller entendre à la justice et aux finances dans les provinces », l'un d'eux, de Mesmes, seigneur de Roissy, fut spécia-

(1) Cet édit fut enregistré au parlement de Paris le 7 Septembre 1553. Il répartit, dans son article 2, les maîtres des requêtes qui seront chargés d'aller faire les chevauchées dans les ressorts des parlements de province. Un pour le ressort du parlement de Rouen, un pour le ressort du parlement de Bordeaux, un pour le ressort du parlement de Toulouse, un pour les ressorts des parlements de Grenoble et d'Aix ainsi que pour les provinces de Lyonnais, Forez et Beaujolais, un pour le ressort du parlement de Dijon et un pour la Bretagne.

(2) Depuis la création des parlements de province, le ressort du parlement de Paris comprenait les provinces suivantes : Ile-de-France, Beauce, Sologne, Berri, Auvergne, Lyonnais, Forez, Beaujolais, Nivernais, Bourbonnais, Mâconnais, pays d'Aunis et Rochelois, Anjou, Angoumois, Maine, Perche, Picardie, Champagne, Brie, Touraine, Poitou, Orléanais proprement dit, Blaisois, Vendômois, une partie de la Marche.

Les parlements de province étaient au nombre de onze à la fin du dix-septième siècle et de treize en 1789.

(3) A.-M. DE BOISLISLE Introduction au « *Mémoire de la Généralité de Paris* ».

lement désigné pour remplir ce rôle à Paris (1). De ces deux exemples en sens contraire, on ne peut donc rien conclure.

Dans la même année, un édit créa des offices de « généraux superintendants sur les deniers communs, dons et octrois des Villes du royaume » (2). Pour la « Trésorerie et Généralité » établie à Paris, la charge fut acquise par Guillaume de Marillac (3), valet de chambre du roi, ancien Général des Monnaies et Maître des Comptes.

L'ingérence du pouvoir royal dans l'administration des finances municipales fut très mal accueillie à Paris. L'assemblée de ville ordonna de communiquer à Guillaume de Marillac les rôles des deniers communs et lui permit de pénétrer dans la salle de ses délibérations mais elle décida, en même temps, qu'elle demanderait au roi la suppression de son office de surintendant. Le roi, dont la première idée, en créant ces nouveaux offices, n'avait peut-être été que de se procurer des ressources en spéculant sur le désir d'autonomie financière de ses bonnes villes, supprima le surintendant de Paris, le 3 Novembre 1555, moyennant paiement d'une somme de 12.000^L au titulaire évincé et de 6.000^L à lui-même.

La suppression de tous les autres offices eut lieu en 1560 (4).

Depuis la suppression de l'office de « Général superintendant sur les deniers communs, dons et octrois de la Ville de Paris », dont l'éphémère titulaire fut Guillaume de Marillac, jusqu'au milieu du règne de Louis XIII, nous ne savons pas comment fut administrée la généralité de Paris. M. DE BOISLISLE émet cependant l'hypothèse que Paris et l'Ile-de-France furent administrés par des Commissaires du Bureau des finances et non par des intendants.

La première commission d'intendant dans l'Ile-de-France, dont l'existence est officiellement constatée, porte la date de 1633. Son

(1) CHASSEBRAS DE BRÉAU. Préface de la « Continuation de l'histoire des Maîtres des requêtes », cité par A.-M. DE BOISLISLE.

(2) ISAMBERT. « Recueil des anciennes lois françaises », tome XIII, cité par A.-M. DE BOISLISLE.

(3) C'était le père du Garde des Sceaux Michel de Marillac.

(4) GUYOT dit qu'Henri II avait établi plusieurs intendants, dès l'année 1551, sous le titre de Commissaires départis pour l'exécution des ordres du roi (« Traité des offices » tome III, Chapitre LXXXII, page 121).

Cette opinion est probablement exacte puisque M. Gabriel HANOTAUX indique comme premier intendant Pierre Panisse, Président de la Cour des Aides de Montpellier. Ce magistrat fut nommé, en 1553, « Superintendant pour l'exercice et l'administration de la justice en l'isle de Corse ». Ce fut le premier administrateur français de la Corse. (Voir HANOTAUX « Origines de l'institution des intendants dans les provinces »).

titulaire fut le Sieur d'Orgeval (1), conseiller d'État, Maître des requêtes ordinaires de l'Hôtel-du-Roi (2), de son nom, Geoffroy Luillier, seigneur de la Malnaison et d'Orgeval près Poissy. Il était exclusivement chargé de la direction et de la surveillance des troupes mises sur pied par Louis XIII dans les trois provinces d'Ile-de-France, de Picardie et de Champagne, ainsi que de la répartition des impositions nécessaires à leur entretien et à leur subsistance.

L'énumération de ses attributions nous permet de connaître le caractère de ce premier intendant. C'est un intendant d'armée, semblable à ceux qui furent créés par Henri IV. Il exerce ses fonctions de justice et de police non seulement dans l'armée mais dans les provinces occupées par les troupes. En ce qui concerne les provinces, il n'a pas d'autres pouvoirs que ses pouvoirs de police. Mais, comme il est chargé de pourvoir aux besoins de l'armée en assurant la répartition et le recouvrement d'impositions exceptionnelles, il mérite de porter, au point de vue militaire, le titre « d'Intendant de justice, police et finances ».

Au point de vue de l'administration des provinces, M. DE BOISLISLE fait remarquer que la commission dont il a révélé l'existence est tirée des Dépôts de la Guerre et, comme il arrive souvent que des commissions distinctes pour la guerre et pour la justice sont données au même intendant, il émet l'hypothèse que, peut-être, le Sieur d'Orgeval était titulaire d'autres commissions lui conférant, en matière de justice et de finances, des pouvoirs analogues à ceux qui lui avaient été attribués en matière militaire. Cette explication est

(1) Le sieur d'Orgeval avait été reçu Chevalier de Malte en 1612. Il avait été nommé Conseiller au Parlement de Paris en 1627 et Maître des Requêtes le 16 Décembre 1632.

Il fut par la suite intendant en Provence et mourut au mois d'Avril 1671.

(2) Les intendants furent généralement choisis parmi les Maîtres des requêtes. Ceux-ci ne tardèrent pas à considérer l'accessibilité aux fonctions de commissaire départi comme le privilège exclusif de leur corps.

Voici, à ce propos, un curieux passage du « Journal » du Maître des requêtes Olivier LEFÈVRE d'ORMESSON (tome I, page 344) 1646. « Le samedi 20 Janvier, au » Conseil, je rapportai quelques requestes. M. le Prince se plaignant du » désordre des provinces et que c'estoit la faute des Intendans, nous dismes tous » que l'on n'y envoyoit plus de maistres des requestes, et que c'estoit une exclusion » des intendances. Chacun parla contre M. de Beaubourg qui alloit en Lorraine. » Enfin, M. Le Gras dit que l'on prenoit les intendants dans le parlement ; que » M. du Tronchay alloit à Caen et que c'estoit une des clauses de son contrat, » et que cela faisoit partie du prix de sa charge. Cela alloit contre M. d'Emery. » L'on dit que l'on envoyoit M. Lasnier ambassadeur en Portugal. Enfin, la » contestation fut bonne. Jamais M. le Chancelier ne parla, ayant son chapeau » baissé sur les yeux ».

ingénieuse mais elle ne nous paraît pas vraisemblable et nous préférons adopter une autre hypothèse, également émise par M. DE BOISLISLE, à savoir « qu'il est probable qu'on n'avait pas encore jugé nécessaire de » soumettre Paris et le pays environnant au même régime que les » provinces plus éloignées de la Cour et du gouvernement central ».

Un Sieur de Montescot (1) est qualifié « Intendant de la justice, police et finances » dans une pièce sans date qui indique que 5 Trésoriers de France lui sont adjoints pour pourvoir aux étapes des troupes dans la généralité de Paris. Il porte le même titre dans le récit d'une émeute qui eut lieu à Chéroy, en 1641, à la suite de l'établissement du droit de subvention. Vers la fin de l'année 1643, on constate qu'il est chargé de l'assiette et du régallement des tailles.

D'après plusieurs passages du *Journal du Maître des requêtes* Olivier LEFÈVRE D'ORMESSON, M. DE BOISLISLE pense que ce magistrat a dû exercer une sorte de surintendance de la voirie à Paris, en 1645.

Comme la conclusion de M. DE BOISLISLE ne résulte pas avec évidence de la lecture de ces passages, nous les reproduisons simplement, sans les commenter.

1645. « Le samedi, 16 Décembre, je fis signer un arrest au Conseil » pour la construction d'un quay depuis le pont Notre-Dame jusques » à la Grève, sur la requeste de M. le Maréchal de Bassompierre qui » en avoit le don et je fus commis » (2).

1646. « Le mercredi, 17 Janvier, je fis rapport au Conseil de » Direction où estoient M. le Prince, M. le Chancelier, M. le Surin- » tendant, de l'affaire pour les boutiques de la rue dela Barillerie, je fis » entendre l'ordonnance des Trésoriers de France, tesmoignai peu de » passion pour l'exécution de cette affaire et exposai la difficulté faite » par M. le premier Président. Nostre modération anima tellement » Messieurs du Conseil, qu'ils cassèrent l'ordonnance des Trésoriers » de France et ordonnèrent que l'arrest seroit exécuté et par nous, et » que M. le Surintendant verroit M. le premier Président, pour, s'il » continuoit ses difficultés, rapporter l'affaire devant la reyne » (3).

Ces quelques noms d'intendants présumés sont les seuls que nous puissions citer pendant la période des origines. Ce n'est qu'à partir de 1647 que nous nous trouverons en présence d'une succession presque ininterrompue d'intendants à la tête de la généralité de Paris.

(1) François de Montescot, Sieur de Courtaut et du Plessis, fils d'un Trésorier du Bureau des parties casuelles. Il avait été reçu conseiller au Parlement le 14 Juin 1617. Il devint Maître des requêtes le 4 Février 1622 et résigna sa charge en 1650.

(2) Journal d'Olivier LEFÈVRE D'ORMESSON, Tome I, page 337.

(3) Journal d'Olivier LEFÈVRE D'ORMESSON, Tome I, page 344.

§ 3^e. Les Intendants de Paris de 1647 à 1745

En 1647, (1) l'intendance de Paris fut confiée à Antoine Le Camus, seigneur d'Hémery (2), Maître des requêtes depuis 1631, Président à la Chambre des Comptes depuis 1638 et Conseiller d'Etat.

Le 21 Avril 1648, Antoine Le Camus devint Contrôleur général des finances et le Maître des requêtes Nicolas Fouquet (3) lui succéda à l'intendance de Paris.

Voici en quels termes Olivier LEFÈVRE D'ORMESSON nous raconte cet événement :

1648. Vendredy-Saint, 10 Avril : « J'appris que M. Le Camus estoit » Contrôleur général et que M. Fouquet avoit l'intendance de » Paris » (4).

1648. Vendredy, 17 Avril : « J'appris que M. Le Camus estoit » Contrôleur général et que son frère, le maistre des Comptes à » Montpellier, estoit surintendant des bastimens du roy, moyennant » 200.000 livres qu'il donnoit à Monsieur le Cardinal » (5).

1648. Samedy, 18 avril : « De là, complimenter M. Le Camus » qui me dit que la charge de Contrôleur des finances luy coustoit » 600.000 livres avec une chaisne, qu'il avoit 54.000 livres d'appoin- » temens et que Monsieur le Cardinal en avoit 35.000 sur le » revenu » (6) et, plus loin : « Il me dit que M. d'Avaux revenoit » et que Monsieur le Cardinal de Sainte-Cécile (7) alloit à Munster, » dont on auguroit bien pour la paix : que M. Fouquet avoit » l'intendance de Paris, et son père, le maistre des comptes, la » surintendance des bastimens ». (8).

Nicolas Fouquet était né à Paris en 1615. Nommé Maître des requêtes en 1636, il avait déjà été intendant, soit d'armée, soit de justice, en Lorraine, en Catalogne, dans les Flandres et en Dauphiné. En arrivant à l'intendance de Paris, il obtint que, s'il mourait en exercice, même sans avoir acquitté le droit dû aux parties casuelles, la

(1) Acte du 21 Décembre 1647.

(2) Antoine Le Camus avait été également intendant en Languedoc et Président de la 1^{re} Chambre des enquêtes avant de devenir Président de la Chambre des Comptes.

(3) Fouquet ou Fouquet, l'orthographe varie suivant les auteurs.

(4, 5 et 6) Journal d'Olivier LEFÈVRE D'ORMESSON, Tome I, page 474.

(7) Michel Mazarin, archevêque d'Aix, frère du Ministre.

(8) Journal d'Olivier LEFÈVRE D'ORMESSON, Tome I, page 475.

propriété de sa charge de Maître des requêtes serait néanmoins conservée à ses héritiers. (Brevet du 18 Mai 1648).

Quelque temps après, les quatre Cours Souveraines, le Parlement de Paris, la Chambre des Comptes, la Cour des Aides et le Grand Conseil s'assemblèrent, malgré la Régente, dans la Chambre de Saint-Louis et se mirent d'accord pour rédiger la célèbre déclaration qui envisageait la participation des cours souveraines au pouvoir.

L'article 10 de cette déclaration, rédigé le 3 Juillet 1648, après deux délibérations prises la veille, est ainsi conçu : « Les Intendants » de justice et toutes autres commissions extraordinaires, non » vérifiées es cours souveraines, seront révoqués dès à présent. Toutes » les commissions extraordinaires demeureront révoquées, toutes les » ordonnances ou jugements rendus par les intendants de justice » seront cassés et annulés ; défense aux sujets du roi de les connoistre » pour juges ni de se pourvoir devant eux, à peine de 10.000 livres » d'amende, etc. . . ».

Fouquet s'était abstenu de paraître aux assemblées de la Chambre de St-Louis, à cause « que l'on délibérait contre les intendances dont » il en avait une ». Il fit observer que sa nomination à l'intendance de Paris était trop récente pour qu'on le comprît dans la suppression générale proposée par Broussel mais aucune exception ne fut faite en sa faveur.

La Régente ne sanctionna pas la déclaration du 3 Juillet. Elle insista pour conserver des intendants dans les provinces frontières de Lyonnais, de Champagne et de Picardie. Les cours souveraines consentirent à prendre un arrêt dans ce sens, à charge que les intendants conservés dans les provinces frontières de Lyonnais, de Champagne et de Picardie ne connaîtraient ni de la justice, ni des finances.

Toutefois, la reine eut assez d'habileté pour faire des réserves au sujet des attributions des parlements de province et revenir ainsi sur les concessions auxquelles elle avait été contrainte. L'édit du 17 Juillet 1648 portant révocation des commissions d'intendants et autres commissions extraordinaires exceptait formellement le Languedoc, la Bourgogne, la Provence, le Lyonnais, la Picardie et la Champagne « à la charge que les intendants esdites provinces ne se » mesleront d'impositions, ni levées de deniers, ny faire aucune fonction » de juridiction contentieuse, estant seulement pour assister les » gouverneurs en l'exécution de leurs pouvoirs ».

Le Parlement de Paris, satisfait d'avoir triomphé sur la question des pouvoirs financiers des intendants, accepta le même jour les exceptions faites en faveur des six provinces énumérées plus haut.

En exécution de l'édit de Juillet 1648, l'intendance de Paris fut supprimée mais, cette suppression ne fut que momentanée. La Régente quitta Paris le 6 Janvier 1649 et elle emmena Fouquet en qualité d'intendant. Celui-ci, qui exerçait les fonctions d'intendant d'armée, leva des contributions de blé et d'avoine pour la subsistance des troupes. Ce fut lui, d'autre part, qui régla les taxes à percevoir sur les maisons de campagne des bourgeois de Paris.

Ces agissements de Fouquet ne tardèrent pas à avoir leur écho au Parlement. Voici ce que raconte à ce sujet Olivier LEFÈVRE D'ORMESSON.

1649 Février : « L'on fit plainte ensuite que M. Fouquet, » maistre des requestes, donnoit des ordonnances comme intendant » dans l'armée du roy pour faire contribuer les villages de blé et » d'avoine à desduire sur leurs tailles. Puis, on parla d'un rôle de taxes » fait à Saint-Germain sur presque tous les bourgeois et officiers de » Paris, à cause de leurs terres à la campagne. L'imprimé estant » donné à lire, on lut d'abord un arrest du Conseil d'un haut, par » lequel le roy, pour la subsistance de son armée, ordonnoit que les » maisons de campagne appartenant aux bourgeois de Paris seroient » taxées, au payement desquelles taxes les receveurs et fermiers des » terres seraient contrainst par vente des meubles estant esdites » maisons, matériaux d'icelles et coupe des bois de haute futaie » (1).
et, plus loin : « L'on délibéra sur les deux plaintes à l'égard de » M. Fouquet. L'on ordonna qu'il rapporteroit sa commission dans » trois jours et cependant deffenses furent faites de l'exécuter ; » quelques-uns estoient d'avis de l'interdire et mesme des maistres des » requestes en place. Pour l'autre, il fut donné arrest de deffenses et, » en cas que l'on passast outre, l'on useroit de représailles sur les » maisons des gens de cour à Paris » (2).

On était alors en pleine « Fronde parlementaire » et les injonctions du Parlement, appuyées par la « cavalerie des portes cochères » (3), ne pouvaient être qu'inopérantes sur l'intendant de l'armée du roi.

Au cours du siège de Paris, la Régente partagea, les pays environnants entre trois intendants d'armée : Nicolas Fouquet, établi à Lagny, se vit attribuer toute la partie de la Brie au nord de la Seine.

(1) Journal d'Olivier LEFÈVRE D'ORMESSON, Tome I, page 680.

(2) Journal d'Olivier LEFÈVRE D'ORMESSON, Tome II, page 681.

(3) On nomma ainsi l'armée de 12.000 hommes qu'on avait décidé de lever dans Paris assiégé, à raison d'« un homme et un cheval » par chaque porte cochère. Les généraux de cette armée avaient été solennellement nommés dans la Grand' Chambre du Parlement.

De Villemontée, le pays compris entre Saint-Germain et Saint-Denis et Pierre Lenet, le pays qui s'étend de Saint-Germain à Brie-Comte-Robert, Corbeil et Melun, à l'ouest et au sud de la Seine (1).

Le 11 Mars 1649, la « Fronde parlementaire » se termina par la paix de Rueil. Il est probable que Fouquet fut alors remis en possession de ses anciennes fonctions d'intendant de la généralité de Paris car, Olivier LEFÈVRE D'ORMESSON nous apprend qu'il fut désigné, au début de l'année 1650, pour l'accompagner dans ses tournées à travers la généralité. Ce passage du « Journal » fait dire à certains auteurs que Mazarin rétablit l'intendance de Paris au mois de Janvier 1650 (2).

Voici les termes dans lesquels d'ORMESSON parle de sa nomination :

Mardi, 5 Janvier 1650. « L'apresdinée, je fus voir M. d'Emery sur le sujet de ma nomination pour aller dans la généralité de Paris avec M. Fouquet. Il me témoigna qu'il falloit partir bientôt » (3).

Jeudi 6 Janvier. « L'apresdinée, je fus chez M. Davaux où je m'expliquai à lui sur le dessein de faire mon quartier avant de partir. Il me promit de m'y servir (4).

Au cours de l'année 1650, Fouquet accompagna la Cour en voyage. Au retour, la faveur de Mazarin lui permit d'obtenir la charge de Procureur général près le Parlement de Paris. Il abandonna donc l'intendance de Paris (5).

(1) CHASSEBRAS DE BRÉAU, auteur de la « Continuation de l'Histoire des Maîtres des requêtes » de Blanchard, ajoute qu'Antoine Le Fèvre de la Barre fut intendant à Paris pendant la Fronde.

Antoine Le Fèvre de la Barre était Conseiller au Parlement de Paris depuis 1645. Il fut nommé Maître des requêtes le 2 Mars 1653. Devenu Gouverneur du Canada en Juin 1682, il mourut à Paris le 4 Mai 1688. (D'après A.-M. DE BOISLISLE).

(2) Charles Godard. « Les pouvoirs des intendants sous Louis XIV ».

(3) Journal d'Olivier LEFÈVRE D'ORMESSON. Tome I, page 801.

(4) Journal d'Olivier LEFÈVRE D'ORMESSON.

Tome I page 802.

M. Cheruel émet l'hypothèse que la mission d'Olivier d'ORMESSON dans la généralité de Paris a été la cause de l'interruption de son « Journal » qu'il n'a repris que dix ans plus tard, en 1661.

(5) C'est en 1653 que Fouquet devint surintendant des finances. Arrêté en 1661, traduit devant une chambre de justice spécialement composée en vue de juger son procès, Fouquet, reconnu coupable des crimes de péculat et de rébellion, fut condamné au bannissement. Louis XIV substitua à cette peine celle de la détention perpétuelle. Fouquet, enfermé au château de Pignerol, y mourut probablement en Mars 1680.

Le premier successeur de Foucquet, Louis Le Tonnelier de Breteuil (1), Maître des requêtes et Intendant en Languedoc, ne fut nommé, selon les généalogistes, que le 12 Août 1653. L'intendance de Paris serait donc demeurée sans titulaire pendant trois ans à moins que l'histoire ne nous ait pas conservé les noms des successeurs immédiats de Foucquet.

Louis Le Tonnelier de Breteuil devint Contrôleur général des finances le 20 Octobre 1657 (2). Il fut remplacé par Louis Boucherat comte de Compans, Maître des requêtes depuis 1643, Conseiller d'Etat ordinaire depuis 1651. Auparavant, Boucherat avait été intendant en Haute-Guyenne en 1651, intendant en Languedoc en 1652 et intendant en Champagne et Brie en 1655. Il entra au Conseil royal des finances en 1681 et, en 1685, après la mort de Letellier, Louis XIV le nomma Chancelier de France et Garde des Sceaux. Il mourut en 1699.

En 1658, l'intendant de la généralité de Paris était Thomas Le Lièvre, marquis de Fourilles et de la Grange, Conseiller d'Etat depuis 1638 (3).

M. DE BOISLISLE a découvert, dans les manuscrits Clairambault, une liste de Commissaires départis d'après laquelle Thomas Le Lièvre était encore à l'intendance de Paris en 1662. L'année suivante, ses fonctions furent exercées par 5 Trésoriers de France et par 3 seulement en 1664.

De 1665 à 1667, ces 3 Trésoriers de France furent adjoints au Maître des Requêtes Barrillon d'Amoncourt (4). Ce dernier n'occupait pas longtemps l'intendance de Paris car Jean-Baptiste Colbert désirait rapprocher de la Cour son frère aîné, Charles Colbert de Croissy, qui avait été successivement intendant en Lorraine, en Alsace, en Touraine, en

(1) Louis Le Tonnelier de Breteuil était fils d'un Procureur général à la Cour des Aides. Il avait été Conseiller aux Parlements de Rennes et de Paris avant d'acheter une charge de Maître des requêtes, le 16 Janvier 1644.

(2) Il fut évincé en faveur de Colbert, en 1666. Il entra au Conseil d'Etat en qualité de Conseiller semestre et fut nommé Conseiller ordinaire en 1680. Il mourut le 18 Janvier 1685.

(3) Auparavant, Thomas Le Lièvre avait été Conseiller au Châtelet en 1625, Conseiller au Parlement en 1626, Maître des requêtes en 1634 et Président au Grand Conseil en 1637. Il mourut le 13 Août 1669.

(4) Paul Barrillon d'Amoncourt était fils d'un Président aux Enquêtes. Il débuta dans la magistrature en 1650, par une charge de Conseiller au Parlement. Il devint ensuite Maître des Requêtes et fut chargé de la réformation des eaux et forêts de l'Île-de-France. En quittant l'intendance de Paris, il fut chargé de différentes commissions sur les frontières. Nommé Conseiller d'État semestre le 27 Avril 1672, il fut envoyé en 1673 à Cologne, en qualité de plénipotentiaire, et resta ambassadeur à Londres de 1677 à 1689. Il mourut à Paris en Juillet 1691.

Poitou, puis Commissaire aux Etats de Bretagne et, en 1667, intendant à la suite de l'armée du roi.

Pour permettre au Contrôleur général de réaliser son désir, Barrillon d'Amoncourt fut invité à échanger son intendance de Paris contre l'intendance d'Amiens et Soissons dont Charles Colbert de Croissy était titulaire en dernier lieu. Cet échange eut lieu au mois de Janvier 1668.

Colbert de Croissy fut un administrateur en titre. En Mars 1668, il fut nommé plénipotentiaire au Congrès d'Aix-la-Chapelle, en Août 1668, ambassadeur à Londres, en 1678, plénipotentiaire à Nimègue.

Pendant les nombreuses absences auxquelles l'obligeaient ses fonctions diplomatiques, il était remplacé à l'intendance de Paris par des Trésoriers de France ou par des Maîtres des requêtes. C'est ainsi que, de 1675 à 1679, son suppléant fut Vincent Hotman (1), intendant des finances.

Au retour des négociations qui précédèrent le traité de Nimègue, auxquelles il avait pris une part considérable, Charles Colbert de Croissy acheta une charge de Président à mortier et fut nommé secrétaire d'État des affaires étrangères le 20 Novembre 1679. Il mourut en fonctions, en 1696, à l'âge de soixante-et-onze ans.

A la suite du départ de Colbert de Croissy, l'intendance de Paris demeura sans titulaire pendant plus d'une année. Enfin, le 1^{er} Janvier 1681, le contrôleur général fit nommer à ce poste le frère de sa femme, Jean-Jacques Charron, marquis de Ménars et baron de Conflans-Sainte-Honorine (2) qui était intendant à Orléans.

Au témoignage de Saint-Simon, le marquis de Ménars était « une très belle figure d'homme et un fort bon homme aussi ». De semblables appréciations se rencontrent si rarement sous la plume impitoyable de l'auteur des « Mémoires » qu'elles constituent le plus précieux hommage qui puissent être rendu au beau-frère de Colbert. Nous aurons l'occasion de découvrir dans sa correspondance avec le Contrôleur général, comme aussi dans les rapports qu'il rédigeait à la suite de ses tournées annuelles, des preuves de sa modération et de son esprit d'équité.

(1) Vincent Hotman, Ancien Conseiller au Grand Conseil. Maître des requêtes depuis le 23 Août 1656. Il avait été successivement intendant de justice en Guyenne, en Touraine et dans la Marche. Il exerça les fonctions de Procureur général près la Chambre de justice de Novembre 1654. Il devint intendant des finances en 1666 et mourut à Paris le 14 Mars 1683.

(2) La commission du Marquis de Ménars est la première qui figure dans le registre du Secrétariat d'État de la Maison du roi.

De Ménars occupa l'intendance de Paris pendant 10 ans. Il la quitta vers la fin de l'année 1690 après s'être rendu acquéreur d'une charge de Président à mortier.

L'intendance de Paris, devenue vacante, fut convoitée par l'ancien Contrôleur général Claude Le Peletier pour son gendre d'Argouges et par le Contrôleur général en fonctions, de Pontchartrain, pour son frère cadet Jean Phélypeaux. Ce fut naturellement le Contrôleur en fonctions qui l'emporta et Jean Phélypeaux fut nommé Intendant de Paris le 13 Décembre 1690.

Jean Phélypeaux, âgé alors de 45 ans, était Maître des requêtes depuis 1686. Saint-Simon porte sur lui un jugement analogue à celui qu'il porte sur le marquis de Ménars, c'est-à-dire très favorable, quoique non dépourvu d'envie et de méchanceté. « C'était un bon homme et fort » homme d'honneur, mais il ne fût jamais arrivé à rien sans un frère » tout-puissant, qui, à l'exemple de Colbert, protégea tout ceux qui » portaient son nom. Pontchartrain l'aimait beaucoup et ils vivaient » parfaitement en frères » (1).

En examinant les lettres adressées par Phélypeaux à son frère et au Contrôleur général Chamillart, nous trouverons des preuves de ses sentiments d'humanité et d'un esprit d'indépendance qui lui fait le plus grand honneur.

Jean Phélypeaux devint Conseiller d'Etat semestre en 1693, puis Conseiller d'Etat ordinaire le 10 Mai 1705. Atteint d'apoplexie en 1708, il dut se rendre aux eaux de Bourbon (2). Il en revint impotent et, en août 1709, il résigna ses fonctions. Accablé d'apoplexies et privé de la vue, il mourut le 19 Août 1711.

Roland Armand Bignon de Blanzay fut nommé en remplacement de Jean Phélypeaux de Pontchartrain par commission en date du 17 Août 1709. Né le 23 Septembre 1666, il avait débuté, en 1689, par la charge d'avocat général à la Cour des Aides. Nommé Maître des requêtes en 1693, il avait remplacé M. Chamillart, comme intendant des finances, en 1699. Il mourut, dans l'exercice de ses fonctions, le 21 Février 1724, à l'âge de cinquante-sept ans.

A cette intendant s'arrête notre étude. Nous nous bornons à mentionner les noms de ses successeurs jusqu'à la révolution.

Ce furent :

Nicolas, Prosper Bauyn d'Angervilliers, 1^{er} Mars 1724-23 Mai 1728.

(1) Saint-Simon « Mémoires » cité par A.-M. DE BOISLISLE.

(2) Ville d'eaux très fréquentée à la fin du règne de Louis XIV. Aujourd'hui, Bourbon l'Archambault.

Louis, Achille, Auguste de Harlay, comte de Cély, 1^{er} Juin 1728-28 Décembre 1739.

René Hérault, 30 Décembre 1739-2 Août 1740.

Marc, Pierre Voyer de Paulmy, comte d'Argenson, 5 Août 1740-Août 1742.

Paul, Esprit Feydeau de Brou, 3 Octobre 1742-20 Novembre 1742.

Louis, Jean Bertier, marquis de Sauvigny, 1^{er} Décembre 1742-1776.

Louis, Bénigne, François Bertier, fils du précédent, adjoint à son père le 12 Août 1768 et seul titulaire de l'intendance de 1776 jusqu'à sa mort tragique qui eut lieu le 22 Juillet 1789.

« Cette intendance, disait le marquis d'Argenson en parlant de » l'intendance de Paris, qui élève peu après à la place de Conseiller » d'Etat, est une place de favori » (1). On peut juger, d'après la longue liste, chargée de noms illustres, que nous avons reproduite, de l'exactitude de la constatation faite par celui qui la brigua en vain et s'y vit supplanté par son propre frère.

(1) « Mémoires du Marquis d'Argenson », Tome II, page 254.

CHAPITRE II

ADMINISTRATION MILITAIRE

§ 1^{er}. Gouverneurs et Intendants

A l'origine, les gouverneurs des provinces exerçaient seuls tous les pouvoirs militaires. Ils avaient le commandement des troupes de leur province et, par suite, la mission de prévenir et de réprimer par la force les émeutes et les rebellions. Mais, loin de se consacrer exclusivement à leurs fonctions militaires, ils ne se gênaient pas pour empiéter sur les attributions civiles réservées aux baillis.

Jusqu'au règne de Louis XII, les Lieutenants généraux du roi exercèrent une autorité absolue dans leurs provinces. Certains d'entre eux jouissaient de droits de souveraineté, en vertu de leurs provisions, et délivraient des lettres de grâce, des lettres de rémission et des lettres de naturalité.

Le « *Mémoire de la Généralité de Paris* » ajoute simplement que « sur les remontrances que fit le Parlement au roi Louis XII sur ce » pouvoir étendu, Sa Majesté y pourvut. Aujourd'hui, l'autorité des » Gouverneurs des provinces consiste à conserver en l'obéissance du » roi les provinces et les places qui sont de leurs gouvernements, les » maintenir en paix, les défendre contre les ennemis de l'Etat, veiller à » ce qu'elles soient bien fortifiées et munies de ce qui est nécessaire, » et faire prêter main-forte à la justice lorsqu'ils en sont requis ».

En réalité, les gouverneurs des provinces continuèrent à prendre de l'importance au cours du XVI^{me} siècle et c'est seulement au commencement du XVII^{me} qu'ils atteignirent l'apogée de leur puissance.

Henri IV se refusa à transformer en fiefs héréditaires les charges qu'ils tenaient en vertu de commissions révocables et il leur adjoignit des lieutenants de son choix.

Richelieu prit ombrage de la trop grande puissance des gouverneurs ; il diminua leur nombre de 17 à 4 et s'efforça de les réduire à leurs seules fonctions militaires en leur enlevant la plupart de leurs

attributions civiles, à l'exception, toutefois, de la présidence des États provinciaux.

Louis XIV suivit l'exemple du Cardinal. Il leur enleva d'abord le maniement des deniers publics et la connaissance des affaires judiciaires. L'autorité absolue qu'ils exerçaient auparavant sur les troupes de leur gouvernement fut attribuée au Conseil du Roi. Les régiments particuliers destinés au service de leur hôtel leur furent retirés. On les remplaça par une Compagnie de Gardes. Il les attira à sa cour fastueuse et ses grands ministres, Colbert et Louvois, administrèrent le royaume en se passant de leur concours (1).

On peut donc dire qu'à la fin du règne de Louis XIV les gouverneurs ont surtout des prérogatives honorifiques (2) et que toute l'autorité effective est passée entre les mains des intendants.

Sans doute, les gouverneurs conservent encore leurs pouvoirs militaires, qu'ils exercent le plus souvent par l'intermédiaire d'un «commandant», mais ils ne sont plus seuls. Les ordres qui leur sont adressés sont transmis également à l'intendant et, c'est de concert avec ce dernier, qu'ils doivent assurer le recrutement, l'équipement et l'approvisionnement des troupes et pourvoir au service des étapes et des quartiers d'hiver.

Si le gouverneur est toujours le premier dans la province, l'intendant est l'homme de confiance du gouvernement et il est tout-puissant, car il n'a d'autre raison d'être que de faire exécuter les volontés du roi.

« A partir de Colbert, dit M. Marchand, le Contrôleur général des finances prend, dans l'administration et le gouvernement, un rôle prépondérant. C'est lui, en réalité, qui régit les provinces; un homme d'épée y aurait mal secondé ses vues et serait peut-être resté rebelle à ses directions : il trouvait dans l'intendant plus de compétence et plus de docilité » (3).

Voici, d'autre part, l'énumération des pouvoirs d'ordre militaire que M. Baudry reconnaît aux intendants, sous Louis XIV.

« L'intendant avait, dans les limites de sa généralité, la levée et l'administration de l'arrière-ban et des milices, la haute main sur le recrutement de l'armée régulière et de la marine, une immixtion

(1) Plus tard, en 1750, il fut même interdit aux gouverneurs de résider dans leurs provinces.

(2) Louis XIV avait réduit la durée de leurs fonctions à 3 années. Pour conserver leur charge à l'expiration de cette période de 3 ans, ils étaient obligés de se pourvoir d'une nouvelle commission.

(3) J. Marchand « Un intendant sous Louis XIV » page 64 cité par DUBUC.

» dans l'administration des régiments, l'intendance militaire pour les
» logements et les vivres des troupes, la police et la justice prévôtales
» pour tous les excès qu'elles pouvaient commettre envers l'habitant ;
» il surveillait et construisait au besoin les fortifications et, enfin,
» prenait part, s'il le jugeait à propos, aux opérations militaires qui
» s'accomplissaient sur le territoire de sa province » (1).

En comparant cette longue énumération des pouvoirs militaires des intendants aux quelques vagues attributions que le « *Mémoire de la Généralité de Paris* » veut bien reconnaître aux gouverneurs (2), on ne manque pas de constater que, même au point de vue militaire, la balance des pouvoirs penche singulièrement du côté des intendants (3).

§ 2. Le recrutement de l'armée régulière

Louis XIV eut d'abord uniquement recours au système traditionnel des engagements volontaires pour constituer ses armées. Puis, à la veille de la guerre de la Ligue d'Augsbourg, il institua une sorte de service militaire obligatoire, ce fut la milice.

Les intendants n'exerçaient qu'une surveillance générale sur l'armée régulière ; la milice, au contraire, fut organisée, équipée, armée et approvisionnée par leurs soins.

Nous constaterons une distinction analogue, dans le domaine financier, entre les impositions existantes à la création des intendants et les impositions nouvelles. Tandis que les élus avaient conservé, en matière de tailles, une partie de leurs prérogatives, toute l'administration et le contentieux de la capitation et du dixième étaient de la compétence des intendants.

Le recrutement de l'armée régulière s'effectuait par l'intermédiaire de sergents recruteurs qui parcouraient les villes et les villages à la recherche des recrues possibles. Ces sergents se servaient d'auxiliaires stipendiés auxquels on donnait le nom de « racoleurs ». Ils opéraient

(1) P. BAUDRY « Mémoires de N.-J. Foucault » page 122.

(2) Voir Supra.

(3) « L'intendant, a dit M. Ernest Lavisse, c'est un préfet qui siégerait à » la Cour d'appel, présiderait le Tribunal de première instance, jugerait au besoin » dans son cabinet, vérifierait les comptes des trésoriers, receveurs et percepteurs, » l'assiette et le recouvrement des impôts et rendrait des ordonnances sur la » matière, serait ingénieur et conducteur des Ponts-et-Chaussées, présiderait la » Chambre de commerce, serait inspecteur des manufactures avec pouvoir de » réglementer, commandant de recrutement, chef de la gendarmerie, recteur, » inspecteur d'académie ». (« *Histoire de France*. », tome VII, page 364).

également au moyen d'affiches par lesquelles ils adressaient un vibrant appel aux jeunes gens du pays et portaient à leur connaissance que le sergent recruteur de tel régiment des armées du roi était à leur disposition pour recevoir leurs engagements. Le bureau de recrutement était toujours établi dans un cabaret et il n'était pas rare de voir les sergents recruteurs provoquer l'ivresse de leurs auditeurs ou recourir à la violence pour leur arracher une signature.

D'autre part, indépendamment du recrutement qui s'effectuait dans les cabarets honnêtes, il existait un racolage plus dangereux encore pour les jeunes gens imprudents parce qu'il se pratiquait dans des cabarets borgnes appelés « fours ». C'est ainsi qu'en 1673, il n'y avait pas moins de 28 fours à Paris.

De tels procédés soulevaient l'indignation d'une opinion publique foncièrement hostile au service militaire obligatoire et qui témoignera plus tard d'une irréductible opposition à l'égard de la milice.

L'arrivée d'un sergent recruteur dans un village était généralement considérée comme un fléau. Parfois, les paysans s'attroupaient, accusaient le sergent de vouloir leur voler leurs fils et menaçaient de lui faire un mauvais parti.

Le pouvoir royal finit par comprendre que, s'il ne réprimait pas les abus commis par les sergents recruteurs, les difficultés du recrutement ne feraient que s'accroître. Il laissa donc aux intendants le soin de prononcer sur les réclamations formulées à l'occasion d'engagements arrachés par la violence ou contractés à la faveur de l'ivresse. Les abus continuèrent sans doute car ils étaient inhérents à la fonction de recruteur mais, grâce à l'action modératrice exercée par les intendants, ils n'augmentèrent pas.

Dans l'impossibilité où nous sommes de pouvoir citer un document relatif au recrutement forcé dans la généralité de Paris proprement dite, nous reproduirons un passage d'une lettre adressée le 10 Février 1706 au Lieutenant général de police d'Argenson par le Chancelier de Pontchartrain.

« . . . Vous me mandez par la mesme lettre que vous prenez toutes » les mesures nécessaires pour empescher les enrollemens forcez. C'est » à quoy vous ne sçauriez trop veiller. Je dois cependant vous dire, à » cette occasion, qu'il m'est revenu que Chantepie, exempt du guet, » fait luy-mesme de ces enrollemens forcez, et qu'il se sert des » escouades pour cet usage. J'en fais réprimande au Sieur Duval, et je » vous prie, de vostre costé, de tenir la main à empescher un pareil » abus. On dit aussy qu'il s'en sert pour arrester les déserteurs et pour » d'autres usages semblables. Vous sçavez que les brigades et les

» escouades du guet sont uniquement établies pour la seureté
» publique, que c'est à elles à qui on a recours et confiance dans les
» occasions de violences, de vols, de baldries et autres choses
» semblables. Si on les employoit à des usages comme celuy d'enroller,
» cette mesme confiance que le peuple y a s'esvanouiroit bientost et il
» ne pourroit en arriver que de grands inconvénients.... » (1).

Cette lettre nous permet de faire les trois constatations suivantes : le recrutement forcé existait à Paris, en 1706 ; le gouvernement avait donné ordre au Lieutenant de police de l'empêcher par tous les moyens en son pouvoir ; le recrutement forcé était pratiqué, en particulier, par un exempt du guet qui ne craignait pas de détourner ses escouades de leur service pour les utiliser à son profit.

Après avoir signalé les abus auxquels le recrutement de l'armée régulière donnait lieu de la part des sergents recruteurs, il nous reste à rappeler les abus, non moins graves, commis par les colonels et par les capitaines.

Les capitaines fournissaient eux-mêmes les hommes de leur compagnie et ils en percevaient la solde d'après des états impossibles à contrôler sur le moment. Beaucoup n'hésitaient pas à majorer frauduleusement le chiffre des hommes qui constituaient l'effectif de leur compagnie. Lorsque les officiers inspecteurs, désignés par le roi, venaient passer une revue ou « montre », les capitaines malhonnêtes complétaient hâtivement leur effectif au moyen d'un certain nombre d'hommes, réunis pour la circonstance, et qu'on appelait « passe-volants ».

Pour empêcher une fraude de ce genre, il aurait peut-être suffi d'ordonner aux inspecteurs de passer leurs revues à l'improviste mais, il faut croire que ce moyen n'était pas efficace, car la répression fut confiée par Louvois aux intendants.

Le ministre avait déjà institué des « Commissaires des guerres » chargés de seconder les intendants dans l'accomplissement de leurs fonctions d'ordre militaire. Ces commissaires étaient spécialement délégués aux revues avec mission de découvrir les fraudes et d'en faire leur rapport à l'intendant. Celui-ci avait le pouvoir de faire emprisonner tous les agents des services de la guerre soupçonnés de corruption ou de négligence.

En principe, l'intendant était tenu de passer lui-même la revue des troupes qui séjournaient dans sa généralité.

(1) DEPPING « Correspondance administrative », Tome II. Police n° 146.

§ 3. Les Milices

Au moment où le prince d'Orange débarquait en Angleterre, Louis XIV qui se proposait de rétablir Jacques II, son hôte de Saint-Germain, dut songer à se procurer de nouvelles ressources en hommes. Il ne fallait pas compter sur les engagements volontaires, à peine suffisants en temps de paix malgré la ruse et la violence déployées par les recruteurs. Le roi adopta donc l'idée de substituer aux levées de deniers des levées de soldats et de rétablir, en quelque sorte, l'institution des francs-archers.

Par l'ordonnance du 29 Novembre 1688(1), il ordonna qu'il serait levé et mis sur pied dans le royaume 30 régiments de milice de 10, 15, 18 ou 20 compagnies chacun, suivant la force et l'étendue des provinces. Chaque compagnie devait être composée de 50 hommes.

L'organisation du recrutement de la milice fut confiée aux intendants. Aux termes de l'ordonnance, ils dressaient un état de toutes les paroisses de leur généralité. Chaque paroisse imposée à moins de 4000^L. fournissait 1 homme, à moins de 6.000^L. 2 hommes. Les paroisses les plus faibles étaient exemptées, mais seulement dans la proportion d'une sur trois.

Les habitants de chacune des paroisses assujetties à la contribution en hommes désignaient eux-mêmes leurs miliciens suivant un procédé analogue à celui employé pour l'élection des collecteurs. Les miliciens devaient être célibataires, domiciliés dans la paroisse, âgés de vingt ans au moins et de quarante ans au plus. La durée du service était fixée à deux ans. (2)

Le privilège accordé aux paroisses de choisir elles-mêmes leurs miliciens donna lieu aux plus grandes difficultés car les hommes qui remplissaient les conditions exigées témoignaient fort peu d'empressement à solliciter les suffrages de leurs concitoyens (3). En général, les habitants dont les fils étaient susceptibles d'être choisis se cotisaient pour offrir une certaine somme d'argent à celui ou à ceux qui voulaient bien accepter d'entrer dans la milice pour le compte de la paroisse.

(1) ISAMBERT, Tome XX, 66.

(2) Elle fut portée à 6 ans sous Louis XVI. Ordonnances du 15 Décembre 1775 et du 30 Janvier 1778.

(3) L'intendant Foucault raconte qu'en arrivant à l'intendance de Caen, en 1689, il trouva une population disposée à mettre en œuvre « tout ce que la plus fine chicane pouvait inventer pour s'exempter de prendre les armes ».

(D'après A.-M. de BOISLISLE. Notes du « *Mémoire de la Généralité de Paris* »).

Il arrivait parfois que, même à prix d'argent, on ne pouvait trouver dans la paroisse aucun milicien ; on cherchait alors dans les paroisses voisines et c'est ainsi que la milice tendit à se recruter par voie d'engagements volontaires, comme les régiments de l'armée régulière.

Mais ce n'était pas le résultat cherché, bien au contraire, car les hommes qui acceptaient, à prix d'argent, de faire le service pour les paroisses auraient pu s'engager dans les régiments du roi et ce n'était pas un avantage que d'organiser une milice, de médiocre valeur militaire, en tarissant la source du recrutement de l'armée régulière (1).

Aussi, on ne tarda pas à adopter le système de recrutement, par voie de tirage au sort, préconisé par Vauban.

L'ordonnance du 23 Décembre 1691 prescrivit que le milicien de chaque paroisse serait désigné au moyen d'un tirage au sort entre les garçons et les jeunes hommes mariés de la paroisse. Le remplacement fut autorisé par l'ordonnance du 1^{er} Février 1705.

Ce qui prouve bien que la milice n'était autre chose qu'une contribution de guerre évaluée en hommes, c'est que la faculté d'exonération fut établie par le règlement du 10 Septembre 1709 à raison de 75 livres par homme.

Théoriquement, les communautés d'habitants étaient tenues d'équiper leurs miliciens mais, pratiquement, c'étaient les intendants qui s'occupaient de l'habillement, de l'équipement et de l'armement.

Chaque subdélégué organisait le tirage au sort dans les paroisses de sa circonscription.

L'intendant et ses subdélégués étaient seuls chargés de la surveillance des miliciens tant que ceux-ci demeuraient dans leurs foyers. Ils les passaient en revue.

L'intendant exerçait non seulement son autorité sur les miliciens mais encore sa juridiction. C'était lui qui prononçait contre les réfractaires les peines édictées par la loi. Les miliciens s'adressaient à lui, par l'intermédiaire du subdélégué, pour obtenir la permission de s'absenter ou de se marier.

La milice mise sur pied à l'occasion de la guerre de la Ligue d'Augsbourg, en vertu de l'ordonnance du 29 Novembre 1688, se composa de 30 régiments à l'effectif moyen de 835 hommes, au total 25.050 hommes. Les capitaines et les colonels de ces régiments devaient avoir servi dans les armées du roi.

(1) Ce qui le prouve, c'est que quinze régiments de milice furent licenciés en 1695 dans le but de faciliter le recrutement de l'armée régulière. D'autre part, les miliciens appelés en 1705, à l'occasion de la guerre de la Succession d'Espagne, furent incorporés dans les régiments de l'armée régulière.

La généralité de Paris fournit 2 régiments de 15 compagnies chacun ce qui faisait, au total, tant en sergents qu'en soldats, 1.500 hommes. Ces deux régiments furent commandés respectivement par le Sieur du Pas, ancien lieutenant des Gardes du Corps et par le Sieur de Lignières qui avait aussi du service.

En 1695, au mois de Janvier, le roi ordonna la réforme d'un des régiments de milice de la généralité de Paris. Ce fut celui du Sieur de la Coste qui avait succédé au Sieur du Pas, décédé. On avait licencié de même, à cette époque, 14 autres régiments de milice dans le but de rendre plus facile le recrutement de l'infanterie.

Le régiment du Sieur de Lignières ne fut réformé qu'après la signature du traité de Ryswyck (1697), en même temps que les derniers régiments de milice.

Voici le rapport adressé par de Ménars, intendant de la généralité de Paris, au Contrôleur général, au sujet de l'imposition extraordinaire établie pour la subsistance, l'équipement et l'armement des miliciens.

Mémoire sur les dépenses de la milice, envoyé par de Ménars, intendant de la généralité de Paris, au Contrôleur général.

17 Août 1689.

État de l'imposition faite en l'année 1689 dans la généralité de Paris pour la subsistance de la milice, habits et armes des soldats.

Il a été mis sur pied, par ordre du Roi, deux régiments de milice, composés de 15 compagnies chacun, qui font en tout 1.500 hommes, non compris les officiers.

Il a été ordonné que l'on imposeroit, au sol la livre de la taille, 2 sols par jour pour chacun homme ; c'est, jusqu'au jour de départ, à raison de 3^L. par mois pour les 1.500 hommes, par mois 4.500^L. que les syndics de chacune paroisse ont levées, dont on les fait compter actuellement.

Il en a été payé trois mois ou environ aux soldats jusqu'au jour de leur départ, montant à 13.500^L.

Plus, pour la solde des officiers des deux régiments, on a imposé 21.600^L., pour toute l'année 1689. Les collecteurs qui ont fait la levée doivent mettre cette somme entre les mains des receveurs des tailles. Il y aura beaucoup de revenant-bon, parce que les officiers n'ont été payés que de deux ou trois mois, plus ou moins, dont il faudra faire compter les receveurs des tailles à la fin de cette année ou au commencement de la prochaine, ci 21.600^L.

A Reporter..... 35.100^L.

<i>Report</i>	35.100 L.
Plus, les syndics ont encore levé, au sol la livre de la taille, la somme nécessaire pour l'habit (1), chapeau, bas souliers, linge, surtout, épée, baudrier, gibecière, fourniments et fusil du soldat. Cela a coûté par chacun 90 L. par estimation, ce qui revient pour 1.500 hommes, à	135.000 L.
Somme totale de la dépense.....	170.100 L.

Outre cette dépense, il s'en n'est fait beaucoup d'autres que l'on a empêchées autant que l'on a pu, lorsque l'on en a eu connaissance.

Dans la plupart des paroisses où il y avait beaucoup de garçons, les pères et mères se cotisoient à 3 L. plus ou moins, pour donner au garçon qui s'offroit de servir volontairement. Dans d'autres paroisses, où il y avoit peu de garçons, les pères, dont le fils pouvoit être nommé, donnoient 20 et jusqu'à 30 écus à celui des garçons de la paroisse qui vouloit bien servir en sa place.

Outre cette dépense, les syndics ont fait beaucoup de voyages pour l'achat des habits et armes et pour rendre compte des différends qui sont survenus entre les habitants pour raison de cette milice (2).

Pendant la guerre de la succession d'Espagne, on leva une nouvelle milice mais les miliciens, au lieu d'être constitués en régiments spéciaux, comme en 1689, furent versés dans les régiments de l'armée régulière (3).

C'est au sujet de cette deuxième levée de 25.000 hommes, effectuée en 1705, que le Duc de Saint-Simon écrit : « Ce fut une grande ruine » et une grande désolation dans les provinces. On berçait le roi de » l'ardeur des peuples à y entrer ; on lui montrait quelques échantillons » de deux, de quatre, de cinq à Marly, en allant à la messe, gens bien » trayés, et on lui faisait des contes de leur joie et de leur empressement. » J'ai entendu cela plusieurs fois, et le roi les rendre après en s'applau- » dissant ; tandis que moi, par mes terres et par tout ce qui s'en disait, » je savais le désespoir que causait cette milice, jusque là que quantité » se mutilaient eux-mêmes pour s'en exempter. Ils criaient et pleuraient

(1) L'ordonnance du 29 Novembre 1688 n'avait pas assujetti les miliciens au port de l'uniforme. Ils ne tardèrent pas à être traités, à ce point de vue, de la même façon que l'armée régulière.

(2) A. M. DE BOISLISLE « *Mémoire de la Généralité de Paris* ». page 455.

(3) En 1771, l'institution changea de nom. La milice se transforma en « Régiments provinciaux » et les miliciens prirent le nom de » soldats provinciaux ».

» qu'on les menait périr, et il était vrai qu'on les envoyait presque
» toutes en Italie dont il n'en était jamais revenu un seul. Personne ne
» l'ignorait à la cour : on baissait les yeux en écoutant ces mensonges
» et la crédulité du roi, et après, on s'en disait tout bas ce qu'on
» pensait d'une flatterie si ruineuse » (1).

Nous croyons que Saint-Simon n'exagère pas, en le décrivant, le désespoir que la milice causait au peuple. Dans un placet (2) adressé au roi, le 16 Janvier 1707, par Jean-Baptiste Bodin-Desperrières, procureur du roi, lieutenant de police, maire perpétuel à Montlhéry et subdélégué de l'intendant de Paris, nous trouvons des expressions qui ne sont pas moins fortes. Ce subdélégué parle du « chagrin qui
» prend si fort les jeunes miliciens qu'ils ne font point de pas qu'à
» regret, et même, souvent, ils tombent malades avant que d'être à
» l'armée ». Il cite l'exemple d'un ancien milicien qui a fait les deux premières milices et qui lui aurait déclaré que, « s'il fallait retourner à la milice, il aimerait mieux souffrir la mort ».

Convainc que la milice ruinait beaucoup de paroisses et n'était presque d'aucun profit pour le service du roi, Bodin-Desperrières osa proposer au roi, d'abord verbalement puis dans son placet, de la remplacer par une imposition de « 100^L pour un soldat », perçue sur chaque paroisse.

Lorsqu'il le proposa de vive voix, le roi lui répondit que cet expédient ne lui convenait pas. Toutefois, les inconvénients de la milice devinrent si évidents aux yeux de tous, que la proposition de Bodin-Desperrières ne tomba pas dans l'oubli. Il semble bien, en effet, que le règlement du 10 Septembre 1709 qui prévoit l'exonération de la milice, moyennant le paiement d'une somme de 75 livres, s'en soit directement inspiré.

§ 4^e. Le ban et l'arrière-ban.

Le ban (3) était une proclamation par laquelle le seigneur suzerain convoquait tous ses vassaux pour le service de la guerre. Cette institution tire son origine du principe féodal en vertu duquel tout

(1) « Mémoires de Saint-Simon » Edition CHERUEL, Tome IV, page 324.

(2) Ce placet avait été adressé au roi par l'intermédiaire du Contrôleur général Chamillart. Il a été conservé dans les papiers du Contrôle général et M. A.-M. DE BOISLISLE l'a publié dans le « *Mémoire de la Généralité de Paris* », page 458.

(3) Ban est le substantif verbal de bannir (en latin *bannire bannum*).

Le verbe latin est probablement dérivé du mot germanique « *bannjan* » qui veut dire proclamer. Ban signifia à l'origine la proclamation faite pour le service militaire des vassaux et, plus tard, ce service militaire lui-même.

seigneur doit le service militaire en raison du fief dont il est titulaire.

Dès que le sentiment national fut assez puissant, on reconnut au roi le droit de convoquer directement, en temps de guerre, non seulement ses propres vassaux, mais les vassaux de ceux-ci ou arrière-vassaux. Ce fut l'arrière-ban (1).

Une dérogation analogue aux principes du droit féodal avait déjà été établie pour la levée des impôts qui s'effectuait directement sur les sujets du roi sans que celui-ci eût à passer par l'intermédiaire de ses vassaux.

La noblesse était très recherchée sous l'ancien régime en raison des privilèges qui lui étaient attachés ; en particulier, exemption de la taille personnelle et du logement des gens de guerre qui constituaient sans doute les deux plus lourdes charges. Or, pour avoir la noblesse, il suffisait d'acquérir certains offices dans la magistrature ou dans l'administration des finances.

Louis XIV, toujours en quête de nouvelles ressources, eut l'idée de spéculer sur le désir d'acquérir la noblesse, soit pour eux-mêmes, soit pour leurs fils, qui s'emparait de la plupart des bourgeois enrichis. Il créa des charges nouvelles qu'il mit en vente au bureau des parties casuelles. Non content de créer des charges nouvelles dont le besoin ne se faisait nullement sentir, le roi transforma peu à peu en charges vénales une grande partie des fonctions publiques et multiplia considérablement le nombre des fonctionnaires pourvus de charges utiles.

Mais Louis XIV alla plus loin encore. Il créa des lettres de noblesse. C'est ainsi qu'il en fit vendre 500 en 1696. Sans doute, ceux qui se disposaient à acheter la noblesse n'ignoraient pas qu'ils seraient soumis à l'obligation du service militaire, en temps de guerre, mais cette charge était largement compensée par le prestige personnel et les immunités fiscales que conférait un titre nobiliaire. D'autre part, dans la pratique, la convocation à l'arrière-ban constituait la plus tangible preuve de noblesse qu'un gentilhomme pût fournir à ses détracteurs.

Après avoir étendu le cercle de sa noblesse, Louis XIV songea à l'utiliser pour la guerre. Vers la fin de son règne l'arrière-ban fut plusieurs fois convoqué. C'est ainsi que pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, des convocations eurent lieu en 1689, 1690, 1691, 1692, 1693, 1694 et 1695. La dernière convocation remonte à 1703 (Guerre de la succession d'Espagne).

(1) de retro bannum.

Ces convocations étaient lancées au printemps, en vue de la reprise des opérations militaires pendant la belle saison. Le roi adressait une lettre expresse à chacun de ses baillis pour leur enjoindre de rassembler le ban et l'arrière-ban de sa noblesse aux endroits qu'il indiquait (1).

L'intendant et ses subdélégués dressaient l'état de la noblesse concurremment avec le gouverneur de la province. Ils avaient la délicate mission de désigner les nobles qui devaient fournir en personne le service militaire et ceux qui, ne pouvant servir eux-mêmes, seraient astreints au paiement d'une taxe de remplacement. Cette taxe servait généralement à procurer des ressources aux gentilshommes trop pauvres pour supporter seuls la dépense de leur équipement. Indépendamment de l'aide matérielle ainsi accordée aux nobles besogneux, il fallait suspendre l'exercice des droits de leurs créanciers pendant le temps de leur service à l'arrière-ban (2).

Au sujet de la taxe de l'arrière-ban perçue dans la généralité de Paris, voici la lettre que Phélypeaux, intendant de Paris, écrivait au Contrôleur général le 27 Août 1703. « La taxe de l'arrière-ban de la » généralité de Paris, non compris la prévôté et vicomté de Paris, n'a » rapporté de produit net que 32.000^l par année moyenne ; » aujourd'hui que la noblesse est moins nombreuse et que les jeunes » gens servent presque tous dans les troupes du roy, on ne saurait » augmenter le taux ancien. Les taxes étoient sur le pied du quart et » quelquefois du tiers du revenu des fiefs. Le seul moyen qu'il y auroit » d'augmenter ces taxes, ce seroit d'y comprendre les ecclésiastiques qui » ont des fiefs de patrimoine ou de leurs bénéfices ; mais, je crois la » chose très difficile en ce temps-ici, car, de vouloir obliger ceux qui » possèdent des fiefs à fournir des hommes me paraît une chose » impossible, tant parce qu'ils préféreront y aller en personne plutôt » que de fournir un homme, pour en éviter la dépense, que parce qu'il » faudroit souvent assembler plusieurs fiefs ensemble, ce qui seroit » fort difficile, la noblesse qui ne sert point le roy étant très misérable. » Ainsi, je ne crois pas qu'on puisse faire là-dessus une affaire qui » soit utile au service du roy, ni dont on puisse retirer quelque » ressource en argent » (3).

(1) La réunion des Etats généraux et la convocation de l'arrière-ban furent les deux dernières attributions des baillis. Ils cessèrent d'exercer la première à partir de 1614 et la seconde à partir de 1703.

(2) Voir P. BAUDRY Introduction aux « Mémoires de N.-J. Foucault » page 102.

(3) G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome II, N° 518.

Il ressort de cette lettre que le gouvernement avait eu l'idée d'augmenter la taxe de remplacement mais il n'avait pris aucune décision sans demander l'avis éclairé de l'intendant. Bien que son frère ne soit plus au Contrôle général (1), Jean Phélypeaux n'hésite pas à répondre, avec sa franchise coutumière, que la mesure envisagée ne lui paraît pas susceptible de produire le supplément de ressources qu'on en attend.

§ 5. Les étapes et les quartiers d'hiver

En temps normal, lorsque les troupes occupaient leurs casernements, elles n'étaient pas à la charge des habitants. L'administration militaire pourvoyait à leur entretien et à leur subsistance ; quant au logement, d'abord laissé à la charge des villes et communautés, il fut partiellement remplacé, à partir de Louvois, par une contribution en espèces dont le produit fut affecté à la construction de casernes (2).

C'est ainsi que, dans les dernières années de l'ancien régime, l'Ile-de-France possédait des casernes à Rueil, à Courbevoie et à Saint-Denis destinées à loger 3 bataillons et 6 escadrons. Une caserne avait été construite à Beauvais pour le logement des Gardes du corps. Des casernes existaient encore à Melun, à Provins et à Joigny. La généralité de Paris avait payé, à cette effet, plus de 1.500.000^{L.} en dix ans (3).

Lorsque les troupes quittaient leurs casernements pour aller à l'armée ou lorsqu'elles revenaient de l'armée à la fin des opérations militaires, il fallait leur procurer, de distance en distance, le logement, l'ustensile et l'étape.

Le logement consistait en un endroit clos et couvert où les troupes couchaient sur de la paille.

L'ustensile comprenait le lit (pour les soldats en quartier d'hiver seulement), le pot, c'est-à-dire des récipients, des cuillères, et la place au feu et à la chandelle de l'habitant.

Le droit d'étape consistait en vivres pour les hommes et en fourrage pour les chevaux.

(1) Louis Phélypeaux de Pontchartrain avait été remplacé en 1699 par Michel Chamillart.

(2) L'ordonnance du 14 Août 1623 avait prescrit la construction de casernes dans les principaux lieux d'étapes mais elle n'avait pas été appliquée. Une autre ordonnance du 25 Septembre 1719, eut le même objet.

(3) Rapport fait en 1787 à l'Assemblée provinciale de l'Ile-de-France par le Vicomte de NOAILLES, cité par A.-M. DE BOISLISLE. Introduction au « *Mémoire de la Généralité de Paris* ».

Sur les principaux itinéraires empruntés par les troupes en déplacement, ou « lignes d'étapes », on désignait un certain nombre de localités dans lesquelles les soldats s'arrêtaient pour se restaurer et se reposer ; c'étaient les « lieux d'étapes » (1). La généralité de Paris n'en comptait pas moins de cinquante-cinq.

Ces lieux d'étapes étaient des villes ou des bourgs importants car on avait compris de bonne heure l'impossibilité de maintenir l'ordre et la discipline dans des troupes disséminées à travers le plat pays, dans les petits villages ou les fermes isolées. La lourde charge du logement des gens de guerre reposait donc entièrement sur les habitants des villes (2).

Les lieux d'étapes étaient désignés par le ministre de la guerre, sur l'avis de l'intendant.

À l'origine, on s'était inspiré de l'exemple donné par les Romains et on avait permis aux soldats de prendre gratuitement chez l'habitant l'étape, l'ustensile et le logement. Au surplus, la solde était si peu élevée qu'il n'y avait pas moyen de faire autrement et les soldats gardaient toujours à leur disposition les moyens extra-légaux de la maraude et du pillage.

En 1549, Henri II établit le taillon dans le but d'augmenter la solde des gens de guerre. Il réglementa, en conséquence, le droit de prise qui leur avait été jusqu'alors reconnu et rendit théoriquement moins rigoureux le droit d'étape (3).

Mais, malheureusement, la nouvelle solde, en admettant qu'elle fût régulièrement payée, était encore insuffisante, car elle était calculée d'après le prix de gros des denrées. Dans l'impossibilité où il se trouvait de payer ses vivres et le fourrage de son cheval au prix de détail, le soldat continuait à prendre ce qu'il n'avait pas le moyen d'acheter (4).

Le gouvernement chercha à porter remède à cet état de choses qui provoquait de nombreuses plaintes.

L'obligation de fournir les vivres aux troupes avait été imposée aux communautés par le Code Michaud (Janvier 1629). La fourniture

(1) On appelait également ces localités « gîtes d'étapes ».

(2) Nous devrions dire sur les roturiers des villes car l'exemption de la taille dont bénéficiaient les privilégiés entraînait l'exemption du logement des gens de guerre, charge considérée comme essentiellement roturière. L'exemption ne cessait que si la municipalité, en présence d'une troupe nombreuse, se décidait à proclamer qu'il y avait « foule ». Voir infra une lettre de Bignon de Blanzay à ce sujet.

(3) Le taillon continua à être perçu au 17^{me} siècle mais il fut uniquement destiné au paiement de la solde de la gendarmerie.

(4) Sous Louis XIII, la solde était de 8 sous par jour.

avait lieu par voie de réquisition, sauf remboursement par l'État, mais ce remboursement était généralement long et difficile à obtenir. Les demandes en remboursement devaient être adressées à l'intendant.

L'arrêt du Conseil du 21 Novembre 1665 (1) eut pour objet de réglementer, en le simplifiant, le remboursement des étapes. Par cet arrêt, le roi ordonnait que les maires, échevins, consuls, jurats et habitants des villes et lieux où séjourneraient les troupes fissent fournir les vivres nécessaires aux étapes, conformément aux règlements en vigueur et à ce qui aurait été réglé et ordonné par l'intendant, sur les deniers que le roi destinait à cet effet ou sur ce que les villes et lieux qui auraient fait lesdites avances devraient de leur taille, subsistance et autres impositions tant de l'année en cours que des années 1663 et 1664, après que le surplus aurait été payé au receveur des tailles. Les maires et échevins étaient tenus de représenter à l'intendant les états de leurs restes, dûment certifiés, afin que celui-ci ordonnât ce qu'il estimerait à propos. A son tour, l'intendant dressait un état de la dépense des étapes de sa généralité sur lequel il faisait mention des deniers qui avaient été affectés en paiement de cette dépense.

Les comptables auxquels ces différentes pièces étaient transmises procédaient au règlement définitif de la dépense des étapes.

Colbert améliora encore le système des étapes en créant des étapiers généraux dans toutes les généralités où il était possible de le faire et même des étapiers d'élection. Ces étapiers ou entrepreneurs d'étapes s'engageaient à assurer la fourniture des vivres aux troupes qui se déplaçaient sur les lignes d'étapes de la généralité ou de l'élection.

Ils établissaient des magasins de vivres à proximité des principaux lieux d'étapes et, dès qu'ils étaient informés, par le commandant d'une troupe en marche, de l'heure probable de l'arrivée de la troupe et de son effectif, ils organisaient l'étape.

L'état préférait compter avec les étapiers plutôt qu'avec les municipalités car ces dernières avaient la mauvaise habitude de conserver une partie des sommes destinées au remboursement des prestations en nature fournies par les habitants (2).

(1) Document reproduit par M. A.-M. DE BOISLISLE à la page 469 du « *Mémoire de la Généralité de Paris* ».

(2) Le 23 Mai 1680, Colbert écrivait : « Les peuples fournissent les vivres aux » troupes, le roi paye, et cependant, le paiement tourne au profit des officiers » municipaux ».

Passage cité par P. BAUDRY dans l'introduction aux « *Mémoires de N.-J. Foucault* », page 81. La dépêche entière est reproduite à la page 446.

Le 10 Avril 1680, Colbert écrivait encore : « Le roi reçoit presque tous les jours

Nous trouvons la preuve des malversations commises par les officiers municipaux dans la circulaire suivante que Colbert adressait aux Intendants et Commissaires départis le 10 Mai 1679 :

« Je suis bien aise de vous avertir que l'on fait tous les jours des » plaintes au roi que les étapes ne sont point remboursées presque » dans toutes les généralités du royaume à ceux qui les fournissent, » et Sa Majesté m'ordonne d'écrire à tous Messieurs les Commissaires » départis qu'elle veut qu'ils s'appliquent à les faire rembourser » partout, et de bien prendre garde que ces remboursements se » fassent de bonne foi à tous ceux qui ont fourni des vivres aux » troupes » (1).

Mais la création des étapiers ne fit pas disparaître tous les abus.

L'intendant de la généralité passait un marché avec un entrepreneur en vue de la fourniture de l'étape dans les lieux d'étapes de sa circonscription. L'étapier traitait à son tour avec des sous-étapiers qui ne se faisaient aucun scrupule de s'enrichir au détriment de l'état.

Ils s'entendaient à cet effet avec les officiers municipaux et déclaraient sur leurs états qu'ils avaient fourni l'étape à un nombre d'hommes et de chevaux supérieur à l'effectif réel.

Les intendants étaient non seulement chargés de veiller à l'exécution des marchés qu'ils avaient passés, mais ils avaient reçu mission d'exercer leur surveillance sur les étapiers et sous-étapiers ainsi que d'arrêter, après vérification, les comptes que ces derniers étaient tenus de produire.

Il était très difficile, sinon impossible, de déjouer les fraudes commises par les étapiers avec la complicité des officiers municipaux ; c'est ce que de Ménars, encore intendant à Orléans, signale dans la lettre suivante, adressée à Colbert le 6 Octobre 1674.

« . . . En liquidant les estapes de Chartres, j'ay découvert une fripon- » nerie fort considérable dont j'ay creu vous devoir rendre compte. Les » officiers s'accommodent avec les estapiers, et leur donnent des

» des plaintes de toutes les provinces du royaume que, dans tous les lieux où les » étapes sont fournies par les habitants des villes, le remboursement n'en est presque » jamais fait à ceux qui les ont fournies, et, lorsqu'il leur est fait, ces plaintes » portent qu'on leur retranche la moitié ou au moins le tiers du prix que sa » Majesté en paye ». Passage cité également par P. BAUDRY à la page 82 de l'introduction aux « Mémoires de N.-J. Foucault ». La dépêche entière est reproduite à la page 444.

(1) Lettre reproduite par P. BAUDRY « Mémoires de N.-J. Foucault », page 422.

» certificats de plus grand nombre de soldats qu'ils n'ont, ce que j'ay
» découvert par la confrontation que j'ai faite du contrôle des maires
» et échevins avec ces certificats. Il seroit à souhaiter que, dans toutes
» les villes, les maires et échevins fussent aussi honnêtes gens ; car,
» quand ils voudront être fripons, je n'y sçay aucun remède. J'ay
» enjoint, par une ordonnance que j'ay rendue il y a trois mois, aux
» maires et échevins de tenir des contrôles fort exacts des gens de
» guerre qui passent dans leur ville et aux estapiers de me rapporter
» des certificats des maires et échevins des villes, des syndics,
» principaux habitants et curés des villages, à peine, contre les maires
» et échevins, d'en répondre en leur propre et privé nom, et, contre les
» estapiers, de radiation. Quand je suis venu dans la province, cet
» ordre n'estoit pas établi et j'ay trouvé beaucoup de routes où ces
» certificats n'estoient pas. Je les ay passées avec assez de peine ; à
» l'avenir, je n'en passeray aucune sans certificat et qui ne soit vérifiée
» sur les contrôles que M. le Marquis de Louvois m'envoie fort
» régulièrement depuis trois mois. Je suis tellement indigné des
» friponneries et brigandages qui se font dans les étapes, et convaincu
» par les maires et échevins de Chartres que j'ay envoyé quérir, de
» celles de l'estapier de Chartres que, si vous le trouvez bon, je luy
» feray son procès pour l'exemple. Je n'ay rien voulu faire sans sçavoir
» votre intention ; mais, vous sçaurés, Monsieur, que sa volerie va à
» peu près au tiers » (1).

On voit d'après cette lettre que, si l'intendant de Ménars ne pouvait rien contre la mauvaise foi des officiers militaires, il avait menacé de ses rigueurs les étapes et les officiers municipaux qui accepteraient d'être leurs complices. La lettre fait mention des « contrôles que le marquis de Louvois envoie régulièrement à l'intendant depuis trois mois ». Nous pensons que ces contrôles étaient des états numériques des troupes qui avaient traversé la généralité. Ils pouvaient faire l'objet d'un rapprochement avec les certificats délivrés aux étapes par les maires et échevins et permettre de découvrir des majorations frauduleuses d'effectifs.

Quelques extraits des rapports adressés par de Ménars au Contrôleur général des finances à la suite des visites faites dans un certain nombre d'élections, au cours de l'année 1684, suffisent à prouver que l'ancien intendant d'Orléans, devenu intendant de Paris, continua à exercer sa surveillance sur les étapes.

(1) G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome III, N° 73

Election de BEAUVAIS.

7 Juillet 1684.

L'étape est fournie en espèce à Beauvais. Je n'ai pas reçu de plaintes contre l'étaquier.

Election de COMPIÈGNE.

13 Juillet 1684.

Il y a un étaquier contre lequel il n'y a pas de plaintes.

Election de SENLIS.

15 Juillet 1684.

Les étapes sont fournies en espèces. L'étaquier demande une augmentation pour le pain, qui est augmenté d'un tiers et pour l'avoine qui l'est d'un quart. Cette plainte est commune à tous les étaquiers. Je les ai exhortés à continuer, les assurant que, si cela est juste, Sa Majesté y pourvoira.

Election de SENS.

9 Août 1684.

L'étape est fournie en espèce ; il restait quelques billets aux habitants des années 1674 et 1675 que j'ai fait payer.

Election de SAINT-FLORENTIN.

16 Août 1684.

J'ai fait battre le tambour pour publier que ceux à qui il est dû des billets d'étape aient à les rapporter. J'en ai fait faire des états d'année en année. J'avais observé le même ordre dans mes visites précédentes : je croyais que tout était remboursé ; cependant, quelques particuliers avaient négligé de rapporter leurs billets ou étaient absents. J'ai condamné par corps ceux qui ont touché cet argent à le rembourser incessamment.

Il apparaît clairement, à la lecture, de ces passages des rapports si détaillés et si intéressants fournis par de Ménars, que l'intendant est le suprême redresseur de torts en matière d'étapes.

Avant la création des étaquiers de généralité et d'élection, c'est lui qui assurait le remboursement de l'étape fournie en nature par les habitants des villes et il faut croire que ce remboursement n'était pas toujours facile à obtenir, puisque, en 1684, il restait encore en circulation, dans l'élection de Sens, des billets d'étape qui remontaient à dix ans.

Indépendamment des fraudes que les étaquiers pouvaient commettre au détriment de l'état, l'institution présentait un autre inconvénient.

Il arrivait parfois que l'étapier ne faisait pas une fourniture indispensable ou que le sous-étapier avec lequel il avait traité, se voyant dans l'impossibilité de remplir ses obligations, abandonnait son poste. En principe, il était pourvu par l'intendant au remplacement du sous-étapier défaillant, aux dépens de l'entrepreneur d'étapes. Mais, lorsque l'intendant n'avait pas été prévenu en temps utile ou n'avait pu trouver un nouveau sous-étapier, les communautés d'habitants étaient obligées de fournir elles-mêmes l'étape pour éviter d'être mises au pillage par les troupes.

L'intendant était responsable du bon fonctionnement du service des étapes dans sa généralité. Les préoccupations de l'intendant à cet égard se reflètent dans la lettre suivante adressée par Bignon de Blanzy, intendant de Paris, au Contrôleur général des finances, le 5 Juin 1743.

« . . . Il a passé un si grand nombre de troupes dans les lieux d'étape »
» de la généralité de Paris, depuis six semaines, que je n'ai pas été un »
» seul jour sans inquiétude, dans la crainte que la fourniture des »
» étapes ne manquât en quelque endroit. Enfin, les dernières troupes »
» qui devoient y passer en sortirent hier et j'ai eu avis que l'étape a »
» été aussi bien fourni dans les derniers passages que dans les »
» premiers. Il y a passé 64 régiments, tant de cavalerie que »
» d'infanterie, sans compter la maison du Roi composée des gardes »
» du corps, gendarmes et cheveau-légers de la garde, mousquetaires, »
» gardes françoises et suisses. Je puis vous assurer que l'étape a été »
» fourni partout fort exactement suivant les règlements. J'ai été »
» obligé, dans les passages de la maison du Roi, d'engager les »
» privilégiés, par les charges et offices dont ils sont revêtus, à consentir »
» d'être chargés de logements, parce qu'il n'y en auroit pas eu »
» suffisamment pour ces sortes de troupes, si on s'étoit contenté de »
» les loger chez les habitants qui naturellement y sont assujettis. Les »
» voitures qu'il est indispensable de faire fournir aux troupes, parce »
» que les officiers n'ont pas d'équipage suffisant, sont encore à charge »
» pour les lieux d'étape et pour des paroisses des environs. Je ne puis »
» me dispenser de vous faire ces observations pour vous prévenir sur »
» le soulagement que j'estime qu'il sera indispensable d'accorder aux »
» lieux qui ont souffert par le passage des troupes » (1).

Il importe de rappeler ici que la généralité de Paris était une généralité particulièrement chargée par les étapes. A ce point de vue, elle devait occuper le troisième rang, après les généralités de Châlons-sur-Marne et de Soissons.

(1) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III, N° 1460.

La lourde charge du passage et du séjour des gens de guerre dans les lieux d'étapes soulevait la généreuse indignation de Colbert qui, dès 1666, n'hésitait pas à l'exprimer à Louis XIV dans une lettre saisissante dont l'audace provoque aujourd'hui encore la surprise et l'admiration.

« Il suffit de dire que telle ville ou lieu d'étape a souffert, depuis » six mois, 100 logements différents de troupes et que ceux qui en ont » eu le moins en ont souffert plus de 50. Toutes les troupes vivent » à discrétion en entrant et sortant des lieux où elles logent. » Les quatre généralités de Paris, d'Amiens, de Soissons et de Châlons » ont souffert plus de logements depuis six mois que pendant les six » dernières années de la guerre ; c'est assez dire pour connaître » clairement que ces généralités seront plus ruinées avant que la » guerre commence qu'elles ne l'ont été pendant vingt-cinq années de » la guerre passée. Les grands rois ont toujours pris plaisir d'être » loués de n'avoir fait marcher leurs armées que dans le pays de leurs » ennemis et jamais dans celui de leurs sujets » (1).

Le jugement porté par Colbert est confirmé par les « observations » et avis des Trésoriers de France sur le département des tailles, pour » l'année 1685, après leur visite dans chacune élection ».

PARIS.

Le nombre des collecteurs prisonniers marque la misère de cette élection.

SENLIS.

La ville a souffert du passage et du séjour des gens de guerre et de trois brigades et demie des gardes du Roi. Quelques habitants qui ont déserté, dont les cotes se montent à 500 ou 600^L. pour cette année, sont de nouvelles charges pour la ville.

BEAUVAIS.

La ville est accablée du passage et du séjour des gens de guerre ; elle a eu, pour une semaine, près de 3.000 hommes.

MANTES.

La ville de Mantes est plus à plaindre (comparée à Meulan) ; 250 logements de passage, 74 de séjour de gens de guerre depuis le 1^{er} Janvier, et un bataillon de Picardie qu'on y attend en garnison, l'accablent et font désertir nombre d'habitants.

(1) Lettre citée par A.-M. DE BOISLISLE à la page XXXVII, de l'Introduction au « *Mémoire de la Généralité de Paris* ».

Élection de MONTFORT.

La ville de Houdan est accablée de passages de gens de guerre.

ÉTAMPES.

La ville a souffert des passages des gens de guerre et de quelques habitants qui ont déserté ou qui sont devenus privilégiés, dont les cotes sont de nouvelles charges pour la ville.

Dans ces rapports, deux termes différents sont employés : les passages et les séjours des gens de guerre. Les séjours des gens de guerre, ce sont surtout les quartiers d'hiver.

Les quartiers d'hiver constituent pour les habitants des villes une charge plus lourde encore que les étapes. Au 17^{me} siècle, la guerre se faisait encore entre militaires professionnels et ceux-ci avaient établi un certain nombre de conventions. De ce nombre, était l'interdiction de se battre pendant la mauvaise saison. Les combats prenaient fin à l'automne et chacune des armées en présence abandonnait son front de bataille pour rejoindre ses quartiers d'hiver. Cette période de léthargie militaire durait cinq mois chaque année, elle commençait le 1^{er} Novembre pour prendre fin le 31 Mars.

En raison de la longue durée des quartiers d'hiver les municipalités s'efforçaient d'organiser des casernements provisoires dans de vastes locaux ou dans des maisons vides. Mais, lorsque les locaux vides étaient insuffisants, ce qui était le cas le plus général, on logeait les soldats chez les habitants.

La répartition des logements était assurée par les soins du maire et des échevins. Les billets de logement distribués aux soldats étaient revêtus de la signature du maire et de celle du commissaire préposé à la police des troupes.

Le logement était d'autant plus onéreux que les habitants assujettis à cette charge étaient moins nombreux. Parmi les exempts, nous avons déjà cité les nobles mais il faut ajouter les ecclésiastiques et les officiers judiciaires des bailliages et des présidiaux. Ces derniers se prétendaient exempts en vertu d'un édit, leur privilège fut révoqué par la déclaration royale du 4 Octobre 1698 puis rétabli par un édit du mois du Juillet 1702. Les officiers des élections et des greniers à sel émettaient des prétentions analogues mais les intendants ne les admettaient pas.

L'intendant de la généralité était chargé de l'organisation et de la surveillance des quartiers d'hiver. Il était aidé dans cette tâche par le Commissaire des guerres qu'on lui avait adjoint.

Pour subvenir aux dépenses du quartier d'hiver, l'intendant établissait deux impositions spéciales. L'une, appelée « ustensile » et l'autre, destinée à l'achat de fourrages pour les chevaux. Un brevet arrêté au Conseil du roi déterminait le montant de ces deux impositions et ordonnait qu'elles seraient payées aux troupes d'infanterie par tous les habitants taillables des villes et, aux troupes de cavalerie, par tous les habitants taillables du plat pays. Le produit en était versé dans la caisse du Trésorier de l'Extraordinaire des guerres par les soins des receveurs des tailles de chaque élection.

L'intendant passait des marchés avec des fournisseurs de l'armée en vue de la fourniture des vivres et du fourrage. Il arrivait parfois que ces fournisseurs s'entendaient avec les officiers municipaux pour imposer sur les habitants une somme plus élevée que la dépense occasionnée par l'entretien des troupes. C'était encore à l'intendant qu'il appartenait de découvrir ces fraudes et de les réprimer.

§ 6. Les approvisionnements et les convois

Les approvisionnements de l'armée étaient assurés par des entrepreneurs spéciaux appelés « munitionnaires ». Ces entrepreneurs passaient des marchés de fournitures avec le Secrétaire d'Etat de la guerre par l'intermédiaire des intendants. Ce système de ravitaillement fonctionnait normalement mais il donnait cependant lieu à quelques abus. C'est ainsi que les blatiers qui fournissaient habituellement les munitionnaires se servaient du passeport qui leur avait été délivré pour transporter des chargements de blé sans acquitter les droits d'entrée ou de sortie aux frontières des provinces.

Pour obtenir la livraison, il fallait d'abord effectuer le paiement. Celui-ci ne consistait pas toujours en espèces. On anticipait souvent sur les recettes à venir et l'on donnait des délégations sur la capitation d'une généralité pendant l'année en cours ou des assignations sur les affaires extraordinaires. Ces délégations et ces assignations étaient acquittées au fur et à mesure des recouvrements.

Comme il ne s'agissait pas, en réalité, d'un paiement au comptant, l'état ne pouvait pas exiger les impôts des personnes qui avaient livré leurs marchandises sans en recevoir effectivement le prix.

Non seulement il ne lui était pas possible de se montrer exigeant mais encore il devait protéger ses fournisseurs en leur accordant des surséances aux poursuites de leurs propres créanciers.

Les vivres et les fourrages une fois achetés, il fallait les prendre

dans les lieux où ils étaient récoltés ou entreposés et les transporter aux armées.

Le Code Michaud (1629) avait mis le service des convois militaires à la charge des communautés rurales. Les troupes du 17^{me} et du 18^{me} siècles ne possédaient pas les nombreux impedimenta qui retardent la marche des armées modernes. En particulier, on avait trouvé très simple, pour transporter les bagages d'une étape à une autre, de réquisitionner des voitures dans les villages situés à proximité de la ligne d'étapes.

Les chefs des troupes en déplacement adressaient des ordres de réquisition aux syndics des paroisses ou aux marguilliers. Ceux-ci désignaient, d'après un tour de rôle établi à l'avance, les paysans qui devaient se mettre, avec leur attelage, à la disposition de l'autorité militaire.

A l'origine, le service des convois ne donnait lieu à aucune rétribution au profit des paysans qui avaient été enlevés à leurs occupations, éloignés de leur domicile et obligés de se nourrir et de nourrir leurs chevaux à leurs frais. Puis, on admit le principe d'une indemnité calculée d'après un tarif établi par l'autorité militaire. Avant l'instruction du 15 Décembre 1766, l'indemnité était versée par la caisse de chaque régiment, à la suite d'un ordre du chef de corps. Les paysans qui s'estimaient lésés pouvaient en appeler au Ministre de la guerre de la décision prise par le chef de corps. L'instruction du 15 Décembre 1766 décida que le chiffre de l'indemnité serait désormais fixé par l'intendant, sur le vu d'un certificat délivré par le chef de corps qui indiquerait simplement la nature de la corvée.

Dès le début du 18^{me} siècle, on avait songé à remplacer les corvées de transport par des impositions spéciales. C'est ainsi que le Contrôleur général Desmaretz envoya, le 2 Juin 1711 et le 14 Février 1712, aux intendants des généralités de Paris, Alençon, Caen, Châlons-sur-Marne, Orléans, Rouen et Tours, des circulaires relatives à l'imposition des fonds destinés à payer le transport à l'armée des Flandres des grains rassemblés en Picardie et dans la généralité de Soissons.

Cette conversion d'une prestation en nature en une imposition en espèces s'explique par les difficultés d'exécution du transport. Plus les approvisionnements à transporter étaient importants et plus il fallait élargir le cercle dans lequel on réquisitionnait les voitures. Les paysans venant de plus loin perdaient davantage de temps et arrivaient au lieu du rassemblement avec des attelages déjà fatigués par la longueur de la route. Après avoir effectué le transport, il leur fallait revenir au point de départ.

Cette charge était si lourde, surtout à l'époque des moissons où le travail des champs ne doit souffrir aucun retard, qu'on ne pouvait continuer à l'imposer aux paysans sans prévoir une certaine compensation.

Les impositions spéciales servaient donc, soit à indemniser les particuliers réquisitionnés avec leurs attelages, soit à rémunérer des entrepreneurs avec lesquels les Intendants passaient des marchés de transport.

Vers la fin de l'ancien régime on confia de plus en plus les convois militaires à des entrepreneurs. Ce furent les étapiers des élections qui s'engagèrent à assurer le transport des bagages des troupes en même temps que leur ravitaillement. Le montant des frais de transport était converti en imposition et réparti entre les différentes communautés de chaque élection.

Ce système que l'intendant Rouillé d'Orfeuil avait introduit en Champagne, en 1770, fut étendu à toute la France par l'arrêt du Conseil du 29 Août 1775.

Au sujet des difficultés d'organisation des convois militaires et des embarras qu'ils causaient aux intendants, nous reproduisons la lettre suivante adressée par Bignon de Blanzv, Intendant de Paris, au Contrôleur général des finances, le 24 Avril 1712.

« J'ai reçu ordre, par une lettre de M. Voysin, pour faire trouver
» incessamment à Pont-Lévêque, près Noyon, trois ou quatre cents
» voitures des paroisses des élections de Senlis, Beauvais et Compiègne
» qu'il se propose de faire employer à transporter, de ce lieu jusqu'à
» Saint-Quentin, des avoines pour les chevaux de l'armée. J'ai pris des
» mesures pour parvenir à l'exécution mais je doute que, quelques
» diligences que je fasse, ce secours de voitures soit aussi prompt et
» aussi considérable qu'on se le promet. Il faut que je fasse distribuer
» des mandements dans chaque paroisse, que les syndics aient le
» temps de faire les arrangements et la distance de la plupart des
» lieux est si grande jusqu'à Pont-Lévêque, qu'il faudra, pour
» quelques lieux, au moins 5 jours de marche pour s'y rendre, et les
» moins éloignées, à l'exception d'un très petit nombre de l'élection de
» Compiègne, en emploieront trois. Ainsi, se consommera beaucoup
» de temps avant que ces voitures puissent être employées. Quant
» au nombre qu'on en demande, je crois qu'il est impossible de le
» fournir; il n'y en a pas une si grande quantité dans l'étendue de
» ces trois élections, et, pour en fournir un nombre un peu consi-
» dérable, il faudra faire marcher indistinctement toutes celles qui y

» sont, même celles des gentilshommes, des ecclésiastiques et des
» privilégiés qui font valoir leurs terres par leurs mains »

Un peu plus loin, Bignon de Blanzay ajoute : « Il sera difficile de
» compter sur le paiement des impositions dans ces élections. Il faut
» encore observer qu'on y paye actuellement une imposition qui a été
» ordonnée par un Arrêt du Conseil pour faire le fonds du prix des
» voitures que des entrepreneurs se sont chargés de faire pour
» transporter les grains et fourrages nécessaires à l'armée de Flandre ;
» on souffrira impatiemment de supporter cette contribution en même
» temps qu'on fournit des voitures effectives » (1).

L'imposition à laquelle Bignon de Blanzay fait allusion dans le deuxième passage de cette lettre est probablement celle prévue par la circulaire du 14 Février 1712 (2) et qui porte, en particulier, sur la généralité de Paris. Il faut remarquer que, contrairement à ce qu'on pourrait croire à priori, cette contribution de remplacement n'empêche pas le gouvernement de recourir aux impositions en nature. Le procédé n'était probablement pas d'un usage courant à cette époque puisque l'intendant de Paris semble s'en étonner et qu'il signale le mouvement de réprobation que la mauvaise foi du gouvernement va provoquer chez les assujettis.

Nous inclinons à penser que le gouvernement fut amené à prendre des mesures exceptionnelles pour faire face à une situation qui paraissait désespérée. L'année 1712 est, en effet, une des années tragiques du règne de Louis XIV ; la France était envahie, le prince Eugène assiégeait Landrecies et le vieux roi avait confié sa dernière armée au Maréchal de Villars. L'intérêt supérieur de la défense du territoire national suffisait à justifier les mesures les moins légales et tout autre gouvernement que celui de Louis XIV n'aurait pas agi différemment.

§ 7. Police des troupes

L'intendant était chargé de la police des troupes en quartier ou de passage dans sa généralité. En particulier, il devait exercer sa surveillance sur les quartiers d'hiver, empêcher les exactions des soldats et faire arrêter les officiers qui s'en rendraient complices en ne relevant pas les manquements à la discipline. Il lui appartenait aussi

(1) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III N° 1260.

(2) Voir Supra.

de réprimer les désordres qui pouvaient se produire dans l'armée lorsque l'autorité militaire se reconnaissait impuissante.

Le personnel qui remplissait les fonctions de la police, sous les ordres de l'intendant, était la maréchaussée. Ce corps était ainsi désigné du nom de ses chefs suprêmes : les Maréchaux de France. Il faisait partie de l'armée régulière mais accomplissait son service sur les injonctions et les réquisitions qui lui étaient adressées par les autorités administratives et judiciaires.

L'origine de la maréchaussée remonte au XIV^{me} siècle. Il existait déjà à cette époque un Prévôt des Maréchaux qui allait à la suite des armées pour réprimer les crimes et les délits commis par les gens de guerre. Ce Prévôt des Maréchaux du XIV^{me} siècle exerçait sa juridiction exclusivement sur les militaires.

Mais, au XVI^{me} siècle, des lettres patentes de François 1^{er} supprimèrent cette limitation apportée à sa compétence. Ses lieutenants, les Prévôts provinciaux des Maréchaux, furent chargés de veiller à la sûreté de la campagne et des grands chemins. C'est pourquoi, l'article 43 de l'ordonnance de Moulins (1566) leur enjoint de « faire continuellement leurs chevauchées par les champs » et leur défend de séjourner dans les villes, si ce n'est pour occupations nécessaires et légitimes, « à peine de privation de leur estat ». L'article 12 du titre 1^{er} de l'ordonnance de 1670 sur la procédure criminelle leur interdit formellement la connaissance des crimes de leur compétence commis dans les villes de leur ressort (1).

Au point de vue militaire, les Prévôts des Maréchaux informaient des désordres commis dans les quartiers des troupes, procédaient à l'arrestation des soldats, auteurs présumés de ces désordres, et rapportaient à l'intendant les procédures qu'ils avaient faites afin qu'il fût passé outre, par ce dernier, au jugement des coupables.

C'est ce qu'il résulte de l'ordonnance du 4 Octobre 1692 portant règlement pour le logement et la police des troupes pendant le quartier d'hiver.

« Ordonne Sa Majesté aux Prévôts des Maréchaux, dans l'étendue de » la juridiction desquels lesdites troupes se trouveront, de se » transporter dans les lieux de leur logement, à la première réquisition

(1) Suivant l'opinion du Chancelier de Pontchartrain, il faut assimiler les faubourgs des villes aux villes proprement dites. Les faubourgs ne sont, en effet, que les dépendances nécessaires des villes. (Lettre du Chancelier de Pontchartrain au Prévôt de la Maréchaussée de Meaux et au substitut du Procureur du Roi en la même ville. 6 Août 1712. G. B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome I. Justice N° 306).

» qui leur sera faite par les habitants, pour informer des désordres qui
» s'y commettront, arrêter et constituer prisonniers ceux qui s'en
» trouveront coupables, et de rapporter à l'intendant de la généralité
» les procédures qu'ils auront faites pour être par lui passé outre au
» jugement des coupables suivant la rigueur des ordonnances et de la
» présente ordonnance portant règlement pour le logement et la police
» des troupes pendant le quartier d'hiver » (1).

A la fin du XVII^m^e siècle, la Compagnie des « Connétable et Maréchaux de France » aux gouvernement et généralité de Paris et Ile-de-France comprenait un prévôt général, quatre lieutenants, un guidon, huit exempts et cent archers répartis en sept brigades aux environs de Paris pour la sûreté de la campagne. Trente-cinq des archers étaient à cheval.

(1) A.-M BOISLISLE « *Mémoire de la Généralité de Paris* », page 475.

CHAPITRE III

JUSTICE

« Toute justice émane du roi » disaient les anciens légistes. En vertu de ce principe, le roi pouvait retenir une partie des droits de justice qu'il avait délégués à ses officiers judiciaires, c'est-à-dire évoquer devant son Conseil une affaire de la compétence d'une juridiction ordinaire, même si celle-ci avait été régulièrement saisie.

Le Conseil du roi ne jugeait pas seulement les évocations mais il statuait sur les recours formés contre le arrêts en dernier ressort rendus par les Cours souveraines. C'était donc un tribunal de cassation en même temps qu'une juridiction extraordinaire.

Indépendamment de son droit d'évocation, le roi avait encore d'autres moyens de soustraire certaines affaires au jugement des tribunaux ordinaires dont il redoutait la partialité ou la négligence.

Il pouvait commettre un certain nombre de Maîtres des requêtes pour tenir une cour de justice spéciales dans des circonstances exceptionnelles. C'est ainsi qu'en 1665, à la suite de très nombreux crimes commis par une partie de la noblesse d'Auvergne, le gouvernement, pour réprimer ces crimes que les juridictions locales auraient laissés impunis, évoqua toutes les affaires et fit tenir les « Grands Jours » à Clermont-Ferrand (1). Ce furent les « Grands Jours d'Auvergne » demeurés célèbres dans l'histoire car, d'après le témoignage du Président Novion, il n'y avait pas moins de douze mille affaires inscrites au rôle. Les magistrats prononcèrent trois cent cinquante condamnations à la peine de mort, la plupart par contumace, quatre-vingt seize au bannissement et vingt-huit aux galères.

Le roi pouvait également commettre l'intendant lui-même, en qualité de commissaire du Conseil, pour juger une affaire déterminée (2). Il

(1) L'édit du 31 Août 1665 régla que les « Grands Jours » seraient compétents pour l'Auvergne, le Bourbonnais, le Lyonnais, le Forez, la Marche et le Berri.

(2) De plus, dans les instances pendantes au Conseil, le roi pouvait commettre un intendant pour dresser procès-verbal des dires et prétentions des parties et donner son avis sur le tout. Parmi les cas spéciaux dans lesquels on attribuait compétence aux intendants, on peut citer celui du receveur de deniers royaux tombé en faillite.

pouvait, soit lui donner ses ordres à cet effet par une lettre signée de sa main et contresignée par un ministre, soit lui faire adresser un « arrêt d'attribution » établi au Conseil. L'intendant, dès qu'il était en possession de l'arrêt d'attribution, devait le faire enregistrer par la juridiction régulièrement compétente.

Si l'arrêt d'attribution ordonnait à l'intendant de prendre la présidence d'un présidial ou d'un bailliage déterminé pour y juger l'affaire, il était tenu de s'y conformer. Si, au contraire, l'arrêt d'attribution était muet à cet égard, il suffisait qu'il fût enregistré dans l'un des sièges de la juridiction compétente pour que l'intendant eût le droit de rendre ses jugements dans n'importe quel lieu du territoire de son intendance.

Dans les colonies et dans les provinces récemment conquises, on reconnaissait à l'intendant le droit de juger seul, sans assesseurs. Mais, dans la plupart des généralités du royaume, l'intendant ne devait pas juger seul. Trois moyens s'offraient à lui pour organiser son tribunal :

1° Rendre ses jugements dans un siège royal, avec l'assistance des juges de ce siège.

2° S'entourer d'officiers royaux appartenant à plusieurs juridictions.

3° Prendre comme assesseurs des gradués en droit.

Le premier moyen avait la préférence du gouvernement de Louis XIV et de Colbert, en particulier ; le deuxième s'imposait lorsque la juridiction régulièrement compétente et les juridictions voisines étaient suspectes de partialité ; quant au troisième, il n'était pas recommandé.

Les jugements rendus par l'intendant étaient susceptibles d'appel au Conseil du roi (1) et les décisions du Conseil lui-même pouvaient être réformées par le roi lorsque celui-ci n'avait pas présidé son Conseil en personne. Le roi constituait donc le suprême degré de juridiction puisqu'il pouvait casser, en son Conseil, les arrêts des Cours souveraines et les ordonnances des intendants et que les arrêts de ce Conseil n'étaient irrévocables qu'autant que le roi avait concouru à leur rédaction.

C'était la section du Conseil du roi appelée Conseil des Dépêches qui

(1) A l'exception, toutefois, des jugements en matières de tailles dont les appels furent toujours portés devant les Cours des Aides. GUYOT constate que le droit qu'avaient les Cours des aides de recevoir ces sortes d'appels était aussi ancien que l'attribution du département des tailles aux intendants. Il avait été expressément reconnu par la déclaration du 16 Avril 1643 laquelle avait été confirmée par un arrêt du Conseil du 2 Septembre de la même année. Une autre déclaration, du 7 Décembre 1715, ordonna que les appels des taxes d'office faites par les intendants seraient portés devant les Cours des aides. (GUYOT « Traité des Offices », Tome III, chapitre LXXXII, article XXXIII, page 383).

jugeait les appels formés contre les sentences des intendants (1). Cette garantie donnée aux justiciables contre l'arbitraire des Commissaires départis était plutôt apparente que réelle car, il ne faut pas oublier que ceux-ci agissaient, le plus souvent, en vertu d'instructions arrêtées au Conseil. Dans la justice rendue par les intendants, le Conseil ne pouvait pas manquer de reconnaître sa propre justice et cette considération devait l'amener à ne casser que rarement les ordonnances ou les jugements de ses délégués.

De leur côté, les intendants comprenaient que leur autorité serait diminuée et, peut-être, irrémédiablement compromise, si une de leurs sentences était réformée en appel; aussi, s'efforçaient-ils de juger, en toute circonstance, avec le plus grand esprit d'équité et d'impartialité.

Dans l'exercice de ses attributions judiciaires, l'intendant devait apparaître aux yeux de tous comme un redresseur de torts opposé à la négligence ou à l'arbitraire des officiers royaux et seigneuriaux. Mais, pour qu'une décision de justice soit bien accueillie par les parties en cause, il ne suffit pas qu'elle ait été équitablement rendue, il faut encore qu'elle n'ait pas été trop lente à venir et qu'elle ait occasionné peu de frais. C'est pourquoi les intendants devaient juger les affaires dont la connaissance leur était attribuée au moyen d'une procédure sommaire et sans le concours d'avocats et de procureurs (2).

(1) Les appels formés contre les ordonnances contradictoires rendues par les intendants n'étaient pas suspensifs de leur exécution. Une seule exception à cette règle fut établie vers la fin de l'ancien régime. Un arrêt du Conseil du 24 Mars 1781 déclara suspensifs les appels interjetés par l'adjudicataire général des fermes contre les ordonnances des intendants portant mainlevée de saisie en matière de prohibé. (GUYOT « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § X).

(2) Les intendants statuaient seuls, sans rapporteurs, ni conseillers, ni ministère public. D'ORMESSON encourut un blâme, alors qu'il était intendant à Lyon, pour avoir institué un tribunal avec audiences réglées et auxiliaires habituels de la justice à propos de contestations peu importantes au sujets de péages seigneuriaux.

Cependant, un édit du mois de Janvier 1697 créa, dans chaque intendance un office de procureur du roi, garde-minutes. A la suite des représentations qui furent alors faites au roi, un autre édit, du mois de Décembre 1698, désunit les fonctions de procureur du roi et celle de garde-minutes, attribua celles-ci aux greffiers des bureaux des finances et celles-là aux présidents, trésoriers de France, procureurs et avocats du roi des mêmes sièges, pour être exercées, conjointement avec leurs autres fonctions, par ceux d'entre eux qui seraient choisis à cet effet par les intendants.

Un nouvel édit, du mois de Novembre 1700, supprima les offices de procureurs du roi auprès des intendants et révoqua l'union qui avait été faite de leurs fonctions à celles des officiers des bureaux des finances « sans que ces offices pussent être ci-après rétablis, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce pût être ». A la suite de la suppression des procureurs du roi auprès des intendants, le roi, lorsqu'il commettait à un intendant le jugement d'une affaire pour laquelle le concours du ministère public était nécessaire, l'autorisait généralement à nommer lui-même la personne qui devait en remplir les fonctions. (GUYOT « Traité des Offices ». Tome III, Chapitre LXXXII, section VI^e, page 448).

A l'origine, les intendants exerçaient seuls leurs fonctions de justice mais, leur compétence s'étendant sans cesse à une foule d'objets nouveaux, ils furent bientôt dans l'obligation de se faire aider, représenter ou suppléer par des hommes de confiance ; ce furent les « subdélégués ».

Les subdélégués n'étaient pas des fonctionnaires royaux ; c'étaient de simples mandataires des intendants et ils étaient essentiellement révocables, au gré de ces derniers. Ils fournissaient des renseignements, jugeaient des affaires qui rentraient dans la compétence de l'intendant, lui transmettaient, après avoir formulé leur avis, les requêtes des habitants et faisaient parvenir aux maires, échevins ou syndics des communautés d'habitants les édits, ordonnances et déclarations du roi et les ordonnances de l'intendant.

Les jugements rendus par les subdélégués sur une matière de leur compétence étaient, comme ceux de l'intendant, susceptibles d'un recours en cassation, porté devant le Conseil du roi. Toutefois, on pouvait, au préalable, en appeler de ces jugements au Commissaire départi.

Les subdélégués n'agissaient qu'en vertu d'instructions données par l'intendant, ils n'avaient aucun pouvoir propre de décision et lorsqu'une affaire quelque peu importante était soumise à leur juridiction, ils en référaient à l'intendant (1).

Dans la pratique, les justiciables trouvaient facile et peu coûteux d'en appeler à l'intendant d'un jugement rendu par un subdélégué. Malheureusement, les subdélégués abusèrent de la confiance que l'intendant avait placée en eux et ne craignirent pas de mettre leur pouvoir au service de leurs haines ou de leurs intérêts. La tyrannie locale qu'ils exercèrent, tyrannie d'autant plus odieuse et d'autant plus difficile à supporter qu'elle venait de tyrans placés tout près de ceux qu'ils prétendaient asservir, eut pour effet de provoquer un grand nombre de recours au Conseil.

L'augmentation anormale du nombre des recours au Conseil que l'on savait très onéreux pour les justiciables ne tarda pas à éveiller

(1) L'édit du mois d'Avril 1704, enregistré au parlement de Paris le 25 du même mois, porte que « les subdélégués recevront, chacun dans leur département, » les requêtes adressées aux intendants et commissaires départis ; qu'ils les leur » enverront avec les éclaircissements et instructions et avec leur avis, et que, dans » les cas qui le requerront, ils dresseront leurs procès-verbaux qu'ils enverront » aussi avec leur avis. (GUYOT « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, page 441).

l'attention du gouvernement sur les agissements des subdélégués (1).

Dès 1680, ordre fut donné aux intendants de révoquer tous leurs subdélégués. Il est probable que cet ordre fut exécuté sur le moment mais, les subdélégués étaient de si précieux auxiliaires des intendants, qu'ils furent peu à peu rétablis. En 1682, les intendants avaient créé de nouveaux subdélégués et, parmi ceux-ci, il y en avait de l'espèce considérée comme la plus dangereuse par le gouvernement, c'est-à-dire des subdélégués généraux et perpétuels.

Ces nouveaux mandataires des intendants ayant suivi la trace de leurs devanciers provoquèrent, eux aussi, des recours au Conseil. Colbert s'en émut et, le 15 Juin 1682, il adressa la lettre circulaire suivante aux intendants et commissaires départis : « Le roi, ayant » remarqué en diverses affaires qui sont souvent portées dans son » Conseil des finances que Messieurs les intendants et commissaires » départis dans les provinces ont souvent prononcé des jugemens et » donné des ordonnances sur des matières sur lesquelles Sa Majesté » ne leur a donné aucun pouvoir, et même que, nonobstant les lettres » que je leur ai écrites par son ordre, en diverses occasions, sur la » conduite des subdélégués perpétuels que la plupart des intendants » et commissaires départis ont établis et établissent journellement » dans les provinces, ils donnent très souvent matière de se pourvoir » au Conseil contre leurs jugemens, qui ne portent que trop souvent » le caractère de leurs passions et de leurs intérêts, Sa Majesté » m'ordonne de vous écrire qu'elle veut que vous examiniez avec soin » toutes les affaires dont vous avez pouvoir de connoître, et que vous » observiez de n'en prendre connoissance et de n'en juger aucune sans » avoir auparavant examiné si vous en avez pouvoir ou non, vu que » vous savez qu'il n'y a point de plus grand défaut que celui-là, et, au » surplus, Sa Majesté veut que vous n'établissiez aucun subdélégué » général pour toutes sortes d'affaires, mais seulement pour les affaires » particulières auxquelles vous ne pourrez vaquer en personne, et que

(1) Au début du règne de Louis XV, il fut admis que les ordonnances rendues par les subdélégués d'un intendant dans les affaires dont ce dernier leur avait attribué la connaissance ne pourraient être réformées que par l'intendant lui-même. Cette règle qui existait déjà en 1727 fut confirmée par l'article 3 du titre 8 de la 1^{re} partie du règlement du 28 Janvier 1738. Cet article porte qu'il ne sera reçu au Conseil aucun appel formé contre les ordonnances des subdélégués et que, si les parties ont à s'en plaindre, elles devront s'adresser à l'intendant en personne. (GUYOT « Traité des offices ». Tome III, chapitre LXXXII section IV^{me}, page 444).

Pouvons-nous conclure de ce règlement que les intendants réprimaient toujours impartialement les abus de pouvoir de leurs mandataires ou devons-nous penser que le gouvernement, en ne permettant plus aux plaintes des justiciables d'arriver jusqu'à lui, préférerait fermer les yeux sur les agissements des subdélégués ?

» vos subdélégations finissent avec la fin, et même, Elle veut que vous
» examiniez avec grand soin la conduite de ces subdélégués, parce
» qu'elle en reçoit fort souvent des plaintes » (1).

A la suite de cette circulaire, les intendants ne purent plus donner de subdélégations qu'à titre spécial et temporaire. Mais, en 1683, Colbert mourut. Son successeur immédiat, le Contrôleur général Claude Le Peletier, sembla se départir de la rigueur avec laquelle on traitait auparavant les subdélégués. Il les toléra mais il se réserva de contrôler les affaires dont la connaissance leur était attribuée au moyen des rapports que lui fournissent à cet effet les intendants. D'autre part, il prit une initiative heureuse pour les justiciables en ordonnant que les subdélégués seraient remboursés, sur le vu d'états annuels dressés par les intendants, des dépenses qu'ils auraient pu faire dans l'exercice de leurs fonctions.

La surveillance dont les subdélégués étaient l'objet s'étant peu à peu relâchée sous le ministère de Claude Le Peletier et de son successeur au Contrôle général, Louis Phélypeaux de Pontchartrain ; ils ne manquèrent pas de commettre de nouveaux abus.

D'autre part, en 1704, les subdélégués révocables au gré des intendants, furent transformés en officiers royaux et pourvus de charges vénales (2). Il est facile de comprendre que cette mesure, uniquement inspirée par des considérations fiscales, ne fit qu'augmenter le nombre des abus dont nous venons de signaler l'existence. La vénalité des offices des subdélégués ne fut pourtant supprimée qu'en 1715.

Dans l'impossibilité où nous sommes de pouvoir citer aucun document relatif à l'action judiciaire des intendants dans la généralité

(1) P. BAUDRY « Mémoires de N.-J. Foucault », page 481.

(2) L'édit d'Avril 1704 qui détermine les attributions des subdélégués est aussi celui qui convertit leurs charges en offices héréditaires. Les acquéreurs des nouveaux offices ne montrant pas suffisamment d'empressement, plusieurs mesures spéciales furent prises.

Un arrêt du Conseil du 22 Juillet 1704 ordonna que ceux qui seraient pourvus des offices de subdélégués auraient rang, séance et voix délibérative dans les présidiaux, bailliages et autres juridictions royales, même dans les prévôtés, et ce, tant aux audiences qu'aux chambres du conseil et aux sièges de police, conjointement avec les conseillers qui y seraient en service et immédiatement après leur doyen, que ceux qui seraient gradués jouiraient des mêmes rang et séance et auraient voix délibérative dans les affaires criminelles. Un autre arrêt du Conseil, du 24 Octobre 1704, déclara que les pourvus des offices de subdélégués des intendants seraient installés dans les sièges et juridictions sans payer aucun droit d'entrée ni autres.

Les premiers offices de subdélégués trouvèrent preneurs mais les besoins sans cesse croissants du gouvernement de Louis XIV les jetèrent bientôt dans le discrédit.

C'est ainsi qu'un édit d'Août 1712, enregistré le 3 Octobre suivant, attribua aux

de Paris, à l'époque qui fait l'objet de notre étude, nous nous bornerons à rappeler les principales matières dont la connaissance avait été attribuée aux intendants.

En raison de la mission qui lui incombait de maintenir l'ordre public dans sa généralité, l'intendant était compétent pour juger en dernier ressort, avec l'assistance d'un certain nombre de juges royaux ou de gradués en droit, les crimes contre la sûreté de l'état, les séditions, les actes de brigandage, les révoltes à main armée, les entreprises et levées de troupes. De plus, il avait le droit d'informer d'office contre les crimes demeurés impunis et de transmettre le résultat de ses informations au Conseil du roi.

Comme conséquence de ses attributions financières, l'intendant exerçait sa juridiction sur les matières suivantes.

Taille : En ce qui concerne la taille, impôt ancien, les pouvoirs judiciaires de l'intendant étaient limités par la compétence des élus et de la Cour des aides. La politique constamment suivie par les intendants consista à restreindre les attributions des élus ou, tout au moins, à obtenir le contrôle de leurs jugements dont l'appel était porté devant la Cour des aides.

Les intendants estimaient, en effet, non sans raison, que les lenteurs et les frais inhérents à la justice réglée étaient de nature à perpétuer les injustices commises au détriment de contribuables peu fortunés qui n'osaient pas engager un procès.

Le gouvernement ne donna pas complète satisfaction aux commissaires départis ; cependant, il prit des mesures pour prévenir l'arbitraire et la vénalité des élus qui furent autant d'accroissements apportés aux attributions contentieuses des intendants en matière fiscale.

subdélégués 50.000 livres d'augmentation de gages au denier 25 et qu'il ne fut pas possible de réunir cette somme.

Dans ces conditions, on se décida à supprimer un système dont les inconvénients étaient nombreux et qui ne produisait pas les résultats financiers qu'on en attendait. Un édit d'Octobre 1713, enregistré au parlement de Flandre le 22 Novembre suivant, supprima les subdélégués du département de Lille. Par un autre édit de Janvier 1714, enregistré au parlement de Flandre le 15 Février suivant, on prit la même mesure à l'égard des subdélégués du département du Hainaut. Enfin, par l'article 7 de l'édit du mois d'Août 1715, on supprima tous les offices de subdélégués du royaume, non sans laisser aux intendants et commissaires départis la faculté de subdéléguer, dans les principales villes et lieux de leur généralité, aussi qu'il était d'usage de le faire avant l'édit d'Avril 1704, des sujets capables et de réputation entière.

Le même article supprimait également les greffiers des subdélégations qui avaient été créés en titre d'office, par un édit de Janvier 1707, dans toutes les villes où des subdélégués avaient été établis en exécution de l'édit d'Avril 1704.

(GUYOT « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, Sections IV^{me} et V^{me}).

Le règlement du 16 Avril 1643 prescrivit aux intendants d'instruire les affaires de ceux qui feraient des empêchements à la levée des tailles. L'arrêt de vérification de ce règlement précisa que les intendants devaient, non pas juger avec l'assistance de quelques gradués en droit, mais au tribunal de l'élection, avec le concours des élus et sauf appel à la Cour des Aides.

Le même règlement ordonna que les personnes qui n'auraient pas été imposées dans les rôles des tailles à des sommes proportionnées à leurs biens fonds et revenus seraient taxées d'office par les intendant, trésorier de France et élus qui auraient assisté au département. Plus tard, Colbert attribua aux seuls intendants le droit de taxer d'office ainsi que la connaissance en premier ressort du contentieux des cotes d'office, sauf l'appel au Conseil.

L'arrêt du Conseil du 5 Juillet 1707 et l'édit du mois d'Août 1715 autorisèrent les intendants à connaître de toutes les contestations qui pourraient survenir à l'occasion des rôles des tailles établis par des commissaires de leur choix. L'appel des jugements rendus par les intendants sur cette matière était porté devant le Conseil du roi.

La déclaration du 28 Août 1685 permit aux collecteurs nommés d'office de se pourvoir dans la quinzaine (1) par devant l'intendant. Passé ce délai, les élus et les Cours des Aides ne pouvaient plus connaître des nominations d'office. Avant cette déclaration, la connaissance de cette sorte de contestations appartenait aux élus.

Capitation et dixième : Toute l'administration et le contentieux des impôts directs nouveaux : capitation et dixième (2), furent attribués aux intendants. En particulier, pour la capitation, le contentieux en appartenait aux intendants en premier et dernier ressort, à concurrence de 50 livres, et, sous réserve d'appel au Conseil du roi, au-delà de cette somme. Cependant, en 1761, la Cour des aides réussit à enlever aux intendants le contentieux de la capitation taillable. Le contentieux des trois vingtièmes qui existaient alors demeura aux intendants.

Aides : Les contestations relatives aux aides étaient de la compétence des élus en premier ressort et des Cours des aides en appel. Par

(1) Les collecteurs d'office étaient nommés par l'intendant et les élus ou par les élus seuls, en l'absence de l'intendant, pendant la première semaine de Novembre.

(2) Le dixième fut créé par un arrêt du 14 Octobre 1710. Un autre arrêt du 2 Décembre 1710 permit aux contribuables de se pourvoir devant les intendants, en diminution de leurs cotes. Les intendants ne jugeaient pas eux-mêmes ces oppositions aux rôles du dixième, ils les transmettaient simplement au Conseil du roi avec leur avis motivé. Toutefois, ces rôles étaient exécutoires nonobstant les oppositions ou appellations.

exception, toute personne qui se prétendait exempte de la ferme des droits sur les vins et les sels devait soumettre son titre à la vérification du commissaire départi. C'était une atteinte grave portée aux prérogatives de la Cour des aides qui comprenait dans ses attributions le jugement des titres de noblesse lorsque les privilèges y attachés étaient contestés.

Les intendants connaissaient des contestations auxquelles pouvaient donner lieu les boissons, à charge d'appel au Conseil du roi. Cette compétence fut confirmée par un édit d'Octobre 1705.

Douanes : Dans les provinces récemment conquises, la compétence en matière de douanes fut attribuée aux intendants par un arrêt du 3 février 1669.

Fermes : Les affirmations des procès-verbaux dressés par les commis des fermes devaient être faites devant l'intendant ou ses subdélégués.

L'intendant pouvait ouvrir des informations contre les employés des fermes soupçonnés de malversations mais il n'avait pas le droit de les juger qu'en vertu d'un arrêt d'attribution.

La plupart des procès au sujet de l'exécution des traités, qui rentraient normalement dans la compétence des Cours des aides, étaient soumis au jugement des intendants, sous réserve d'appel au Conseil des parties.

Gabelles : La répartition du sel était effectuée par les officiers du grenier à sel en présence de l'intendant qui avait voix prépondérante. La juridiction du grenier à sel était compétente pour juger les faits de faux-saunage et les contraventions aux diverses prescriptions de l'ordonnance des gabelles.

Le faux-saunage étant insuffisamment réprimé par les magistrats des greniers à sel et des Cours des aides, Colbert recommanda aux intendants d'exercer leur surveillance sur les fonctionnaires de l'administration des gabelles. Les intendants eurent désormais le droit d'ouvrir des informations contre les commis des gabelles ; dans certains cas, ils furent chargés de juger eux-mêmes ceux qu'ils avaient pu convaincre de malversations.

Pendant la guerre de la succession d'Espagne, on n'hésita pas à attribuer aux intendants la connaissance des faits de faux-saunage tout en assurant les Cours des aides que cette mesure était commandée par des circonstances exceptionnelles et que le roi était avant tout soucieux de ne porter atteinte à aucune de leurs attributions.

Des arrêts d'attribution, des commissions temporaires et même des commissions permanentes furent envoyés aux intendants en vue du jugement des faux-sauniers arrêtés par leurs soins.

Domaine et droits domaniaux : En matière domaniale, les attributions des intendants sont déterminées par l'ordonnance de 1669 sur les eaux et forêts. Sous le règne de Louis XIV, l'institution des intendants était en plein développement. Les juridictions compétentes pour le domaine royal : Bureaux des finances, Cours des Aides, Chambres des Comptes, perdirent une grande partie de leurs attributions au profit des commissaires départis et du Conseil du roi.

La conservation du domaine, confiée à la Chambre des comptes et aux Trésoriers de France, était très difficile à assurer. Aussi en 1655, décida-t-on de procéder à la rédaction du papier terrien. Dès son arrivée au pouvoir, Colbert activa la mise à exécution de ce projet. Tous ceux qui détenaient, à un titre quelconque, des parcelles du domaine royal furent invités à les déclarer et à représenter leurs titres. Il ne fallait pas songer à examiner ces titres dans les formes de la justice réglée, beaucoup trop lente. Un arrêt du Conseil attribua donc compétence aux intendants.

Les intendants vérifièrent les titres produits par les engagistes du domaine en vue de découvrir les biens domaniaux usurpés ou récemment aliénés. Ce contentieux était réglé dans la forme administrative ; les intendants statuaient sur titres, sans l'intervention d'avocats ni de procureurs.

Le Conseil du roi recevait les appels formés contre les décisions des intendants, sauf lorsqu'il existait dans une province une Chambre du domaine composée de Maîtres des requêtes et de magistrats locaux. Il y a lieu de remarquer que, dans les différentes Chambres du domaine, l'élément tiré du Conseil prédominait. Ces Chambres étaient, en quelque sorte, des sections du Conseil du roi établies dans les provinces. Comme les intendants et comme le Conseil, elles statuaient sur pièces.

Un arrêt du 20 Avril 1694 ordonna que les contraventions aux droits de contrôle des actes seraient jugées par les intendants. L'édit de Mars 1696 leur attribua compétence sur cette matière jusqu'au 21 Décembre 1700.

Un autre arrêt du 2 Avril 1697 décida que les intendants auraient la connaissance des droits de petit scel.

La déclaration du 14 Septembre 1706 leur attribua la connaissance du contrôle des actes des notaires, des petits sceaux et des insinuations laïques. Ils devaient juger sommairement et sans frais, sans toutefois réduire les peines et les amendes.

Les intendants ne pouvaient juger les malversations dont s'étaient rendus coupables les notaires ou les commis du contrôle qu'en vertu d'un arrêt d'attribution.

En ce qui concerne le tabac, les intendants avaient reçu l'ordre de juger eux-mêmes les contraventions aux ordonnances si les magistrats régulièrement compétents négligeaient de le faire.

Nous rappelons ici quelques attributions citées plus haut qui rentrent dans la juridiction militaire des intendants. Ils jugeaient les gens de guerre sur les procédures que leur avaient rapportées les Prévôts des Maréchaux (Ordonnance du 4 Octobre 1692).

Tout le contentieux de la milice, institution nouvelle, leur avait été confié. Ils prononçaient contre les assujettis réfractaires les peines portées par les ordonnances.

Les intendants jugeaient les réclamations formulées à l'occasion d'engagements dans l'armée régulière arrachés par la violence ou contractés à la faveur de l'ivresse.

Sur le rapport des Commissaires des guerres délégués aux revues, ils faisaient emprisonner les agents des services de la guerre convaincus de corruption ou de négligence.

Indépendamment de ses attributions judiciaires, l'intendant avait le droit d'exercer une surveillance sur tous les magistrats de sa généralité. Il pouvait suspendre un magistrat de ses fonctions sous réserve d'en référer au Conseil (1).

L'intendant pouvait encore siéger au parlement et présider toutes

(1) Guyot déclare « qu'il doute qu'un intendant voulût entreprendre, en vertu » des termes de sa commission, de suspendre de ses fonctions un juge ordinaire, » même inférieur : il n'y a, je crois, dit-il, aucun exemple de l'exercice d'un pareil » pouvoir ». Il ajoute que « l'article 7 de l'édit d'Août 1553 ouvre, sur ce point, » aux intendants une voie plus simple et plus conforme à la nature de leurs » fonctions : c'est de faire à l'officier coupable ou suspect les remontrances requises » et d'en faire part, soit au Procureur général du département, soit au ministère ». (GUYOT « Traité des offices », Tome III, chapitre LXXXII, page 438).

Pour apprécier, en connaissance de cause, les opinions de GUYOT sur les pouvoirs des intendants à l'égard des officiers judiciaires, il faut se souvenir que l'auteur du « Traité des offices » avait été magistrat. En lisant son œuvre, on a souvent l'occasion de s'apercevoir qu'il n'a rien abandonné de l'esprit étroit de la magistrature du XVIII^m^e siècle.

les autres juridictions de son ressort (1). Comme les procès criminels étaient livrés à l'arbitraire et aux passions des juges, Louis XIV ordonna aux commissaires départis d'entrer dans les chambres criminelles ou tournelles, quand ils le jugeraient à propos, et de faire leur rapport au Conseil chaque fois qu'ils constateraient une mauvaise administration de la justice.

La justice criminelle n'était pas seule l'objet du contrôle de l'intendant ; les procès civils attiraient également son attention. Il s'assurait, en particulier, que les officiers judiciaires ne faisaient pas traîner en longueur les procès soumis à leur juridiction et qu'ils ne percevaient pas d'épices exagérées.

Toutefois, l'intendant n'avait pas, en cette matière, un pouvoir propre de décision : son rôle se bornait à constater les abus et à en faire son rapport au Conseil. Le pouvoir disciplinaire sur les officiers de l'ordre judiciaire resta dans les attributions du premier Président du parlement. Lorsqu'il se refusait à l'exercer, l'intendant pouvait le signaler au Chancelier qui lui donnait, en général, l'ordre d'intervenir lui-même, au lieu et place du premier magistrat défaillant.

Il faut ajouter que l'intendant intervenait d'une façon occulte dans bien d'autres circonstances. C'est ainsi que, dès qu'une charge de président au parlement était vacante, le Chancelier n'avait garde de pourvoir à cette vacance sans demander, au préalable, à l'intendant

(1) Ces deux facultés leur appartenaient en tant que maîtres des requêtes. Elles avaient appartenu, dès l'origine, aux maîtres des requêtes employés aux chevauchées dans les provinces. L'article 3 de l'édit du mois d'août 1553 leur ordonne de se rendre droit au lieu où siège le parlement, de lui rendre compte de ce qu'ils auront fait et trouvé dans leur route, d'assister quelque temps aux séances de la cour, puis d'aller faire leurs chevauchées dans les autres endroits du ressort, et, chaque fois qu'ils passeront par la ville où se tient le parlement, de l'avertir de tout ce qu'ils verront être requis et nécessaire qu'il sache et entende pour y pourvoir.

L'article 33 de l'ordonnance d'Orléans de 1560 porte qu'au cours de leurs chevauchées les maîtres des requêtes pourront recevoir les plaintes de toutes personnes et les insérer dans les procès-verbaux qu'ils sont tenus, aux termes du même article, de faire parvenir au chancelier.

Les attributions judiciaires des maîtres des requêtes en tournée furent confirmées par l'article 7 de l'ordonnance de Moulins (1566) et par l'article 58 du Code Michaud (1629). La faculté qu'ils avaient de siéger dans les cours de parlement fut confirmée par l'arrêt du 29 juin 1628 qui maintient l'intendant de Guyenne dans son droit d'entrée, séance et voix délibérative au parlement de Bordeaux. Quant à leur faculté de présider les bailliages, sénéchaussées et autres juridictions inférieures, elle fut reconnue dans l'arrêt rendu aux requêtes de l'hôtel du roi, le 9 janvier 1637, entre les officiers du présidial de Limoges. Cet arrêt stipule, dans son article 28, que l'intendant de justice doit présider ce siège lorsqu'il s'y trouve.

(GUYOT « Traité des Offices », Tome III, chapitre LXXXII, section 1^{re}, pages 120 et 121 et section, 2^e paragraphe IX).

de lui désigner les conseillers susceptibles d'être promus. Il consultait également l'intendant avant de se décider à autoriser une « crue », c'est-à-dire une augmentation du nombre des conseillers en exercice ; si la crue était autorisée, sur l'avis favorable de ce dernier, on lui laissait le soin de provoquer les candidatures aux charges nouvelles.

Indépendamment de la surveillance qu'il exerçait sur les officiers judiciaires royaux, l'intendant exerçait encore sa surveillance sur les juges seigneuriaux. Ceux-ci étaient choisis par les seigneurs et ne présentaient, le plus souvent, que de très faibles garanties au point de vue de l'instruction et des connaissances juridiques. D'autre part, leur vénalité était proverbiale et les plaideurs fortunés ne se faisaient aucun scrupule de peser sur leur conscience.

Les intendants furent chargés de remédier aux multiples abus qui se commettaient dans les « justices de villages ». Certains, comme Bérulle, n'hésitaient pas à faire le procès des juges seigneuriaux concussionnaires, avec la conviction qu'il s'agissait là d'une œuvre indispensable au bien public.

Dans tous les cas, même si les juges seigneuriaux n'avaient pas encouru les rigueurs des intendants, ceux-ci avaient le droit de se faire représenter par les seigneurs les titres en vertu desquels ils s'étaient cru autorisés à nommer des juges pour rendre la justice en leur nom.

CHAPITRE IV

POLICE

§ 1^{er}. Sûreté publique

L'administration de la justice a pour complément nécessaire l'exercice des pouvoirs de police. Lorsque les intendants parurent les parlements exerçaient la police générale dans toute l'étendue de leurs ressorts respectifs. Ils continuèrent à rendre des arrêts de règlement sur certaines questions de police mais les attributions les plus importantes furent dévolues aux commissaires départis (1).

Les assemblées parlementaires, comme tous les corps judiciaires qui prennent leurs décisions à la majorité des voix, ne pouvaient pas assurer une bonne police. Le gouvernement monarchique devait donc être amené à conférer à ses délégués dans les provinces la plupart des pouvoirs de police, et, en particulier, tout la police d'état (2). Ainsi se

(1) Le 20 Janvier 1699, le Comte de Pontchartrain écrivait au Président de Harlay :

« ...Vous trouverés, ci-joint, vostre projet de déclaration pour remédier à la mendicité dont Paris est si fatigué. A l'égard des ordonnances des intendants, le roy a trouvé bon que chacun, dans son département, en donnast de conformes à ce qu'il croiroit convenable..... Mais, toutes les fois que vous croirés que le parlement doit donner un arrest de règlement, je puis vous assurer que tout intendant baissera la lance et qu'il n'y aura plus d'exécution que pour vos arrests ».

Lettre reproduite par G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome II, Police N° 98.

On peut constater, d'après cette lettre, que le pouvoir autrefois reconnu aux parlements de légiférer en matière de police était loin d'être annihilé à la fin du 17^{me} siècle.

(2) A propos des pouvoirs de police des intendants, GUYOT a écrit : « L'intendant est l'œil du gouvernement dans sa province et il arrive très souvent qu'on lui donne des ordres particuliers, soit pour appuyer de toute son autorité les ordonnances et les jugements des officiers préposés à la manutention de la police, soit pour inspecter leur conduite et avertir le ministère public des abus ou de la négligence qu'il pourroit y remarquer, soit pour maintenir ces juges dans leurs fonctions et les défendre contre les entreprises d'autres officiers ».

« Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § V, page 252.

trouvera vérifié, en la personne de l'intendant, ce principe que l'administration est le fait d'un seul, la police ne pouvant être considérée que comme une branche de l'administration générale.

La police, dans l'ancien régime, avait un caractère arbitraire qui nous effraie encore aujourd'hui. Souvent, elle servait d'instrument à l'exécution de décisions de justice arbitrairement rendues ; plus souvent encore, elle s'exerçait en dehors des formes de la justice régulière, sans autre fondement que le bon plaisir du souverain ou de ses ministres.

Les ordres qui mettaient en mouvement le bras séculier portent un nom tristement célèbre dans l'histoire : ce sont les lettres de cachet. Nous sommes amené à en faire mention dans cet ouvrage en raison des attributions particulières des intendants à leur égard.

On sait que les lettres de cachet n'étaient pas toujours dues à l'initiative gouvernementale ; elles étaient fréquemment sollicitées par des particuliers qui mettaient en œuvre, pour les obtenir, tout le crédit dont ils jouissaient à la Cour. Cependant, les ministres ne pouvaient pas accorder, sans enquête préalable et sans contrôle, les redoutables formules qui tendaient à ravir la liberté à un sujet du roi. Ils s'adressaient donc aux intendants des provinces (1) pour s'assurer de l'exactitude des motifs invoqués par les solliciteurs de lettres de cachet.

L'intendant, interrogé par son ministre, procédait lui-même à une enquête ou y faisait procéder par son subdélégué des lieux et transmettait le résultat de cette enquête au ministre. Nous pensons que les conclusions de l'intendant étaient généralement adoptées sauf, bien entendu, lorsqu'il s'agissait de personnages trop influents à la cour pour qu'il fût possible d'opposer à leur demande une fin de non-recevoir.

Lorsqu'une lettre de cachet dont l'exécution devait avoir lieu en province avait été accordée, elle était adressée à l'intendant qui la transmettait à l'autorité compétente.

Les intendants recevaient eux-mêmes des demandes de lettres de cachet qu'ils faisaient parvenir au ministre avec leurs observations et avis. Quelquefois, lorsqu'ils estimaient qu'il y avait urgence, ils faisaient procéder, de leur propre autorité, à l'arrestation arbitraire qui leur était demandée, sauf à rendre compte de leur conduite au pouvoir

(1) Ou au Lieutenant général de police à Paris.

Le 28 Février 1703, le comte de Pontchartrain écrivait au marquis d'ARGENSON : « Je vous envoie un placet d'un tailleur qui demande à faire enfermer sa femme » afin que vous vous informiez des faits contenus dans son placet ». (Lettre publiée par G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome II. Livre II, N° 90).

central et à obtenir ultérieurement une lettre de cachet destinée à régulariser l'excès de pouvoir qu'ils avaient commis.

Comme conséquence de leurs attributions judiciaires, les intendants exerçaient, concurremment avec les magistrats, le droit de visite des prisons.

Au premier rang des pouvoirs de police des intendants, nous devons placer la mission qui leur avait été confiée de maintenir l'ordre public. A cet effet, il devaient prévenir et réprimer les émeutes et les séditions. Ils devaient en outre faire poursuivre par la maréchaussée les vagabonds, gens sans aveu, mendiants et Bohèmes, assurer la surveillance des relégués et provoquer la création d'ateliers publics.

Les 19 et 20 Mars 1707, Phélypeaux, intendant à Paris, annonçait au Contrôleur général des finances qu'un mouvement séditieux s'était produit à Montereau.

« Je partirai demain, au matin, écrivait-il, pour m'y rendre le plus tôt » qu'il me sera possible. Cette émotion est venue au sujet du rôle de la » taille. Sur l'avis que j'eus, il y a quelque temps, que les collecteurs » voulaient faire des injustices criantes dans cette imposition, je crus » devoir demander un arrêt du Conseil qui commit le président de » l'élection pour faire ce rôle, ce qui a été exécuté. Les collecteurs, » d'une obstination sans pareille, n'ont jamais voulu ni signer, ni se » charger de ce rôle : ce qui a obligé le président à le mettre au greffe et » d'ordonner qu'un huissier des tailles s'en chargeroit pour en faire le » recouvrement aux risques, périls et fortunes des collecteurs. Lorsque » cet huissier a voulu commencer le recouvrement, il y a deux jours, » le peuple s'est ému » (1).

Le 26 Mars, Phélypeaux, de retour à Paris, écrivait au Contrôleur général qu'il avait fait un nouveau rôle de la taille, conjointement avec les officiers et les collecteurs, et que tout s'était apaisé.

Pendant le rigoureux hiver de l'année 1709, la famine, le froid et la misère provoquèrent de nombreux troubles dans les villes et dans les campagnes. Les intendants furent chargés de réprimer ces troubles en utilisant, au besoin, les troupes de passage dans leurs généralités.

Les quelques circulaires suivantes adressées par le Contrôleur général des finances aux intendants témoignent des préoccupations que ces troubles causèrent au pouvoir central.

Le 11 Mars 1709, le Contrôleur général donna ordre aux intendants d'empêcher les attroupements de jour ou de nuit des pauvres des villes

(1) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome II, N° 1210.

et de la campagne qui, sous prétexte de mendier, arrêtaient les porteurs de blé et pillaient les chargements quand on refusait de leur donner du pain (1).

Dans les premiers jours du mois d'Avril 1709, le Contrôleur général écrivait aux intendants :

« Il est d'une nécessité indispensable que Messieurs les intendants
» fassent deux choses : l'une, d'exécuter à la lettre, avec beaucoup
» d'exactitude et sans aucune distinction, faveur ni considération,
» l'ordre que Sa Majesté leur a donné, d'obliger, en s'expliquant de vive
» voix seulement, tous ceux qui ont des greniers et magasins à vendre
» aux marchés de leur résidence ou les plus proches. Un ordre verbal
» qui sera suivi, à l'égard des refusants, ou d'une lettre de cachet pour
» aller dans une province éloignée de 100 lieues de leur demeure et y
» rester jusqu'à nouvel ordre, ou d'un « veniat » à la suite du Conseil,
» ou même d'emprisonnement et de la vente forcée, à un prix
» modique, de tous les grains qu'on aura refusé de vendre au premier
» avertissement, fera beaucoup plus d'effet que toutes les procédures
» qui pourroient être faites d'autorité des juges ordinaires ou des
» parlements. La seconde est que Messieurs les intendants soient fort
» alertes et fort attentifs à tout ce qui se passera pendant ce temps
» de trouble et d'agitation dans tout leur département, qu'ils se
» portent sans délai partout où leur présence sera nécessaire, et, en
» un mot, qu'ils soient, pour ainsi dire, présents partout pour contenir
» les peuples, pour faire cesser les mauvais manèges des avaricieux,
» ou même des marchands de blés, et d'autres gens qui veulent faire
» ce commerce dans une année de disette quoique ce ne soit point leur
» profession ordinaire, et pour apporter sur le champ le remède le
» plus convenable aux premières apparences d'attroupements et de
» séditions, qui sont toujours faciles à apaiser dans les commen-
» cements, mais qui deviennent fort embarrassantes pour peu qu'on
» les néglige ou qu'on diffère. Il sera bon que Messieurs les intendants
» se fassent toujours accompagner des maréchaussées dans les
» voyages qu'ils feront à l'occasion de ces mouvements ou du besoin
» que les villes auront de leur présence pour faire suffisamment
» fournir les marchés » (2).

(1) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III, N° 331.

(2) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III, N° 358.

Le 12 Avril 1709, le Contrôleur général adressait aux intendants la circulaire suivante :

« Les différents avis qui me sont venus depuis quelques jours
» d'assemblées dans les marchés et du peu de liberté qu'il y a pour
» transporter des grains d'une province à une autre, même pour les
» voiturier dans les lieux où ils doivent être exposés en vente, ont
» déterminé Sa Majesté à me donner ses ordres pour empêcher à
» l'avenir ce dangereux commerce. Sa Majesté désire que vous
» vous serviez à cet effet des troupes qui sont ou qui passeront
» incessamment dans votre département, que vous établissiez des
» corps de garde partout où vous le jugerez à propos, que vous fassiez
» arrêter ceux qui seront coupables et qui auront donné lieu auxdits
» attroupements, que vous fassiez instruire leur procès et qu'ils soient
» condamnés au dernier supplice comme perturbateurs du repos public.
» Elle désire même que vous enjoigniez aux gens bien intentionnés de
» leur courre sus et de prêter main-forte aux troupes en cas de besoin.
» Le roi trouvera même bon qu'en cas de nécessité pressante ou
» absolue vous suspendiez de quelques jours la marche des troupes,
» et que vous m'en donniez avis. . . . Je vous envoie un ordre général
» pour tous les commandants des troupes qui sont ou qui passeront
» dans votre département, afin qu'ils ne fassent aucune difficulté
» d'exécuter ceux qu'ils recevront de votre part » (1).

Les intendants furent donc chargés de la répression des troubles de l'année 1709. Le gouvernement, craignant que la maréchaussée fût impuissante à étouffer seule les nombreuses émotions populaires, mit les troupes régulières à la disposition des intendants. Nous avons vu, d'après la circulaire du 12 Avril 1709, que les intendants furent autorisés à suspendre la marche des troupes qui traversaient leur généralité sous réserve d'en rendre compte immédiatement au Contrôleur général.

Les émeutes des populations paisibles étaient surtout dangereuses en raison du concours que leur apportait spontanément l'armée innombrable des vagabonds et des mendiants répandue dans tout le royaume. Ceux-ci compromettaient la sécurité des campagnes et constituaient dans les grandes villes un péril dont le gouvernement ne cherchait pas à se dissimuler la gravité.

Des mesures législatives furent prises pour conjurer le danger menaçant et l'exécution de ces mesures fut naturellement confiée aux

(1) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III, N° 363.

intendants. Guyot constate que, « parmi les lois portées contre les » mendiants, il en est peu qui ne fassent mention des intendants et » ne leur attribuent quelque fonction tendant à l'extirpation de la » mendicité ».

Et l'auteur du « Traité de Offices » cite l'article 4 de la déclaration du 25 Juillet 1700 qui, après avoir enjoint aux mendiants valides qui infestaient les grandes villes, de travailler aux ouvrages de la campagne, pour y gagner leur subsistance, déclare « qu'il sera donné ordre aux » intendants de leur faire fournir des logements dans les paroisses où » ils voudront se retirer, et des ouvrages pour s'occuper pendant » l'hiver ou des secours, suivant leurs besoins, afin qu'ils aient du » moins le nécessaire jusqu'au mois de Mars prochain » (1).

Nous touchons ici à la question des ateliers publics. Toutefois, comme ces ateliers furent créées autant pour assurer la subsistance des pauvres privés de travail que pour lutter contre la mendicité professionnelle, nous préférons en faire mention dans le paragraphe spécial consacré aux institutions d'assistance qui sera le dernier du présent chapitre.

La déclaration du 25 Juillet 1700 reçut son exécution (2). Les mendiants furent expulsés des grandes villes et, en particulier, de Paris. Le 19 Janvier 1701, le Comte de Pontchartrain écrivait au Marquis d'ARGENSON :

« J'eseris aux intendants des provinces de faire observer si les » mendiants qui ont esté bannis de Paris, dont vous m'avez envoyé » les estats, se sont rendus en leurs pays. . . » (3).

Il faut croire que les mendiants refoulés de Paris vers leurs provinces d'origine étaient des déracinés impénitents car un grand nombre d'entre eux s'arrêtèrent sur le chemin du retour.

Nous en avons la preuve par la lettre suivante que le Comte de Pontchartrain adressait au Président de Harlay le 9 Août 1701 :

« Il s'en trouve encore beaucoup de cette espèce (il s'agit des » mendiants) dans les grands chemins et à la campagne aux environs » de Paris. Sa Majesté, qui en a veu elle-mesme, m'a commandé de » donner des ordres très précis aux commandans des brigades du

(1) GUYOT « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § V, article XI.

(2) Cette déclaration avait été vraisemblablement inspirée par un projet du Président de Harlay, juriconsulte officiel de la Couronne. Voir supra, l'extrait d'une lettre qui lui fut adressée par le Comte de Pontchartrain.

(3) G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome II, Police N° 90.

» Prévost de l'Isle de les arrester, ce que je fais dez aujourd'huy. Je
» crois que vous jugerez qu'il sera bon que vous recommandiez aussy
» à l'hospital général ceux qu'il y mesnera » (1).

Aux vagabonds et mendiants, il faut ajouter ces nomades étranges que nous désignons aujourd'hui sous le nom de Bohémiens et qui portaient également autrefois celui d'Egyptiens (2). Il est évident que la race mystérieuse et vagabonde avec ses hommes pillards et ses femmes diseuses de bonne aventure ne devait inspirer à nos aïeux ni sympathie, ni commisération.

La crainte superstitieuse qu'ils faisaient naître, unie aux préjugés d'ordre religieux, fit pourchasser les Bohémiens avec plus de rigueur que les autres vagabonds et gens sans aveu.

Une partie de l'édit du mois de Décembre 1666 (3), qui est l'une des lois de sûreté les plus importantes de l'ancien régime, est consacrée à la répression du vagabondage des Bohémiens et Egyptiens.

Le 19 Décembre 1680, Colbert adressait aux commissaires départis la lettre circulaire suivante :

« Le roy ayant reçu des plaintes depuis peu, de divers vols qui ont
» été faits en plusieurs provinces par les Bohèmes, Sa Majesté
» m'ordonne de vous écrire qu'elle veut que vous fassiez informer
» avec soin des compagnies de ces sortes de gens qui se trouveront
» dans l'étendue de la généralité de . . . et que vous ne manquiez
» pas de faire monter aussitôt à cheval les prévôts pour les prendre et
» les faire juger à l'instant, suivant la rigueur des ordonnances, comme
» vagabonds et gens sans aveu. Sa Majesté voulant purger son
» royaume de toute cette canaille qui ne sert qu'à tourmenter et piller
» les peuples ; et, en cas que vous ayez besoin de quelque plus grande
» force que celle des prévôts pour cela, à quoi il y a peu d'apparence,
» en me le faisant savoir, Sa Majesté vous donnera toute l'assistance
» qui sera nécessaire » (4).

(1) G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome II, Police N° 98.

(2) Leur nom varie suivant les pays dans lesquels s'écoule leur existence aventureuse : Bohémiens ou tziganes en France, zingari en Italie, gitanos en Espagne, zigeuner en Allemagne et gypsies en Angleterre.

Le mot « bohèmes », qui a pris, dans le langage moderne, un sens particulier, s'appliquait autrefois aux vagabonds d'origine étrangère concurremment avec le mot « bohémiens ».

(3) Cet édit concernait également le port des armes. Il fut enregistré au parlement de Paris le 11 Décembre 1666 sous quelques réserves que rapporte Nicolas Delamare dans le tome 1^{er} de son « Traité de la police ».

(4) P. BAUDRY « Mémoires de N.-J. Foucault », page 460.

On peut juger, d'après les termes énergiques de cette lettre, de la sévérité de la répression à laquelle donnèrent lieu le vagabondage et la mendicité. Arrêtés par la maréchaussée, les vagabonds, gens sans aveu, mendiants et Bohèmes étaient jugés par les Prévôts des maréchaux eux-mêmes ou par les juges des sièges présidiaux.

Condamnés aux peines portées par les ordonnances, ils peuplèrent d'abord les prisons mais on ne tarda pas à les faire ramer sur les galères du roi.

A l'époque où la marine française était en plein développement grâce à la vigoureuse impulsion que lui avait donnée Colbert, c'était évidemment un procédé peu coûteux pour se procurer des galériens tandis qu'auparavant les Vénitiens vendaient très cher au roi de France des Turcs faits prisonniers en mer.

Après avoir assuré la sécurité des habitants, compromise par les malfaiteurs et les vagabonds, on avait songé à éloigner des grandes agglomérations humaines les forçats qui avaient été libérés. Nous n'ajoutons pas « à l'expiration de leur peine » car le gouvernement de Louis XIV ne s'est jamais fait scrupule de respecter la durée des peines privatives de liberté prononcées par ses magistrats.

Il faut voir, dans le souci qu'avait Louis XIV d'éloigner de Paris les anciens forçats, l'origine de la surveillance de la haute police organisée par les lois de floréal an XII et de ventôse au XIII, conservée par le Code pénal de 1810, supprimée par la loi du 27 Mai 1885 et remplacée par l'interdiction de séjour ou de résidence.

Le but de l'institution est demeuré le même ; c'est d'éloigner le condamné libéré des lieux où sa présence constituerait un danger pour l'ordre public, c'est-à-dire des grandes villes. Mais ses modalités d'application sont liées au mouvement démographique.

Sous le règne de Louis XIV, Paris avait seul attiré l'attention du gouvernement ; de nos jours, on interdit aux libérés la plupart des grandes villes de France ainsi que leur banlieue et l'énumération contenue dans la circulaire ministérielle du 1^{er} Juillet 1885 est essentiellement modifiable, au gré du Ministre de l'intérieur.

Sur les congés qui étaient remis aux forçats, on spécifiait la défense qui leur était faite de venir à Paris ; aujourd'hui, on notifie au condamné libérable la liste des villes où il lui est interdit de résider.

Au 17^{me} siècle, Paris possédait déjà la puissance d'attraction qui le caractérise actuellement. Les forçats libérés enfreignaient les expresses défenses de leur congé pour chercher un asile sûr dans la ville immense. Nous n'en voulons pour preuve que la lettre suivante

adressée le 17 Novembre 1706 par le Comte de Pontchartrain au Marquis d'Argenson.

« J'ay rendu compte au roy de ce que vous m'escrivittes concernant
» les forçats mis en liberté qui viennent à Paris au préjudice de la
» deffense qui leur est faite par leur congé. Sa Majesté a ordonné que,
» doresnavant, on mette dans les congez cette deffense : « à peine
» d'estre renvoyez aux galères », et ainsy, il faudra faire arrester tous
» ceux qui se trouveront en contravention à son ordre. Ceux qui se
» trouveront y avoir esté condamnez à vie ou n'avoir pas fait leur
» temps, seront mis à la Tournelle pour être de nouveau conduits aux
» galères. Quant à ceux qui se trouveront avoir fait leur temps, la
» punition n'en sera pas si aisée ; on y pourvoira dans les cas
» particuliers » (1).

Sous l'empire du Code pénal de 1810, l'infraction à une interdiction de séjour est punie moins rigoureusement. L'article 45 de ce Code la considère comme un délit passible d'un emprisonnement de six jours à cinq ans.

La recherche des faux-monnayeurs rentrait également dans les attributions de police des intendants des provinces. Cette attribution résulte de la circulaire suivante adressée aux intendants par Colbert.

A Saint-Germain-en-Laye, le 26 Juillet 1679.

« Le roi m'ordonne de vous dire que, comme il n'y a point de crime
» qui soit de plus dangereuse conséquence pour l'état et pour les
» peuples que celui de fausse monnaie que l'on dit se faire dans toutes
» les provinces, Sa Majesté m'a ordonné de vous faire savoir qu'elle
» veut que vous vous appliquiez avec un très grand soin à découvrir
» tout ce qui se passe dans l'étendue de la province de
» et que vous apportiez un soin particulier à pénétrer tous les avis que
» vous recevrez de cette qualité, Sa Majesté n'estimant pas possible
» que l'on fabrique de la fausse monnaie dans une province et que les
» intendants et commissaires départis n'en aient aucun avis. Faites
» donc en sorte que Sa Majesté soit satisfaite de vos soins ainsi qu'elle
» l'est de tout ce qu'elle vous commet » (2).

Il en était de même de la police des jeux. Les jeux de hoca ou pharaon, barbacola et bassette, ou pour et contre, avaient été, en effet, défendus par l'arrêt du Conseil du 15 Janvier 1691. Cet arrêt enjoignit

(1) G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome II, Police N° 146.

(2) P. BAUDRY « Mémoires de N.-J. Foucault », page 432.

expressément « aux intendants et commissaires départis dans les » provinces et généralités et dans les armées, à tous juges de police, » prévôts de ses camps et armées, et autres juges qu'il appartiendra, » de s'employer, chacun en droit soi, à son exécution ; voulant que les » jugements et sentences qui seront par eux rendus contre les » contrevenans, soient exécutés nonobstant toutes oppositions, » appellations et autres empêchemens quelconques pour lesquels ne » sera différé » (1).

Le magistrat le plus occupé et le plus ennuyé par la police des jeux défendus fut assurément le Lieutenant général de police de Paris. On donnait à jouer dans les hôtels des plus grands seigneurs du royaume que leur crédit à la cour plaçait au-dessus des lois.

Comme il n'osait pas toujours risquer de sacrifier sa situation à la rancune d'un grand seigneur offensé, le lieutenant de police était tenu à la plus grande circonspection. Le plus souvent, il suspendait l'application de la loi pour solliciter des instructions du Ministre de Paris. Suivant la puissance des contrevenans, le Ministre se prononçait pour l'application exacte de la loi, pour une simple mesure d'intimidation ou pour une prudente abstention.

La lettre suivante, adressée par le Marquis de Seignelay au Lieutenant général de police La Reynie est un exemple de ces mesures d'intimidation prises à l'égard des personnes de qualité.

Le 31 Janvier 1684.

« Le roi m'ordonne de vous escrire, à l'occasion des dames de » Feurs et de Caligny, que son intention est que vous les fassiez » assigner à la police pour avoir donné à jouer, et que, pour cette » fois, vous leur fassiez seulement des deffenses de donner à jouer à » l'avenir, à peine d'encourir les amendes que, si elles estoient encore » surprises donnant à jouer, Sa Majesté veut qu'elles soient con- » damnées à la rigueur » (2).

Lorsque les agents du Lieutenant de police se permettaient des visites domiciliaires chez les grands personnages du royaume, ceux-ci n'hésitaient pas à en faire leurs plaintes au roi. L'offense qu'ils avaient reçue des officiers de police était si grave, à leurs yeux, qu'ils oubliaient leur contravention aux ordonnances, expression de la volonté royale.

(1) P. GUYOT « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § V, article XIV.

(2) G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome II, Police N° 14.

Témoin, la lettre que le Comte de Pontchartrain adressait au Marquis d'ARGENSON le 31 Mai 1702.

« J'ai reçu la lettre que vous m'avez escrit concernant les jeux qui » se trouvent à Paris. Je dois, à cette occasion, vous dire que » M^{lle} de Beauffremont fait de grandes plaiutes de la visite » qu'un commissaire lui a rendu de vostre part sur son jeu. Elle » prétend qu'on n'en a jamais usé ainsy à l'esgard des personnes de sa » qualité..... » (1).

La lettre du marquis d'ARGENSON à laquelle fait allusion le comte de Pontchartrain contenait les noms de tous ceux qui donnaient à jouer à Paris. Il faut croire que la qualité des contrevenants embarrassa grandement le roi car il ordonna des poursuites contre ceux qui « méritaient le moins de considération » jusqu'à un certain degré de la hiérarchie nobiliaire auquel il s'arrêta, se réservant de prendre une décision à l'égard des plus haut placés lorsque les premières poursuites auraient été exercées.

Voici la lettre par laquelle le comte de Pontchartrain porte la décision du roi à la connaissance du marquis d'Argenson.

Le 7 Juin 1702.

«Sa Majesté veut que vous poursuiviez avec rigueur ceux et » celles qui donnent à jouer, contenus dans le mémoire qui estoit » joint à vostre lettre du mois passé, et, pour le faire avec succez, il » faut commencer par ceux qui méritent le moins de considération, » et, quand vous en serez à M. le duc de Chastillon, M. de Cessac, » M^{lle} de Beauffremont, M^{me} de la Jonchère, vous en demeurerez là, » afin que, sur le compte que je rendray au roy de ce que vous aurez » fait à l'esgard de tous les autres, sa Majesté vous fasse de nouveau » sçavoir ses intentions.... » (2).

Pour terminer l'énumération des attributions des intendants en matière de police, nous croyons devoir rappeler qu'ils étaient chargés de l'exécution des mesures de représailles prises contre les états étrangers qui s'étaient rendus coupables de violations du droit des gens au préjudice des intérêts du roi de France.

C'est ainsi, qu'en 1703, le duc de Savoie (3) ayant fait arrêter les Français qui se trouvaient sur son territoire, une mesure analogue fut prise à l'égard de ses ressortissants résidant en France.

(1) G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome II, Police N° 90.

(2) G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome II, Police N° 90.

(3) Il s'agit du prince Eugène de Savoie que Louis XIV n'avait pas voulu nommer colonel dans ses armées et qui s'était mis, par dépit, au service de l'Autriche.

L'exécution de cette mesure fut confiée aux intendants par la lettre circulaire suivante que leur adressa le comte de Pontchartrain :

A Fontainebleau, le 14^e Octobre 1703.

« Le roy, ayant appris, que M. le duc de Savoye faisoit arrester
» les François qui se trouvoient dans ses Estats, Sa Majesté m'a
» ordonné de vous escrire de faire de mesme arrester tous les
» sujets du duc de Savoye qui se trouveront en France, à l'exception
» des ramoneurs et autres gens de cette sorte, auxquels il faut laisser
» la liberté de travailler à leur ordinaire » (1).

§ II. Affaires religieuses

La deuxième moitié du règne de Louis XIV est demeurée tristement célèbre dans l'histoire en raison de la lutte inhumaine engagée contre les Protestants.

Lorsque Louis XIV commença son règne personnel les Protestants vivaient heureux sous le régime instauré par l'édit de Nantes, en Avril 1598.

En vertu de cet édit, les Protestants pouvaient exercer publiquement leur culte dans certains lieux du royaume, ils pouvaient accéder à toutes les charges et dignités ; de plus, s'ils étaient partie dans un procès avec un catholique, ils étaient jugés par des Chambres mi-parties de conseillers catholiques et de conseillers protestants appelées « Chambre de l'édit ».

Malheureusement, le vent d'intolérance qui soufflait de toutes parts ne tarda pas à dégénérer en tempête.

Dans les assemblées du clergé, les évêques réclamaient du pouvoir temporel une protection plus efficace de la religion catholique contre les entreprises des religionnaires.

D'autre part, les parlementaires catholiques souhaitaient qu'on diminuât l'autorité des Chambres de l'édit et qu'on attribuât aux intendants la connaissance des crimes et délits que pouvaient commettre les protestants : construction de nouveaux temples sans autorisation, blasphèmes contre la religion du prince, prédications séditeuses, etc.

Prenant en considération ces réclamations et ces vœux, Mazarin fit promulguer la Déclaration ou édit interprétatif de 1656 qui

(1). G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome II, Police N° 152.

restreignait la compétence des chambres mi-parties et chargeait les intendants de faire démolir les temples élevés sans octroi de lettres royales. En 1659, il défendit les assemblées générales triennales.

Mazarin mourut le 16 Mars 1661. Après sa mort, l'assemblée du Clergé obtint du roi qu'une ordonnance de La Rochelle contre les relaps serait érigée en loi générale, applicable dans tout le royaume. Désormais, les relaps furent passibles de la peine du bannissement perpétuel.

Les intendants et les parlements reçurent des instructions à l'effet de faire démolir le plus grand nombre possible de temples protestants. Les intendants prirent parfois l'initiative de faire supporter aux seuls réformés la lourde charge du logement des gens de guerre (1).

Les persécutions contre les protestants déterminèrent, en se généralisant, un grand mouvement d'émigration. Colbert parvint à enrayer ce mouvement en luttant de toutes ses forces contre le zèle intempestif des intendants.

Malheureusement, l'influence de Colbert ne tarda pas à décroître en même temps que grandissait celle de M^{me} de Maintenon et de Louvois acharnés à la perte des protestants.

En 1679, les chambres mi-parties furent supprimées et les réformés livrés à la partialité des parlementaires catholiques et des commissaires départis.

En 1680, on décida l'annulation des mariages mixtes. A la même époque, l'intendant Marillac inaugure sa carrière d'apôtre en majorant les cotes des protestants sur les rôles de la taille. Il justifie ainsi le procédé malhonnête qu'il a été amené à employer : « Les esleus, qui n'ont jamais fait de bien, convertissent les peuples à la foi catholique bien mieux que d'autres personnes et que les plus zélés missionnaires ».

Au cours de l'année 1681, il fut interdit aux réformés d'exercer les fonctions d'huissiers, de procureurs, de sergents, de juges, de fermiers,

(1) Dans un entretien qu'il eut avec le comte allemand Christophe de Dohna, l'intendant de Marillac reconnut qu'il avait été le promoteur des dragonnades mais il protesta hypocritement de la pureté de ses intentions : « On m'accuse disait-il, » d'avoir opprimé les réformés de cette province (il s'agit du Poitou) ; on me » représente comme leur persécuteur ; mais c'est à tort. Il est vrai que je suis la » cause innocente des dragonnades, mais, voici comment. Au passage des troupes, » plusieurs habitants de la religion réformée vinrent me trouver pour me déclarer » qu'ils étoient prêts à se faire catholiques, pourvu qu'on les exemptât de l'obligation » de loger les soldats. J'y consentis, et, voyant que ce moyen de conversion étoit » aussi facile qu'il étoit utile au dessein du roi, j'en avertis la cour qui en profita. » Du reste, je n'ai jamais opprimé ces pauvres gens en quoi que ce soit ». Guillaume DEPPING fils. Introduction au Tome IV de la « Correspondance administrative », pages XXV et XXVI.

de commis des fermes, de maîtres-ouvriers, de consuls et d'officiers municipaux. En 1682, on prononça l'exclusion des protestants de toutes les charges et emplois publics (1).

Cette mesure générale est l'aboutissement d'un mouvement de proscription des réformés de toutes les charges qui avait commencé plusieurs années auparavant.

Le 26 Juillet 1678, Colbert écrivait à de Ménars, alors intendant à Orléans, au sujet d'un nommé Abel Brunier, concierge du haut jardin de Blois, qui avait été signalé au roi comme appartenant à la religion prétendue réformée. Il lui ordonnait de mettre Brunier en demeure de se défaire au plus tôt de sa charge. Il est probable que Brunier, tout en se déclarant prêt à exécuter les ordres du roi, demanda le remboursement de la finance de sa charge car, le 8 Novembre de la même année, Colbert enjoignait à de Ménars de chercher « quelque catholique qui voulût bien récompenser ledit Brunier du prix d'achat de sa charge, soit quatre ou cinq mille livres » (2).

Le 28 Juin 1680, Colbert transmettait aux intendants un règlement arrêté au Conseil par lequel tous les protestants étaient exclus des fermes du roi.

Le 18 Octobre de la même année, Colbert adressait aux intendants la lettre circulaire suivante :

« Je vous ai déjà écrit plusieurs fois que les fermiers des fermes »
» unies ne doivent plus employer aucun commis de la religion »
» prétendue réformée ; je vous le répète encore, Sa Majesté voulant »
» que vous y teniez soigneusement la main, comme aussi à l'exécution »
» de l'arrêt du Conseil portant défense d'employer au recouvrement des »
» tailles aucun de cette religion ; et il ne reste plus que les employés à »
» la ferme des domaines au sujet desquels Sa Majesté m'a ordonné de »
» déclarer aux fermiers qu'elle voulait qu'ils les révoquassent de même ; »
» elle leur a donné seulement deux ou trois mois pour exécuter cet »
» ordre, et Sa Majesté m'ordonne de vous en donner avis et de vous »
» dire en même temps que vous pourriez vous servir de cette »
» révocation et du temps qu'elle ordonne pour les exciter tous à se

(1) On eut soin de préciser, à l'occasion, les emplois publics interdits aux protestants qui n'avaient pas été expressément visés par les ordonnances. C'est ainsi que, dans une circulaire du 28 janvier 1683, Colbert informe les intendants que le roi a entendu comprendre, dans son ordre général, les emplois d'étaupiers et de sous-étaupiers.

P. BAUDRY « Mémoires de N.-J. Foucault », page 491.

(2) G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome IV, N° 14.

» convertir, Sa Majesté étant persuadée que leur révocation de leur » emploi peut beaucoup y contribuer » (1).

En 1683, des « dragonnades » eurent lieu dans le midi de la France, à Bordeaux et à Nîmes, en particulier ; elles furent sanglantes et, pour cette raison, suivies de nombreuses conversions (2).

Colbert mourut le 6 Septembre de la même année et, désormais, Louvois, passionné et cruel, régna en maître sur l'esprit du roi.

Pendant l'année 1684, plusieurs édits furent promulgués qui interdirent de recevoir les réformés apothicaires, épiciers, avocats, médecins, chirurgiens et libraires. A la même époque l'intendant Foucault sollicitait et obtenait du roi l'autorisation de démolir tous les temples du Béarn à l'exception de cinq, lesquels devaient d'ailleurs être démolis, ayant été élevés par contravention aux ordonnances. Au mois de Juillet de l'année suivante Foucault se faisait gloire d'avoir converti 21.000 religionnaires sur les 22.000 qui habitaient dans le Béarn.

Les missionnaires qui avaient permis à Foucault d'obtenir un si brillant résultat n'étaient autres que des soldats qu'on logeait chez les protestants jusqu'à ce que ceux-ci eussent accepté d'abjurer leur religion pour se débarrasser de leurs hôtes indésirables. Leur présence n'étant plus indispensable en Béarn, on les fit passer en Guyenne où les résultats de leur apostolat ne furent pas moins fructueux : 60.000 conversions dans la généralité de Bordeaux et 20.000 dans celle de Montauban au cours des mois d'Août et de Septembre 1685.

Enfin, le 18 Octobre 1685, le roi révoqua l'édit de Nantes par celui de Fontainebleau. C'était la mesure définitive que les intolérants appelaient de tous leurs vœux parce qu'elle était la seule qui leur parût susceptible de délivrer l'église française du schisme protestant.

« Ce fut un concert d'éloges de la part des évêques, dit Guillaume » DEPPING fils, dans l'Introduction au tome IV de la « Correspondance » administrative sous le règne de Louis XIV », lorsque le roi prit le » parti de révoquer l'édit de Nantes. Bossuet, Fléchier et les autres » évêques ne peuvent assez vanter la piété du nouveau Constantin, du » nouveau Théodose qui ne veut pas tolérer l'hérésie dans ses états, » qui l'écrase, qui rétablit l'unité de foi et assure le triomphe de » l'Eglise ».

(1) P. BAUDRY « Mémoires de N.-J. Foucault », page 456.

(2) Les dragons, disait Lebreton, sont d'excellents missionnaires et font « beaucoup de fruit en peu de temps ». (J. MARCHAND « Un intendant sous Louis XIV » Introduction page 11).

L'édit de Fontainebleau ordonnait la démolition des temples, enjoignait aux pasteurs non convertis de sortir du royaume dans les quinze jours, sous peine de galères, et aux fidèles d'y demeurer, sous la même peine (1). Les réformés qui ne se convertissaient pas devaient néanmoins faire baptiser leurs enfants et les élever dans la foi catholique. L'exercice de la religion réformée était formellement interdit, même dans les maisons particulières (2).

Les pasteurs qui étaient bannis du royaume pouvaient emmener avec eux leurs femmes et leurs enfants âgés de moins de sept ans ; quant aux enfants ayant dépassé cet âge, ils étaient dans l'obligation de les laisser en France. On jeta la perturbation dans les familles protestantes en permettant aux enfants âgés de plus de sept ans d'abjurer malgré la volonté de leurs parents.

Lé 21 Octobre, le marquis de Seignelay, secrétaire d'Etat de la Maison du roi, écrivait à de Ménars, intendant de la généralité de Paris :

« Vous serez pleinement informé, tant par la copie que je vous » adresse de l'édit que le roy a nouvellement fait expédier que par la » lettre qui l'accompagne, de ses intentions, et de ce qu'elle désire de » vos soins pour l'exacte observation et exécution de cet édit. C'est » pourquoi je n'y adjousteray rien que pour vous dire que, dans les

(1) Comme il n'était pas possible d'appliquer aux femmes la peine des galères, on punissait d'une façon différente, mais non moins rigoureuse, celles de la religion réformée qui tentaient de sortir de France. Elles risquaient d'avoir la tête rasée et d'être enfermées à vie dans un monastère ou dans une prison. Toutefois, on permettait à quelques dames de qualité non converties de se retirer en pays étranger.

(D'après Guillaume DEPPING fils. Introduction au Tome IV de la « Correspondance administrative »).

(2) Non seulement l'exercice de la religion réformée était interdit en France, mais il n'était plus permis à un Français d'appartenir à une religion autre que celle du roi. C'est à cette interdiction absolue que songeait Louis XIV lorsqu'il posait au Comte de Pontchartrain, le 22 Avril 1704, la subtile question suivante :

« Un ambassadeur, envoyé ou étranger qui prend à son service des domestiques » françois, n'est-il pas obligé, depuis la révocation de l'édit de Nantes, de les avoir » de la religion catholique, puisqu'il n'est pas permis à aucun de mes sujets d'être » d'une autre religion ; et, en cas que ces ministres estrangers prennent des » domestiques d'une autre religion, ne sont-ils pas astraits de les prendre de leur » nation seulement ? ».

Il est évident que, si l'on dénie aux étrangers le droit d'employer en France des « sans-patrie », on est conduit à faire une réponse affirmative à la première partie de la question posée par Louis XIV. Quant au comte de Pontchartrain, estimant qu'il n'avait pas répondu assez positivement au roi, il écrivit dès le lendemain au marquis d'ARGENSON pour lui demander de lui faire connaître l'usage à cet égard.

» certificats que vous expédieriez aux ministres qui voudront se retirer,
» vous ne compreniez que leurs personnes, celles de leurs femmes et
» de leurs enfants de l'âge de sept ans et au-dessous, l'intention de
» Sa Majesté estant que leurs enfants qui auront plus de sept ans
» restent dans le royaume, et qu'ils ne disposent pas de leurs
» immeubles. Vous aurez agréable de me donner avis de tout ce qui
» se passera en exécution de cet édit dans vostre département, qui
» sera de conséquence, et dont il sera besoin que Sa Majesté soit
» informée, afin que je puisse luy en rendre compte » (1).

On voit, d'après cette lettre, que toutes les fonctions de police relatives à l'émigration des ministres de la religion prétendue réformée et de leurs familles sont remises entre les mains des intendants. En particulier, ils sont chargés, en exécution de l'édit, de séparer de leurs familles les enfants des pasteurs qui préfèrent les souffrances de l'exil à la honte de l'abjuration.

La démolition du temple de Charenton avait été ordonnée pour le lendemain de l'enregistrement de l'édit au parlement de Paris. L'évêque de Meaux, Bossuet, eut à cœur de ne pas se laisser distancer dans la voie facile de l'obéissance aux ordres du roi et il sollicita immédiatement la démolition des temples de Nanteuil et de Morcerf pour l'hospice général et pour l'Hôtel-Dieu de Meaux. Nous savons, par une lettre du marquis de Seignelay à de Ménars, en date du 29 Octobre 1685 (2), que l'on prit l'avis de l'intendant avant d'ordonner la démolition de ces temples.

En raison de la situation spéciale de Paris, le Lieutenant général de police fut investi de pouvoirs assez étendus à l'égard des protestants de province et de leurs ministres qui étaient venus à Paris. Par déférence pour les personnes de qualité qui pouvaient se trouver parmi les simples fidèles, le Lieutenant de police fut autorisé à accorder des permissions de séjour à Paris dont il déterminait lui-même la durée. Quant aux ministres, les dispositions de l'édit de Fontainebleau (exil dans la quinzaine) étaient suffisamment rigoureuses pour qu'on estimât possible de suspendre l'application des ordonnances promulguées contre eux auparavant.

L'édit de Fontainebleau avait interdit l'exercice du culte protestant ; cette interdiction n'était pas une fin en soi, c'était simplement le moyen d'entreprendre la grande œuvre de conversion de tous les huguenots à la foi catholique.

(1) G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome IV, N° 54.

(2) G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome IV, N° 54.

Pour atteindre ce but, on emploiera tour à tour, ou même simultanément, la violence et la douceur, la cruauté et la bonté, la charité et la haine. Tout appel à la raison et au cœur des protestants est accompagné de promesses qui éveillent la cupidité la plus méprisable et de menaces qui incitent à toutes les lâchetés.

Lorsque les yeux de Bâville, intendant en Languedoc, qui prit une si grande part à l'œuvre de conversion, se furent enfin dessillés, il fit cet aveu sincère : « Les nouveaux convertis se confesseront et » communieront tant qu'on voudra, pour peu qu'ils soient pressés et » menacés par la puissance séculière, mais cela ne produira que des » sacrilèges. Il faut attaquer les cœurs, c'est où la religion réside ; on » ne peut l'établir solidement sans les gagner » (1).

Les commissaires pour les conversions qui furent créés à la suite de l'édit de Fontainebleau exercèrent leurs délicates fonctions sous la direction et sous le contrôle des intendants des provinces. A Paris, on redouta les fâcheux effets de la concurrence entre les deux lieutenants rivaux du Prévôt : le Lieutenant civil et le Lieutenant général de police. On attribua donc à ce dernier une autorité exclusive sur les commissaires pour les conversions.

A Paris et dans la généralité du même nom, la douceur semble l'emporter sur la violence tant on prit de précautions pour ne pas tarir brusquement les sources de richesses que constituaient le commerce et l'industrie exercés par les protestants.

Seignelay, d'une part, La Reynie et de Ménars, d'autre part, s'entendirent pour employer avec une grande modération les procédés que quelques intendants utilisaient sans autre mesure que celle de leur cruauté. Les abjurations qu'ils obtinrent furent cependant nombreuses et importantes (2).

(1) Guillaume DEPPING fils, Introduction au tome IV de la « Correspondance administrative ».

(2) La modération de La Reynie, en matière de religion, fut remarquable. Le premier des Lieutenants généraux de police fut bien supérieur, sous ce rapport, à son illustre successeur d'Argenson. Nous n'en voulons pour preuve que la courageuse lettre, adressée à de Harlay, dès le 7 Décembre 1685, dans laquelle La Reynie accuse les dévots de jouer un rôle contraire aux intérêts de la religion catholique :

« ... Il n'y a rien que les gens de la religion craignent davantage que de tomber » entre les mains de ces indiscrets zélés, et plusieurs d'entre eux refusent de se » faire catholiques pour n'estre pas livrés aux dévots et aux pasteurs de ce caractère » d'esprit. Je suis persuadé que, s'il vous plaist de faire sentir combien vous » improuvés une telle conduite, l'effect en sera grand, et je ne le crois pas moins » nécessaire, car le bon curé n'est pas le seul qui a de bonnes et pieuses intentions » pour jeter tout par les fenêtres ».

G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome IV, N° 58.

Dans la plupart des élections de la généralité de Paris, quelques détachements de fantassins et de cavaliers suffirent pour décider les réformés à se convertir ou à quitter leur inhospitalière patrie.

D'Artagnan, envoyé avec 200 soldats aux gardes à Villiers-le-Bel, où l'on comptait un certain nombre de huguenots, trouva le pays presque entièrement abandonné au seul bruit de son approche. Pendant l'hiver 1685-1686, six compagnies du régiment de la reine durent rouler d'élection en election et elles commencèrent par opérer dans le pays de Meaux, sous la direction de Bossuet (1).

Indépendamment du logement des gens de guerre qui était une mesure de contrainte plus particulièrement dirigée contre les personnes, et de l'emprisonnement, on avait recours, pour briser la résistance des protestants opiniâtres, à la saisie ou confiscation de leurs biens. Voici la lettre par laquelle le roi donne à La Reynie l'ordre de saisie qu'il a déjà donné aux intendants des généralités.

Le 9 Septembre 1687

« Ayant esté informé du mauvais usage que font de leurs biens et
» revenus les religionnaires qui ont esté arrestez par mes ordres à
» cause de leur opiniastreté, j'ay donné un ordre général aux intendants
» et commissaires départis dans les provinces et généralitez de mon
» royaume, de faire saisir lesdits biens et revenus, et je vous escriis
» cette lettre pour vous dire que mon intention est que vous fassiez
» la même chose à l'égard de ceux qui sont dans ma bonne ville de
» Paris » (2).

Le 8 Février 1688, le roi appliquait lui-même à un cas particulier les instructions générales qu'il avait données à ses intendants. Il faisait écrire par le marquis de Seignelay à de Ménars, intendant de la généralité de Paris :

« Le roy, ayant résolu d'en user à présent à l'esgard de la famille
» du Sieur du Quesne ainsy qu'il a esté fait à l'esgard de tous les autres
» religionnaires opiniastres, Sa Majesté m'a ordonné de vous escrire
» que son intention est que vous fassiez incessamment saisir tous les
» biens qui sont dans l'étendue de vostre département, qui se
» trouveront avoir appartenu au feu Sieur du Quesne. . . » (3).

(1) A.-M. DE BOISLISLE, Introduction au « *Mémoire de la Généralité de Paris* », page XXXII en note.

(2) G.-B. DEPPING « *Correspondance administrative* », Tome IV, N° 79.

(3) G.-B. DEPPING « *Correspondance administrative* », Tome IV, N° 54.

On confisquait d'office les biens de ceux qui avaient été condamnés aux galères pour faits de religion et de ceux, au cadavre ou à la mémoire desquels un procès avait été fait, pour avoir rétracté in extremis leur abjuration, soit implicitement, en refusant les derniers sacrements, soit expressément, en déclarant qu'ils persistaient dans la religion prétendue réformée.

Les confiscations de biens pour faits de religion ne profitaient pas aux fermiers du domaine. Ce qui le prouve, c'est la fin de non-recevoir qui fut opposée à une réclamation formulée en 1688 par le fermier du domaine de Meaux (1).

D'autres moyens de pression sur les réformés furent imaginés pour mettre à profit certaines circonstances particulières. C'est ainsi qu'à Paris le Procureur général du parlement proposa de fermer les boutiques des marchands protestants les plus attachés à leur religion et de leur imposer par surcroît le logement de quelques archers.

Le 11 Décembre 1685, le marquis de Seignelay informait le Procureur général que sa proposition était acceptée dans les termes suivants :

« J'ay rendu compte au roy de la proposition que vous faites »
» d'obliger les marchands de la R. P. R. les plus opiniâtres à fermer »
» leurs boutiques et de mettre quelques archers chez eux en »
» garnison. Sa Majesté approuve cette proposition et elle veut que vous »
» la fassiez exécuter ainsy que vous trouverez le plus à propos »
» suivant votre prudence ordinaire » (2).

Les arrestations de protestants des deux sexes avaient lieu, soit sur un ordre du roi adressé aux intendants des provinces et, à Paris, au Lieutenant général de police, soit sur l'initiative de ces magistrats ratifiée ensuite par le roi.

(1) Lettre adressée par le marquis de Seignelay à de Ménars, le 26 Juillet 1688 et reproduite par G.-B. DEPPING dans la « Correspondance administrative », Tome IV, N° 54.

Une déclaration royale du mois de Janvier 1688, enregistrée au parlement de Paris le 16 Février suivant, attribua les biens confisqués aux maîtres et maîtresses d'école, aux missionnaires et à certains établissements religieux. L'emploi de ces biens était déterminé par les intendants d'accord avec les évêques. Les baux en étaient passés par les intendants en la forme des adjudications de biens domaniaux.

Le 4 Juillet 1686, le Contrôleur général des finances avait décidé que les deniers provenant de la confiscation des effets des religionnaires seraient versés directement entre les mains des intendants sans passer par celles des receveurs du domaine. (D'après Charles GODARD « Les pouvoirs des intendants sous Louis XIV »).

(2) G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome IV, N° 43.

Voici quelques exemples de ces deux façons de procéder :

Le 12 Juin 1687, le marquis de Seignelay écrivait à de Ménars, intendant à Paris :

« Je vous envoie les ordres du roy pour faire mettre à l'hospital
» général de Nevers la nommée Lachassagne, dont M. l'évesque de
» Nevers vous a escrit, et pour reléguer le nommé Lombard, du
» village de Marigny. A l'esgard du nommé Bonnel, de la paroisse de
» Grevois, Sa Majesté veut que vous le fassiez mettre en prison pour le
» punir de l'insolence qu'il a eue de dire qu'il se repentoit d'avoir fait
» abjuration » (1).

Le 30 Janvier 1686, le Marquis de Seignelay avait écrit à de Ménars pour donner l'approbation du roi à une arrestation décidée par l'intendant et pour en ordonner une autre :

« J'ay rendu compte au roy de ce que vous m'avez escrit au sujet de
» la dame de Fresnay. Sa Majesté approuve que vous ayez fait arrester
» les deux hommes qui estoient chez elle, et il faut travailler à leur
» conversion. A l'esgard de cette femme, je vous envoie l'ordre pour
» la faire conduire aux Nouvelles catholiques, ainsi que vous le
» proposez » (2).

L'édit de Fontainebleau avait traité d'une façon complètement différente les pasteurs et les fidèles puisqu'il faisait défense aux uns de sortir du royaume et aux autres d'y demeurer. Après avoir expulsé la grande majorité des pasteurs, on ne tarda pas à s'apercevoir que certains protestants n'avaient nullement besoin du zèle de leurs ministres pour étayer leurs convictions religieuses.

Non seulement ces protestants demeurèrent rebelles aux tentatives qui furent faites pour les amener à se convertir mais ils se substituèrent en quelque sorte aux pasteurs exilés et organisèrent la résistance aux apôtres de la religion d'état. Certains d'entre eux tinrent des assemblées secrètes à leur domicile et assistèrent leurs coreligionnaires malheureux.

(1) G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome IV, N° 54.

(2) G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome IV, n° 54.

Non seulement, les intendants devaient faire procéder aux arrestations de religionnaires décidées par le roi, mais ils étaient également chargés du transfert des prisonniers. C'est ainsi que, l'évêque de Beauvais ayant représenté au roi qu'une demoiselle de Dompierre, enfermée au couvent des Ursulines de Clermont, ne faisait aucun progrès pour son instruction et qu'il était dangereux pour les religieuses qu'elle y demeurât plus longtemps, de Ménars reçut l'ordre de faire transférer la prisonnière à la maison des Nouvelles catholiques.

(Lettre du Marquis de Seignelay à de Ménars en date du 4 Janvier 1689).

Ces protestants sincères, coupables de s'opposer de toutes leurs forces à l'exécution des desseins du roi, furent compris sous la dénomination générale de « religionnaires opiniâtres ». Comme ils avaient tenu à honneur de jouer un rôle analogue à celui de leurs pasteurs, on les assimila à ces derniers au point de vue de la punition.

Bien loin de les retenir en France ainsi qu'il était prescrit dans l'édit de révocation pour l'ensemble du troupeau des fidèles, on décidait leur arrestation puis on les faisait conduire aux frontières du royaume.

Le traitement réservé aux religionnaires opiniâtres emprisonnés était différent suivant leur sexe et l'attitude de leur conjoint. Les femmes dont les maris avaient fait leur réunion à la religion catholique et étaient encore vivants étaient retenues en prison. Quant aux hommes, l'attitude de leurs femmes était sans influence sur leur sort ; ils étaient chassés hors du royaume.

Des instructions à cet égard furent adressées par le marquis de Seignelay à de Ménars, le 17 Mars 1688 (1).

Les protestants fermement attachés à leur religion se faisaient un devoir de prendre la parole dans les assemblées de nouveaux-convertis. C'était, en général, cette admirable audace qui provoquait leur arrestation.

La déclaration du 1^{er} Juillet 1686 ordonnait qu'une récompense considérable serait attribuée à ceux qui fourniraient les moyens de faire arrêter des ministres protestants demeurés en France par contravention aux prescriptions de l'édit. Mais, comme cette déclaration ne prévoyait rien en faveur de ceux qui dénonceraient des religionnaires ayant prêché dans des assemblées clandestines, le zèle des délateurs stipendiés ne s'exerçait pas à l'égard de ces derniers.

On songea à combler cette grave lacune de l'édit et, le 9 Janvier 1687, le marquis de Seignelay autorisa les intendants à faire payer une somme de 500 livres à tous ceux qui livreraient des pasteurs bénévoles ayant prêché dans des assemblées de nouveaux convertis. Les intendants ordonnaient eux-mêmes les dépenses de cette sorte et en étaient remboursés sur le vu de mémoires justificatifs adressés au ministre (2).

Après avoir énuméré les mesures de rigueur qui furent prises à l'égard des religionnaires opiniâtres, nous allons examiner les moyens fondés sur la douceur et la persuasion.

(1) G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome IV, N° 54.

(2) Lettre circulaire adressée par le Marquis de Seignelay aux intendants des généralités, le 9 Janvier 1687, et reproduite par G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome IV, N° 71.

Parmi ces moyens, il faut placer, en premier lieu, les sermons et les exhortations adressés aux protestants par les prêtres catholiques. On aperçoit immédiatement l'obstacle opposé à ces prédicateurs ; ils ne connaissaient pas les religieux dont leur éloquence enflammée eût ébranlé la certitude ou enlevé les dernières hésitations. Les eussent-ils connus qu'il n'eussent pu arriver jusqu'à eux !

Dans ces conditions, on ordonnait quelquefois à des religieux opiniâtres de s'adresser à un prêtre qu'on leur désignait pour être instruits des vérités de la foi catholique et voir lever les doutes qu'ils pourraient proposer.

C'est ainsi qu'à une date qu'il ne nous est pas possible de préciser, mais probablement au cours de l'hiver 1685-1686, de Ménars, intendant à Paris, imagina d'ordonner aux nouveaux convertis du diocèse de Meaux les plus endurcis dans leurs erreurs d'aller trouver Bossuet, évêque de Meaux depuis 1681, afin d'être éclairés par l'illustre prélat.

La proposition de de Ménars fut naturellement approuvée par le roi et son auteur autorisé à la mettre en application. Les nouveaux convertis devaient rendre compte à l'intendant de leurs entretiens avec « M. de Meaux » (1).

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, c'est à Paris surtout que les méthodes de persuasion et de douceur l'emportèrent sur les mesures violentes.

Sur l'initiative de La Reynie, une soixantaine de négociants et de chefs de métiers notables se réunirent au mois de Décembre 1685, chez le marquis de Seignelay et y abjurèrent solennellement la religion réformée.

Il n'est pas interdit de penser que certains intendants et, en particulier, l'intendant de la généralité de Paris, eurent recours à des procédés inspirés de celui qui avait procuré d'aussi fructueux résultats au Lieutenant général de police de Paris.

Dans la réalité, on cherchait moins à convaincre les protestants de la vérité de la foi catholique qu'à leur faire apprécier tous les profits qu'ils ne pourraient manquer de retirer de leur conversion. L'accession aux charges et emplois publics était un avantage si estimé des Français du XVII^e siècle qu'il est hors de doute qu'un certain nombre de conversions furent provoquées par le désir de le recouvrer.

(1) La lettre par laquelle le Marquis de Seignelay informe de Ménars que son projet a été approuvé par le roi, a été reproduite par G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome IV, N^o 54.

Indépendamment des avantages qui résultaient des lois et étaient, par conséquent, acquis à tous ceux qui se convertissaient, il existait des avantages spéciaux variables avec la condition sociale du nouveau converti. Aux pauvres, le roi offrait des subsides, aux gentilshommes, il accordait des faveurs. Guillaume DEPPING fils nous assure même que « plusieurs familles de gentilshommes négocièrent avec le gouvernement et ne voulurent se faire catholiques qu'aux conditions les plus avantageuses pour elles » (1).

Au surplus, les nobles calvinistes furent toujours traités avec beaucoup plus d'égards que les gens du peuple. C'est ainsi qu'au mois de Décembre 1685, une dame de qualité protestante, la comtesse de Roye, se plaignit au roi des agissements du commissaire du quartier qui s'était présenté chez elle pour demander les noms de ses enfants et de ses domestiques. Sa plainte fut prise en considération par le roi qui fit écrire à La Reynie d'ordonner aux commissaires de ne rien faire à l'avenir qu'en vertu d'ordres exprès et de ne pas confondre les personnes du rang de la comtesse de Roye avec les bourgeois de Paris (2).

En ce qui concerne les subsides accordés aux religionnaires décidés à se convertir, l'exemple que nous allons citer est caractéristique des généreuses dispositions du roi.

Un gentilhomme de la religion réformée, prisonnier au Châtelet, ayant informé le Lieutenant général de police qu'il avait résolu de se convertir, celui-ci communiqua l'heureuse nouvelle au roi et Sa Majesté accorda sur le champ 200 livres au prisonnier touché par la grâce (3). Nous inclinons à penser que la générosité du roi ne se borna pas à l'octroi de subsides et que le gentilhomme converti ne tarda pas à obtenir son élargissement.

Après avoir rapporté cet exemple de générosité individuelle à l'égard d'un gentilhomme, nous croyons devoir citer des exemples de générosité collective à l'égard des pauvres et des artisans disposés à se convertir.

Au mois de Novembre 1685, une somme de 3.000 livres fut remise au Lieutenant général de police pour être distribuée par ses soins aux nouveaux convertis qui auraient besoin d'être secourus. Le Lieutenant

(1) Introduction au tome IV de la « Correspondance administrative ».

(2) Ces instructions furent données à La Reynie par le Marquis de Seignelay, le 16 Décembre 1685. La lettre qui les contient est reproduite par G.-B. DEPPING dans sa « Correspondance administrative », Tome IV, N° 39.

(3) Lettre du Marquis de Seignelay à La Reynie en date du 20 Juillet 1685. Cette lettre est reproduite par G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome IV, N° 39.

de police avait la libre disposition de ce fonds de secours. A la fin de chaque semaine, il adressait au Ministre de Paris un mémoire justificatif des sommes qu'il avait distribuées, et, à la fin de chaque mois, le Ministre lui remboursait ses dépenses au moyen d'une ordonnance sur le Trésor royal (1).

Il était recommandé au Lieutenant de police de ménager autant que possible le fonds de secours mais, le 23 Novembre 1685, le Marquis de Seignelay informait le Procureur général du parlement de Paris que ce fonds serait renouvelé toutes les fois qu'il serait nécessaire (2).

En même temps qu'il décidait de créer un fonds de secours au profit des nouveaux convertis nécessiteux, le roi songeait aux moyens d'inciter les artisans protestants à se convertir. Il n'en vit pas de plus efficace que celui de « donner à ceux qui seroient capables de faire » leur chef-d'œuvre, la moitié ou du moins le quart de ce qu'il en » couste pour estre receu maîtres ». Toutefois, il ne prit pas de décision sans faire demander à La Reynie s'il n'y avait pas d'inconvénients à l'application d'un semblable système (3).

A la suite de la révocation de l'édit de Nantes la plupart des Protestants se convertirent, soit pour échapper aux violences exercées sur eux, soit pour sauvegarder leurs intérêts menacés. Mais, parmi les milliers de conversions qu'on enregistrait avec joie à la Cour, quelques-unes seulement étaient sincères.

Le gouvernement fut donc amené à prendre à l'égard des nouveaux convertis toutes sortes de mesures de défiance et de coercition (4).

C'est ainsi qu'on n'estima pas possible d'autoriser sans conditions l'accession des nouveaux convertis aux charges et emplois publics. On obligea les candidats à fournir la preuve qu'ils accomplissaient les principales obligations de la religion catholique.

(1) Lettre adressée par le Marquis de Seignelay à La Reynie le 20 Novembre 1685. Cette lettre est reproduite par G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome IV, N° 39.

(2) G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome IV, N° 43.

(3) Lettre du Marquis de Seignelay à La Reynie, en date du 20 Novembre 1685. Voir *supra*.

(4) Un arrêt du Conseil, en date du 23 Septembre 1685 déclara que les gentilshommes nouvellement convertis à la religion catholique reprendraient, dans les églises, les places qu'y occupaient leurs ancêtres avant leur adhésion au schisme protestant. Les intendants furent chargés de l'exécution de cet arrêt.

Une ordonnance royale, en date du 16 Octobre 1688, fit défenses aux nouveaux convertis de retenir chez eux des armes offensives. L'exécution de cette ordonnance fut également confiée aux intendants par prévention avec les gouverneurs des provinces et les juges royaux ordinaires.

(D'après GUYOT « Traité des offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § 1^{er}, Article 1^{er}, page 145).

Des instructions au sujet des charges municipales furent adressées, en 1686, par le Marquis de Seignelay aux intendants des généralités : « Le roy, estimant qu'il est important que les nouveaux convertis ne » puissent entrer charges de villes, s'ils n'ont fait les devoirs de bons » catholiques, Sa Majesté m'ordonne de vous escrire que son intention » est qu'ils n'y soient admis qu'après qu'il sera apparu par des » certificats des curez qu'ils ont assistez à la messe et fréquenté les » sacremens ; ce que Sa Majesté veut que vous fassiez sçavoir aux » communautez de l'estendue de vostre département, et que vous » teniez la main à ce qu'il n'y soit contrevenu » (1).

En ce qui concerne l'assiduité aux offices et la fréquentation des sacrements, il faut se souvenir des aveux de Bâville, enfin éclairé en matière de religion.

On s'aperçut sans doute aussi, en haut lieu, qu'il n'était guère difficile aux nouveaux convertis habiles et hypocrites d'accomplir les manifestations extérieures de la religion pour obtenir des certificats de leurs curés et on ne tarda pas à abandonner le système des certificats décernés à la religiosité plutôt qu'à la piété véritable.

On institua une sorte de temps d'épreuve pendant lequel il fut interdit d'admettre les nouveaux convertis dans les charges publiques. Le but de ce temps d'épreuve était probablement de permettre une assimilation plus complète des nouveaux convertis à la religion catholique. Ce qui le prouve, c'est que les nouveaux convertis ayant donné des marques particulières de leur attachement au roi et à la religion catholique pouvaient être admis dans les charges publiques avant l'expiration du temps d'épreuve, sur la proposition des intendants.

Les instructions au sujet des charges de maires et d'échevins des villes furent données aux intendants des généralités par le comte de Pontchartrain, le 31 Août 1692, par la circulaire suivante : « Le » roy a, depuis quelques années, fait deffenses d'admettre les nouveaux » catholiques dans les charges de maires et eschevins des villes et » autres lieux du royaume, et Sa Majesté, estimant qu'il est de son » service de les en exclure encore, m'ordonne de vous escrire qu'elle » ne veut pas qu'ils y soient admis pendant 2 ans, à quoy elle désire » que vous teniez la main, dans l'estendue de vostre département. » Voulant néanmoins que, si vous jugiez advantageous d'en mettre » quelqu'un dans ces charges, dont le zèle pour le service du roy et la » bonne conduite fussent capables de faire un exemple, et produire » un bon effet parmy les nouveaux catholiques, vous m'en donniez

(1) G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome IV, N° 71.

» advis, et me fassiez sçavoir leurs noms et qualitez, afin que j'en
» rende compte au roy, pour vous informer ensuite de ses
» intentions » (1).

Tandis que l'on s'efforçait de stimuler le zèle des nouveaux catholiques, on organisait un système compliqué d'espionnage grâce aux bons offices des notaires, médecins, chirurgiens et apothicaires.

Les notaires s'offraient spontanément à prévenir les curés de tous les contrats de mariage passés entre nouveaux catholiques afin que les curés pussent exhorter les contractants à observer les cérémonies de l'Eglise. De leur côté, les médecins, chirurgiens et apothicaires s'engageaient à informer les curés des premières visites qu'ils feraient aux nouveaux catholiques et à les tenir au courant si l'état des malades venait à empirer.

Par une lettre circulaire, en date du 26 Décembre 1693, le comte de Pontchartrain ordonna aux intendants de recommander aux notaires, médecins, chirurgiens et apothicaires d'observer régulièrement la conduite adoptée par certains d'entre eux, sous peine « d'être blâmés et de s'attirer l'indignation du roi » (2).

Epiés dans tous les actes de leur vie privée, les nouveaux catholiques se libéraient à l'heure de la mort de la contrainte qu'ils avaient subie (3). C'était la rétractation « *in extremis* » que l'on redoutait beaucoup en raison du scandale qu'elle ne manquait pas de provoquer lorsqu'elle était rendue publique.

Pour éviter les rétractations de ce genre, on eut d'abord recours aux mesures de rigueur sans apercevoir le ridicule de semblables mesures appliquées à ceux qui ne peuvent plus en souffrir. Une déclaration du 29 Avril 1686 ordonna que le procès serait fait au cadavre ou à la mémoire des nouveaux catholiques qui auraient déclaré en mourant persister dans la R.P.R. Le cadavre du rétractant était traîné sur une claie et ses biens étaient confisqués.

On ne tarda pas à comprendre que ces procès étaient de nul effet, au point de vue de l'exemplarité, qu'ils amplifiaient démesurément un scandale qu'on aurait voulu étouffer et, qu'au surplus, ils révoltaient l'opinion publique.

Des instructions secrètes furent donc données aux intendants, à

(1) G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome IV, N° 98.

(2) G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome IV, N° 98.

(3) Pendant la guerre de la succession d'Espagne, l'intendant Le Gendre avouait que sur 10.000 religionnaires qui mouraient, il n'y en avait pas 2 qui recevaient les sacrements.

chaque occasion, en vue de les éviter. Comme on n'estimait pas possible d'abroger la loi, on décidait de la laisser dormir.

C'est ainsi que, le 12 Mars 1691, le comte de Pontchartrain écrivait au Lieutenant général du bailliage de Montfort : « J'ay rendu compte » au roy de ce que vous m'avez escrit au sujet du sieur de Chartres de » Villeray, gentilhomme nouveau catholique, lequel a déclaré en » mourant qu'il persistoit dans son ancienne religion. Sur quoy, Sa » Majesté a résolu de passer la chose sous silence, supposé qu'elle » n'ait pas fait un grand scandale. Il y a apparence que, ce » gentilhomme estant mort dans sa terre, il y aura eu peu de témoins » de sa déclaration. Ainsy, vous ne devez point relever cette affaire. Si » cependant elle s'estoit passée autrement que je ne l'entends, et avec » grand esclat, mandez-moy les circonstances ; je vous feray savoir » ce que vous aurez à faire » (1).

Nous voyons par cette lettre, qu'en règle générale, on ne faisait pas le procès à la mémoire du nouveau catholique dont la rétractation « in extremis » n'avait pas été rendue publique.

Cependant, dans les cas de plus en plus rares où l'on appliquait la déclaration d'Avril 1686, quelque chose semblait intolérable à l'opinion publique : c'était le spectacle du cadavre du rétractant traîné sur la claie.

Le gouvernement le comprit et, le 5 Juin 1699, le comte de Pontchartrain écrivit aux intendants d'empêcher à l'avenir que des cadavres fussent traînés sur la claie. Suivant le système auquel nous faisons allusion plus haut, il fut recommandé aux intendants de ne pas rendre publique la volonté du roi et de ne la faire connaître qu'à chaque occasion. Le comte de Pontchartrain précisait dans sa lettre qu'on continuerait de faire le procès à la mémoire des rétractants et de les condamner à toutes les peines autres que la claie portées par la déclaration de 1686 (2).

Des instructions analogues furent adressées, au mois d'Août suivant, à tous les Premiers Présidents et Procureurs généraux des parlements.

Il arrivait quelquefois que le nouveau catholique qui s'était rétracté parce qu'il avait cru sentir l'étreinte de la mort revenait à la santé, à la stupéfaction de tous.

La déclaration d'Avril 1686 avait prévu le cas et ordonné pour le rétractant de retour à la vie une peine appropriée à la gravité de la faute dont il s'était rendu coupable : l'amende honorable.

(1) G.-B. DEPPING. « Correspondance administrative », Tome IV, N° 92.

(2) G.-B. DEPPING. « Correspondance administrative », Tome IV, N° 98.

Or, cette peine de l'amende honorable, infligée à un malheureux ayant échappé à grand-peine à la mort, produisait sur les populations un effet presque aussi fâcheux que la claie. Le roi en ayant été informé décida, peu de temps après avoir ordonné la suppression de la claie, de supprimer également l'amende honorable.

Le comte de Pontchartrain signifiâ la volonté du roi au Premier Président du parlement de Paris le 26 Octobre 1699. L'amende honorable ne devait plus être appliquée mais elle devait toujours être prononcée par les jugements en même temps que les autres peines portées par la déclaration de 1686. Les jugements devaient être exécutés dans toutes leurs dispositions à l'exception de celle relative à l'amende honorable ; toutefois, il était recommandé de tenir cette restriction secrète (1).

Après la signature de la paix de Ryswyck (1697), quelques-uns des conseillers de Louis XIV engagèrent le roi à prendre des mesures plus rigoureuses contre les nouveaux convertis qui ne remplissaient pas leurs devoirs de bons catholiques et contre les religionnaires fugitifs qui tentaient de rentrer en France sans faire abjuration.

Sans aller jusqu'à suivre les sages avis de d'Herbigny, intendant à Montauban, Louis XIV fit preuve d'une modération dont la plupart de ses conseillers semblaient absolument dépourvus.

Tout en continuant à ordonner aux intendants de faire de la conversion des religionnaires « leur principale et plus importante occupation », le roi décida que les commissaires départis laisseraient désormais agir seuls les juges royaux et seigneuriaux, sans cesser toutefois d'exercer leur vigilance sur ces magistrats.

Les intendants devaient informer le roi, dans des occasions extraordinaires, si les juges étaient suspects ; faire punir les actes publics d'impiété, l'assistance aux assemblées ; s'entendre avec les évêques pour l'instruction par la prédication et la création de séminaires ; empêcher que les foires et marchés eussent lieu le dimanche et que les cabarets fussent ouverts aux heures des offices ; ordonner les arrestations des gens qui menaçaient les nouveaux convertis pour les détourner de leurs devoirs ; créer des écoles et veiller à leur fréquentation ; faire visiter les prisonniers par les juges ordinaires ; interner dans des monastères, pour le temps de leur instruction, les enfants de qualité, et les autres dans les hôpitaux, si les parents étaient mauvais catholiques ; exercer la tutelle des orphelins ; veiller sur la conduite des chirurgiens, apothicaires et sages-femmes ; ordonner la séques-

(1) G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome IV, N° 130.

tration des biens des fugitifs si leurs parents qui en jouissaient n'étaient pas de vrais convertis (1).

À Paris, le Comte de Pontchartrain, Daguesseau père et l'archevêque de Noailles unirent leurs efforts pour réprimer le zèle intempestif du marquis d'Argenson.

Nous avons déjà eu l'occasion de faire remarquer que d'Argenson n'imita pas, en matière religieuse, la prudence et la sagesse de son prédécesseur La Reynie. En 1698, il proposa d'ôter aux nouveaux catholiques mal convertis leurs enfants pour les faire instruire. Puis, il proposa d'ôter les enfants aux nouveaux catholiques soupçonnés de vouloir sortir du royaume.

Louis XIV se montra, en la circonstance, plus humain que son Lieutenant général de police. Il ne permit pas d'arracher les enfants à leurs parents sur un simple soupçon mais recommanda d'attendre que les parents se disposassent à faire passer leurs enfants hors du royaume (2).

Malgré les précautions prises, un certain nombre de familles quittèrent la France à la suite de la déclaration du 13 Septembre 1699. Les biens des fugitifs furent séquestrés et Paris fut interdit aux religionnaires des provinces.

Les conséquences démographiques de la révocation de l'édit de Nantes dans la généralité de Paris sont indiquées dans le « Mémoire ».

La « sortie des religionnaires hors du royaume » figure, en effet, parmi les causes particulières de dépopulation.

Avant la révocation de l'édit de Nantes, la généralité de Paris contenait 1933 familles protestantes. Par suite de la révocation, 1202 de ces familles passèrent à l'étranger.

Le rédacteur du « Mémoire » dit, des 731 familles qui demeurèrent, qu'elles sont, pour la plupart, mauvaises catholiques ou même ont gardé toute leur ancienne ferveur pour la religion protestante (3).

(1) Nous empruntons cette énumération à l'ouvrage de M. Charles GODARD « Les pouvoirs des intendants sous Louis XIV ».

(2) Voir les lettres adressées par le Comte de Pontchartrain au Marquis d'Argenson le 23 Avril et le 24 Mai 1698. G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome IV, N° 114, page 461.

(3) « *Mémoire de la généralité de Paris* » publié par A.-M. DE BOISLISLE, Pages 151 à 154.

« Il y en a quelques uns qui se sont convertis de bonne foi et qui vivent en bons chrétiens ; les autres, qui sont en plus grand nombre, continuent leur manière ordinaire de vivre et ne font aucun exercice apparent de la religion ».

§ 3. Tutelle administrative des communautés d'habitants

Les communautés d'habitants étaient placées sous la protection spéciale du roi et les intendants en étaient les tuteurs. A ce titre, ces derniers prenaient une très grande part à l'administration des deniers communs des villes, bourgs et villages.

Par l'arrêt du Conseil du 15 Octobre 1682, il fut interdit aux officiers municipaux de certaines villes et places frontières du royaume d'engager à l'avenir « aucunes dépenses extraordinaires sous prétexte » de présens, de réparations de maisons, ameublement d'icelles, » réjouissances publiques, ou autres quelconques, si ce n'est avec la » permission par écrit de l'intendant desdites places, à peine aux » contrevenans et à ceux qui auront figuré aux délibérations et » résolutions en vertu desquelles ces dépenses extraordinaires auront » été faites, d'en remplacer les fonds en leur propre et privé nom, et » en outre de payer encore au profit de Sa Majesté une amende de » pareille somme à laquelle aura monté la dépense » (1).

Dans la plupart des provinces du royaume, la comptabilité des deniers communs des villes appartenait aux chambres des comptes. Cependant, dans certaines provinces telles que les Pays-Bas et la Franche-Comté, où il n'existait pas de chambres des comptes, les comptes des revenus et contributions des communautés étaient arrêtés définitivement par l'intendant ou par ses subdélégués. Dans d'autres provinces fonctionnait un système mixte. Les comptes des octrois des villes étaient rendus à la chambre des comptes et ceux des revenus patrimoniaux à l'intendant (2).

Lorsque Louis XIV commença son règne personnel, les communautés étaient accablées sous le poids des dettes que leurs administrateurs inhabiles ou malhonnêtes avaient imprudemment contractées. Courageusement, Colbert se mit à l'œuvre pour libérer les communautés endettées.

On établit dans tout le royaume des commissaires spéciaux, au nombre desquels figuraient les intendants, avec mission de travailler à la liquidation des dettes et de faire surseoir, jusqu'à ce quelle fût achevée, aux poursuites des créanciers. Dans certains cas, l'intendant

(1) Arrêt cité par GUYOT « Traité des Offices » Tome III, Chapitre LXXXII, § VI, Article III.

(2) Il en était ainsi dans deux chefs-lieux d'élection de la Généralité de Paris, à Etampes et à Meaux.

GUYOT « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § VI, article III.

avait non seulement le droit d'accorder les surséances qui lui étaient demandées, mais aussi de connaître des actions intentées contre les communautés pour des motifs tirés de leurs dettes (1).

Le 12 Décembre 1670, Colbert écrivait aux intendants des généralités des pays d'élections :

« La liquidation des dettes des communautez estant importante au » point que vous le sçavez, pour le soulagement des peuples, il n'y a » rien à quoy vous debviez donner plus de soin et d'application qu'à la » conclusion de cette affaire. Pour cet effect, j'estime qu'il est de » grande conséquence que vous ne perdiez pas un moment de temps à » vérifier les dettes des principales villes de la généralité de » qui n'ont point esté liquidées, et que vous teniez la main à ce que » celles qui ont esté vérifiées soient payées suivant la destination qui » en a esté faite; et, en cas que les communautez villageoises » ayent emprunté, il sera bien nécessaire de travailler aussy à la » mesme liquidation, ainsy que dans les bourgs et bourgades, et de » me faire sçavoir toutes les semaines en quel estat sera ce » travail . . . » (2).

Le travail de liquidation des dettes des communautés, commencé dès les premières années du règne personnel de Louis XIV et poussé activement, était loin d'être achevé à la fin du ministère de Colbert (3).

Le 15 Janvier 1683, le Contrôleur général des finances adressait aux intendants la circulaire suivante : « Comme vous connaissez, par » tout ce qui s'est passé dans le Conseil pendant le temps que vous y » avez servi, et par toutes mes lettres depuis que vous êtes dans la

(1) GUYOT donne comme exemple de semblables pouvoirs ceux qui furent attribués à l'intendant de la généralité de Metz par l'arrêt du Conseil du 23 Août 1658. « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § VI, Article IV.

(2) G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome III, N° 19.

(3) La liquidation des dettes des communautés figurait encore, le 2 Janvier 1682, au premier rang des recommandations que Colbert adressait aux intendants des généralités taillables en vue du soulagement des peuples. Voici ces recommandations :

Travailler avec application à la liquidation de toutes les dettes des villes et communautés et aux moyens de les acquitter.

Empêcher la saisie des bestiaux, en exécution des ordres et déclarations de Sa Majesté.

Diminuer, par tous les moyens possibles, les frais qui se font en la levée et collecte des tailles.

Empêcher l'emprisonnement des collecteurs, en faisant quelque distinction des rétentionnaires, punir sévèrement ceux qui abusent de l'autorité de Sa Majesté dans les commissions qu'ils ont pour la levée de ses droits, examiner la conduite des commis employés à la levée des droits de ses finances. (P. BAUDRY « Mémoires de N.-J. Foucault » Appendice, Page 476).

» généralité de combien le roi désire que le travail de la
» liquidation et acquittement des dettes de toutes les communautés
» s'achève, qui dure il y a déjà trop longtemps, puisque Sa Majesté l'a
» fait commencer dès lors qu'elle a bien voulu prendre le soin de la
» conduite et administration de ses finances, et comme il y a peu de
» généralités où ce travail soit entièrement achevé, et que, dans
» toutes les autres, les liquidations ont été faites en plusieurs
» communautés et les arrêts expédiés pour le payement desdites
» dettes, et à l'égard des autres cette liquidation n'a point été faite en
» sorte qu'en chacune généralité il y a des communautés dont les
» dettes ont été liquidées, les arrêts expédiés, mais elles ne sont pas
» encore acquittées, et en d'autres, les dettes n'ont point encore
» été liquidées ; Sa Majesté veut donc que vous fassiez un
» mémoire exact de ces trois espèces, afin qu'elle puisse connoître
» celles qui sont entièrement acquittées, celles qui ne le sont pas
» encore, et en combien d'années elles le pourront être, et celles qui
» n'ont point encore été liquidées ; et c'est à celles-là particulièrement
» que Sa Majesté désire que vous vous appliquiez pour achever ce
» travail et donner ce soulagement à ses peuples, que Sa Majesté
» estime très considérable » (1).

Dès réception de cette circulaire, les intendants entreprirent des tournées dans leurs généralités respectives en vue de recueillir les éléments du rapport que le Contrôleur général leur demandait de lui faire parvenir.

Il ne suffisait pas de poursuivre méthodiquement la liquidation des dettes des communautés, il fallait encore en surveiller soigneusement l'acquittement.

La liquidation des dettes d'une communauté étant terminée, on ne pouvait songer à en effectuer le paiement qu'au moyen de ressources extraordinaires. Ces ressources extraordinaires, on les demandait à l'impôt. A cet effet, on expédiait des arrêts du Conseil pour répartir sur plusieurs années les impositions qu'on avait jugé indispensable de faire supporter aux habitants.

Ce système de remboursement des dettes des communautés au moyen d'impositions échelonnées sur un certain nombre d'années aurait pu fonctionner normalement si l'on n'avait été obligé de compter avec la malhonnêteté des officiers municipaux. Ceux-ci percevaient le montant des impositions régulièrement autorisées mais ils le détournaient de sa destination et le faisaient tourner à leur profit.

(1) P. BAUDRY « Mémoire de N.-J. Foucault » Appendice, Pages 490 et 491.

Dans ces conditions, l'acquittement des dettes des communautés promettait d'être encore beaucoup plus long que leur liquidation. D'autre part, contrairement à l'intention du roi qui désirait procurer quelque soulagement à ses sujets, les habitants d'un grand nombre de communautés étaient inutilement surchargés d'impôts.

L'écho de ces malversations des maires et échevins ne tarda pas à parvenir, de différents points du royaume, jusqu'aux oreilles de Louis XIV. Mis en présence de la situation créée par la malhonnêteté des officiers municipaux, le roi et son Contrôleur général ne trouvèrent pas de remède plus efficace qu'une intervention des intendants dans la levée et l'emploi des impositions affectées au paiement des dettes.

Le 6 Mars 1683, Colbert adressa des instructions à cet égard aux intendants de 18 généralités du royaume: « C'est pourquoi, Sa
» Majesté m'ordonne de vous écrire qu'elle veut que vous examiniez
» avec soin toutes les liquidations qui ont été faites de toutes ces
» dettes et qui ont été confirmées par des arrêts du conseil, que vous
» vous fassiez rendre compte des impositions qui ont été faites en
» conséquence de ces arrêts, et si l'emploi de ces deniers a été fait
» conformément auxdits arrêts du Conseil, Sa Majesté voulant qu'en
» cas de divertissement les auteurs qui les auront faits soient punis et
» contraints à la restitution; et Sa Majesté ne veut pas que vous
» souffriez que ces impositions continuent l'année prochaine et les
» suivantes, si elles sont employées dans ces conditions et Sa Majesté
» ne les y fera employer qu'après que vous lui aurez rendu compte de
» l'examen qu'elle veut que vous en fassiez » (1).

Pour être juste envers Colbert, nous croyons devoir rappeler ici que le grand ministre avait déjà songé auparavant aux moyens d'empêcher les officiers municipaux de détourner les deniers affectés au paiement des dettes.

Dans lettre adressée à Foucault, alors intendant à Montauban, le 10 Février 1683, le Contrôleur général indiquait l'expédient suivant :

« A l'égard des impositions qui se font pour le payement
» des dettes des communautés, il me semble qu'il conviendrait
» beaucoup mieux et seroit beaucoup plus à la décharge de ces
» communautés, que les syndics établis par les créanciers reçussent
» ces impositions que les receveurs des tailles ni les consuls parce
» que, les faisant recevoir par les syndics, ou directement de ces
» créanciers, l'on saura certainement qu'en une année fixe et certaine

(1) P. BAUDRY « Mémoires de N.-J. Foucault », Appendice, Page 493.

» les dettes seront entièrement acquittées, au lieu que, si les consuls
» ou les receveurs des tailles les reçoivent, il faudra qu'ils en rendent
» compte et vous savez de combien d'inventions ces sortes de gens-là
» se servent pour retenir les deniers entre leurs mains » (1).

Tout en poursuivant la liquidation et le remboursement des dettes existantes, Colbert songeait aux moyens d'empêcher les communautés d'en contracter de nouvelles. Il n'en vit pas de plus sûr que d'interdire, d'une façon générale, aux communautés de s'engager, à l'exception de certains cas particulièrement graves ou importants et limitativement déterminés.

Cependant, avant de faire passer ses idées dans une loi, Colbert ne jugea pas inutile de prendre l'avis des tuteurs des communautés : les intendants.

Voici les termes dans lesquels il demanda cet avis :

« . . . Sa Majesté m'ordonne d'ajouter qu'elle veut que vous
» examiniez avec soin les moyens d'empêcher à l'avenir les commu-
» nautés de s'endetter, et la liberté qu'elles ont eue par le passé, qui a
» produit une infinité d'abus que vous avez facilement connus par le
» travail que vous avez déjà commencé de faire, l'intention de
» Sa Majesté étant de former une déclaration sur tous les avis de
» MM. les commissaires départis, pour établir des règles si certaines et
» si étroites, que les villes et communautés ne puissent pas tomber
» dans l'embarras où elles sont encore à présent, quoiqu'il y ait près
» de vingt ans que le roi travaille à les en tirer. Et Sa Majesté
» m'ordonne de vous ajouter ces pensées sur ce sujet, afin que vous
» puissiez les examiner et y changer, ajouter ou diminuer ce que vous
» estimerez plus convenable à la fin que Sa Majesté se propose. Elle
» croiroit donc que l'on pourroit faire une défense très sévère à toutes
» les communautés de ne s'engager que pour les causes de peste,
» ustensiles et subsistance des gens de guerre, réparations des nefes
» d'églises dont elles sont tenues en cas d'incendie seulement, et, en
» ces cas, les obliger de s'assembler en corps, ou dans les hôtels-de-
» ville, ou à l'issue des messes paroissiales, avec le consentement de
» toute la communauté, dont il seroit dressé acte qui demeurerait au
» greffe de l'hôtel-de-ville ; et, à l'égard des communautés villageoises,
» cet acte seroit reçu par un notaire et signé de la plus grande et
» saine partie des paroissiens ».

(1) P. BAUDRY « Mémoires de N.-J. Foucault », Appendice, Page 491.

Le passage que nous reproduisons est cité inexactement par Pierre DUBUC (« L'intendance de Soissons sous Louis XIV (1643-1715) comme extrait de la circulaire adressée par Colbert aux intendants le 6 Mars 1683.

« Auparavant que de faire l'emprunt, ils seront obligés d'en
» demander la permission à MM. les commissaires départis dans les
» provinces, et ceux qui leur prêteront seroient obligés de reporter
» toutes ces pièces, ensemble les pièces justificatives de l'emploi
» conforme à la délibération et à la permission du commissaire
» départi ; sinon, et à faute de ce faire, les dettes seroient déclarées
» nulles par la même déclaration.

» Vous pouvez examiner si ces moyens sont suffisants, et s'il n'y a
» point d'autres causes d'emprunt absolument nécessaires que celles
» que je vous marque.

» Sa Majesté est persuadée qu'en apportant ces précautions, les
» communautés ne retomberont jamais dans l'état auquel elles sont
» et que, par ce moyen, elle leur procurera un soulagement très
» considérable et les mettra plus en état de contribuer aux dépenses
» de l'état, lorsque Sa Majesté le désirera » (1).

Lorsque Colbert eut recueilli les avis des intendants sur les mesures qu'il se proposait de prendre, il fit promulguer l'édit connu sous le nom « d'Édit d'Avril 1683 ».

L'édit d'Avril 1683 ordonnait aux officiers municipaux des villes et gros bourgs fermés des généralités de Paris, Amiens, Soissons, Châlons, Orléans, Tours, Bourges, Poitiers, Moulins, Lyon, Riom, Grenoble, Rouen, Caen, Alençon, Limoges, Bordeaux et Montauban, de remettre, dans un délai de trois mois, aux intendants de leur généralités respectives, un état de leurs revenus, avec pièces justificatives.

Les intendants étaient tenus de dresser, sur la représentation de ces actes, un état des dépenses ordinaires de chacune des communautés, y compris un fonds certain, fixe et annuel pour l'entretien des ponts, pavés, murailles et autres dépenses nécessaires.

Défenses expresses étaient faites aux communautés d'habitants d'aliéner ou d'emprunter, en dehors des cas de peste, logement et ustensiles des troupes, réédification des nefs des églises.

La procédure à suivre aux fins d'autorisation était différente suivant qu'il s'agissait de réédification des nefs des églises et de logement et ustensiles des troupes ou d'épidémie de peste.

Dans le premier cas, l'acte de délibération de l'Assemblée des habitants devait être soumis à l'approbation de l'intendant. Si l'intendant approuvait le projet, il donnait la permission d'emprunter non sans en rendre compte au Contrôleur général afin qu'il fût pourvu

(1) P. BAUDRY « Mémoires de N.-J. Foucault », Appendice, Pages 442 et 443.

par ce dernier aux impositions à ordonner en vue du remboursement de la dette.

En raison du caractère de gravité et d'urgence du cas de peste, les maires et échevins ou les procureurs-syndics étaient autorisés à contracter un emprunt en vertu d'une simple délibération de l'assemblée des habitants, à condition, toutefois, de rendre compte de l'emploi des deniers empruntés à l'intendant, dans un délai de trois mois après la disparition de l'épidémie.

Dans l'un et l'autre cas, les receveurs des deniers communs étaient tenus de rendre compte de l'emploi des deniers empruntés aux maires, échevins ou communautés, en présence de l'intendant.

Si la majeure partie des obligations naissent de la libre volonté des parties contractantes, il existe cependant des obligations qui sont, en quelque sorte, indépendantes de cette volonté ; ce sont les obligations qui résultent des jugements.

Colbert songea à ces obligations judiciaires qui pouvaient n'être pas moins dangereuses pour les communautés que des obligations librement contractées.

C'est pourquoi, l'édit du mois d'avril 1683 fit défenses aux communautés et à leurs maires, syndics, jurats et consuls d'intenter aucune action, ni de commencer aucun procès, tant en cause principale que d'appel, sans avoir obtenu, au préalable, le consentement des habitants réunis en assemblée générale, soumis l'acte constatant la délibération de l'assemblée à l'approbation du commissaire départi et reçu la permission écrite de ce dernier.

Comme les dispositions de l'édit d'Avril 1683 semblaient ne concerner que les villes et gros bourgs fermés, Louis XIV les étendit expressément à toutes les communautés par la déclaration du 23 Août 1687. Aux termes de cette déclaration, les communautés étaient tenues de se procurer l'autorisation des intendants dans tous les cas, à l'exception toutefois des instances en surtaux et, d'une façon générale, de toutes les instances relatives à l'imposition et à la levée des deniers royaux.

GUYOT, se fondant sur les motifs qui ont inspiré l'édit d'Avril 1683 et les déclarations postérieures, estime que « les formalités prescrites » pour les procès où les communautés sont demandereses doivent » être pareillement observées dans les instances où elles sont » défenderesses » (1). Nous nous rangeons à l'avis de l'auteur du

(1) GUYOT « Traité des offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § VI, Article VI, Pages 341 et 342.

» *Traité des offices* » qui est le seul conforme à l'esprit de l'édit d'Avril 1683 et qui est appuyé par plusieurs arrêts du Conseil, dont l'un, en date du 8 Août 1713.

Une autre déclaration de 2 Octobre 1703 ordonna que « les maires, syndics, jurats, consuls et autres qui auroient entrepris des procès au nom des communautés sans être autorisés en la forme (1), seroient condamnés en leurs propres et privés noms, aux frais des dits procès, sans espérance de répétition, sous quelque prétexte que ce fût, et aux dommages-intérêts des communautés. La même déclaration portait défenses aux procureurs d'occuper pour les communautés et aux premiers juges de rendre aucuns jugemens sur les affaires qui concernent lesdites communautés, qu'il ne leur fût apparu de la délibération des habitants, autorisée de la permission par écrit des sieurs intendants ou commissaires départis, à peine de nullité des procédures etc. » (2).

Une des causes particulières d'endettement des communautés n'avait pas échappé à la vigilance de Colbert : c'étaient les frais de voyage et de députation des maires et échevins.

Ces officiers municipaux, ayant des procès à soutenir ou des affaires personnelles à traiter à Paris, faisaient naître ou supposaient des affaires à leur communauté et se faisaient donner mission d'aller à Paris pour les poursuivre. Cette habile façon de procéder leur permettait de faire supporter à la communauté qui les avait députés les frais du voyage et du séjour qu'ils avaient faits à Paris.

Le remède imaginé par Colbert fut analogue à ceux qu'il avait prescrits en de semblables circonstances : ce fut l'autorisation préalable des intendants.

Un arrêt, rendu au Conseil le 18 Janvier 1668, ordonna « qu'il ne serait fait à l'avenir aucune députation par les villes et les communautés que, préalablement, les maires, échevins ou consuls n'en aient fait connaître les raisons et le besoin aux commissaires départis par Sa Majesté dans les provinces et eu sur ce leur avis » (3).

Colbert profita de l'édit d'Avril 1683 destiné à restreindre et à réglementer la faculté d'aliéner et d'emprunter des communautés pour soumettre les députations à une réglementation identique.

(1) Il s'agit de la forme prescrite par l'édit d'Avril 1683 et la déclaration d'Août 1687.

(2) Cité par GUYOT « *Traité des offices* », Tome III, Chapitre LXXXII, § VI Article VI, Page 311.

(3) Cet arrêt est reproduit par G.-B. DEPPING « *Correspondance administrative* », Tome I, Introduction.

Il fut donc interdit aux communautés d'ordonner des députations, sous quelque prétexte que ce fût, sans avoir obtenu, au préalable, le consentement des habitants réunis en assemblée générale, soumis l'acte constatant la délibération de l'assemblée à l'approbation de l'intendant et reçu la permission écrite de ce dernier. Le commissaire départi devait déterminer lui-même la durée de la députation et régler modérément les dépenses qu'elle pouvait occasionner (1).

L'édit d'Avril 1683 ne fut pas toujours observé, car, le 25 Février 1694, le Contrôleur général des finances, Louis Phélypeaux de Pontchartrain, adressait aux intendants la lettre circulaire suivante :

« Je crois vous avoir déjà mandé plusieurs fois, à l'occasion de »
» tous les recouvrements et autres affaires dans lesquelles les commu- »
» nautés ont intérêt, que l'intention de Sa Majesté n'est point qu'elles »
» députent à la suite du Conseil pour y venir solliciter des modérations, »
» ni sous tel autre prétexte que ce puisse estre. J'apprends néanmoins »
» que beaucoup se disposent à envoyer icy sur l'affaire des affranchis- »
» sements ; il y en a mesme quelques-unes dont les députés sont déjà »
» arrivés. C'est ce qui m'oblige à vous dire que Sa Majesté veut que »
» vous leur renouveliez de sa part les défenses qui leur ont esté si »
» souvent et si solennellement faites, notamment par la déclaration »
» d'Avril 1683, de faire aucune députation sans avoir auparavant »
» obtenu le consentement des habitants, dans une assemblée générale, »
» dont l'acte de délibération doit être confirmé et autorisé d'une »
» permission par écrit de M. les intendants » (2).

Lorsqu'on estima suffisamment avancé le travail de liquidation des dettes des communautés, commencé vers 1661, on décida de lever la surséance précédemment accordée aux communautés pour permettre la liquidation de leurs dettes non encore vérifiées.

Ce fut l'objet d'un arrêt général qui fut rendu le 14 Décembre 1714. Par cet arrêt, le roi ordonnait que les particuliers qui se prétendaient créanciers des communautés représenteraient leurs titres devant les intendants des provinces. Ceux-ci devaient en dresser des procès-verbaux qu'ils adresseraient au Conseil avec leur avis sur les moyens de libérer les communautés et de les mettre en mesure de faire face à leurs charges. A cet effet, les maires, échevins et syndics des habitants étaient tenus de remettre aux intendants des états dûment certifiés par eux-mêmes des revenus et des charges de leurs communautés.

(1) La partie de l'édit d'Avril 1683 relative aux députations est citée par GUYOT (« Traité des offices », Tome III, § VI, Article VI, Page 310).

(2) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome I, N° 1292.

L'arrêt du 15 Décembre 1722 attribua aux intendants la connaissance de toutes les contestations relatives aux dettes des communautés ainsi que le droit de liquider les rentes et de pourvoir, au moyen des revenus ordinaires des communautés ou par voie d'imposition, au remboursement des arrérages et des capitaux des emprunts contractés (1).

Si nous cessons maintenant d'examiner les textes législatifs pour jeter un regard sur la réalité, nous constatons que l'œuvre admirable de Colbert ne fut pas continuée après sa mort.

Les heureux résultats qu'avait pu obtenir le grand ministre pendant plus de vingt années d'efforts furent rapidement compromis par les exigences sans cesse croissantes de Louis XIV. Pour faire face aux dépenses occasionnées par la guerre le roi était obligé de lever de nouveaux impôts.

Comme on s'efforçait de ne pas augmenter le principal de la taille, ou créa la capitation, en 1695, et on recourut largement à ces expédients financiers désignés sous le nom « d'affaires extraordinaires ».

Les villes et les communautés d'habitants fournirent une grande partie de la matière imposable. L'édit du 15 Décembre 1692, destiné à remédier aux désordres des administrations communales et à étendre les prérogatives des magistrats municipaux, était un de ces expédients qu'on avait habilement coloré des plus beaux prétextes.

L'opération consistait simplement à supprimer une autonomie administrative dont les communes jouissaient depuis plusieurs siècles pour la restituer ensuite, à prix d'argent, à celles d'entre elles qui tiendraient à la conserver.

Un certain nombre de communautés répondirent au désir secret du roi mais la plupart se laissèrent imposer des maires en titre d'office. Quelques communautés engagèrent de longs pourparlers dans l'espoir d'amener le gouvernement à abaisser le prix auquel il estimait leurs franchises.

Qu'on juge de la complexité d'une administration dans laquelle le mode de désignation des magistrats municipaux variait suivant les villes ! Qu'on imagine les innombrables difficultés de l'action administrative que devaient exercer les intendants !

La déclaration du mois de Septembre 1714, par laquelle on autorisa les villes et communautés à racheter leurs libertés municipales, fut un expédient du même genre que l'édit du 15 Décembre 1692, uniquement motivé par les nécessités financières.

(1) Les explications relatives aux arrêts des 14 Décembre 1714 et 15 Décembre 1722 sont tirées du « Traité des Offices » de GUYOT (Tome III, Chapitre LXXXII, § VI, Article IV).

§ 4. Travaux Publics

A l'origine, l'exécution des rares travaux publics fut confiée aux officiers judiciaires (prévôts, baillis et sénéchaux).

Une ordonnance du 20 Octobre 1508 attribua la direction des ponts et chaussées aux Trésoriers de France. A cette époque, les Trésoriers de France étaient au nombre de quatre et chacun d'eux était établi dans une des quatre généralités du royaume : Outre-Seine et Yonne, Langue d'Oïl, Langue d'Oc et Normandie.

L'édit du mois de Décembre 1542 créa dix-sept Recettes générales à la tête desquelles furent placés des Receveurs généraux des finances. Quelques années plus tard, par l'édit de Janvier 1551, Henri II établit un Trésorier de France dans chaque Recette générale. Les circonscriptions des généralités coïncidèrent désormais avec celles des Recettes générales.

En 1599 (1), Henri IV institua, en faveur du duc de Sully (2), surintendant des finances, un office de grand-voyer. Le grand-voyer avait la connaissance des chemins et voies publiques, fonctions qui étaient exercées auparavant par les Trésoriers de France.

En 1626 (3), Louis XIII supprima l'office de grand-voyer créé par son père et l'unit aux charges des Trésoriers de France. Ceux-ci exercèrent donc de nouveau, chacun dans l'étendue de sa généralité, les attributions dont ils avaient été momentanément dépouillés.

Au cours du XVII^{me} siècle, le développement incessant des pouvoirs des intendants réduisit ces attributions au seul contentieux administratif. C'est à Paris et dans la généralité du même nom que les Bureaux des finances conservèrent les pouvoirs les plus étendus.

En 1635, Louis XIII supprima l'office de voyer de Paris que détenait le comte d'Orval (4). Les attributions de cet office, relatives à la voirie particulière ou petite voirie de Paris, furent rendues au Bureau des finances de Paris.

En qualité de grand-voyer et de voyer particulier de la Ville, prévôté et vicomté de Paris, les Trésoriers de France avaient, dans Paris, la direction des rues et du pavé ainsi que des maisons et édifices qu'il

(1) Edit de Mai 1599.

(2) Maximilien de Béthune, baron de Rosny, duc de Sully, compagnon d'armes puis surintendant des finances de Henri IV.

(3) Edit de Février 1626.

(4) François de Béthune, comte puis duc d'Orval, fils puîné de Maximilien de Béthune, baron de Rosny, duc de Sully. Il était devenu, après la mort de son père, surintendant des bâtiments royaux et grand-voyer de France. Il mourut en 1678.

n'était pas possible de construire, sur la voie publique, sans avoir obtenu d'eux, au préalable, les permissions et alignements. Dans la généralité de Paris, ils avaient la direction des grands chemins et des ponts-et-chaussées.

Trois ou quatre d'entre eux étaient spécialement commis à la surveillance des voies et des travaux publics tandis que, dans la plupart des autres généralités du royaume, un seul Trésorier était commis à cet effet (1). Ces Trésoriers dépendaient directement du Conseil.

Un grand nombre de textes législatifs de la fin du 17^me et du commencement du 18^me siècle consacrent la différence qui s'était établie entre les attributions des Trésoriers de France de la généralité de Paris et celles de leurs collègues de province (2).

C'est ainsi que trois arrêts du Conseil, rendus respectivement les 3 Octobre 1667, 3 Décembre 1672 et 18 Mars 1673, permirent aux entrepreneurs et aux adjudicataires du pavé et des grands chemins « de prendre des matériaux, de quelque nature qu'ils soient et en » quelques lieux qu'ils se puissent rencontrer, en dédommageant les » propriétaires sur les fonds desquels ils prennent lesdits matériaux, » sur le pied du prix courant, ou au dire d'experts nommés par les » Trésoriers de France dans la généralité de Paris et par les sieurs » commissaires départis dans les provinces ».

Un arrêt du Conseil, en date du 26 Mai 1705, attribua aux intendants des provinces la connaissance du redressement des chemins.

(1) En 1684, c'étaient de Linières, Fornier de Montagny, Fremin et Bragelongne. Chacun d'eux recevait de ce fait une allocation de 1200 L. ou de 2000 L.

Trois architectes étaient chargés d'examiner les plans et devis envoyés des provinces en même temps que d'exercer leur surveillance sur les ouvrages de Paris. C'étaient Félibien, Bruand et Bullet. Le premier recevait 1500 L., le second 2400 L. et le troisième, chargé d'établir les plans et devis, 1800 L.

Deux inspecteurs, Piquet et Marcilly-Dieulamant, s'occupaient, l'un du pavé de Paris et l'autre des ponts et ouvrages publics.

(2) On peut également s'en convaincre à la lecture des rapports des intendants de la généralité de Paris.

Voici un passage caractéristique du rapport adressé par de Ménars, le 1^{er} Juillet, à la suite d'une tournée d'inspection dans l'élection de Mantes :

« Sans l'ordre que j'en ai reçu, je n'aurais pas visité le pont de Meulan. Cette » inspection et celles des ponts et chaussées de pavé a été donnée à M. de Linières, » trésorier de France, qui en rendait compte immédiatement à feu M. Colbert ; » M. de Croissy ni moi n'en avons eu aucune connaissance ».

Dans un mémoire sur l'état de la généralité de Paris, rédigé en 1724 par Bignon de Blanzay, on relève la phrase suivante :

« L'on ne dira rien ici des ponts et chaussées ni des chemins, l'intendant de » Paris n'y ayant point d'inspection ; c'est le Conseil qui y pourvoit directement ».

Bien qu'il n'en fût pas formellement fait mention, la généralité de Paris restait en dehors du champ d'application de cet arrêt.

Les adjudications au rabais des travaux nécessaires à l'entretien des ponts-et-chaussées se faisaient à Paris devant les Trésoriers de France. Dans les provinces, au contraire, cette attribution était passée entre les mains des intendants. Le roi choisissait dans chaque Bureau des finances un Trésorier de France qu'il nommait « commissaire aux adjudications ». Ce Trésorier assistait aux adjudications et aux baux ou rabais et en signait les actes conjointement avec l'intendant.

Enfin, un arrêt du 17 Juin 1721 porta que, s'il se commettait des contraventions aux règlements concernant les grands chemins, les contrevenants pourraient être assignés sur le champ devant les Trésoriers de France, dans la généralité de Paris, et devant les commissaires départis dans les autres généralités, pour être condamnés à telle amende qui serait jugée convenable (1).

Voici, au surplus, la liste des attributions des Trésoriers de France dans la généralité de Paris, à la fin du règne de Louis XIV.

En qualité de Trésoriers de France et en vertu des édits des mois de Septembre 1443, Octobre 1508, Septembre 1551, Janvier 1561, Août 1621, Février 1626, Octobre 1631, Mai 1633 et Mai 1635, ils avaient inspection sur tous les domaines du roi dans la généralité, les visitaient sans frais et y faisaient exécuter les réparations nécessaires :

1^o aux châteaux de Limours, Corbeil, Compiègne, Montlhéry, Monfort, etc ;

2^o aux moulins de Melun, Provins, Villeneuve-le-roy, Crécy, Gonesse ;

3^o aux auditoires de Mantes, Saint-Germain-en-Laye, Sens, du Châtelet ;

4^o aux geôles de Gournay, Sens, Melun ;

5^o aux halles au blé, aux poissons, aux draps, etc. ;

6^o aux boucheries de Gloriette, etc. ;

7^o aux quais du Long-du-Cours, de Chaillot, de Gesvres, de Conflans, de Malaquais ;

8^o aux égouts des rues de Seine, de Montmartre ;

9^o aux retranchements de terre à l'encoignure du jardin des Tuileries, sur le chemin de Chartres à Limours, etc. ;

10^o à tous les ponts de la généralité ;

11^o aux chaussées et pavés de Paris et de la généralité ;

(1) Nous empruntons ces quelques exemples à Guyot (« Traité des offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § V, Article III, Pages 257 et 258).

En qualité de grands-voyers, ils ont la direction des rues et du pavé de Paris, des chemins et des ponts-et-chaussées de la généralité. Ils ont mission de rendre les chemins libres et sûrs, larges et commodes au commerce. Ils veillent à ce que ces chemins ne soient pas encombrés ni rétrécis, pris ou enfermés. Ils délivrent seuls les alignements des rues et accordent les permissions pour barrer les rues, pour poser des balcons, des étais, des auvents cintrés et pour installer les travaux des maréchaux. Ils exercent la juridiction contentieuse de la voirie (1).

Après avoir examiné les attributions des Trésoriers de France, particulièrement dans la généralité de Paris, nous allons envisager le rôle dévolu aux intendants, d'une façon générale, en matière de travaux publics:

Les principes directeurs de l'activité des intendants sont exposés par Colbert dans une circulaire qu'il adressait, le 9 Mai 1680, aux intendants des pays d'élections (2).

On affectait chaque année une certaine somme aux travaux d'utilité publique les plus importants. Cette somme ne pouvait être déterminée que d'après les rapports des intendants sur l'importance et l'urgence des travaux projetés (3).

Au 17^{me} siècle, il n'y avait guère de diversité dans les travaux publics. Il s'agissait presque uniquement d'entretien et de réfection des routes et des ponts, de construction de routes nouvelles et, exceptionnellement, de creusement de canaux.

Colbert recommandait aux intendants de considérer surtout les principaux centres commerciaux de leur généralité et de placer au premier rang des voies de communication la grande route qui conduisait à Paris et les routes qui donnaient accès aux villes maritimes.

(1) Ces renseignements sont extraits d'un document, en date du 24 Juillet 1684, conservé aux Archives nationales dans les papiers du Contrôleur général. Ils ont été recueillis et publiés par M. A.-M. DE BOISLISLE dans le « *Mémoire de la Généralité de Paris* ».

(2) Cette circulaire a été publiée par P. CLÉMENT (« *Lettres de Colbert* », Tome IV, Pages 498 et 499) et reproduite par A.-M. DE BOISLISLE (« *Mémoire de la Généralité de Paris* », Pages 678 et 679).

(3) Les intendants avaient l'initiative en matière de travaux publics. Voici les instructions que leur adressait le Contrôleur général Claude Le Peletier, successeur de Colbert, le 12 Mai 1684 : « . . . Pour les ouvrages publics, les grands chemins, » les ponts et chaussées, et tout ce qui contribue à la facilité et à la commodité du » commerce, le roi veut que vous lui proposiez tout ce que vous connaîtrez » nécessaire pour l'utilité et l'avantage de la province où vous êtes. . . ».

(Circulaire publiée par A.-M. DE BOISLISLE dans le « *Mémoire de la Généralité de Paris* », page 483).

Après avoir porté son attention sur les principales routes de sa généralité, l'intendant devait désigner au Contrôleur général celle dont la réfection serait le plus utile à la population et faire établir un devis exact de tous les ouvrages qu'il serait nécessaire d'exécuter pour la remettre en bon état.

Colbert avait adopté cette méthode afin d'éviter la dispersion des efforts et la mauvaise utilisation des ressources limitées dont il disposait.

Il préconisait de procéder à la remise en état d'un grand chemin en deux, trois ou quatre années suivant la dépense qu'il y avait lieu d'engager. Lorsque la principale route d'une généralité avait été parfaitement rétablie, on entreprenait la réfection du grand chemin auquel l'intendant avait cru devoir attribuer le second rang.

Les instructions du Contrôleur général ne paralysaient d'ailleurs pas complètement l'initiative de l'intendant. Celui-ci avait la faculté de faire exécuter quelques petits travaux nécessaires aux chemins de moindre importance en même temps qu'il faisait procéder à la remise en état de la principale route.

Toutefois, Colbert n'avait pas été sans remarquer que les grosses réparations, qui sont les plus coûteuses, sont, le plus souvent, dues à la négligence avec laquelle ont été exécutées les réparations d'entretien. Il insistait donc de toutes ses forces auprès des intendants pour que ceux-ci fissent régulièrement entretenir les chemins réparés depuis une vingtaine d'années (1).

(1) Le point de départ de cette période de vingt années (Colbert dit 17 ou 20 ans) coïncide avec l'arrivée de Colbert au pouvoir. Tous les chemins qui avaient été réparés dans le royaume ne l'avaient été que depuis cette date, c'est pourquoi le Contrôleur général ne remonte pas plus loin dans le passé.

Le budget des Ponts-et-Chaussées qui s'était élevé, sous le ministère de Sully, à 600.000 L., puis à 3.600.000 L., en 1608, était tombé aux environs de 20.000 L. sous la minorité de Louis XIV. Depuis la mort de Henri IV (14 Mai 1610), tous les travaux, tant neufs que de réparation et d'entretien, avaient été interrompus.

Peu à peu, Colbert réussit à remonter ce courant difficile auquel s'étaient abandonnés sans résistance tous ceux qui l'avaient précédé, depuis Sully. En 1670, l'état des Ponts-et-Chaussées s'élevait à 774.000 L., non compris les crédits nécessaires aux travaux de creusement du canal du Languedoc. En moyenne, Colbert consacra chaque année aux Ponts-et-Chaussées de 250 à 300.000 L. Son successeur immédiat, Claude Le Peletier, qui administra les finances pendant une période de paix, réussit à porter à 1.200.000 L. le budget annuel des Ponts-et-Chaussées. Moins favorisé que lui, car il eut à faire face aux énormes dépenses de la guerre de la Ligue d'Augsbourg, le comte de Pontchartrain dut réduire ce chiffre à 80 ou 100.000 L. Ce n'est qu'après la paix de Ryswyck (1697) que l'état des Ponts-et-Chaussées s'éleva de nouveau à 500.000 L.

(D'après A.-M. DE BOISLISLE « *Mémoire de la Généralité de Paris* », Page 679 en note).

Les intendants faisaient visiter les routes deux fois chaque année, en Mars ou Avril et en Octobre. A la suite de ces visites, ils passaient, avec des entrepreneurs, des marchés d'entretien dont ils adressaient une copie au Contrôleur général.

Les ressources nécessaires à l'exécution des travaux d'intérêt général étaient fournies soit par le roi, soit par les provinces, les villes ou les communautés d'habitants.

En principe, lorsque le roi n'était pas trop besogneux, il prenait à sa charge les grands travaux d'intérêt général. Les crédits nécessaires étaient inscrits au budget des Ponts-et-Chaussées. Ils provenaient, soit des impositions ordinaires, soit d'impositions spéciales, réparties au marc la livre de la taille (1).

Mais, un grand nombre de travaux d'intérêt local étaient abandonnés par le gouvernement à l'initiative des provinces et des municipalités. Lorsque les administrations locales ne se décidaient pas à faire exécuter des travaux d'intérêt spécial qui présentaient cependant un caractère de nécessité ou d'urgence, le gouvernement pouvait y faire procéder à leurs frais.

Pour se procurer des ressources, les administrations locales avaient recours à des contributions exceptionnelles (2) ou à des péages qui constituaient autant d'entraves à la circulation des marchandises dans le royaume. Parfois, les deux systèmes étaient appliqués simultanément ; les contributions servant à payer les frais de premier établissement et les péages à acquitter les dépenses courantes d'entretien.

De même que le roi pouvait imposer des prestations en nature aux communautés pour l'exécution des grands travaux d'intérêt général,

(1) C'est ainsi qu'en 1635, le principal de la taille de la généralité de Paris fut augmenté de 15.598 L. en vue des réparations à faire aux ponts, chaussées et chemins, tant de la Ville de Paris que de la généralité.

Le Contrôleur général Claude Le Peletier classait les ouvrages publics en trois catégories :

1^o Ceux qui se font uniquement pour l'utilité du pays, aux dépens des peuples et par des impositions ordonnées par des lettres d'octroi ou des arrêts du Conseil ;

2^o Ceux qui se font pour le rétablissement et l'entretien des grands chemins, en exécution de l'état des Ponts-et-Chaussées que le roi arrête chaque année en son Conseil ;

3^o Les réparations qui se font aux édifices dépendants du domaine et dont la dépense doit être prise sur les revenus du domaine.

(Définitions extraites de la circulaire adressée par Le Peletier aux intendants le 26 Mai 1684).

Cette circulaire a été conservée dans les papiers de l'intendant Lebreton et publiée par A.-M. DE BOISLISLE (« *Mémoire de la Généralité de Paris* », page 678).

(2) Nous croyons devoir rappeler que les communautés d'habitants ne pouvaient lever aucune imposition que du consentement de l'intendant.

celles-ci pouvaient préférer les services de leurs habitants corvéables à des contributions en argent. Dans ce cas, la corvée communale, proposée par les magistrats municipaux, était ordonnée par l'intendant. C'était également à l'intendant qu'il appartenait de la faire exécuter.

A la fin du règne de Louis XIV, le service des Ponts-et-Chaussées présentait déjà les caractères essentiels de son organisation définitive. Rattaché au Contrôle général des finances, il était dirigé, dans chaque généralité, par l'intendant.

On ne peut s'empêcher d'être frappé de l'importance du rôle joué par le commissaire départi qui indiquait lui-même au Contrôleur général les travaux à ordonner en premier lieu, en faisait établir les devis et en surveillait ensuite l'exécution. Sa tâche était si lourde et si délicate qu'on décida, sous le règne de Louis XIV, de lui adjoindre un auxiliaire compétent. Le nouveau fonctionnaire auquel on allait créer une place dans l'administration française n'était autre que l'ingénieur des Ponts-et-Chaussées (1).

M. d'Arbois de Jubainville dit qu'« avant la fin du règne de Louis XIV, l'établissement d'un ingénieur dans chaque généralité était chose décidée sinon réalisée » (2). Il cite l'exemple du premier ingénieur de la généralité de Champagne qui entra en fonctions peu de temps après l'avènement de Louis XV.

Plus tard, l'ingénieur ordinaire placé près de l'intendant prit le titre d'« ingénieur en chef ». A la fin de l'ancien régime, le personnel du service des Ponts-et-Chaussées d'une généralité se composait d'ingénieurs ordinaires, de sous-ingénieurs, d'inspecteurs, de conducteurs principaux, de conducteurs particuliers, de voyers-piqueurs, de pionniers, etc.

La tâche du Contrôleur général des finances n'avait pas été moins compliquée que celle des intendants par la question des travaux publics. Dans les dernières années du règne de Louis XIV, on se rendit compte de la nécessité de lui assurer le concours d'un Directeur général des Ponts-et-Chaussées.

Le haut fonctionnaire qui exerça ces attributions fut généralement un intendant des finances. C'est ainsi que le Directeur des finances Fleuriau fut « chargé du détail des Ponts-et-Chaussées », de 1702 à 1708.

(1) Les premiers ingénieurs des Ponts-et-Chaussées portèrent le titre d'« ingénieurs ordinaires du roy ».

(2) D'arbois de Jubainville « L'administration des intendants d'après les archives de l'Aube ».

Voici maintenant quelques exemples de l'action administrative des intendants de la généralité de Paris, en matière de travaux publics, pendant la période sur laquelle porte notre étude.

Le 14 Juin 1686, de Ménars, intendant de la généralité de Paris, adressait au roi un rapport sur les impositions à faire en vue du rétablissement du pont de Bray-sur-Seine.

Le 16 Mai 1686, l'architecte Bruand avait estimé à la somme de 25.400^L les travaux à exécuter, mais le Bureau des finances de Paris avait reçu une offre d'exécution au prix de 23.500^L. De Ménars proposa donc de se procurer cette somme de 23.500^L de la façon suivante :

Contribution de la Ville de Bray-sur-Seine. Cette ville retire une utilité considérable du rétablissement du pont. Ses habitants paieront une contribution de..... 10.350^L.
provenant du revenu de leurs communes aliénées, en exécution d'un arrêt du Conseil.

Contribution sur la ville de Nogent-sur-Seine. Il est juste que cette ville contribue aux frais du rétablissement du pont de Bray puisque la ville de Bray a contribué autrefois au rétablissement de la chaussée de Nogent. Elle paiera une contribution de..... 1.500^L.
qui sera imposée sur le général de ses habitants.

Contribution à la charge de la paroisse de Bazoches de l'élection de Nogent-sur-Seine. Cette paroisse est considérablement intéressée au rétablissement du pont de Bray en raison des moulins banaux auxquels ses habitants ne peuvent aller sans le secours du pont. De plus, elle possède des communes importantes aux portes de Bray. Elle paiera une contribution de..... 1.500^L.
provenant du revenu des dites communes.

Contribution à la charge des paroisses de l'élection de Nogent-sur-Seine autres que Nogent, Bray et Bazoches. 1.000^L.
Cette somme sera imposée sur le général des habitants de ces paroisses.

Contribution de la ville et de l'élection de Provins. Cette ville et cette élection devant recevoir de grands avantages du rétablissement du pont de Bray paieront une contribution de. 1.400^L.
qui sera imposée sur le général des habitants de la ville et de l'élection.

A Reporter..... 15.750^L.

Report..... 15.750^L.

Contribution de la ville et de l'élection de Sens. Le rétablissement du pont de Bray devant être aussi très utile à cette ville et à cette élection ; elles paieront une contribution de. 1.750^L.
qui sera imposée sur le général des habitants de la ville et de l'élection.

Total.... 17.500^L.

Comme il fallait encore une somme de 6.000^L. pour parfaire la somme de 23.500^L. de Ménars supplia le roi de la fournir.

Il y lieu de remarquer que, sur une somme totale de 17.500^L. mise à la charge des villes intéressées, 5.650^L. seulement furent demandées à l'impôt. Cet impôt fut réparti au sol la livre de la taille de l'année 1687 et figura sur les mêmes rôles.

Dans la suite, le Bureau des finances de Paris reçut de nouvelles offres d'exécution des travaux, au prix de 23.000^L. En conséquence, l'adjudication fut faite à ce prix.

Le 1^{er} juillet 1686, de Ménars modifia de la façon suivante les parts contributives qu'il avait déterminées en fonction du prix de 23.500^L.

La contribution de la ville et de l'élection de Provins fut diminuée de 400^L. et réduite à 1.000^L. ; celle de la ville et de l'élection de Sens fut diminuée de 100^L. et réduite à 1.650^L. (1).

Le 26 Juin 1695, Phélypeaux, intendant de la généralité de Paris, adressait au Contrôleur général des finances le devis des travaux à exécuter en vue de la rectification du cours de la Seine à Nogent et du rétablissement du quai enlevé par les eaux. Comme la paroisse de Nogent ne disposait pas de ressources suffisantes pour supporter seule toute la dépense, et, qu'au surplus, les travaux projetés étaient utiles au public et au commerce, Phélypeaux proposait d'en répartir le montant sur l'élection tout entière.

Le 6 Février 1699, Phélypeaux informait le Contrôleur général que le passage de la principale arche du pont de Montereau était devenu impraticable pour la plupart des bateaux de foin qui descendaient la Seine. Il proposait en même temps de faire remplacer cette arche, soit par un pont-levis, soit par un pont-tournant. Il joignait à sa lettre le

(1) Le rapport de de Ménars que nous avons cru devoir commenter en raison du vif intérêt qu'il présente est conservé aux Archives nationales, dans les papiers du Contrôle général. Il a été publié par M. A.-M. DE BOISLISLE dans le « *Mémoire de la Généralité de Paris* », Page 683.

devis de la dépense évaluée à 7.000^L pour un pont-levis et à 9.000^L pour un pont-tournant.

A défaut de ressources immédiatement disponibles, l'intendant avisait le Contrôleur général que les marchands de la contrée s'engageaient à payer un droit de 40 sols par comble de foin pour les frais du passage.

Le 19 Janvier 1709, Phélypeaux proposait au Contrôleur général le rétablissements, aux frais et profit des habitants de la ville de Nogent-sur-Seine, du coche d'eau de Nogent à Paris.

Nous pourrions multiplier les exemples de ce genre mais, le seul exemple du rétablissement du pont de Bray-sur-Seine suffit à convaincre que, même dans la généralité de Paris, la part d'initiative laissée à l'intendant, en matière de travaux publics, était considérable.

Nous parlerons, dans un des paragraphes du chapitre suivant, de ces travaux moins importants que le Contrôleur général Le Peletier faisait rentrer dans la troisième catégorie de sa classification, c'est-à-dire des réparations aux édifices dépendants du domaine royal.

Nous avons estimé, en effet, qu'il était préférable de faire un exposé d'ensemble des attributions des intendants en matière de domaine et de droits domaniaux.

§ 5. Agriculture, commerce et industrie

« Labourage et pâturage, écrivait Sully, sont les deux mamelles qui » nourrissent la France, les vraies mines et trésors du Pérou ».

Le jugement du ministre de Henri IV n'était pas devenu moins vrai un siècle après avoir été porté. Colbert, s'il s'appliqua surtout à développer notre commerce et notre marine marchande ainsi qu'à créer notre industrie, devait s'inspirer de l'œuvre accomplie par son illustre prédécesseur.

Dans cette partie de sa tâche, comme dans toutes les autres, il n'eut pas de collaborateurs plus précieux et plus dévoués que les commissaires départis dans les provinces pour l'exécution des ordres du roi.

GUYOT confirme le jugement de Sully, en termes moins poétiques et moins absolus. « L'agriculture, écrit-il, est un des principaux mobiles » de la prospérité de l'état » et il ajoute que « le gouvernement ne » pouvait manquer de la soumettre, à ce titre, à l'inspection des intendants » (1).

(1) GUYOT « Traité des offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § II, Page 167.

Vers la fin de l'ancien régime, l'article 1^{er} de l'arrêt du Conseil du 1^{er} Mars 1761 ordonna que l'intendant de Paris aurait, en qualité de commissaire du roi, voix délibérative dans la Société d'Agriculture de la généralité de Paris. De semblables arrêts furent rendus pour les généralités et provinces de Touraine, Lyonnais, Orléanais, Auvergne, Normandie, Soissonnais, Guyenne, Hainaut et Provence (1).

Pour encourager les populations laborieuses des campagnes, Colbert songea à diminuer les lourdes charges qui pesaient sur elles. En 1679, il fut assez heureux pour abaisser à 35.000.000^{L.} le chiffre de la taille qui était auparavant de 41.000.000^{L.}.

Au mois de Janvier de la même année, il fit promulguer une déclaration par laquelle le roi faisait défenses de saisir les bestiaux pour le paiement d'aucunes dettes, à l'exception des deniers des tailles, aides et gabelles.

Il n'avait pas paru possible au Contrôleur général de ne pas établir une exception en faveur des deniers publics. Les contribuables des campagnes étaient, en effet, tellement habitués à différer le paiement de leurs impositions jusqu'à la mise en application des mesures coercitives, que la suppression brutale de celles-ci aurait été interprétée comme une véritable renonciation à la perception de l'impôt (2).

Néanmoins, Colbert recommanda aux intendants de « tenir la main » tout autant que possible à ce que les bestiaux ne soient pas saisis, » mesme pour les deniers de Sa Majesté » (3). Il pensait, au surplus, que la diminution de 6.000.000^{L.} qu'il avait réussi à obtenir sur les tailles éviterait désormais aux receveurs d'avoir recours aux mesures de coercion, et, en particulier, à la saisie des bestiaux (4).

(1) GUYOT « Traité des offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § II, Page 167.

(2) « Les paysans ne se gouvernent que par la crainte... », écrivait l'intendant de Ménars au Contrôleur général Claude le Peletier, le 15 Juillet 1684, à la suite de la visite de l'élection de Senlis.

(3) Lettre du 6 Janvier 1679, publiée par G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome III, N° 19.

Cette lettre est reproduite en partie dans notre préface.

(4) Toujours dans le dessein de soulager les populations des campagnes, il fut prescrit aux intendants d'ordonner aux receveurs des tailles et aux porteurs de leurs contraintes qui saisissaient les grains des collecteurs pendans par les racines ou entassés dans les granges, de les faire vendre ou sur le pied ou sur le tas, sans établir des commissaires et des batteurs en grange, lesquels commissaires et batteurs en grange étaient payés par journée et consommaient la récolte en frais sans acquitter le redevable. Les mêmes règles devaient être observées pour les saisies faites sur les grains des contribuables, à la diligence des collecteurs.

(Ces prescriptions sont rappelées dans la circulaire adressée par le Contrôleur général Claude Le Peletier aux intendants des généralités taillables, le 13 Septembre 1687).

Les intendants et leurs subdélégués fournissaient régulièrement au Contrôleur général des renseignements sur l'état des campagnes. Les intendants ne s'en tenaient pas aux informations que leur faisaient parvenir leurs subdélégués ; ils procédaient eux-mêmes à des tournées d'inspection dans les différentes élections de leurs généralités respectives. Au cours de ces tournées, ils constataient l'état des récoltes, écoutaient les doléances et les plaintes des paysans ; en un mot, se formaient une opinion personnelle.

Cette opinion, généralement éclairée, leur permettait de contrôler utilement les renseignements qu'ils puisaient dans les rapports de leurs subdélégués et dans les procès-verbaux des chevauchées faites par les élus. Ce n'est qu'à cette condition que la taille pouvait être équitablement répartie (1).

Dans une lettre, adressée, le 21 Juillet 1684, au Contrôleur général Claude Le Peletier, de Ménars donne de très intéressants détails sur la façon dont il comprenait sa tâche :

« Je profiterai de l'avis que vous m'avez fait la grâce de me donner
» par votre lettre du 17 de ce mois et je serai plus longtemps dans
» chaque election, cependant, je vous supplie de me permettre de
» vous dire que je ne suis parti de celles que j'ai visitées qu'après avoir
» pris par moi-même toutes les connaissances possibles de tout ce qui
» regarde le service du roi et le soulagement de ses sujets. Je vous
» envoie beaucoup de matière, parce que je travaille jour et nuit ;
» lorsque je suis arrivé dans un lieu principal, je visite les prisons,
» j'examine les registres de la geôle, ceux de la recette et des frais des
» receveurs et les minutes des élections. Je mande les collecteurs de
» cinq ou six paroisses. J'écoute les plaintes, lorsqu'il y en a contre
» ceux qui sont chargés des recouvrements. Je les fais venir, j'entends
» leurs raisons ; quand ils ont tort, je les reprends en particulier. S'il y
» a du crime, j'en fais des procès-verbaux que je vous envoie. S'il y a
» des plaintes contre les officiers de justice, je les approfondis avec

(1) Au témoignage du Contrôleur général Claude Le Peletier, le roi avait fait réflexion que « ses intendants ne pouvaient assez faire la distinction des élections » où l'abondance était grande d'avec celles qui souffraient par la stérilité de leurs récoltes, par des accidents ou autrement ».

Après avoir rapporté aux intendants les propos tenus par le roi, le Contrôleur général Claude Le Peletier formulait la conclusion suivante : « Vous ne devez pas hésiter à augmenter considérablement la taille de l'année précédente ou à la diminuer, sans vous arrêter, ni au sol la livre, ni au pied déjà établi, ce qui est absolument contraire aux intentions du roi, à l'ordre général des départements des tailles et qui n'a d'autre raison ni avantage sinon que c'est le plus tôt fait ».
(Circulaire du 13 Septembre 1687).

» eux. J'entre en tout ce qui peut faciliter le recouvrement et diminuer
» les frais. Comme c'est effectivement un fort grand travail, je fais sur
» les lieux seulement les minutes de mes mémoires, et, lorsque je suis
» de retour, je les rédige pour vous être envoyés. Voilà quelle est ma
» conduite ; je n'ai point en cela d'autres vues que le service de
» Sa Majesté et votre satisfaction ; ordonnez-moi d'ajouter ce qu'il
» vous plaira, et je vous obéirai avec la même soumission avec
» laquelle je serai toute ma vie votre très-humble et très-obéissant
» serviteur (1).

Voici maintenant quelques extraits des rapports que de Ménars adressait au Contrôleur général, cette même année 1684, à la suite d'une tournée d'inspection faite dans les différentes élections de la généralité de Paris :

Election de COMPIÈGNE.

13 Juillet 1684.

Il n'y a point eu de grêle ni d'incendie. Les bestiaux sont au même état que l'année passée ; on ne les saisit ni pour la taille, ni pour dettes particulières.

Election de SENLIS.

15 Juillet 1684.

Quinze paroisses ne recueilleront pas de blé pour semer, huit autres n'auront qu'un tiers de la récolte de l'année passée, les autres auront assez de blé. J'ai pris les noms de toutes et l'état auquel elles sont pour leur faire justice dans la distribution de la taille. On saisit les bestiaux pour la taille, on ne les vend jamais. Ils ne sont pas saisis pour dette particulière qu'aux termes de la déclaration.

Election de SENS.

9 Août 1684.

L'hiver dernier a fait périr la plus grande partie des bêtes blanches ; les autres bestiaux sont en bon état. On observe exactement l'ordonnance qui défend de les saisir.

Election de JOIGNY

13 Août 1684.

Les deux tiers des bêtes blanches sont mortes cet hiver ; les autres bestiaux sont au même état qu'ils étaient l'année passée. On ne les saisit pas.

(1) Lettre publiée par A.-M. DE BOISLISLE « *Mémoire de la Généralité de Paris* ».

Election de NEMOURS

27 Août 1684.

Six paroisses sont grêlées au tiers. Les bêtes blanches sont diminuées de moitié ; les vaches et les autres bestiaux sont au même état. Les receveurs des tailles saisissent les bestiaux pour la taille ; ils ne les font pas vendre. Ils ne sont pas saisis pour dette particulière.

Par une circulaire, en date du 15 Mai 1689, le Contrôleur général Claude Le Peletier recommandait aux intendants de s'appliquer à bien connaître l'état présent de leurs généralités, l'état du commerce et des manufactures particulières, la diminution ou la multiplication des habitants afin qu'il pût prendre, sur leurs avis, de solides mesures pour l'imposition des tailles de l'année suivante.

Connaissant l'importance que le gouvernement attachait aux renseignements qu'ils lui fournissaient, les intendants croyaient servir utilement les intérêts de leurs administrés en informant sans retard le Contrôleur général de tous les événements susceptibles d'influer sur les forces contributives d'une élection.

C'est ainsi que, le 13 Décembre 1699, Phélypeaux, intendant de la généralité de Paris, rendait compte au Contrôleur général d'un phénomène économique qu'il appelait la ruine de l'élection de Mantes.

Voici les termes de sa lettre :

« J'aurai l'honneur de vous dire qu'il y a vingt ou trente ans, »
» l'élection de Mantes étoit fort bonne. Depuis l'année 1667 jusques »
» en l'année 1680, elle a toujours porté de taille 200.000^{l.}, peu plus »
» ou peu moins. . . .

» Depuis que j'ai l'honneur d'être intendant, je l'ai presque »
» toujours diminuée à la taille, et, au lieu de 200.000^{l.} qu'elle portoit »
» autrefois, elle n'en porte cette année que 119.000^{l.} et est encore fort »
» chargée.

» L'établissement d'un droit (originellement de 2^{l.} 5s porté à 7^{l.}) »
» sur chaque muid de vin transporté par charroi des vignobles situés »
» dans les 8 lieues des rivières de Seine, Eure, etc. auroit commencé »
» la ruine de cette élection » (1).

Le 31 Juillet et le 3 Août 1710, Bignon de Blanzv, intendant de la généralité de Paris, informait le Contrôleur général que, le 28 Juillet, une très violente tempête avait détruit une grande partie des récoltes

(1) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome II, N° 50.

que l'on commençait à moissonner et atteint également les arbres fruitiers.

Le 15 Novembre suivant, il annonçait un débordement de l'Yonne et de l'Armançon (1).

A partir du règne de Louis XIV, les soldats, dans leurs exercices, et les seigneurs, au cours de leurs chasses, commencèrent à devenir plus respectueux des champs cultivés, en même temps que s'établissait peu à peu le droit à une indemnité au profit des paysans dont les récoltes avaient été détruites.

Le 23 Juin 1695, Phélypeaux adressait au Contrôleur général un état des dommages causés par le séjour des troupes au camp de Compiègne et des indemnités dues aux propriétaires des terrains (2).

Le 11 Juin 1699, Phélypeaux demandait au Contrôleur général de faire rendre une ordonnance pour indemniser les propriétaires de Pantin, Aubervilliers, La Chapelle et La Villette des dommages causés sur leurs terrains par la chasse offerte aux ambassadeurs, le 12 Février de la même année (3).

Toutefois, les dommages causés aux récoltes par le gibier des garennes royales ou seigneuriales ne donnaient lieu à aucune indemnité.

Si le roi avait été tenté d'accorder, non pas une indemnité qui eût consacré le droit des plaignants, mais un simple dédommagement, inférieur au montant de la perte éprouvée, il en aurait été rapidement dissuadé par la lettre suivante que Phélypeaux adressait au Contrôleur général, le 29 Juillet 1704 :

« Les habitants d'Achères et des fermes voisines se plaignent que
» leurs champs sont ruinés par le gibier de la forêt de Saint-Germain.
» Le roi est maître de leur faire donner une gratification mais, il y a
» cent villages de la généralité qui pourraient faire valoir les mêmes
» droits à une indemnité » (4).

Phélypeaux s'était déjà prononcé dans le même sens, quelques années auparavant, à l'occasion de dommages causés par les lapins d'une garenne privée.

(1) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III, N° 818.

(2) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome 1^{er}, N° 1440.

(3) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome 1^{er}, N° 1871.

(4) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome II, N° 646.

Voici la lettre qu'il adressait à ce sujet au Contrôleur général, le 31 Août 1695 :

« Les habitants de la paroisse de Saulx, près Longjumeau, ayant » entrepris de détruire par eux-mêmes les lapins d'une garenne » de la dame de Villebon, ont été poursuivis par la Capitainerie des » chasses de Montlhéry. On leur accorde l'élargissement de ceux » d'entre eux qui ont été mis en prison mais, quant au fond, leur » requête en dédommagement contre la dame de Villebon doit être » rejetée » (1).

Chaque intendant prenait, dans sa généralité, ou faisait prendre, par ordonnance royale, les mesures qu'il croyait les plus propres à assurer le développement de l'agriculture.

C'est ainsi que, dans la généralité de Pau, une ordonnance du roi défendit de labourer des prairies sous peine de 100 écus d'amende.

De La Fond, intendant de Franche-Comté, décida que les terres nouvellement défrichées seraient exemptes d'impôts pendant cinq années (2).

D'une façon générale, Colbert encouragea la culture du chanvre et du mûrier et tenta même d'acclimater en France celle du coton. Il se préoccupa constamment de l'accroissement du cheptel national.

Pour augmenter le nombre des bestiaux, point n'était besoin de recourir à des mesures exceptionnelles ; il suffisait de protéger le cheptel existant contre deux dangers : l'abattage d'un trop grand nombre de vaches et la forte mortalité résultant des épizooties.

Nous avons trouvé des traces de ce deuxième danger dans les rapports adressés par de Ménars au Contrôleur général, au cours de l'été 1684.

Quant au premier, il fut signalé par le Marquis d'ARGENSON au Contrôleur général, le 30 Janvier 1702. Le Lieutenant général de police demandait qu'une circulaire fût adressée aux intendants des provinces.

Soit qu'il n'eût pas obtenu satisfaction, soit que la mesure préconisée n'eût été qu'un palliatif insuffisant, le Marquis d'ARGENSON écrivit à nouveau sur le même sujet au Contrôleur général, le 14 Novembre 1703.

(1) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome 1^{er}, N° 1461.

(2) Nous empruntons ces deux exemples à M. Charles GODARD « Les pouvoirs des intendants, sous Louis XIV ».

Voici les termes de sa lettre :

« Le débit des vaches dans les boucheries a continuellement
» augmenté depuis 6 ans ; il monte actuellement à plus de 20.000 têtes
» par année. En outre, le débit des veaux mort-nés prouve qu'on abat
» beaucoup de vaches pleines sous prétexte qu'elles sont moins chères,
» et, ce dernier abus est de telle conséquence que, si le Contrôleur
» général ne juge pas à propos de défendre, en général, le débit des
» vaches au-dessous d'un certain âge, il devrait tout au moins exclure
» du commerce les vaches pleines et établir des peines pécuniaires
» contre les contrevenants » (1).

En ce qui concerne les épizooties, c'est au cours des années 1713 et 1714 qu'elles exercèrent les plus grands ravages et concentrèrent sur elles l'attention des pouvoirs publics. On craignit un moment que la maladie des bestiaux ne décimât le cheptel national et n'affamât Paris. Cette redoutable éventualité qui semblait imminente amena le gouvernement à prendre, en matière d'épizooties, les mesures les plus énergiques qui avaient encore jamais été prises.

Le Procureur général du parlement de Paris, l'intendant de la généralité et le Lieutenant général de police se réunissaient périodiquement chez Daguesseau pour déterminer, d'un commun accord, les mesures qu'ils estimaient les plus efficaces. 35 de ces assemblées furent tenues jusqu'au mois de Mai de l'année 1715 (2).

Deux sortes de mesures furent prises : les unes destinées à circonscrire et à enrayer l'épizootie, les autres à reconstituer le cheptel détruit.

Parmi les premières, il faut placer : 1° La division des environs de Paris, dans un rayon de dix lieues, en quatre départements, dans chacun desquels furent envoyés un inspecteur ambulant, un chirurgien et un apothicaire ; 2° L'interdiction de la sortie des bestiaux des généralités atteintes par l'épizootie ; 3° La suppression des foires aux bestiaux dans lesdites généralités.

(1) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome II, N° 545.

(2) Voici la lettre par laquelle le Marquis d'ARGENSON rend compte au Contrôleur général de l'assemblée tenue le 17 Août 1714 :

Le 18 Août 1714.

« Nous nous assemblâmes hier chez M. Daguesseau, M. le Procureur général,
» M. Bignon de Blanz y et moi, pour examiner tous les avis que vous avez reçus et
» pour délibérer des moyens les plus convenables, les plus prompts et les plus
» faciles, tant pour empêcher le progrès et la communication de la maladie des
» bestiaux que pour en procurer la guérison. M. Daguesseau a indiqué une seconde
» assemblée pour mercredi prochain et a bien voulu se charger de vous informer
» du résultat de celle d'hier ».

(A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III, N° 1697).

Les provinces les plus éprouvées par l'épizootie étaient le Bourbonnais, la Bourgogne et le Lyonnais. Le Contrôleur général ordonna aux intendants de ces provinces d'interdire d'une façon absolue la sortie des bestiaux des lieux contaminés de leurs départements respectifs.

Pour rendre plus effective l'interdiction des échanges de bestiaux, le Contrôleur général adressa les instructions suivantes aux intendants des généralités de Paris, Lyon, Orléans Poitiers, Limoges, Auvergne, Berri, Bourgogne et Champagne.

Le 20 Août 1714.

« Pour empêcher que la maladie du bétail ne fasse du progrès, le roi a jugé à propos d'en interdire le commerce des lieux infectés avec ceux qui ne le sont pas, et j'ai écrit sur cela à Messieurs les intendants de Moulins, de Bourgogne et de Lyon afin qu'ils empêchent qu'il n'en sorte des lieux de leur département où la maladie s'en fait sentir. Mais, pour assurer davantage cette précaution, Sa Majesté souhaite que vous teniez exactement la main à ce qu'il ne soit introduit dans votre généralité aucun bétail venant des lieux où la maladie s'est répandue. Il n'est pas nécessaire que vous rendiez d'ordonnance pour cela, mais seulement que vous recommandiez à vos subdélégués d'y veiller avec attention. Vous pouvez leur marquer de faire arrêter les marchands et tous ceux qui feroient commerce de bœufs ou de vaches venant des endroits soupçonnés et de vous en rendre compte. Je vous prie de m'informer aussi, le plus souvent que vous pourrez, de ce qui arrivera sur cette matière dans votre département » (1).

C'est le 17 Septembre 1714 que le Contrôleur général, considérant que la maladie contagieuse se propageait surtout dans les foires, ordonna aux intendants d'interdire aux bestiaux celles qui devaient se tenir jusqu'au 15 Novembre dans les lieux infectés et aux environs.

En vue de constater l'importance des pertes qu'avait éprouvées le cheptel national, le Contrôleur général demanda aux intendants de lui fournir des états des bestiaux existants avant l'épizootie et de ceux qu'elle avait détruits.

Pour assurer la reconstitution rapide du cheptel, indispensable à la culture des terres et à la subsistance des populations, on prit les principales mesures suivantes : défense de tuer les agneaux, veaux et vaches ; exemption de droits sur le commerce et sur la circulation des

(1) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III, N° 1698.

bestiaux ; défense de saisir les bestiaux pour la taille et la capitation ; modération des droits sur les baux à cheptel et du dixième d'industrie sur les marchands ; encouragements à l'importation des bestiaux.

Le 14 Mai 1714, Bignon de Blanzay rendit compte au Contrôleur général de l'exécution de l'arrêt du Conseil, en date du 24 Février 1714, portant interdiction de tuer les agneaux.

Nous reproduisons sa lettre d'après laquelle il semble bien que la généralité de Paris fut relativement peu éprouvée par l'épizootie :

« Les maladies, dont les seuls moutons et non point les autres
» bestiaux ont été attaqués, sont cessées. Ces maladies n'ont pas été
» communes partout dans la généralité de Paris ; elles ne l'ont été
» que dans quelques endroits et, principalement, dans les lieux où le
» terrain est humide, surtout dans la Brie. . . . L'arrêt du Conseil du
» 24 Février dernier, qui fait défense de tuer des agneaux, s'exécute
» bien régulièrement. J'y donne toute l'attention que mérite une
» disposition nécessaire pour réparer le désordre que les maladies ont
» causé dans les bestiaux de cette espèce, etc. . . . » (1).

Les intendants, qui avaient joué le principal rôle au cours de la lutte contre la grande épizootie de 1714, ne reçurent que vers la fin de l'ancien régime la consécration officielle de cette partie de leurs attributions.

Par l'article 4 de l'arrêt du Conseil du 18 Décembre 1774, le roi ordonna qu'au premier symptôme de maladie, les bêtes qui en seraient atteintes seraient tuées et enterrées avec leur cuir. Il ordonna également que les intendants feraient payer aux propriétaires des animaux sacrifiés le tiers du prix que ces animaux auraient valu s'ils eussent été sains.

L'article 5 du même arrêt ordonnait que les intendants enverraient à la fin de chaque mois au Contrôleur général des finances l'état des villes, bourgs et villages où la maladie aurait pénétré, ainsi que l'état des bêtes malades (nombre et qualité) qui auraient été tuées et des sommes qui auraient été payées à titre d'indemnité, à raison du tiers de la valeur de chaque animal sacrifié (2).

Pratiquement, lorsqu'une épizootie locale se déclarait, le subdélégué prenait lui-même les mesures urgentes. Il chargeait un vétérinaire de donner ses soins et un apothicaire de fournir les drogues nécessaires.

(1) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III, N° 1635.

(2) GUYOT « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § II, Article VI, page 175.

En cas de maladie contagieuse, il faisait isoler puis abattre les animaux contaminés. Il en était ainsi, en particulier, des chevaux morveux.

Le mémoire des soins du vétérinaire et des drogues de l'apothicaire était adressé au subdélégué qui le transmettait à l'intendant.

Les intendants étaient également chargés d'ordonner les traces d'animaux dangereux ou malfaisants tels que les sangliers et les loups. En ce qui concerne la chasse aux loups, la tâche des intendants consistait à empêcher les officiers de l'ouvèterie d'exercer abusivement leurs prérogatives.

Par les arrêts du Conseil des 3 Juin 1671 et 16 Janvier 1677 (1), le roi, prenant prétexte de quelques abus commis par des lieutenants de l'ouvèterie en Picardie et en Champagne, fit défenses à tous officiers de l'ouvèterie de faire aucune publication de chasse aux loups sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation de deux gentilshommes désignés par l'intendant de la généralité. Ces deux gentilshommes avaient mission de ne consentir à la publication d'une chasse aux loups qu'après s'être assurés que les habitants des paroisses sur le territoire desquelles ladite chasse devait avoir lieu, pourraient y assister sans quitter leur labeur.

Les officiers de l'ouvèterie étaient tenus de représenter les loups qu'ils avaient tués aux deux gentilshommes lesquels leurs délivraient un certificat. Sur le vu de ce certificat, l'intendant taxait les frais faits pour la prise des loups. La somme taxée par l'intendant était imposée sur les villages voisins des lieux de la capture, à raison de 2 sous par paroisse, et payée sans aucuns frais (2).

Il faut encore rattacher à l'agriculture l'administration des haras dont l'origine remonte à 1639.

Par l'arrêt du Conseil du 28 Octobre 1683 et par la déclaration du 22 Septembre 1709, le roi attribua aux intendants « toute cour, » juridiction et connaissance de tous procès et différens qui pourroient » être intentés entre les particuliers pour raison des privilèges et » exemptions accordés aux garde-étalons, circonstances et dépenses » avec défenses aux autres cours et juges d'en connaître, à peine de nullité et de tous dépens, dommages et intérêts (3).

Chaque intendant se faisait aider par un « Commissaire des haras » ou « Inspecteur particulier des haras » qu'il choisissait lui-même.

(1) Ces deux arrêts furent confirmés par un arrêt du Conseil du 28 Février 1773.

(2) GUYOT « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § II, Article XIII, Page 186.

(3) GUYOT « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § II page 171.

Le règlement sur les haras, du 22 Février 1717, consacre l'existence de ces commissaires en prescrivant aux intendants de prendre une connaissance entière de tout ce qui concerne le détail des haras de leurs départements respectifs dont ils devront se faire rendre compte par les « commissaires inspecteurs ». Le règlement ajoute que les intendants auront soin, au cours de leurs visites, de voir si les chevaux sont en bon état et, d'une façon générale, de pourvoir à toutes ses prescriptions (1).

Colbert, en même temps qu'il créait le commerce extérieur français, s'attachait à développer le commerce intérieur. Tandis qu'il élevait aux frontières maritimes de la France les infranchissables barrières du protectionnisme, il supprimait les obstacles apportés au commerce entre les provinces. Les douze provinces qui acceptèrent ses heureuses suggestions n'eurent plus qu'une seule ligne de douanes : ce furent les cinq grosses fermes.

Les collaborateurs de Colbert, en matière de commerce et d'industrie, furent ceux qui lui avaient prêté le concours le plus dévoué en matière d'agriculture et dont il avait su si bien utiliser les services.

GUYOT porte le jugement suivant sur les attributions des intendants relatives au commerce et à l'industrie : « Tout ce qu'on peut dire de » plus général et le plus vrai sur le commerce et les manufactures » considérés par rapport aux intendants, c'est que ces magistrats sont » spécialement chargés de faire, pour le progrès de l'un et des autres, tout ce qui est en leur pouvoir » (2).

La police des foires et des marchés fut attribuée aux intendants. Ils avaient le droit de vérifier les titres de tout gentilhomme qui prétendait lever des taxes dans une foire. Ils furent chargés de faire exécuter l'arrêt du Conseil du 3 Septembre 1720 qui défendait aux marchands d'exposer en vente, vendre ou acheter dans les foires aucune marchandise avant l'ouverture desdites foires (3).

Grâce à l'intérêt qu'ils portaient au commerce et à la parfaite compréhension qu'ils avaient de ses besoins, les intendants furent parfois assez heureux pour obtenir la création de foires nouvelles.

Lors de l'établissement des premières chambres de commerce, on attribua, aux commissaires départis dans les provinces, le droit de les

(1) GUYOT « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § II Page 171.

(2) GUYOT « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § III, Article 1^{er}, page 189.

(3) GUYOT « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § III, article XVII, page 214.

présider (1). C'est ainsi que l'article 13 de l'arrêt du Conseil du 31 Juillet 1714, portant établissement d'une chambre de commerce à Lille, ordonna que l'intendant de Lille pourrait, lorsqu'il le jugerait à propos, se trouver aux assemblées et y présider (2).

De même que les intendants s'étaient vu déferer la tutelle administrative des communautés d'habitants, ils se virent confier la haute surveillance des corps de marchands et d'arts et métiers.

L'édit du mois de Juillet 1702 ordonne à tous les maîtres, gardes, jurés, syndics ou prieurs des corps de marchands, arts et métiers des provinces, de remettre, dans un délai de deux mois, entre les mains des intendants, leurs statuts, leurs règlements, leurs registres de recettes et de dépenses et un état des maîtres, des apprentis et des dettes de chaque corps ou communauté, en vue de la confection des règlements prévus par l'édit du mois de Mars 1691.

L'exécution de l'arrêt du Conseil du 20 Décembre 1712, portant que les comptes des corps d'arts et métiers seraient examinés et arrêtés chaque année par les Lieutenants généraux de police et procureurs du roi, conformément aux édits des mois d'Octobre et Novembre 1699, Janvier 1709 et Février 1710, fut également confiée aux intendants (3).

Comme en matière d'agriculture, les intendants fournissaient régulièrement au Contrôleur général des rapports détaillés sur l'état du commerce et de l'industrie.

Au surplus, le gouvernement n'avait pas cru pouvoir laisser porter aux seuls commissaires départis le lourd fardeau d'une tâche délicate et complexe. Il avait créé des intendants du commerce semblables aux intendants des finances. Ces hauts fonctionnaires dépendaient du Contrôleur général des finances. Il existait, en 1714, cinq intendants du commerce et sept intendants des finances.

D'autre part, certains magistrats ou officiers de police croyaient de leur devoir d'informer le Contrôleur général des crises économiques qui venaient à se produire dans l'étendue de leur ressort.

(1) La première chambre de commerce dont l'existence ait été reconnue par des lettres patentes est celle de Marseille. Cette consécration officielle eut lieu en 1650 mais, à cette époque, la chambre de commerce de Marseille fonctionnait déjà depuis longtemps.

(2) Guyot « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § III, Article 1^{er}, Page 189.

(3) Guyot « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § III, Article XVIII.

C'est ainsi que Le Camus, Lieutenant civil du Prévôt de Paris, écrivait au Contrôleur général, le 1^{er} Décembre 1683 :

« Je me sens obligé de vous dire l'estat où est le commerce parce
» qu'il est nécessaire d'y apporter un remède très prompt. L'on ne
» paye point ou peu les lettres de change, les protêts se font, suivent
» les condamnations par corps, les débiteurs s'absentent, l'on en
» informe et l'on appose les scellés et ensuite les frais et les procé-
» dures désolent tout le commerce. . . » (1).

En ce qui concerne plus spécialement l'industrie, les intendants furent chargés de visiter les manufactures nationales et de faire appliquer rigoureusement les nombreux règlements corporatifs du moyen-âge que Colbert avait remis en vigueur.

Une déclaration royale du mois d'Août 1669 attribua aux maires, consuls et échevins la juridiction des manufactures. Un arrêt du Conseil du 27 Juillet 1670 défendit aux juges royaux de troubler la juridiction de ces officiers municipaux et enjoignit aux intendants de leur accorder toute la protection nécessaire. Deux autres arrêts du Conseil, l'un du 18 Novembre 1673, l'autre du 10 Décembre 1685, ordonnèrent aux intendants de tenir la main à ce que les juges des manufactures se conformassent, dans leurs sentences, au règlement du mois d'Août 1669 (2).

Le droit d'inspection sur les manufactures, reconnu aux intendants, s'étendait aux mines de houille et de minerais métalliques. Suivant GUYOT, ce droit d'inspection leur avait fait attribuer, insensiblement, une juridiction contentieuse sur les difficultés relatives aux mines (3).

Les progrès du commerce et de l'industrie étant subordonnés au développement de la navigation à l'intérieur du royaume, l'inspection des rivières et des canaux navigables avait été également placée dans les attributions des intendants (4).

§ 6. Ravitaillement

Au cours du paragraphe précédent, nous n'avons fait aucune allusion au commerce du blé. Aussi bien, ce commerce n'était-il pas libre. Les nombreuses entraves apportées, au moyen-âge, à la circu-

(1) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs Généraux », Tome 1^{er}.

(2) GUYOT « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § III, pages 189 et 190

(3) GUYOT « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § III, Article XVI, page 212.

(4) GUYOT « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § III, Article IV.

lation des grains avaient été érigées, à la fin du XVI^e siècle, en système économique.

La principale préoccupation du gouvernement était de procurer du pain à bas prix aux habitants des villes. Grâce à une réglementation étroite de la culture, du commerce intérieur et de l'exportation des céréales, on réussit à maintenir constant le prix du blé depuis le règne de Henri IV jusqu'à celui de Louis XIV, alors que le pouvoir d'achat de la monnaie s'était considérablement affaibli. Il convient toutefois de remarquer que ce paradoxe économique n'avait pu être réalisé qu'à la faveur d'une méconnaissance complète des intérêts des habitants des campagnes.

Lorsque Colbert prit le pouvoir, les producteurs de blé étaient soumis depuis longtemps aux principales règles suivantes : obligation de venir en personne au marché et d'y vendre son blé soi-même ou par quelqu'un de sa famille ; interdiction de remporter les grains amenés et obligation de les vendre le troisième marché au plus tard, sans avoir la faculté d'élever le prix déclaré au premier marché, défense de conserver le blé au-delà de deux ans.

L'obligation pour le cultivateur de porter son blé au marché est la plus ancienne ; il en est fait mention, dès 1383, dans la coutume de Beauvais, et les ordonnances royales postérieures, en particulier de Philippe-le-Bel et de François 1^{er}, n'ont fait que la confirmer et la généraliser.

Ces différentes obligations avaient été imposées en vue d'éviter les accaparements et de supprimer les intermédiaires.

L'ordonnance du 21 Novembre 1577, rendue sous l'inspiration du chancelier Michel de l'Hôpital, fit défense aux laboureurs de faire le commerce du blé et obligea toute personne désirant exercer ce commerce d'en faire une déclaration. Les marchands régulièrement déclarés prenaient l'engagement « d'amener leurs grains au marché » public de la ville où ils résidaient, une fois le mois pour le moins, « si plus souvent n'est ordonné, et d'en avoir à cet effet toujours » quantité es dites villes, et déclarer les autres lieux esquels ils feront « leurs achats et amas de grains ».

En ce qui concerne l'approvisionnement de Paris en blé, on avait imaginé le curieux système suivant qui fut confirmé par une ordonnance du Lieutenant civil, en date du 8 Janvier 1622.

Division des environs de la capitale en trois zones concentriques : une première zone, de huit lieues de rayon, dans laquelle les achats de blé étaient interdits aux négociants et aux boulangers de Paris ; dans la seconde, de deux lieues de rayon, les achats demeuraient interdits

aux négociants mais devenaient permis aux boulangers ; enfin, dans la troisième zone, comprenant toutes les régions situées au-delà d'un cercle de dix lieues de rayon dont le centre était à Paris, les négociants en blé pouvaient effectuer librement leurs achats.

La définition que nous donnons de la troisième zone est rigoureusement vraie car les marchands de Paris jouissaient du privilège de pouvoir acheter du blé dans tous les lieux du royaume, même dans les zones de deux lieues tracées autour de certaines villes et interdites aux négociants et aux boulangers de ces villes (1).

Pour assurer le ravitaillement de Paris, des grandes villes et, éventuellement, des généralités atteintes par la disette, les gouvernants du 17^{me} siècle avaient recours aux principales mesures suivantes : liberté complète de l'importation du blé ; interdiction absolue de l'exportation ; suppression des entraves apportées à la circulation des grains à l'intérieur du royaume et répression des accaparements.

La première de ces mesures se passe de commentaires. Elle fut constamment appliquée comme étant la plus propre à procurer l'abondance, à une époque où l'on ne songeait pas encore à encourager et à protéger l'agriculture nationale.

En principe, l'exportation des céréales était interdite. On pouvait toutefois obtenir des licences d'exportation. A partir de 1559, ces licences furent délivrées, moyennant paiement d'un droit assez élevé, par un bureau de huit commissaires qui avait le pouvoir discrétionnaire de les accorder ou de les refuser.

Sully adoucit les rigueurs de ce système mais Colbert le remit en vigueur pour les besoins de sa politique industrielle. Il n'accordait que des autorisations temporaires d'exportation dont la durée de validité dépassait rarement trois mois ou six mois. Les blés exportés étaient soumis aux droits de sortie du tarif de 1664.

Lorsque les nécessités du ravitaillement des habitants du royaume s'y opposaient, l'exportation des grains était interdite d'une façon absolue. Les contrevenants étaient passibles de la peine de mort.

Cette peine fut prononcée dès 1626 et confirmée par la déclaration du 22 Décembre 1698. On peut juger de l'effet qu'elle produisit sur les marchands exportateurs d'après la lettre suivante adressée par le marquis d'ARGENSON au Contrôleur général, le 25 Janvier 1699.

« Les marchands qui avaient fait des magasins de blé sur le cours » de la Loire et qui, pour la plupart, avaient formé des associations

(1) Les détails qui précèdent et que nous avons cru devoir donner pour la clarté de notre exposé sont empruntés à « l'Histoire des Doctrines économiques » de M. Joseph RAMBAUD.

» en vue d'accaparer les grains de la Bretagne et de les exporter,
» sollicitent des passeports pour les faire venir à Paris depuis que le
» transport à l'étranger est défendu sous peine de mort. Cependant, il
» sera encore utile que les intendants veillent sur leur commerce.

» Le port de la Grève se garnit de bateaux qui viennent de la
» Bretagne, de l'Auvergne, du Bourbonnais ou de la Brie ; les
» arrivages de Normandie ont seuls fait défaut.

» Il serait bon de faire surveiller par les intendants les opérations
» des commis du munitionnaire et surtout de tenir leurs achats
» secrets, de peur qu'ils ne provoquent une nouvelle hausse des
» prix » (1).

Théoriquement, les grains circulaient à l'intérieur de la France dans les mêmes conditions que les autres marchandises. Les entraves dont nous signalions plus haut la suppression ne sont donc pas les droits perçus à la limite de l'enceinte des cinq grosses fermes ou aux frontières des provinces réputées étrangères.

Au surplus, les droits sur les grains furent supprimés dans tout le royaume par l'arrêt du Conseil du 21 Août 1703 (2).

Les entraves auxquelles nous faisons allusion, ce sont surtout les obstacles que les autorités locales apportaient à la sortie des grains, par un excès de prévoyance inspiré des méthodes du moyen-âge.

Il est certain que rien ne pouvait être plus dangereux que de laisser chaque province française pratiquer, dans ses rapports avec les provinces limitrophes, la politique annoncière que le roi de France avait adoptée à l'égard des nations étrangères.

Rarement, la récolte était également mauvaise dans toutes les parties de la France. Le remède à la disette dont souffraient certaines provinces consistait donc à y faire pénétrer l'excédent dont disposaient d'autres provinces plus favorisées.

C'est ce remède que préconisait, en premier lieu, Daguesseau fils, Procureur général au parlement de Paris, dans une lettre qu'il adressait au Contrôleur général, le 24 Février 1709.

(1) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome I, N° 1818.

(2) Le 23 Janvier 1710, Daguesseau fils, Procureur général au parlement de Paris, demandait au Contrôleur général de proroger la déclaration qui avait supprimé tous les droits sur les grains, la farine et le pain.

Le 7 Février suivant, le Marquis d'ARGENSON proposait d'étendre le bénéfice de cette exemption aux charrettes de grains et de légumes passant sur les ponts.

(A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III, N° 685.

« La première précaution, et la plus essentielle de toutes, est
» celle que vous avez déjà prise par les ordres que vous avez donnés
» de suppléer à l'indigence d'une province par l'abondance d'une autre.
» Mais, vous savez beaucoup mieux que moi que cela doit être
» conduit avec une grande prudence et une extrême attention de la
» part de Messieurs les intendants pour savoir exactement l'état des
» choses et pour ne rien prendre sur le nécessaire d'une province sous
» prétexte de pourvoir à la nécessité d'une autre province » (1).

Le remède, dont Daguesseau fils souligne les dangers, était surtout très difficile à administrer. Les administrateurs et les magistrats, souvent peu éclairés et effrayés par leurs responsabilités, faisaient preuve de mauvaise volonté ou même d'hostilité déclarée afin d'empêcher la sortie des grains de leur circonscription. Quant aux populations, affolées par les nouvelles qui venaient des provinces atteintes par la disette, elles croyaient aveuglément que le roi ou l'intendant voulait les affamer et s'opposaient par la force au départ des convois.

C'est ainsi que, le 3 Septembre 1693, le Lieutenant général de police La Reynie écrivait au Président de Harlay : « J'ai appris
» aujourd'hui, par des lettres écrites et des marchands de cette ville,
» qu'à Joigny, on empesche à force ouverte le passage des bleds et
» que le prévost du lieu autorise ces désordres. Des boulangers
» m'ont dit la mesme chose de Provins » (2).

Le 27 Décembre 1698, le Marquis d'Argenson signalait au Contrôleur général que le lieutenant général de Vitry avait rendu une ordonnance « qui retenait là-bas une quantité prodigieuse de blés et empêchait
» que ni Paris, ni les principales villes de Champagne en pussent
» tirer ».

Par la même occasion, le Lieutenant général de police attirait l'attention du Contrôleur général sur les dangers que présentait, pour les grandes villes comme Paris et Lyon, l'attitude des intendants prenant sur eux d'interdire la sortie des grains de leur généralité. Il s'emparait d'un exemple récent (la diminution du prix du blé à Lyon à la suite de la levée de l'interdiction de sortie des blés de Bourgogne) pour vanter les avantages de la liberté du commerce et s'y déclarer le plus intéressé, en sa qualité de magistrat chargé de la police de la capitale.

(1) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III, n° 343.

(2) G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome II, Police n° 66.

Voici les termes de sa lettre :

« J'apprends que, depuis que M. Ferrand (1) a permis le transport du blé, il est diminué tout d'un coup, à Lyon, de 15 et de 20 sols par boisseau ; tant il est vrai que la liberté du commerce est un bien public et général, dont la privation alarme toujours et ne produit ordinairement que de méchants effets. Personne n'a plus d'intérêt à soutenir la justice et la vérité de cette maxime que celui à qui la police de Paris est confiée, puisque, si M. les Intendants s'arrogeoient ainsi l'autorité d'arrêter le cours des denrées, cette multitude infinie d'habitants qui ne peuvent subsister que par le concours de toutes les provinces du royaume, manqueroient bientôt des choses les plus nécessaires. Ainsi, quand il seroit vrai qu'en de certains cas, il fust à propos d'empêcher le transport des blés d'une province à une autre, il semble que les grandes villes, telles que Paris et Lyon, en devroient être exceptées, puisqu'il est certain que la nostre, en particulier, est proprement la patrie commune et un peuple composé de tous les autres. J'ajouterai que, dans les villes de province, il y a peu de bourgeois qui ne tirent de leur propre fonds de quoi se nourrir ; mais icy, chacun achète ce qu'il lui faut, et toute la récolte de la plupart de ceux qui y demeurent consiste en argent . . . » (2).

Le marquis d'ARGENSON ne déniait donc pas, d'une façon absolue, aux intendants le droit d'interdire la sortie des blés de leur généralité mais il demandait que cette interdiction ne fût pas opposable aux grandes villes, en particulier à Paris et à Lyon.

Ce régime d'exception est visiblement inspiré du système de la troisième zone, analysé plus haut, dans lequel les marchands parisiens étaient préférés aux négociants et aux boulangers de province aux portes mêmes de la ville où ces derniers exerçaient leur profession.

En admettant que le Contrôleur général ait adopté le point de vue du Lieutenant général de police de Paris, il ne semble pas que l'attitude des intendants se soit beaucoup modifiée par la suite. Maître absolu dans sa généralité, l'intendant était porté à surestimer ses propres besoins et à méconnaître ceux des généralités voisines qu'on lui demandait de secourir. Le rôle du ministre consistait précisément à faire prévaloir la solution la plus conforme à l'intérêt général.

(1) Intendant en Bourgogne.

(2) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome, 1^{er}, N° 1811.

Le 5 Décembre 1709, c'est-à-dire plus de dix ans après la lettre du marquis d'ARGENSON, Daguesseau fils, Procureur général, du parlement de Paris, signalait au Contrôleur général que Foucault, alors intendant de Caen, s'opposait à l'enlèvement d'une quantité de 150 muids de blé, achetés pour le compte de l'Hôtel-Dieu de Paris par un marchand d'Isigny, et payés en partie par avance (1). Cette plainte était réitérée, le 3 Janvier suivant, par le marquis d'ARGENSON lui-même.

Pendant l'hiver de l'année 1709, les entraves apportées par les populations au transport des grains à travers le royaume furent plus inquiétantes qu'elles ne l'avaient jamais été. Nous en avons donné plusieurs exemples dans le paragraphe premier de ce Chapitre, consacré à la sûreté publique (2).

Qu'il nous suffise de rappeler les assemblées dans les marchés et les attroupements de pauvres gens des villes et des campagnes qui arrêtaient et pillaient les convois de blé. La situation était si grave que le gouvernement n'hésitait pas à mettre les troupes régulières à la disposition des intendants en même temps qu'il leur recommandait de se faire toujours accompagner par les maréchaussées.

En raison de la fréquence des disettes dans l'ancien régime, les producteurs, les intermédiaires et les consommateurs eux-mêmes faisaient preuve d'une tendance très accentuée à l'accaparement. Le gouvernement était dans l'obligation de réprimer énergiquement des manœuvres qui avaient pour but de provoquer une hausse sur le prix du blé et qui risquaient d'affamer les habitants des grandes villes.

Malheureusement, s'il était toujours possible d'engager des poursuites judiciaires contre des intermédiaires, il n'en était pas de même à l'égard des particuliers qui faisaient preuve d'un excès de prévoyance contraire à l'intérêt général mais ne se rendaient coupables d'aucun délit.

S'il faut en croire le témoignage du Marquis d'Argenson, la fièvre d'accaparement gagnait toutes les classes sociales et jusqu'aux fonctionnaires eux-mêmes.

Le 24/27 Décembre 1698, le Lieutenant général de police informait, en effet, le Contrôleur général que presque tous les officiers et les

(1) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III, N° 647.

(2) Le 24 Février 1709, Daguesseau fils, Procureur général au parlement de Paris, écrivait au Contrôleur général :

« . . . Vous verrez, par trois lettres, choisies entre plusieurs autres, que je joins » ici, qu'il y a déjà eu des commencements d'émeute et de violence dans quelques » villes au sujet des achats et des enlèvements de blé que les marchands y font . . . »

(A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III, N° 313.

bourgeois d'Etampes se mêlaient de spéculation sur les blés et que deux receveurs des tailles de Châteaudun étaient connus comme accapareurs (1).

Mais, c'est en 1709, que la rigueur de l'hiver et la famine menaçante obligèrent le gouvernement à prendre le plus grand nombre de mesures coercitives (2).

Les intendants reçurent des instructions du Contrôleur général à l'effet d'obliger, en s'expliquant de vive voix seulement, tous ceux qui avaient des greniers ou des magasins à vendre leurs blés au marché le plus proche du lieu de leur résidence.

« Un ordre verbal, disait le Contrôleur général, qui sera suivi, à » l'égard des refusants, ou d'une lettre de cachet pour aller dans une » province éloignée de 100 lieues de leur demeure et y rester jusqu'à » nouvel ordre, ou d'un veniat à la suite du Conseil ou même d'empri- » sonnement et de la vente forcée à un prix modique, de tous les grains » qu'on aura refusé de vendre au premier avertissement, fera beaucoup » plus d'effet que toutes les procédures qui pourroient être faites » d'autorité des juges ordinaires ou des parlements. . . . » (3).

C'est le 5 ou le 10 Avril 1709 que le Contrôleur général donnait ses instructions relatives à la vente forcée des blés emmagasinés et, le 27 Avril, était promulguée une déclaration ordonnant la déclaration obligatoire de tous les blés du royaume.

A l'occasion de cette mesure, le marquis d'ARGENSON exprima l'opinion que toutes les déclarations devraient être remises au Contrôleur général et que les peines édictées contre les particuliers contrevenants et contre les officiers mesureurs de grains, convaincus de collusion avec eux, ne sauraient être ni trop précises ni trop sévères (4).

Quant à Daguesseau fils, il écrivit, le 4 Mai 1709, au Contrôleur général pour lui signaler que la déclaration du 27 Avril n'obligeait pas ceux qui avaient des farines à les déclarer. Considérant que les farines se conservent un an et qu'il suffisait aux particuliers de faire convertir en farine une partie de leurs grains pour être dispensés de

(1) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome 1^{er}, N° 1811.

(2) Chacun resserra son vieux grain. Le pain enchérit outre mesure... (St-Simon).

(3) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III, N° 358.

Lettre reproduite in extenso dans le premier paragraphe du présent chapitre.

(4) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III, N° 382.

les déclarer, le Procureur général du parlement de Paris proposait de combler immédiatement la lacune de la déclaration du 27 Avril (1).

Des commissaires furent envoyés dans les provinces pour procéder à la visite des blés et régler les conditions dans lesquelles ceux qui les détenaient les amèneraient sur les marchés.

Avant de commencer leurs visites, les commissaires prenaient contact avec l'intendant des lieux qui leur donnait des instructions et des renseignements. L'intendant était tenu de leur prêter main-forte pour leur permettre d'exercer leur contrôle au domicile des particuliers récalcitrants. L'horreur tragique de la situation avait fait tomber les privilèges les plus solidement établis. C'est ainsi que les châteaux et les maisons seigneuriales étaient soumis aux mêmes perquisitions que les chaumières des paysans.

En ce qui concerne la détermination de la quantité de blé que chaque détenteur était obligé de porter au marché, les commissaires devaient tenir compte de la provision nécessaire jusqu'à la récolte de l'année 1710 et de la quantité à réserver pour l'ensemencement des terres.

La quantité de blé exigible, déterminée par les commissaires, devait, non pas être jetée d'un seul coup sur les marchés, mais faire l'objet d'un certain nombre de livraisons hebdomadaires ou mensuelles, échelonnées jusqu'à la récolte de l'année 1710.

Toujours préoccupé par l'angoissante question du ravitaillement de la capitale, le gouvernement avait prescrit aux commissaires désignés pour opérer dans les généralités de Châlons, d'Amiens, de Soissons, de Paris, d'Orléans et de Touraine, de s'informer avec le plus grand soin de tout ce qui touchait à la sûreté et à la facilité de l'approvisionnement de Paris et de faire en sorte qu'il ne souffrît aucun retard (2).

La déclaration du 27 Avril 1709 avait pour objet de renseigner le Contrôleur général sur les ressources en blé de chaque province et de lui permettre de prendre, en connaissance de cause, des décisions particulièrement délicates.

Après avoir été renseigné sur les ressources, le Contrôleur général ne connaissait cependant qu'un seul élément du grave problème dont on lui demandait la solution. Nous voulons parler du nombre des consommateurs de chaque généralité.

(1) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III, N° 382.

(2) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III, N° 405

Au 17^{me} siècle, on ne pouvait indiquer, d'une façon certaine, le chiffre de la population de la France. Les recensements étaient trop rares et l'on y procédait par des méthodes trop empiriques pour obtenir des approximations suffisantes.

Le Contrôleur général Nicolas Desmaretz jugea que le meilleur parti à prendre était d'ordonner le recensement général de toutes les populations de la France.

Le 14 Juin 1709, il envoya les instructions suivantes aux intendants des généralités.

« Comme le principal objet des déclarations ordonnées par le » règlement général du 27 Avril dernier doit être d'avoir une » connoissance aussi exacte qu'il est possible des provinces et des » généralités qui ont suffisamment de grains pour la nourriture de » leurs habitants, de celles qui en ont trop et qui peuvent fournir aux » autres et de celles, au contraire, qui manquent, comme aussi des » quantités que les unes peuvent donner et que les autres doivent » recevoir et qu'on ne peut parvenir à cette connoissance sans savoir » à peu près ce qu'il y a de peuple dans chaque province et généralité, » le roi m'a ordonné de vous écrire que vous fassiez faire au plus tôt, » par des personnes de votre confiance, vos subdélégués ou autres, » des dénombrements exacts de ce qu'il y a d'habitants dans chaque » ville, bourg ou village de votre département, conformément au » modèle ci-joint etc. . . » (1).

Aux approches de la saison des semailles, l'opinion publique commençait à craindre que la cherté excessive des blés n'empêchât d'ensemencer les terres. Désireux d'être renseigné à cet égard, le Contrôleur général ordonna aux intendants de s'assurer, en procédant à la répartition des tailles de l'année suivante, que les propriétaires ou les laboureurs avaient gardé des grains de l'année précédente pour les employer à ensemencer les terres et que ceux qui n'en avaient point gardé prenaient des mesures pour en acheter (2).

Malgré la sévérité de la répression, les accaparements ne cessèrent qu'avec le retour de l'abondance. Nous n'en voulons retenir pour preuve que l'exemple suivant :

Le 29 Juillet 1709, la comtesse de Melun dénonçait les accapa-

(1) A.-M. de BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III, N° 449.

(2) A.-M. de BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III, N° 572.

Circulaire adressée le 26 Septembre 1709, par le Contrôleur général Desmaretz, aux intendants des généralités taillables.

rements d'avoine faits par les habitants d'Egreville (1). Bignon de Blanzay, intendant de la généralité de Paris, prit des mesures pour faire porter cette avoine au marché mais il fut amené à découvrir que la comtesse, auteur de la dénonciation, détenait elle-même une grande quantité d'orge. Il en rendit compte au Contrôleur général, au mois de mars 1710, en proposant d'inviter simplement la comtesse à porter son superflu au marché, après les semailles (2).

Telles sont les principales mesures qui furent prises, à la fin du règne de Louis XIV, pour assurer le ravitaillement de Paris, des grandes villes et des généralités insuffisamment productives. Nous n'avons pas cru devoir rapporter ici les mesures exceptionnelles adoptées à Paris, pour la fabrication du pain, pendant l'année 1709.

§ 7. Assistance et instruction

On ne commença réellement à se préoccuper de la santé publique que sous le règne de Louis XIV.

Malheureusement, les moyens dont disposait le gouvernement à cette époque n'étaient pas proportionnés à l'importance du résultat qu'il se proposait d'obtenir.

Dans cette branche de l'administration, comme dans toutes les autres, les intendants des provinces furent mis à contribution. Guyot dit à ce propos que « la santé du peuple est un objet d'administration qui regarde singulièrement les intendants » (3).

Louis XIV, désirant procurer quelque soulagement aux pauvres malades des campagnes, ordonna qu'il serait envoyé chaque année aux intendants une quantité de remèdes composés par un médecin célèbre.

Chaque intendant faisait parvenir les remèdes qu'il avait reçus à ses subdélégués lesquels les répartissaient équitablement entre les différentes communautés d'habitants de leur circonscription. Conformément à la volonté du roi, la distribution des remèdes était faite dans chaque paroisse par « le curé, les sœurs grises et autres personnes intelligentes ».

(1) Aujourd'hui, commune du département de Seine-et-Marne, arrondissement de Fontainebleau.

(2) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III, N° 716.

(3) GUYOT « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § V, Article VII, Page 277.

Les intendants rendaient compte au Contrôleur général des finances de la répartition et de la distribution des remèdes (1).

En cas d'épidémie, l'intendant envoyait immédiatement un médecin sur les lieux. Il tenait le Contrôleur général au courant de l'évolution de la maladie et l'informait des mesures qu'il avait prises ou qu'il se proposait de prendre pour en circonscrire les effets, en amener la disparition et en prévenir le retour.

C'est ainsi que PHÉLYPEAUX, intendant de la généralité de Paris, rendit compte au Contrôleur général, les 28 Avril, 16 Juin et 3 Octobre 1706, des mesures sanitaires et charitables qu'il avait prises à l'occasion d'une épidémie qui avait exercé ses ravages dans les paroisses voisines de Meulan (2).

Les administrations hospitalières étaient placées sous la haute surveillance de l'intendant. Celui-ci avait un droit de regard sur leur comptabilité, un droit d'inspection sur leurs bâtiments et un pouvoir disciplinaire sur leurs médecins. Ce pouvoir disciplinaire allait si loin que les médecins pouvaient être révoqués par le roi, sans l'assentiment des administrateurs, et rétablis de même dans leurs fonctions, après avoir été destitués.

Contrairement aux secours en argent qui étaient presque exclusivement réservés aux pauvres des villes, l'assistance par le travail était également destinée à secourir la multitude de malheureux qui peuplaient, au 17^e siècle, des régions aujourd'hui prospères.

Bien mieux, l'assistance par le travail que l'on offrait aux vagabonds et aux mendiants des villes n'était qu'un moyen de disperser et d'éloigner ceux qui, réunis, constituaient un redoutable danger social.

Telle était l'opinion du comte de Pontchartrain qui écrivait au Président de Harlay, le 22 Janvier 1694 : « Les ateliers publics sont » sans doute un des plus efficaces moïens, pour oster la fainéantise et » la mendicité. Tout ce que vous ferés là-dessus ne vous sera » qu'honorable et qu'utile au public » (3).

Quant au marquis d'ARGENSON, les mendiants et les vagabonds qui encombraient Paris lui semblaient des hôtes si indésirables qu'il

(1) Ce système fut conservé par les successeurs de Louis XIV.

Par un arrêt du Conseil du 9 Février 1776, Louis XVI ordonna qu'il serait envoyé chaque année aux intendants 2.258 boîtes de remèdes destinées à être distribuées gratuitement aux pauvres habitants des campagnes.

(GUYOT « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § V, Article VII, Page 277).

(2) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome II, N° 1021.

(3) G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome II, Police N° 68.

songeait uniquement à s'en débarrasser et ne manifestait aucune préférence pour l'un ou l'autre des deux procédés généralement employés.

Le 23 Novembre 1698, il écrivait au Contrôleur général : « Il seroit » aussy de la dernière importance qu'il plust au roy ou d'occuper » dans des ateliers ce grand nombre de mendiants, dont l'insolence » s'augmente et s'autorise par la cherté du pain. ou d'ordonner qu'ils » fussent enfermés à l'hospital général pendant deux ou trois mois, » en luy fournissant des secours proportionnés et réunissant à cet » usage toutes les autres charités des paroisses, dont l'employ, » quoyque très utile, semble devoir céder pour un temps à une » nécessité aussy pressante. . . . » (1).

Par la déclaration du 25 Juillet 1700, le roi donna satisfaction au Lieutenant général de police. L'article 4 de cette déclaration enjoignit aux mendiants valides de travailler aux ouvrages de la campagne pour y gagner leur subsistance. Les intendants des provinces reçurent des instructions à l'effet de leur faire fournir des logements et des ouvrages pour s'occuper pendant l'hiver ou des secours (2).

Nous venons de rapporter l'opinion du comte de Pontchartrain sur les ateliers publics considérés comme moyen de répression de la fainéantise et de la mendicité. Voici maintenant l'opinion que Phélypeaux, intendant de la généralité de Paris, émettait, le 13 Décembre 1699, dans une lettre adressée au Contrôleur général :

« . . . Je crois cela excellent pour faire subsister une infinité de » pauvres des lieux. Ceux qui y furent établis l'année dernière par » ordre du roi, firent un bien fort considérable et contribuèrent à » retenir beaucoup de peuple dans leur pays par la subsistance qu'ils » trouvoient en travaillant. . . » (3).

Comme on le voit, l'intendant Phélypeaux ne se place pas au même point de vue que son frère. Il envisage les ateliers publics comme un excellent moyen d'assurer la subsistance des pauvres gens des campagnes privés de travail.

C'est le deuxième aspect des ateliers publics, le plus digne d'attention et d'intérêt, celui pour lequel nous avons tenu à examiner la question

(1) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome 1^{er}, N° 1792.

(2) GUYOT « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § V, Article XI, Page 282.

Déclaration déjà citée dans le premier paragraphe du présent chapitre.

(3) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome 1^{er}, N° 55.

dans son ensemble dans le paragraphe spécial que nous nous proposons de consacrer aux institutions d'assistance.

Au surplus, le deuxième aspect de la question, au témoignage de Phélypeaux lui-même, exerçait une influence certaine sur le premier. Les ateliers publics empêchaient un grand nombre de sans-travail des campagnes d'aller grossir à la ville le nombre déjà trop considérable des sans-logis.

Une tâche immense s'offrait à l'activité des pauvres gens des campagnes ; c'était la réfection des routes et des chemins. Jamais sans doute, jusqu'à cette époque, il n'avait été donné à un gouvernement de pratiquer la charité sociale en accomplissant pareille besogne d'intérêt national.

Nous allons examiner, à l'aide d'un exemple, les conditions dans lesquelles Phélypeaux demandait la création d'ateliers publics.

Nous avons reproduit plus haut une lettre du 13 Décembre 1699 (1) par laquelle l'intendant de la généralité de Paris informe le Contrôleur général de la « ruine » de l'élection de Mantes.

Indépendamment de la misère qui sévissait, d'une façon générale, dans toute l'étendue de l'élection, un certain nombre de paroisses vinicoles avaient été grêlées. Les vignes n'ayant rien produit en 1699, il en résultait une extrême pauvreté. D'autre part, comme elles ne donnaient guère d'espérances pour les récoltes à venir, un certain nombre d'habitants désertaient.

Les paroisses grêlées étaient celles de Rosny, de Jouy, de Buchelay, de Gassicourt, de Vert, de Nantes-la-Ville, du Breuil, de Magnanville, de Soindres, de Fontenay-Mauvoisin, de Favrieux, de Mantes, de Senneville, de Guenille et de Mézières.

Mis au courant de cette situation désastreuse, Phélypeaux songea à procurer du travail aux pauvres gens des paroisses ruinées en leur faisant réparer les grands chemins qui passaient aux environs de Mantes. Ces réparations avaient un caractère d'utilité, le mot nécessité ne serait pas trop fort, incontestable. La plupart des chemins étaient, en effet, si mauvais, que, chaque jour, des voitures, des chevaux ou des bœufs s'y embourbaient. Quelques animaux avaient même été enlisés.

Phélypeaux proposa au Contrôleur général d'établir simultanément 4 ateliers : l'un à Rosny, le deuxième à Vert, le troisième depuis Magnanville jusqu'à Favrieux et le dernier depuis Mantes jusqu'à Mézières.

(1) Voir *suprà* (même chapitre, § V, Agriculture, commerce et industrie).

La répartition des travailleurs devait être effectuée de la façon suivante :

Atelier de Rosny : habitants de Rosny, de Jouy, de Buchelay et de Gassicourt ;

Atelier de Vert : habitants de Vert, de Nantes-la-Ville et du Breuil ;

Atelier depuis Magnanville jusqu'à Favrieux : habitants de Magnanville, de Soindres, de Fontenay-Mauvoisin et de Favrieux ;

Atelier depuis Mantes jusqu'à Mézières : habitants de Mantes, de Senneville, de Guenille et de Mézières.

Chaque atelier comprenait un certain nombre de groupes de 30 travailleurs. Chacun de ces groupes était placé sous les ordres d'un « piqueur » ou « hâteur » en sorte que, dans un atelier composé, par exemple, de 120 travailleurs, il y avait 4 piqueurs. Dans chaque atelier, un homme était chargé de faire exécuter les travaux, suivant le plan d'ensemble adopté, de tenir un état des travailleurs et les payer chaque jour.

L'ensemble des ateliers était placé sous l'autorité d'un directeur unique. Ce directeur établissait le plan d'ensemble des travaux, en indiquait les conditions d'exécution, visitait chaque jour à cheval les différents ateliers et contrôlait les états des travailleurs.

Les salaires étaient déterminés comme suit :

8 sols par jour aux hommes qui apportaient et faisaient réparer leurs outils ;

6 sols par jour aux femmes ;

5 sols par jour aux jeunes garçons ;

8 sols par jour pour un petit cheval ou un âne destiné à porter les cailloutages, y compris le conducteur.

30 sols par jour à ceux qui faisaient exécuter les travaux suivant un plan arrêté à l'avance, tenaient un état des travailleurs et les payaient chaque jour ;

4^L. par jour à celui qui avait établi le plan des travaux, visitait chaque jour les ateliers et contrôlait les états des travailleurs tenus par atelier. Dans la somme de 4^L. étaient compris le louage et la nourriture de son cheval.

Phélypeaux se disait assuré que plus de 2.000 personnes se présenteraient pour offrir leurs services mais, comme il prévoyait que les fonds mis à sa disposition seraient limités, il envisageait de n'employer que les plus nécessiteuses. Il ajoutait qu'il y avait un grand nombre d'autres chemins à la réparation desquels il était possible de faire travailler les pauvres gens de beaucoup de paroisses

vinicoles souffrant de la cherté des grains. Toutefois, sachant que les ressources destinées aux travaux publics n'étaient pas suffisantes, il limitait volontairement ses propositions pour être sûr de les voir accueillies favorablement.

L'instruction rentrait, au même titre que l'assistance, dans les attributions des intendants.

Dès le 17^{me} siècle, un grand nombre de paroisses avaient une école dirigée par un recteur.

Louis XIV, par l'article 9 de la déclaration du 13 Décembre 1698, ordonna qu'il serait établi des maîtres et des maîtresses d'école dans toutes les paroisses qui n'en avaient pas encore. Louis XV confirma cette prescription par l'article 5 de la déclaration du 14 Mai 1724.

La profession d'instituteur ne pouvait être exercée sans une autorisation de l'évêque. Cette autorisation était essentiellement révocable, au gré de l'autorité ecclésiastique qui l'avait accordée.

L'intendant avait un droit de surveillance sur les maîtres d'école de sa généralité. Tous les traités passés entre les communautés d'habitants et les maîtres d'école étaient obligatoirement soumis à son approbation.

La surveillance des collèges et des facultés appartenait également à l'intendant. C'était par son intermédiaire que les ordres ou les remontrances du roi parvenaient aux directeurs des établissements d'enseignement.

La lettre circulaire suivante, adressée par le comte Pontchartrain aux intendants, le 27 Février 1705, est caractéristique de l'ingérence de ces derniers dans l'administration intérieure des facultés :

« Le roy, estant informé du relaschement qui s'est introduit dans
» les escoles de la faculté de médecine de la plupart des universités
» du royaume, il a résolu d'y restablir le bon ordre, et il a fait dresser
» à cet effet le projet de déclaration que je vous envoie. Mais, comme
» Sa Majesté, avant que de se déterminer absolument là-dessus, veut
» estre parfaitement esclaircie des satuts particuliers des facultés de
» médecine de chaque université et de ce qui s'y observe, elle m'a
» ordonné de vous mander de communiquer ce projet au doyen et aux
» docteurs qui composent la faculté de médecine de l'université
» de afin qu'ils voyent ce qu'ils ont à remontrer à ce sujet.

« Vous les obligerés en mesme temps à vous représenter leurs
» statuts, et vous les entendrés ensuite là-dessus, après néanmoins que
» vous leur aurés bien fait comprendre auparavant que le roy, regardant
» cette déclaration comme un remède nécessaire, il aura peu d'esgard
» à leurs remontrances, si elles ne sont fondées sur des raisons
» solides et sans réplique. Vous dresserés vostre procès-verbal de tout

» ce qui se dira et se fera à cette occasion que vous m'envoierés avec
» votre avis, le plus tost que vous pourrés » (1).

Il faut rattacher aux attributions des intendants en matière d'instruction la police de l'imprimerie et de la librairie.

Lorsque le roi avait décidé d'interdire l'impression d'un livre, l'intendant en était informé et signifiait l'interdiction à l'auteur. Si l'impression du livre avait lieu au préjudice des défenses royales, la suppression en était ordonnée par arrêt du Conseil. Dans ce cas, l'intendant faisait procéder à des perquisitions chez les libraires et les imprimeurs. Ces perquisitions étaient suivies de la saisie de tous les exemplaires du livre défendu dont elles avaient amené la découverte.

L'intendant était enfin le guide sûr dont le roi avait besoin pour accorder une protection éclairée aux lettres et aux arts. C'était sur sa proposition que le roi dispensait ses faveurs aux écrivains et aux artistes des provinces. Il avait donc pour mission de découvrir les obscurs et d'encourager les timides.

La circulaire suivante, adressée par Colbert aux intendants, le 19 Juin 1683, nous représente les commissaires départis dans leur rôle d'instruments de la générosité du Mécène qui régnait sur la France.

« Le roy, faisant des gratifications aux gens de lettres et Sa Majesté
» estant protecteur de l'Académie française et ayant estably diverses
» académies des sciences et des arts, il seroit fort à souhaitter que,
» dans toutes les provinces du royaume, il se trouvast quelques
» hommes de littérature qui s'appliquassent à quelque science parti-
» culière ou mesme à l'histoire de chaque province. Et comme s'il y
» en avoit de ce genre, Sa Majesté pourroit peut-estre faire quelque
» gratification à proportion de leur mérite, je vous prie d'examiner si,
» dans l'étendue de vos généralitez, il n'y a aucune personne de cette
» qualité, et en ce cas de me le faire sçavoir, et même quand vous ne
» trouverriez pas de ces personnes avancées en aage, et qui eussent
» employé tout leur temps à quelque science ou à quelque littérature
» particulière, si vous trouvez quelque jeune homme de 25 à 30 ans
» qui eust du talent et de la disposition d'esprit à s'appliquer à la
» recherche de tout ce qui pourroit composer l'histoire d'une province,
» ou à quelque autre science, vous pourriez l'exciter à entreprendre ce
» travail et à redoubler son application à la science ou recherche qui
» seroit de son goust ou de son génie, et en ce cas, suivant son travail
» et son mérite, je pourrais luy obtenir quelque gratification de Sa
» Majesté. C'est ce que je vous prie d'examiner et de me faire response
» au plus tost sur ce point » (2).

(1) G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome IV, N° 95.

(2) G.-B. DEPPING « Correspondance Administrative », Tome IV, N° 60.

CHAPITRE V

ADMINISTRATION FINANCIÈRE

§ 1. La taille

La taille est le plus ancien des impôts directs de la monarchie française. Elle fut créée par Saint-Louis, à l'occasion de la Croisade de 1248, mais ce n'était, à cette époque, qu'une imposition extraordinaire.

C'est sous le règne de Charles VI qu'elle prit le nom qu'elle portait encore à la fin de l'ancien régime (1) et, sous le règne de Charles VII, en 1444, qu'elle devint annuelle et ordinaire.

Il existait deux sortes de tailles : la taille réelle, appliquée dans les provinces demeurées le plus longtemps sous la domination des Romains (Languedoc, Dauphiné, Provence, etc.), et la taille personnelle, appliquée dans le reste du royaume.

Comme la généralité de Paris était imposée suivant le système de la taille personnelle, nous laisserons le système de la taille réelle en dehors de nos explications.

La taille personnelle était un impôt que payaient tous les roturiers, eu égard à leurs facultés et aux revenus qu'ils pouvaient tirer de leur industrie. Plusieurs impositions accessoires avaient été ajoutées à la taille et l'on désignait généralement la taille et ses accessoires sous le nom de « tailles et crues y jointes ».

François 1^{er} avait créé une imposition désignée sous le nom de « grande crue » qui fut, par la suite, incorporée à la taille.

En 1549, Henri II établit une autre imposition accessoire, le « taillon ». Cette imposition était destinée à subvenir au paiement des

(1) D'après Piganiol de la Force, ce nom vient d'une taille de bois dont se servaient les collecteurs illettrés pour inscrire le montant des impositions qu'ils avaient perçues. Au 18^{me} siècle, les collecteurs de certaines provinces utilisaient encore des tailles en bois.

Toutefois, selon Etienne Pasquier, la taille était aussi appelée parce qu'on la levait « par capitation et département, car le mot tailler signifie entre nous diviser ».

(A.-M. DE BOISLISLE « *Mémoire de la Généralité de Paris* »).

vivres et des munitions des gens de guerre. Elle subsistait encore, sous le même nom, au temps de Louis XIV, mais avec une nouvelle destination : le paiement de la solde de la gendarmerie.

En 1705, Louis XIV ajouta à la taille le dixième ou 2 sols pour livre.

Indépendamment de ces impositions spéciales, on ajoutait généralement au principal de la taille la dépense des étapes, la dépense des réparations des turcies et levées de la Loire, depuis l'Allier, près de Moulins, jusqu'à Nantes, la dépense de la réparation des ponts et chaussées dans tout le royaume et des appointements des inspecteurs, ingénieurs et trésoriers des Ponts et Chaussées ainsi que certaines autres dépenses dont l'imposition était ordonnée par des arrêts du Conseil.

La taille était un impôt de répartition. La répartition en était effectuée chaque année au moyen de plusieurs opérations successives appelées « départements ».

A l'origine, les élus procédaient seuls au département de la taille dans les différentes paroisses de leur diocèse. Plus tard (1), les Trésoriers de France furent chargés de s'assurer, au cours de leurs chevauchées, que les paroisses n'étaient pas cotisées trop haut ainsi que d'assister et de présider au département des tailles.

En 1598, Henri IV dévolut la mission de contrôle de la répartition de la taille dans les paroisses à des commissaires spécialement désignés pour le régalement des tailles. Ces commissaires étaient un maître des requêtes, un conseiller à la Cour des aides et un trésorier de France.

En Septembre 1635, Louis XIII défendit aux trésoriers de France de procéder au département de la taille en dehors de la présence de l'intendant, à la condition, toutefois, que celui-ci se rendît avant le 20 Octobre de chaque année dans la ville où le bureau des finances était établi.

L'article 3 du règlement du 16 Avril 1643 ordonna que « les » commissions des tailles et autres impositions seraient portées au » bureau des finances où l'intendant de la généralité se trouverait et » présiderait, pour expédier sur ces commissions les attaches et » ordonnances du bureau, pour ensuite se transporter, conjointement » avec le trésorier de France qui serait nommé commissaire, dans les » élections de la généralité, et procéder à l'assiette et département des » tailles sur les villes, bourgs et paroisses taillables, les présidents et » les élus appelés ».

L'article 5 du même règlement prévoit les cas où les trésoriers de France ne voudraient pas accepter la présidence de l'intendant et il

(1) Arrêt du Conseil du 30 Juin 1579.

dispose que celui-ci pourra, avec le concours de quelques officiers des élections qu'il aura choisis, procéder à l'assiette et au département de la taille.

C'est cette hypothèse qui s'est réalisée dans la pratique; les trésoriers de France protestant contre la présidence attribuée à l'intendant et l'intendant ne se souciant pas de revendiquer une prérogative dont il ne faisait aucun cas.

Le règlement du 16 Avril 1643 ordonna également que, dans la répartition des tailles, la voix de l'intendant prévaudrait sur celle des élus et que les commissions envoyées dans les paroisses, seraient intitulées du nom de l'intendant, du trésorier de France et des officiers des élections qui auraient assisté au département (1).

Bien que la taille fût devenue une imposition annuelle et ordinaire, elle variait chaque année suivant les besoins de l'état. Le roi arrêtait donc tous les ans, en son Conseil, l'état ou brevet général des tailles à imposer l'année suivante.

Le brevet de la taille contenait, pour chaque généralité, l'indication des sommes que le roi se proposait d'imposer. Il ordonnait également l'imposition des sommes forfaitaires ou « subventions » que payaient certaines villes auxquelles le roi avait consenti des abonnements.

Le brevet de la taille était expédié chaque année vers la même époque, en Février ou en Mars; il était signé par le roi. Deux extraits ou brevets particuliers en étaient établis pour chaque généralité; ils étaient également signés par le roi et contresignés par un des Secrétaires d'état.

L'un de ces extraits était envoyé à l'intendant et l'autre aux officiers du bureau des finances de chaque généralité. L'intendant et les officiers du bureau des finances devaient donner leur avis le plus rapidement possible sur la répartition entre les diverses élections de leur généralité du montant de l'imposition fixé par le roi.

Les avis des commissaires départis et des bureaux des finances permettaient d'opérer, en connaissance de cause, un certain nombre de rectifications. Le Conseil dressait ensuite un brevet général définitif divisé en « commissions » indiquant la part d'imposition que devait porter chaque élection d'une même généralité.

Deux extraits du brevet définitif étaient établis et adressés simultanément, au mois de juin, l'un à l'intendant et l'autre aux officiers du bureau des finances. L'intendant et les officiers du bureau

(1) GUYOT « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, §VIII, Article XXXIII, Pages 374 et 375.

des finances devaient faire connaître leur avis sur l'état des récoltes dans les différentes paroisses de leur généralité.

L'envoi des extraits du brevet définitif se faisait en Juin afin que les avis pussent être donnés en Juillet, ou, au plus tard, au commencement d'Août et que l'imposition pût être faite au mois de Septembre suivant. On désirait que l'imposition fût faite en Septembre parce que le mois d'Octobre était le premier mois de l'année de la taille.

Dès que les avis des intendants et des officiers des bureaux des finances avaient été reçus, le Contrôleur général faisait expédier des lettres patentes en forme de commission pour imposer, dans chaque élection, les sommes portées par le brevet ainsi que celles dont l'imposition avait été ordonnée par des arrêts particuliers, depuis l'expédition du brevet. Une commission à cet effet était expédiée pour chaque élection ; ces commissions étaient adressées aux intendants et aux trésoriers de France, pour la généralité, et aux élus, dans chaque élection.

Le brevet de la taille et crues y jointes, adressé aux officiers du bureau des finances, était accompagné d'une lettre de cachet par laquelle le roi leur mandait que son intention était « qu'ils procédassent « au plus tôt à l'assiette et au département de la somme contenue « audit brevet ».

En conséquence de ce mandement du roi, les officiers du bureau des finances se réunissaient et tiraient au sort, pour y faire leur tournée, les différentes élections de la généralité. Ces tournées leur permettaient d'estimer ce que les récoltes pouvaient donner et de reconnaître, par l'examen des registres des receveurs des tailles, si le recouvrement des impositions était difficile. Ils dressaient des procès-verbaux de leurs constatations qu'ils rapportaient au bureau des finances. Au cours d'une assemblée tenue à ce bureau, ils arrêtaient un projet d'assiette des derniers de la taille sur les élections de leur généralité qu'ils adressaient ensuite au Conseil avec leur avis et les procès-verbaux qu'ils avaient rapportés de leurs tournées.

L'intendant, de son côté, se faisait remettre des rapports sur l'état des récoltes dans toutes les paroisses. A l'aide des renseignements puisés dans ces rapports, il dressait un état général de la situation de la généralité qu'il transmettait au Contrôleur général avec son avis sur les diminutions de taille qu'il estimait nécessaire d'accorder à certaines paroisses.

Le Contrôleur général faisait son rapport au Conseil des finances, puis, le Conseil fixait le « moins imposé » c'est-à-dire le dégrèvement accordé à chaque généralité. L'arrêt du Conseil qui déterminait le taux de cette

diminution était envoyé à l'intendant ainsi qu'au bureau des finances.

Au mois de Septembre, le roi faisait expédier les commissions des tailles. Elles étaient adressées à l'intendant qui les remettait aux trésoriers de France lesquels en ordonnaient l'enregistrement et faisaient expédier leurs mandements et attaches aux officiers des élections pour l'imposition des sommes qui y étaient détaillées.

En ce qui concerne le troisième département de la taille, c'est-à-dire la sous-répartition entre les différentes paroisses d'une élection, voici comment les choses se passaient.

Après la moisson, généralement au mois d'Août, les élus faisaient une chevauchée dans les paroisses de leur élection pour connaître le résultat des récoltes et les pertes causées par les épizooties, les incendies, la grêle, les inondations. Les procès-verbaux qu'ils rédigeaient, au retour de leur chevauchée, étaient communiqués à l'intendant puis déposés au greffe de l'élection.

Vers la fin du mois d'Octobre, l'intendant se transportait, accompagné d'un Trésorier de France (1), dans chaque élection. Là, en présence de trois des élus choisis par l'intendant, du procureur du roi, du greffier et du receveur du siège, l'intendant et le Trésorier de France procédaient à l'assiette de la taille sur les villes, bourgs et paroisses taillables du ressort de l'élection.

Lorsque cette opération avait été effectuée, l'intendant expédiait des mandements pour faire répartir entre les habitants le montant de l'imposition de chaque paroisse.

Le mandement contenait l'indication de la somme totale imposée sur la paroisse ; il était adressé aux assesseurs-collecteurs ou collecteurs.

Dans la généralité de Paris, le général de chaque paroisse procédait, dès le printemps, à la nomination des collecteurs (2). Ces collecteurs étaient des délégués, choisis dans son sein, et chargés de faire l'assiette et le recouvrement de la taille. Ils étaient responsables du recou-

(1) Dans certains bureaux des finances, appelés « petits bureaux », les trésoriers de France n'étaient pas invités à déléguer l'un d'entre eux pour aller avec l'intendant procéder à la sous-répartition de l'impôt entre les paroisses.

(Charles GODARD « Les pouvoirs des intendants sous Louis XIV »).

(2) A l'origine, le droit de nommer les assesseurs et les collecteurs appartenait aux élus ; il fut attribué aux communautés d'habitants par l'article 5 de l'ordonnance du 21 Novembre 1379.

Dans les villes, le recouvrement de la taille était généralement confié aux maires. Ils se déchargeaient parfois de cette tâche sur leurs valets de ville qui prenaient alors le titre de collecteurs.

Un système spécial était en vigueur à Senlis vers la fin du XVII^{me} siècle. Le premier dimanche du mois d'Octobre de chaque année, les 4 échevins en charge nommaient 4 collecteurs dans chacune des 8 paroisses. Ces collecteurs procédaient

vrement de l'impôt et recevaient habituellement une indemnité de 6 deniers par livre du montant de la taille.

Dès que les fonctions d'assesseur et de collecteur eurent été réunies sur la même tête (1), il ne fut plus possible de trouver des collecteurs volontaires et les exemptions de la collecte se multiplièrent.

Devant les difficultés croissantes du recrutement des collecteurs, on fut amené à poser et à faire appliquer strictement le principe de l'obligation de la collecte, à tour de rôle, pour tous les taillables. Les exemptions de la collecte étaient déterminées par la jurisprudence de la Cour des aides. Lorsqu'un taillable se prétendait chargé injustement des fonctions de collecteur, il pouvait se pourvoir devant le tribunal de l'élection et, en appel, devant la Cour des aides.

Lorsque le général de la paroisse ne voulait pas désigner les collecteurs, l'intendant les nommait lui-même. Ce cas devint très fréquent, et, vers la fin de l'ancien régime, le système de la nomination des collecteurs par les intendants s'était généralisé.

Ce système, loin de mériter le reproche d'arbitraire qu'on pourrait être tenté de lui adresser, donnait de bien meilleurs résultats, dans la pratique, que le système de l'élection par le général.

Les quelques exemples que nous allons citer suffisent à démontrer que les intendants étaient uniquement guidés dans leurs décisions par un sentiment de justice.

Le 28 Novembre 1702, Phélypeaux, intendant de la généralité de Paris, écrivait au Contrôleur général pour justifier une nomination de collecteur à laquelle il avait procédé : « Le sieur Bourgeois a été » nommé d'office collecteur à Nemours parce que c'était son tour de » faire la collecte. Il suffit qu'un seul collecteur, sur quatre, sache lire » et écrire ; souvent même il n'y en a point. Si c'était là un cas » d'exemption, comme Bourgeois le prétend, aucun paysan ne voudrait » plus se faire instruire.

» Quand au recouvrement de l'ustensile, dont Bourgeois voudrait » également être exempté, il y a longtemps qu'on le joint à la taille

à la confection des rôles en présence du premier échevin et du troisième ou du quatrième qui devait appartenir au corps des marchands. Les 4 échevins étaient responsables du recouvrement de l'imposition ; ils pouvaient être contraints solidairement avec les collecteurs, sauf leur recours contre ces derniers.

En 1696, le maire perpétuel fut adjoint aux membres du corps de ville pour la confection du rôle, sur l'avis favorable de l'intendant.

(Lettre du 2 Août 1696 adressée par Phélypeaux au Contrôleur général. A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome 1^{er}, N° 1555).

(1) Edit de Mars 1600

» pour éviter la multiplicité des rôles et épargner une charge au contribuable » (1).

Le 28 Décembre 1706, Phélypeaux écrivait encore au Contrôleur général au sujet d'une autre nomination d'office de collecteur :

« Vous m'avez fait l'honneur, par votre lettre du 22 de ce mois, de m'envoyer un placet et des pièces qui vous ont été présentées par Monsieur le Procureur général de la Cour des aides sur la nomination d'office que j'ai faite du nommé Nono pour être collecteur l'année prochaine de la paroisse de Brie-Comte-Robert. Il y a 5 ou 6 ans que Monsieur le Procureur général de la Cour des aides exempte, par son crédit et sa protection, cet homme de la collecte ; et, sur ce que je lui représentai l'année dernière qu'il falloit qu'il y passât absolument cette année, il lui a donné une prétendue commission de sous-substitut au grenier à sel, qu'il a fait enregistrer au mois de Juillet dernier, quoique la charge de procureur du roi soit remplie. Je crois la prétention de Monsieur le Procureur général chimérique : il se fonde sur une déclaration de 1663 qui n'a jamais eu son exécution ; il pourroit, si cela étoit, sur sa simple commission, faire plusieurs exempts, et les meilleures bourgeois des villes : ce qui porteroit préjudice au secours du roi. Il y a déjà trop d'exempts et vous l'avez si bien reconnu que, par l'édit du mois d'Août 1705 et celui du mois de Septembre dernier, vous en avez supprimé une partie, parce que ces exemptions sont fort à charge au peuple. Je ne crois pas, dans ce temps ici, qu'il faille les augmenter, quand, principalement, il n'y a point de finance. Mais, pour toutes ces raisons là à part, Monsieur le Procureur général, dans cet occasion, a tort de se plaindre : il n'y a qu'à lire l'article 21 de l'édit du mois de Septembre dernier pour décider l'affaire. Ce Nono est fermier, laboureur et fait un gros commerce dans la ville ; c'est ce qui m'a obligé de choisir un collecteur bon et solvable, entre les mains duquel les deniers du roi fussent en sûreté car l'imposition est grosse, et on a de la peine à trouver présentement de bons collecteurs » (2).

Cette lettre fait apparaître l'intendant de Paris dans son rôle de redresseur de torts. Comme le souci de justice fiscale de Phélypeaux coïncidait avec l'intérêt bien compris du roi, le Contrôleur général adopta ses conclusions et opposa une fin de non-recevoir aux intolérables prétentions de Bosc, Procureur général à la Cour des aides.

(1) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome II, N° 452.

(2) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome II, N° 1165.

Le règlement du 20 Mars 1673 avait fixé au début du mois de Septembre la date de l'élection des collecteurs par les paroisses en vue de l'assiette et de la levée de la taille de l'année suivante. Cette prescription était rappelée chaque année aux paroisses par des ordonnances de l'intendant et des sentences des élus distribuées par les huissiers des tailles.

Un délai d'environ deux mois était imparti aux paroisses pour procéder à l'élection de leurs collecteurs. Si elles n'avaient pas usé de cette faculté avant la fin du mois d'Octobre, l'intendant ou, en son absence, les élus, nommaient des collecteurs d'office pendant la première semaine du mois de Novembre.

Le règlement du 16 Août 1683 décida que les intendants délivreraient seuls à l'avenir aux receveurs de tailles l'ordonnance par laquelle ils enjoignaient aux paroisses de procéder à la désignation de leurs collecteurs.

La déclaration du 28 Août 1685 autorisa les collecteurs nommés d'office à se pourvoir devant l'intendant, dans les quinze jours de la date de leur nomination. Passé ce délai, il n'était pas permis aux élus et aux Cours des aides de connaître des nominations d'office.

Les collecteurs, dont l'élection ou la nomination avait été définitivement validée, établissaient normalement le rôle au mois d'octobre, c'est-à-dire, dans le premier mois de l'année de la taille (1).

(1) Dans la pratique, les rôles étaient parfois confectionnés beaucoup plus tard. A la suite de la visite de l'élection de Dreux, de Ménars écrivait au Contrôleur général, le 28 Juin 1684 :

« Les collecteurs, après avoir reçu des commissions, sont quelquefois » 2 et 3 mois sans faire leur rôle, et, pendant ce temps-là, ils boivent avec les » contribuables, les menacent et en prennent de l'argent. J'ai fait ce que j'ai pu pour » réprimer cet abus, en ordonnant que les collecteurs feront leur rôle quinzaine » après qu'ils ont reçu la commission, à peine de 20^{l.} d'amende, mais, comme elle » n'est que comminatoire, plusieurs n'y ont pas satisfait ; je serai obligé d'en faire » quelque exemple. ... ».

Le 15 Juillet 1684, après avoir visité l'élection de Senlis, de Ménars écrivait encore au Contrôleur général :

« Aussitôt que j'ai fait les départements et que les collecteurs sont nommés, » ils font les rôles. L'information que j'ai fait faire contre quelques collecteurs qui » avaient pris de l'argent des contribuables et qui retardaient la confection des rôles » a produit ce bon effet. Pour introduire ce même usage dans les autres élections, » il faut nécessairement quelque exemple de sévérité ; les paysans ne se gouvernent » que par la crainte. Lorsque les collecteurs font les rôles de bonne heure, ils » n'exigent ni présents, ni repas au cabaret ; ils font la distribution de la taille avec » beaucoup plus d'égalité ».

En continuant sa tournée d'inspection à travers les élections de sa généralité, de Ménars eut l'occasion de constater que le rôle de la ville de Coulommiers ne se faisait qu'à Pâques et que le rôle de la ville de Nemours n'avait été vérifié que le 4 Janvier. Dans l'élection de Joigny, 10 paroisses n'avaient pas encore établi leur rôle au mois de février.

Les rôles étaient rédigés d'une façon arbitraire, sans autres bases que les cotes portées aux rôles des années précédentes (1). De plus, les collecteurs étaient trop enclins à favoriser leurs amis et à ménager les contribuables puissants de la paroisse.

Colbert s'efforça de remédier aux innombrables abus commis dans la répartition des tailles en autorisant les intendants à majorer ou à diminuer d'office les cotes déterminées par les collecteurs. Lorsque la partialité des collecteurs était de notoriété publique, l'intendant pouvait demander un arrêt du conseil à l'effet de faire procéder à la confection d'office, par un commissaire de son choix, du rôle de la taille.

C'est ainsi qu'en 1690, les habitants de Crécy-en-Brie demandèrent qu'il fût établi par 12 habitants, pour les années 1691 et suivantes, un rôle définitif, dont les cotes, fixées à l'origine suivant les facultés des contribuables, ne pourraient être augmentées ou diminuées dans l'avenir, qu'au sol la livre de l'augmentation ou de la diminution de la taille.

Ils invoquaient, à l'appui de leur prétention, l'exemple de la ville de Meaux où ce système avait été introduit sur l'avis favorable de l'intendant.

De Ménars, intendant de la généralité de Paris, n'admit pas l'assimilation de la ville de Crécy-en-Brie à la ville de Meaux. Il écrivit au Contrôleur général, le 21 Août 1690, pour lui déclarer qu'il croyait bon de ne rien changer à l'usage établi et pratiqué pour la confection des rôles. Toutefois, il formula la proposition suivante :

« . . . Puisque les habitants de Crécy se plaignent que le rôle est mal » fait Sa Majesté peut ordonner que le rôle de l'année prochaine 1691 » sera fait en présence du sieur Macé, président en l'élection de Meaux, » lequel se transportera sur les lieux, entendra tous les habitants, fera

(1) Voici un exemple particulièrement curieux qui montre les collecteurs taxant arbitrairement un contribuable sur des suppositions non vérifiées.

Le 22 Août 1713, Bignon de Blanzv, intendant de la généralité de Paris, était appelé à rendre compte au Contrôleur général des raisons pour lesquelles on avait augmenté la cote de taille d'une vieille femme de Conflans qui avait l'habitude de présenter des cerises au roi.

Voici les conclusions de l'enquête à laquelle il avait fait procéder :

« . . . Elle n'en portoit, il y a 8 ou 10 ans que 15 L., et, à présent, elle porte » plus de 100 L. de toutes impositions, quoiqu'elle n'ait pas augmenté en biens. Elle » a été haussée à la taille d'année en année ; les habitants ont cru qu'elle recevoit » des gratifications considérables lorsque Sa Majesté lui permettoit de lui présenter » des cerises, et c'est sous ce mauvais prétexte qu'ils l'ont augmentée, croyant » qu'elle avoit de quoi payer ces fortes impositions. . . ».

(A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III, N° 1125, Page 397).

» tout ce qui lui sera possible pour connaître les biens, les facultés et
» les tenures d'un chacun, les fera convenir de leurs cotes ou les réglera
» sommairement. J'ai, par ce bon moyen, rétabli l'ordre dans plusieurs
» paroisses de l'élection de Paris ; lorsqu'on est sûr de la probité et de
» l'exactitude de celui qu'on envoie, le succès est certain : le Président
» Macé a ces deux qualités » (1).

En 1702, Phélypeaux, intendant de la généralité de Paris, demanda et obtint un arrêt du Conseil qui commit le Président de l'élection de Paris à la confection du rôle des tailles de la ville de Palaiseau.

Les habitants de cette ville ayant formé opposition à l'arrêt du Conseil, Phélypeaux écrivit au Contrôleur général, le 11 Mars 1702, pour discuter les motifs de l'opposition et justifier l'attitude qu'il avait cru devoir adopter :

« Si l'on ne met pas un frein quelquefois aux collecteurs,
» disait-il, et si on les laisse agir toujours suivant leurs passions et
» leurs cabales, souvent même par l'argent qu'ils exigent des taillables
» pour diminuer leurs cotes ou pour ne pas les augmenter, dont la
» preuve est très difficile, et par là l'impunité, il est certain qu'il y
» aura une infinité de paroisses ruinées » (2).

Phélypeaux eut recours au même procédé, en 1709, pour la confection du rôle de la taille de la ville de Montereau. Le rôle fut dressé par le président de l'élection mais les collecteurs se refusèrent à le signer et à le faire exécuter. En présence de la mauvaise volonté des collecteurs, le président déposa le rôle au greffe et ordonna qu'un huissier des tailles serait chargé d'en opérer le recouvrement, aux risques, périls et fortunes des collecteurs.

Le peuple s'étant soulevé dès le commencement du recouvrement, Phélypeaux apaisa l'émeute en établissant, conjointement avec les officiers et les collecteurs, un nouveau rôle de la taille (3).

En dehors de ces cas exceptionnels où l'impartialité et l'esprit d'équité d'un magistrat étaient mis en échec par le parti-pris et la mauvaise volonté des intéressés, le système de la confection des rôles par des commissaires, spécialement désignés à cet effet, produisait de très bons résultats.

(1) A.-M. DE BOISLISLE « *Mémoire de la Généralité de Paris* ».

(2) A.-M. DE BOISLISLE « *Correspondance des Contrôleurs généraux* », Tome II, N° 375.

(3) A.-M. DE BOISLISLE « *Correspondance des Contrôleurs généraux* », Tome II, N° 1210.

Lettre de Phélypeaux au Contrôleur général reproduite dans le paragraphe 1^{er} du chapitre 4.

La conception qu'Auillon, président de l'élection de Paris, se faisait de son rôle de commissaire à la confection du rôle des tailles est exposée dans un mémoire qu'il adressait à Desmaretz, Directeur des finances, le 23 Janvier 1705. Elle mérite d'être rapportée :

« Lorsque le président de l'élection de Paris a l'honneur d'être »
» commis à la confection et vérification des rôles de quelque paroisse,
» voici ses principes. Comme il sait, par l'expérience que l'application
» à son devoir lui a apprise depuis qu'il a l'honneur d'être en place,
» qu'un des grands inconvénients des paroisses sont les cabales
» formées pour nommer les collecteurs, et que, lorsqu'elles réussissent
» bien, il est assuré que tous les jeunes hommes, lesquels n'ont point
» été collecteurs, sont extrêmement ménagés, parce que les collecteurs
» les craignent tellement qu'il n'osent les augmenter de peur d'être
» ruinés à leur tour, ce qui fait qu'il y a tels habitants qui porteroient
» 20 et 30^L. de taille, qui, par ces abus, sont 10, 12 et 15 années à ne
» payer que 4 à 5^L., la première diligence que fait le président de
» l'élection là-dessus est de s'informer des gens qui n'ont point été collec-
» teurs dans la paroisse dans laquelle il est commis, et la qualité des
» biens que ces gens possèdent : après quoi, il engage les collecteurs à
» leur donner leur véritable taux. Les remontrances dont il se sert
» pour cela envers ces collecteurs qui sont ordinairement rétifs sur cet
» article, par la crainte du retour sur eux, est qu'il leur dit qu'ils
» n'ont qu'à se disculper et dire aux gens qui se plaindront qu'ils
» n'ont aucune part à cette action, et que c'est le sieur commissaire.
» Cela apaise presque tout d'un coup les plaintes, et les particuliers,
» d'ailleurs, ne se trouvant jamais trop taxés les années suivantes, ne
» font plus de cabales et les choses se trouvent réduites au point de la
» justice que l'on a pu rendre sur les instructions que l'on peut
» prendre sur ces sortes de matières....» (1).

Le système de la confection du rôle des tailles par un commissaire commença à se généraliser dans les dernières années du règne de Louis XIV.

Un arrêt du Conseil du 5 Juillet 1707 autorisa les intendants « à »
» commettre leurs subdélégués, ou tels des officiers des élections
» qu'ils jugeraient à propos pour faire procéder, en leur présence, à
» la confection des rôles des tailles des paroisses dans lesquelles les
» intendants le jugeraient nécessaire, pour, par ceux qui seraient par
» eux commis, tenir la main à ce que les tailles fussent réparties avec

(1) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome II, N° 744.

» justice et égalité sur les contribuables, par rapport à leurs biens
» et facultés, sans avoir égard aux sentences ou arrêts de réduction
» qu'ils auraient obtenus. A cet effet, le roi ordonnait que les
» habitants desdites paroisses seraient tenus de représenter aux
» intendants, aux lieux et jours qu'ils indiqueraient, un état de leurs
» biens et facultés, avec les pièces justificatives, et que ce qui serait
» par eux ordonné pour parvenir à la confection desdits rôles serait
» exécuté nonobstant toutes oppositions ou autres empêchements,
» dont, si aucuns intervenaient, Sa Majesté attribuait la connaissance
» auxdits intendants, sauf l'appel de leurs jugements au Conseil ».

Cette extension des pouvoirs des intendants en matière de taille ne fut que fort peu goûtée par les magistrats des Cours des aides.

Le 10 Septembre 1707, Bosc, Procureur général à la Cour des aides de Paris, écrivait au Contrôleur général :

« Permettez-moi de vous remontrer que cet arrêt fait un tort
» considérable à la Cour des aides, puisqu'il lui ôte entièrement la
» connoissance des tailles qui est une de ses plus anciennes
» attributions, et qu'il peut en arriver de grands inconvénients en ce
» que Messieurs les Intendants seront obligés de s'en rapporter ou à
» leurs subdélégués ou à des officiers des élections, qui seront maîtres
» d'augmenter ou de diminuer par ce moyen ceux qu'ils voudront ; et,
» comme il arrive souvent qu'ils ont leurs créatures et qu'ils ont des
» gens à qui ils en veulent, ils seront maîtres de les ruiner, au lieu que
» la Cour des aides n'a aucun intérêt de juger qu'un particulier soit
» trop ou moins taxé. La Compagnie me prie de vous faire agréer ses
» remontrances à ce sujet » (1).

En dépit de ces protestations intéressées, les dispositions de l'arrêt du Conseil du 5 Juillet 1707 furent confirmées par l'édit du mois d'Août 1715.

Si les collecteurs de toutes les paroisses n'étaient pas également suspects de partialité, il y avait toujours quelques taillables insuffisamment taxés, au préjudice des autres taillables inscrits sur le même rôle. De ce nombre, étaient les collecteurs eux-mêmes, les fermiers des seigneurs et des bourgeois puissants, les magistrats et les fonctionnaires locaux (2).

(1) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome II, N° 1307.

(2) Dans une circulaire adressée aux intendants des généralités taillables au cours de l'année 1695, le Contrôleur général émettait l'avis suivant :

« Je suis persuadé que plusieurs cotes d'office, faites avec discernement, « pourraient beaucoup contribuer au soulagement des plus foibles taillables. Vous

Pour réprimer les abus de ce genre qui étaient, à vrai dire, inhérents au système de répartition des impositions, on ne trouva pas de remède plus efficace que d'autoriser les intendants à taxer d'office les contribuables cotisés trop bas par les collecteurs.

L'article 7 du règlement du 22 Août 1642 et l'article 8 du règlement du 16 Avril 1643 ordonnèrent que les personnes qui n'auraient pas été imposées dans les rôles des tailles à des sommes proportionnées à leurs biens fonds et revenus seraient taxées par les intendant, trésorier de France et élus qui auraient assisté au département. Par la suite, les intendants furent autorisés à déterminer seuls les cotes d'office de cette catégorie de personnes.

Les mêmes articles des mêmes règlements ordonnaient également que « lesdits intendants, trésoriers de France et officiers des élections » taxeraient et cotiseraient d'office les officiers et privilégiés dont « les exemptions avaient été révoquées par l'édit du mois de » novembre 1640 et en feraient un rôle ou état qui serait mis ès-mains « du receveur ou commis à la recette des deniers desdites impositions, » pour en faire le recouvrement » (1).

Les règlements de 1642 et de 1643 procédaient de deux considérations différentes. Ils avaient, en premier lieu, pour objet de permettre aux intendants, trésoriers de France et élus de taxer d'office les taillables insuffisamment cotisés par les collecteurs. C'était, non pas un pouvoir discrétionnaire à exercer sur l'ensemble des cotes, mais un simple droit d'augmentation des cotes jugées trop peu élevées.

Il faut croire que les intendants étaient tentés de donner à leurs pouvoirs une extension qu'ils ne comportaient pas, car Colbert dut leur en rappeler les limites, par une lettre circulaire, en date du 9 Octobre 1681 :

« Le roi, ayant reçu des plaintes de quelques provinces que MM. les » intendants et commissaires départis faisoient souvent des taxes

« savez qu'il y en a principalement de deux sortes : les unes, sur ceux qui, par des » cabales ou par leur crédit dans les paroisses, sont trop peu imposés par les rôles ; et » les autres regardent ceux qui, étant domiciliés dans une paroisse, font valoir des » héritages dans une ou plusieurs paroisses voisines de leur domicile. C'est seulement » dans ce dernier lieu où ils doivent être imposés pour tous leurs biens, exploitations » et facultés ; mais, en les y taxant d'office, il faut s'appliquer en mesme temps à faire » justice à ces paroisses voisines sur le territoire desquelles ce cotisé d'office fait ses » exploitations ».

(A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome 1^{er}, N° 1456).

(1) GUYOT « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXII, § VIII, Article XXXIII, Pages 377 et 378.

» d'office en diminution au lieu que l'intention de Sa Majesté n'a
» jamais été, par ses édits et arrêts, que de leur donner le pouvoir
» d'en faire une augmentation, pour empêcher que les principaux
» des lieux ne se fassent décharger par les collecteurs, Sa Majesté m'a
» ordonné de vous écrire pour savoir de vous si, en effet, vous en
» avez fait de cette sorte, pour vous dire, en ce cas, qu'elle ne veut
» point que vous en fassiez jamais aucune, sous quelque prétexte et
» pour quelque raison que ce soit ; mais, Sa Majesté vous ordonne en
» même temps de faire beaucoup de taxes d'office en augmentation,
» Sa Majesté jugeant qu'il n'y a rien qui soit plus avantageux à ses
» peuples que l'égalité de sa taille »(1).

En second lieu, les règlements de 1642 et de 1643 avaient pour objet, en prescrivant l'établissement de rôles spéciaux sur lesquels seraient taxés et cotisés d'office, par les intendants, trésoriers de France et élus, les anciens privilégiés dont les exemptions avaient été révoquées, de protéger ceux-ci contre l'animosité et la malveillance des collecteurs.

C'est la même considération qui guida les rédacteurs de l'édit du mois d'Août 1715, destiné à supprimer différents offices, privilèges et exemptions accordés depuis 1689, et qui les amena à décider « qu'il
» serait fait dans les rôles des tailles un chapitre particulier des
» personnes qui étaient dans le cas de la révocation, et qu'elles seraient
» taxées d'office par les intendants, chacune dans les villes et paroisses
» où elles faisaient leur résidence » (1).

L'augmentation des cotes des contribuables favorisés par les collecteurs était une des principales préoccupations des intendants en matière de taille.

Colbert, ayant demandé aux intendants de lui faire parvenir l'état des cotes d'office qu'ils avaient fixées, de Ménars lui adressa celui de la généralité de Paris, accompagné de la lettre suivante ;

Paris, ce dernier Novembre 1682.

« Je vous envoie, suivant l'ordre que vous m'en avez donné, l'état
» des cotes d'office que j'ai faites. J'ai examiné, dans ma dernière
» visite, tous les rôles des tailles. Ceux qui ne portaient pas ce qu'ils
» devaient, suivant leurs facultés et leur commerce, ont été taxés ainsi
» que les collecteurs des tailles qui s'étaient diminués et les officiers
» qui possèdent deux charges, l'une desquelles les exempte de taille,

(1) P. BAUDRY « Mémoires de N.-J. Foucault », Page 474.

(1) GUYOT « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § VIII, Article XXXIII, Page 378.

» ce que j'ai fait aux termes de la déclaration du roi du
 » 13 Novembre 1680. Ceux qui font valoir en plusieurs paroisses ont
 » été taxés dans celle de leur domicile et j'ai déchargé à proportion les
 » paroisses où ils font valoir. Vous verrez, Monsieur, que, sans avoir
 » aucun égard que celui du soulagement des plus pauvres, tous les
 » officiers de justice et les fermiers des seigneurs qui ne portaient rien
 » sont taxés. J'espère que le travail que j'ai fait facilitera le recou-
 » vrement et diminuera les frais ; ils sont diminués du tiers depuis
 » deux ans. Je tâcherai de faire encore mieux cette année, et de vous
 » donner, par l'application que j'ai au service, des marques de ma
 » parfaite reconnaissance et du profond respect etc. » (1).

Voici quelques exemples des cotes d'office portées par de Ménars que nous avons extraits d'un état qui ne comprend pas moins de 25 pages :

Élection de PARIS

PALaiseau.

Marcel Richard, procureur fiscal, pour son bien et pour
 ce qu'il fait valoir 350 ^{L.}

VITRY.

Gilles Chalouvrier, fermier de la seigneurie, à cause de son
 grand commerce et de ses facultés..... 700 ^{L.}

LA CHAPELLE-SAINT-DENIS.

Braquet, lieutenant et chirurgien, qui, par ses cabales, n'est
 pas sur le rôle, portera..... 60 ^{L.}

LE BOURGET.

Jacques Cotelte, collecteur, qui portait en 1681, 60 ^{L.}, et s'est
 taxé lui-même, en 1682, à 20 sols, portera 100 ^{L.}

SAINT-CLOUD.

Jean Déon, officier de bouche de Monsieur, taxé pour sa
 dérogeance 100 ^{L.}

BRIE-COMTE-ROBERT.

Etienne Bertot, procureur, qui ne payé que 22 ^{L.}, payera. . 70 ^{L.}
 M^e Charles Lainé, bailli, qui n'est pas sur le rôle, payera .. 100 ^{L.}

(1) A.-M. DE BOISLISLE « *Mémoire de la Généralité de Paris* », Page 506.

M^e Tessier, procureur du roi et médecin, qui n'est pas sur le rôle, payera..... 40 L.

CHATENAY.

Antoine d'Auxerre, collecteur, lequel s'est imposé, en 1682, à 20 sols et qui était taxé, en 1681, à 44 L., portera..... 50 L.

René d'Orléans, vigneron, collecteur, lequel s'est imposé, en 1682, à 20 sols et qui était taxé, en 1681, à 70 L., payera. 80 L.

Jacques Ferrault, vigneron, collecteur, lequel s'est imposé, en 1682 à 20 sols et qui était taxé, en 1681, à 65 L., payera.. 70 L.

Election de NEMOURS.

VILLE DE NEMOURS.

M^e Marin Berthelet, ci-devant lieutenant-particulier au bailliage, qui ne portait sur le rôle que 5 sols, payera..... 40 L.

Louis Gerbin, commis aux aides, que les collecteurs ont mis au nombre des exempts, quoiqu'il ait été compris au rôle des tailles avant d'être commis, portera..... 40 L.

LORREZ.

Simon de la Noue, collecteur, qui ne portait que 30 L., faute par lui d'avoir mis dans le rôle le nombre des feux et charruës, suivant notre ordonnance du 2 Octobre 1681, portera..... 60 L.

Election de NOGENT.

VILLE DE NOGENT.

François Philippon, huissier au châtelet, qui ne porte sur le rôle que 17 L. et qui cabale avec les collecteurs, portera.. 100 L. etc.

On peut juger, d'après l'importance des redressements opérés, de l'utilité de la bonne justice fiscale rendue par de Ménars.

Cependant, les collecteurs, grâce à la complicité des élus, réussissaient à tourner les décisions de l'intendant. Pour arriver à ce résultat, il leur suffisait de majorer le rôle du montant de la taxe d'office dont ils désiraient éviter le paiement à leurs protégés.

Cette fraude au deuxième degré ne tarda pas à être connue du gouvernement. Colbert la signala aux intendants dans la lettre circulaire qu'il leur adressa, le 10 Février 1683.

Voici les termes de cette lettre :

« L'on a observé dans quelques généralités du royaume que les
» élus ou les collecteurs des tailles, pour éviter les taxes d'office faites
» par Messieurs les intendants et commissaires départis, imposent
» dans les rôles plus qu'il n'est porté par les mandemens des élus,
» jusqu'à concurrence des taxes d'office qu'ils ne veulent pas faire
» payer et, par ce moyen, déchargent les taxés d'office. Le roi
» m'ordonne de vous en donner avis, afin que vous y preniez garde,
» et, en cas que vous trouviez que les officiers des élections, qui
» auront calculé et vérifié ces rôles, ne les aient pas réduits à la
» somme contenue aux mandemens, Sa Majesté interdira ces officiers
» sur les procès-verbaux que vous en ferez » (1).

En même temps qu'on s'efforçait d'apporter plus de justice dans la répartition de l'impôt en substituant des taxes d'office aux cotes de faveur, on cherchait à éviter la multiplication des exemptions de taille et de collecte si préjudiciables aux intérêts du roi et des pauvres taillables.

Le 21 Novembre 1681. Colbert écrivait aux intendants : « J'ai vu
» quelquefois, dans les lettres de Messieurs les commissaires départis
» qu'ils se sont plaints du trop grand nombre d'exempts de taille et
» de collecte qui se trouvent dans les paroisses de chacune généralité,
» sous prétexte de commis d'aides, papier timbré, contrôle des
» exploits et autres de toute nature ; et, comme ces privilèges peuvent
» porter un préjudice considérable aux taillables, je vous prie
» d'examiner avec soin ce qui se passe sur ce sujet dans l'étendue
» de la généralité de Sur quoi, vous devez observer que,
» si ces commis de toute nature sont habitans des paroisses, ils ne
» doivent pas estre exempts, mais ils doivent seulement être imposés
» aux mêmes taux qu'ils étoient avant leur commission, et, si ce sont
» des commis qui n'aient jamais été imposés et qui n'aient aucuns
» biens dans la paroisse, ils ne peuvent vraisemblablement porter
» aucun préjudice aux taillables » (2).

Le 14 Décembre 1687, le Contrôleur général Claude Le Peletier, successeur de Colbert, ordonnait aux intendants de dresser un rôle ou état des privilégiés établis et demeurant dans les paroisses de leur département, sur lequel seraient indiqués leurs noms et le titre en

(1) P. BAUDRY « Mémoires de N.-J. Foucault », Page 492.

(2) P. BAUDRY « Mémoires de N.-J. Foucault », Page 475.

L'année précédente, une déclaration du roi avait assujéti à la taille les fonctionnaires civils et judiciaires des maisons royales.

vertu duquel ils jouissaient de l'exemption de la taille, en totalité ou en partie, ainsi que de la collecte. Il leur demandait en même temps de lui faire savoir si les commissions n'avaient pas été multipliées plutôt pour les exemptions qui y étaient attachées que pour la levée des droits du roi.

Les édits du mois d'Août 1705 et du mois de Septembre 1706 supprimèrent une partie des exemptions dont bénéficiaient les titulaires d'un grand nombre d'emplois publics. Il ne semble pas d'ailleurs que ces édits furent strictement exécutés si l'on en juge par la circulaire suivante que le Contrôleur général Desmaretz adressait aux intendants, le 21 Décembre 1708 :

« Il revient au roi, de plusieurs provinces, que les précautions que
» Sa Majesté avoit prises par ses édits du mois d'Août 1705 et du
» mois de Septembre 1706 sont inutiles, et que cela n'empêche pas
» qu'il n'y ait beaucoup d'officiers qui jouissent de toutes sortes
» d'exemptions et de privilèges, quoiqu'ils n'aient aucun droit de le
» faire. On se plaint aussi que les fermiers de Sa Majesté et les
» traitants ont tellement multiplié le nombre des commis, qu'ils en
» ont établi sans nécessité dans plusieurs paroisses. Cet abus cause
» un très grand désordre, parce que ce sont, d'ordinaire, les plus riches
» habitants qui obtiennent des commissions, de sorte qu'ils
» s'exemptent par là des charges publiques, et qu'ils les font retomber
» sur les plus foibles. Sa Majesté m'a ordonné de vous faire savoir
» qu'elle désire que vous remettiez en vigueur ces édits dans votre
» département..... » (1).

L'article 5 de l'édit du mois de Janvier 1713 régla les conditions dans lesquelles les intendants pourraient taxer d'office les contribuables insuffisamment cotisés au rôle. « Enjoignons très-expres-
» sément, y est-il dit, aux intendants et commissaires départis dans
» nos provinces et généralités de s'informer exactement de l'inégalité
» et du peu de proportion qui se trouve dans les cotes des
» particuliers compris dans les rôles des tailles, et pour en prendre
» par eux-mêmes une connaissance assurée, de se faire rapporter les
» rôles des tailles des années 1710, 1711 et 1712. Et voulons que ceux
» qui n'auront pas été imposés à des sommes proportionnées à leurs
» biens-fonds et revenus, soient taxés d'office par les commissaires
» départis même pour l'année présente 1713, sur le pied des cotes les
» plus fortes, pour lesquelles ceux qui leur seront égaux en biens-

(1) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III, N° 248.

» fonds et revenus sont compris dans les rôles de la même paroisse :
» ce que nous voulons être exécuté, nonobstant que les rôles des
» tailles de ladite année 1713 soient faits, arrêtés et vérifiés, et sans
» avoir égard aux sommes pour lesquelles ils auront été compris dans
» les rôles » (1).

Les modalités de la taxation d'office déterminées par l'article 5 de l'édit de Janvier 1713 furent modifiées par l'article 6 de l'édit du mois d'Octobre de la même année.

Cet article est ainsi conçu : « Comme il nous a été remontré que les
» taxes d'office que nous avons permis, par notre édit du mois de
» Janvier dernier aux intendants et commissaires départis pour
» l'exécution de nos ordres, de faire sur les particuliers qui n'auront
» pas été imposés dans les rôles à des sommes proportionnées à leurs
» biens-fonds et revenus, pourroient donner lieu à différents abus, et
» que le recouvrement en deviendrait d'ailleurs incertain et difficile,
» surtout si elles étoient faites postérieurement à la vérification des
» rôles, nous ordonnons qu'à commencer du jour de l'enregistrement
» du présent édit, toutes les taxes d'office qui seront faites par
» lesdits commissaires départis seront comprises dans les rôles des
» tailles, sans pouvoir y être ajoutées après que la vérification en
» aura été faite ; leur permettons néanmoins d'augmenter aux rôles de
» l'ustensile et de la capitation les cotes des particuliers qu'ils
» apprendront s'être fait indument diminuer dans celui des tailles de
» la même année ; voulons que l'excédent des cotes de capitation
» et d'ustensile tourne à la décharge des redevables desdites
» paroisses » (2).

Nous avons indiqué les principaux moyens auxquels le gouvernement avait recours pour assurer une répartition plus équitable de la taille ; confection des rôles en présence de commissaires spécialement désignés à cet effet, taxation d'office des particuliers cotisés trop bas, révocation d'un certain nombre de privilèges et d'exemptions par les édits de Novembre 1640 et d'Août 1715 et limitation du nombre des commissions d'officiers publics.

Il faut encore mettre au compte du désir qu'avait le roi de soulager ses sujets taillables les recherches entreprises et les poursuites engagées contre les usurpateurs de titres de noblesse qui se faisaient indument exempter de la taille.

(1) GUYOT « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § VIII, Article XXXIII, Page 377.

(2) GUYOT « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § VIII, Article XXXIII, Page 377.

Louis XIV ordonna la recherche des faux nobles par l'arrêt du Conseil du 22 Mars 1666.

Par un autre arrêt du Conseil, en date du 19 Juillet 1672, il ordonna que tous ceux qui auraient été condamnés comme usurpateurs de titres de noblesse et qui continueraient néanmoins leurs usurpations, seraient condamnés par les intendants à de nouvelles amendes, lesquelles seraient perçues par les receveurs de tailles.

La déclaration du 4 Septembre 1696 ordonna que de nouvelles recherches seraient entreprises. Les contrevenants dont elles auraient amené la découverte devaient être assignés pardevant les commissaires départis dans les provinces et condamnés à 2.000 livres d'amende et à telles sommes qui seraient arbitrées par les mêmes commissaires pour l'indue exemption dans le passé de la contribution aux tailles et autres impositions ou charges des paroisses de leur demeure, suivant les ordonnances et règlements, ensemble, aux deux sous pour livre de ces amendes et restitutions. Les faux nobles condamnés pouvaient en appeler au Conseil des ordonnances rendues par les intendants.

La déclaration du 16 Janvier 1714 décida que la recherche des usurpateurs de titres de noblesse serait terminée incessamment par les intendants et par la commission du Conseil établie à cet effet; elle ordonnait en conséquence que, dans les trois mois du jour de l'enregistrement, tous ceux qui prétendraient la noblesse, et dont les instances étaient indécises, seraient tenus de les faire juger, et que, dans le même délai, ceux qui n'avaient pas encore été recherchés seraient assignés et tenus de remettre leurs titres entre les mains des intendants pour être fait droit ainsi qu'il appartiendrait (1).

Le rôle de la taille, après avoir été confectionné par les collecteurs (2)

(1) GUYOT « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § VIII, Article XL, Page 399.

(2) Nous entendons par là que les indications portées au rôle avaient été dictées par les collecteurs. Un grand nombre de collecteurs étaient, en effet, complètement illettrés et ceux qui possédaient quelques connaissances n'étaient généralement pas capables d'établir eux-mêmes un rôle.

Ce détail n'était pas ignoré des administrateurs de l'ancien régime mais, comme il n'était pas possible de supprimer brutalement une institution qui fonctionnait depuis plusieurs siècles, on s'efforçait seulement d'assurer aux collecteurs la liberté de faire écrire leur rôle par des personnes de leur choix. On désirait surtout éviter la pression que les huissiers des tailles exerçaient sur les collecteurs pour obtenir le monopole de fait de l'établissement des rôles et, par ce moyen, faire peser sur les contribuables, une véritable tyrannie.

C'est ainsi qu'en 1684, de Ménars se proposait d'insérer dans la commission des tailles un article par lequel il serait fait défense aux huissiers des tailles de faire les rôles directement ni indirectement, à peine d'interdiction et de 100 L. d'amende.

ou par le commissaire de l'intendant, était remis à l'élection. Les élus le calculaient, le vérifiaient et le rendaient exécutoire.

La minute du rôle était conservée au greffe de l'élection. Il en était établi un extrait qui était adressé aux collecteurs et d'après lequel s'effectuaient les opérations du recouvrement.

Le principe de la solidarité des habitants avait pour corollaire le principe de la publicité des rôles, chaque débiteur solidaire ayant intérêt à connaître la part de dette imposée à ses codébiteurs.

Dès que le rôle exécutoire était en la possession des collecteurs, ceux-ci procédaient à sa publication. Elle avait lieu, suivant la tradition, « à cri public », à l'issue de la grand'messe.

A la suite de la publication du rôle, le mécontentement des contribuables s'estimant cotisés trop haut se donnait libre cours. Judiciairement, il pouvait se manifester par un certain nombre d'actions, toutes dirigées contre les collecteurs qui, bien que simples mandataires du général de la paroisse, n'en étaient pas moins personnellement et solidairement responsables de leurs erreurs et de leurs malversations.

Les collecteurs étaient assignés devant le tribunal de l'élection.

Les élections étaient compétentes en premier et dernier ressort jusqu'à 30 livres (1). L'appel des affaires dont le principal excédait cette somme et de toutes les affaires d'exemptions et de privilèges était porté devant les Cours des aides (2).

Lorsque les intendants eurent reçu le droit de taxer d'office, les particuliers qui s'estimaient imposés au-delà de leurs facultés furent autorisés à porter leur réclamation devant l'intendant lui-même. S'ils n'obtenaient pas satisfaction, ils étaient recevables à en appeler au Conseil du roi de la décision de l'intendant.

L'intendant et le Conseil du roi statuaient en la forme du contentieux administratif, sur pièces, sur papier libre et sans frais.

(1) Les officiers des élections devaient juger les instances en surtaux sommairement, à l'audience et sans frais. Cette règle n'était malheureusement pas toujours observée, C'est ainsi qu'en 1684, de Ménars eut l'occasion de constater que les officiers de l'élection de Dreux exigeaient 3L. d'honoraires pour rendre un jugement sur une action en surtaux.

(2) Un arrêt du Conseil du 5 Janvier 1665 avait permis aux élus d'ordonner des rejets jusqu'à concurrence de 500L., non sans leur imposer l'obligation de prévenir l'intendant. Cette prescription n'ayant pas été respectée, un nouvel arrêt abaissa à 200L. le taux des rejets et décida que les élus devraient, avant de les ordonner, présenter à l'intendant, en vue de la répartition ultérieure du montant des rejets, les jugements de l'élection et les arrêts de la Cour des aides.

(D'après Charles GODART « Les pouvoirs des intendants sous Louis XIV »).

C'était un immense progrès sur la procédure lente, compliquée et très onéreuse des élections et des Cours des aides.

L'arrêt du Conseil du 5 Juillet 1707, confirmé plus tard par l'édit du mois d'Août 1715, qui autorisait les intendants à faire confectionner les rôles des tailles par des commissaires de leur choix, leur attribuait la connaissance, sauf appel au Conseil, « de toutes » oppositions ou autres empêchements aux ordres qu'ils auraient » donnés pour parvenir à la confection desdits rôles ».

Malheureusement, à la suite des protestations formulées par les Cours des aides, l'appel des décisions des intendants leur fut rendu. C'est ainsi qu'une déclaration promulguée le 7 Décembre 1715, trois mois après la mort de Louis XIV, autorisa les contribuables taxés d'office à se pourvoir, non plus au Conseil, mais à la Cour des aides, par appel de la taxe d'office (1). On admit de même que les actions nées d'un rôle établi par un commissaire seraient, en dernier ressort, de la compétence de la Cour des aides.

Les intendants ne conservèrent, jusqu'en 1761, que le contentieux des tailles des anciens privilégiés, cotisés sur un rôle spécial, en vertu de l'édit du mois d'Août 1715.

Quant aux requêtes gracieuses en remise ou en modération de l'imposition motivées par des événements postérieurs à l'établissement du rôle, elles étaient adressées aux intendants. Ceux-ci les examinaient et, si elles étaient reconnues fondées, ils prononçaient la remise ou la modération demandée en prélevant le montant de l'exonération sur les fonds de secours spéciaux imposés en sus de la taille.

Après avoir publié le rôle, les collecteurs procédaient à son recouvrement. Pour en faciliter les opérations, chacun d'eux s'attribuait une partie du territoire de la paroisse, ordinairement la plus rapprochée de son domicile.

(1) GUYOT « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § VIII, Article XXXIII, Page 382.

Dans son amour-propre aveugle de magistrat de XVIII^{me} siècle, GUYOT ajoute : « Le droit des Cours des aides de recevoir ces sortes d'appel est aussi ancien que » l'attribution du département des tailles aux intendants. La déclaration du » 16 Avril 1643 veut expressément que les appels des ordonnances rendues par ces » magistrats sur le fait des tailles ne puisse être relevés qu'à la Cour des aides du » département ». Et il cite un arrêt du Conseil du 2 Septembre de la même année qui en casse un autre rendu au parlement contre cette disposition et ordonne qu'elle sera exécutée selon sa forme et teneur.

Comme on le voit, l'auteur du « Traité des Offices » évite soigneusement de faire allusion à l'éclipse qu'avait subie le prestige des cours souveraines sous le règne de Louis XIV.

L'année de la taille commençait le 1^{er} Octobre de chaque année et prenait fin le 30 Septembre de l'année suivante. La taille était payable en 4 termes et à terme échu. L'échéance du premier terme était fixée au 1^{er} Janvier, celle du second terme au 1^{er} Avril, celle du troisième terme au 1^{er} Juillet et celle du quatrième terme au 1^{er} Octobre.

Les collecteurs étaient personnellement et solidairement responsables du recouvrement de la taille. A l'échéance de chaque terme, ils devaient donc remettre au receveur des tailles de l'élection un quart du montant total du rôle. Lorsqu'un certain nombre de contribuables ne s'étaient pas acquittés en temps utile, ils n'avaient d'autre ressource que de se substituer à eux pour désintéresser le receveur des tailles.

Si les collecteurs ne pouvaient pas compléter de leurs deniers la somme exigible, le receveur des tailles engageait immédiatement contre eux des poursuites judiciaires. Comme il s'agissait de débiteurs solidaires, les poursuites étaient exercées contre le plus solvable.

Au cas où la vente forcée des biens des collecteurs produisait une somme insuffisante, le receveur des tailles pouvait assigner la paroisse en solidité devant le tribunal de l'élection. La solidité une fois prononcée, le receveur des tailles pouvait faire saisir et vendre les biens des habitants les plus riches (1).

En général, les choses n'en arrivaient pas jusque-là mais, d'autre part, jamais les collecteurs n'étaient intégralement payés aux échéances. On taxait plus, à cette époque, sur les apparences que sur la réalité ; les paysans le comprenaient si bien qu'ils tenaient à donner aux collecteurs, qui étaient en même temps les assesseurs, l'absolue certitude de leur pauvreté.

La résultante de ces attitudes individuelles en face de l'impôt, c'était, pour le subdélégué et pour les élus, l'impression qu'ils avaient à faire à une paroisse d'autant plus pauvre que le recouvrement de la taille y donnait lieu à plus de difficultés.

Lorsque les collecteurs ou les principaux habitants d'une paroisse avaient payé aux lieu et place de contribuables insolubles, les cotes de ceux-ci étaient réimposées l'année suivante et servaient à rembourser ceux qui en avaient fait l'avance.

Pratiquement, les collecteurs qui avaient, soit volontairement, soit

(1) L'obligation de solidité ou solidarité qui nous semblerait exorbitante, aujourd'hui, en matière fiscale, ne fut supprimée, que par la déclaration du 3 Janvier 1775 due à l'initiative de Turgot. On la laissa néanmoins subsister pour l'appliquer aux paroisses dont les habitants appuieraient par une révolte ouverte leur refus de payer la taille.

en subissant la saisie et la vente de leurs biens, désintéressé le receveur des tailles, exerçaient à leur tour des poursuites contre les contribuables défaillants. Cette incidence de la saisie produisait un résultat social déplorable puisqu'elle privait en même temps de leurs biens le collecteur et le redevable. Aussi, était-il préférable de laisser les collecteurs prendre les devants sur le receveur des tailles dans la voie des poursuites judiciaires.

Dans certains cas, les receveurs des tailles faisaient contraindre les collecteurs par corps. Ce système produisait de mauvais résultats car il arrachait les collecteurs à leurs occupations, parfois à l'époque des moissons ou à celle des semailles; de plus, le régime pénitentiaire était si peu sévère qu'il n'incitait pas le collecteur emprisonné à se libérer de ses dettes. Il lui fournissait, au contraire, d'étranges facilités pour en contracter de nouvelles.

C'est du moins ce qu'affirmait de Ménars dans le rapport qu'il adressait au Contrôleur général, à la suite de la visite de l'élection de Mantes, le 1^{er} Juillet 1684 : « . . . Je remarque que les receveurs qui » ne profitent pas des frais ne font des prisonniers que pour l'exemple, » afin que les autres collecteurs, appréhendant un pareil traitement, » s'efforcent de payer. Ils ont soin que le geôlier ne laisse pas vaguer » les prisonniers, et qu'on ne leur donne que la nourriture que je leur » ai réglée, et qui est une livre de viande, vingt onces de pain et une » pinte de vin ; au lieu que les receveurs qui ont des huissiers à leurs » gages, et qui profitent des frais, donnent la liberté aux collecteurs » de se promener dans la ville où ils sont en prison, et ils souffrent » que les collecteurs fassent un cabaret de la chambre du geôlier, où » ils passent les jours entiers à s'enivrer : de sorte que, ne regardant » pas la prison comme une peine, ils ne s'efforcent pas d'avancer les » recouvrements, et se trouvent ruinés à la fin de leur collecte. La » conduite des geôliers ayant beaucoup de rapports avec celle des » receveurs, pour diminuer les frais, il faut veiller avec un soin et une » application continuel sur la conduite de l'un et de l'autre, et l'on » doit être persuadé que les geôliers qui n'observent pas les ordres » qu'on leur donne sont souvent de concert avec le receveur . . . ».

De Ménars témoignait si peu d'estime aux receveurs des tailles qu'il ne lui venait même pas à l'esprit que les geôliers pussent agir ainsi pour leur profit personnel. Il accusait, au contraire, sans ménagements, les receveurs des tailles, de tolérer la négligence des geôliers parce qu'ils en partageaient le profit.

Les receveurs des tailles exerçaient leurs poursuites par l'intermédiaire d'huissiers et de sergents des tailles. Ils étaient détestés par

les contribuables et les collaborateurs dont ils s'entouraient étaient exécrés. Nous employons à dessein le mot « collaborateurs » car les huissiers des tailles se dépouillaient parfois de leur qualité d'officiers publics pour devenir les agents stipendiés du receveur.

La mauvaise réputation des receveurs des tailles, largement justifiée par les continuelles exactions dont ils se rendaient coupables, avait conduit le gouvernement à les placer sous la surveillance des intendants. A plus forte raison, les huissiers des tailles étaient-ils surveillés, mais on ne perdait jamais de vue les inspireurs de leurs actes.

Colbert avait fait rendre l'arrêt du Conseil du 4 Juillet 1664 par lequel le roi ordonnait que les commissaires départis régleraient le nombre des huissiers qui seraient employés dans chaque élection pour exercer les contraintes des receveurs des tailles, en leur répartissant les paroisses dans lesquelles ils devraient instrumenter et en déterminant la durée de leurs fonctions dans ces paroisses (1).

Son successeur au Contrôle général, Claude Le Peletier, écrivait aux intendants, le 22 Mai 1684 :

« Et quand vous connaîtrez que la conduite des receveurs des
» tailles pourra empêcher le bien que le roi veut procurer à ses
» peuples, proposez librement les moyens pour y remédier et les
» sujets que vous croirez les plus capables de bien remplir les charges.
» Observez, s'il vous plait, que Sa Majesté ne veut souffrir en façon
» quelconque qu'un même receveur général fasse les deux exercices
» quand même il les ferait sous le nom de son confrère ou par voie
» indirecte. A l'égard des receveurs particuliers des tailles, si vous les
» connaissez très appliqués et bien intentionnés, le roi pourra leur
» permettre de faire les deux exercices ; mais, hors cela, il faut
» empêcher par toutes voies qu'un receveur des tailles, sous noms
» interposés, se rende maître d'une élection, pour abuser de l'exercice
» de sa charge.... » (2) ;

Le 19 Mai 1686, le Contrôleur général Claude Le Peletier écrivait encore aux intendants :

« Le roy veut absolument que vous soyez si punctuellement
» informé de la manière dont les receveurs des tailles font leur

(1) Charles GODARD « Les pouvoirs des intendants sous Louis XIV ».

Le règlement du 20 Mars 1673 ordonna que les intendants établiraient un tarif des frais des huissiers et des sergents des tailles.

(2) Extrait d'une circulaire conservée dans les papiers de l'intendant Lebreton et reproduite par A.-M. DE BOISLISLE, « *Mémoire de la Généralité de Paris* », Page 483.

» recouvrement que vous puissiez luy en rendre un compte très exact
» et très fidèle et que vous proposiez d'année en année et surtout à la
» fin de l'exercice, ceux qui mériteront d'estre destitués.... » (1).

Conformément aux instructions qu'ils recevaient du Contrôleur général, les intendants exerçaient une étroite surveillance sur les receveurs des tailles.

Nous en trouvons plusieurs exemples dans la série des rapports que de Ménars adressa au Contrôleur général au cours de la tournée d'inspection qu'il fit dans les différentes élections de la généralité de Paris, pendant l'été de 1684 :

Élection de MONTFORT

27 Juin 1684.

« . . . Les receveurs des tailles sont rentrés dans leur devoir depuis
» que je les ai menacés de commettre à leurs charges (2). Ils font
» des frais excessifs et plus de plus de six-vingts (120) emprisonnements
» par an ; ils n'en ont fait que 21 en 1683 et qu'un seul en 1684. Les
» frais pour le recouvrement de 1683 montent à 273^L. et, pour celui
» de 1684, jusqu'à ce jour, à 162^L. , ce qui n'est pas la dixième partie
» de ce qu'ils en faisaient les années précédentes. L'on m'a dit qu'ils
» ont plusieurs fermiers, et qu'ils font nourrir des bestiaux par des gens
» qu'ils soulagent à la taille ; j'en fais faire un état afin de les taxer
» tous d'office au prochain département. Je suis aussi averti qu'ils
» reçoivent des présents : je leur ai dit fortement de n'en plus recevoir ;
» ils me l'ont promis. J'ai des personnes fidèles qui veilleront à leur
» conduite et qui m'en rendrons compte . . . ».

Election de MANTES

1^{er} Juillet 1684.

« . . . J'ai dit aux receveurs des tailles de se servir des billets dont
» j'ai envoyé des modèles imprimés à tous les receveurs ; ils ne coûtent
» rien aux collecteurs et font autant d'effet que si on leur envoyait les
» huissiers. Depuis 3 ans, les frais sont diminués de plus de moitié
» dans la généralité de Paris ; on peut en faire encore moins. Je

(1) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome 1^{er}.

(2) Le 20 Octobre 1683, de Ménars avait rendu compte au Contrôleur général Claude Le Peletier des excès de pouvoir commis par l'un des receveurs des tailles de l'élection de Tonnerre, le sieur Viart. Suivant l'ordre donné par Colbert, de Ménars avait destitué le receveur coupable. Il proposait d'envoyer une lettre circulaire à tous les receveurs de la généralité afin que la punition de l'un d'eux servit d'exemple à tous les autres.

(A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome 1^{er}).

» soupçonne les receveurs qui n'ont pas profité de mes avis de donner
» des gages à des huissiers et de prendre pour eux tous les frais. Je crois
» que c'est l'unique secret des receveurs qui ne sont pas gens de bien ;
» mais ce secret est punissable : je ferai tout ce que je pourrai pour
» en avoir la preuve. Je m'attacherai à celui de la généralité qui, à
» proportion de sa recette, fait le plus de frais . . . ».

Election de SENLIS

15 Juillet 1684.

« . . . Le receveur passe pour honnête homme mais il ne convient
» pas au service qu'un receveur ne soit pas sur les lieux et qu'il
» abandonne son recouvrement à la bonne foi d'un huissier. Je crois
» qu'il faut l'obliger de résider et de vendre une de ses charges.
» Je n'ai point encore visité d'élection qui paye si bien et où l'on
» ait fait tant de frais . . . ».

Election de COULOMMIERS

20 Juillet 1684.

« . . . Le nommé Camus, receveur des tailles, refuse de recevoir des
» collecteurs des petites sommes, même jusqu'à 150^L, quoique, par
» l'arrêt de 1637, il soit obligé de tout recevoir.
» Le nommé Bourrée, qui a l'autre charge de receveur, est toujours
» à Paris, et vient 3 ou 4 fois l'année faire un tour en cette élection.
» Il laisse ses quittances en blanc à la fille du feu receveur à qui
» appartient la charge. Je crois qu'il est nécessaire de mettre un
» autre receveur à sa place . . . ».

Election de NEMOURS

27 Août 1684.

« . . . Gilbert Colin, receveur de 1684, a une bonne conduite. Il
» a fait, pour la moitié de son recouvrement, 355^L de frais. Il se sert
» de billets dont j'ai envoyé des modèles aux receveurs, par lesquels
» les collecteurs sont avertis de venir à la recette, et que, s'ils
» manquent à payer, on enverra des huissiers les prendre prisonniers.
» La crainte leur fait apporter de l'argent et il évite ainsi de faire des
» frais. J'ai remarqué que les receveurs qui n'ont pas une bonne
» intention, qui composent avec leurs huissiers, leur donnent une
» certaine somme par an, et qui prennent pour eux le reste des frais,
» m'ont tous dit que ces billets n'avancent pas les recouvrements et
» qu'ils ne peuvent être payés s'ils ne font des saisies, des ventes et
» des emprisonnements. La conduite de ces receveurs n'étant fort

» suspecte, je l'examine à fond et j'envoie dans toutes les paroisses
» pour savoir s'ils reçoivent des présents et de quelle manière ils en
» usent avec les collecteurs. . . . ».

Les rapports de l'intendant de la généralité de Paris apportent la preuve de ce que nous avançons plus haut au sujet de la collusion coupable entre receveurs et huissiers des tailles. Les receveurs n'hésitaient pas à sortir de leurs attributions pour se transformer en entrepreneurs de poursuites judiciaires. Dans ce but, ils prenaient les huissiers à leur service, leur donnaient des gages et se réservaient tous les frais et honoraires perçus à l'occasion des poursuites.

Dans ces conditions, les receveurs avaient intérêt à décerner le plus grand nombre possible de contraintes contre les collecteurs et à faire impitoyablement saisir et vendre leurs biens.

Tous les efforts des intendants tendaient à découvrir, pour les réprimer sévèrement, les abus commis par les receveurs dans l'exercice de leurs fonctions.

D'une façon générale, en s'appuyant sur l'esprit de la déclaration du mois de Janvier 1679 (1), les intendants interdisaient aux receveurs de faire saisir et vendre les bestiaux des collecteurs. C'étaient, en effet, les bestiaux que les receveurs faisaient saisir en premier lieu et le paysan exécuté se trouvait privé de ses instruments de travail. Par le jeu de l'incidence, la saisie des bestiaux retombait sur les contribuables en retard.

Cette interdiction de la saisie des bestiaux que les intendants formulaient verbalement aux receveurs, il n'avait pas semblé possible de la consacrer formellement par la déclaration du mois de Janvier 1679. Il fallait compter avec les méthodes coercitives appliquées aux paysans pendant plusieurs siècles et auxquelles ceux-ci étaient habitués au point de ne pas acquitter l'impôt qu'ils n'eussent été poursuivis.

(1) L'esprit de cette déclaration était précisé dans la circulaire adressée par Colbert aux intendants des généralités des pays d'élections, le 6 Janvier 1679.

Nous avons reproduit cette circulaire dans notre préface.

De Ménars ayant interprété les instructions du 6 Janvier 1679 dans un esprit trop libéral, Colbert lui écrivit une lettre de remontrances, le 24 Mai de la même année. Dans cette lettre, que nous avons reproduite en note dans notre préface, le grand ministre reproche sévèrement à son beau-frère ce que nous appellerions aujourd'hui son souci de la popularité. Lui qui devait éprouver plus tard l'ingratitude de Louis XIV au point de s'écrier : « Si j'avais fait pour Dieu ce que j'ai fait pour cet » homme, je serais sauvé dix fois », il trace durement le devoir du marquis de Ménars lequel ne consiste « qu'à faire la justice et à bien et ponctuellement exécuter les » volontés du roi ». Mais, le devoir que Colbert s'assignait à lui-même et assignait à ses subordonnés était encore plus simple qu'il ne semblait le croire, car tout ce qui était la volonté du roi devait être exécuté sans condition de justice et tout ce qui était juste ne pouvait l'être que de l'assentiment du roi.

C'est à cet état d'esprit des habitants des campagnes que songeait Colbert lorsqu'il écrivait à Lecamus, intendant d'Auvergne : « A l'égard » des saisies pour le fait des tailles, vous pouvez tenir la main à ce » que les receveurs n'en fassent point ; mais il ne faut pas en donner » d'ordonnance publique, crainte que les peuples ne s'endurcissent à » ne point payer ».

Dans certains cas, la résistance opposée par les paysans au paiement de la taille était si opiniâtre que l'intendant se trouvait dans l'obligation de rendre au receveur la liberté de faire saisir les bestiaux ce qui entraînait la même liberté au profit des collecteurs. Il s'efforçait alors d'empêcher que les bestiaux saisis ne fussent vendus.

Comme on le voit, on comptait beaucoup sur l'effet d'intimidation produit par la saisie pour obliger les contribuables simulateurs à se libérer.

Nous avons vu, dans les rapports adressés par de Ménars au Contrôleur général, que l'intendant de la généralité avait une confiance si absolue dans les moyens d'intimidation qu'il avait imaginé des billets imprimés spéciaux à l'usage des receveurs. Ces billets étaient destinés à avertir les collecteurs que, s'ils manquaient à payer, on enverrait des huissiers les prendre prisonniers. De Ménars estimait qu'ils faisaient autant d'effet sur les collecteurs que si on leur avait envoyé les huissiers. Il attribuait, de plus, à son système, l'avantage d'éviter les frais.

Presque tous les rapports du marquis de Ménars témoignent de la préoccupation constante qu'il avait de diminuer les frais faits pour le recouvrement des impositions. L'idéal à atteindre, c'était de faire le minimum de frais et de ne faire que des frais qui profitassent à l'état tout en libérant les contribuables.

Colbert lui avait écrit, quelques mois après son arrivée à l'intendance de Paris, le 16 Juillet 1681 « Il faut empêcher l'abus qui se » commet dans l'eslection de Montfort, concernant l'huissier qui » accompagne toujours le collecteur, parce que cela est d'une grande » charge aux sujets du roy, et il n'y a rien à quoy vous deviez donner une » si grande application qu'à retrancher tous les frais inutiles . . . » (1)

(1) G.-B. DEPPING « Correspondance administrative », Tome III, N° 88.

Le 6 Août 1682, Colbert écrivait aux intendants :

« Sur ce que j'ai écrit par ordre du roi à tous Messieurs les intendants et » commissaires départis, concernant les frais faits en la recette et collecte des » tailles qui sont payés par les peuples, qu'il ne falloit pas qu'ils se confiassent à la » taxe de ces frais faits par les élus, parce que tous les abus et les concussions » faites par les receveurs, par les huissiers et par les collecteurs demeuroient » impunis par la connivence des élus, il y a déjà deux de Messieurs les intendants

et l'intendant fidèle n'avait eu garde d'oublier les sages prescriptions du grand ministre.

Pour découvrir la cause des frais de recouvrement exagérés, il suffisait de surveiller d'un peu près la conduite des receveurs des tailles. Non seulement ils n'hésitaient pas à prendre à leurs gages les huissiers des tailles et à se transformer en entrepreneurs de poursuites judiciaires mais ils se chargeaient encore du recouvrement des impositions. Dans ce but, ils provoquaient la nomination dans les paroisses de collecteurs conventionnels qui n'étaient autres que des personnes interposées, à leur solde, grâce au concours desquelles ils s'assuraient le monopole du recouvrement. Les collecteurs conventionnels s'engageaient à faire la collecte de la taille et à effectuer le versement des sommes perçues aux receveurs moyennant une commission de 2, 3 ou 4 sols par livre.

Le chiffre de cette commission ayant paru exagéré à Colbert, il adressa aux intendants, le 11 Septembre 1681, la circulaire suivante :

« Dans les mémoires que Messieurs les commissaires départis et
» intendans dans les provinces ont envoyé concernant la visite qu'ils
» ont faite de leurs généralités en exécution des ordres du
» roi, quelques-uns ont remarqué les abus que les collecteurs
» conventionnels causoient dans les paroisses où ils sont établis, en ce
» que ces collecteurs conventionnels se chargent de faire la collecte de
» la taille et le payement au receveur moyennant 2, 3 et 4 sols pour
» livre de remise ; et, quoique cet établissement fût très bon dans son
» commencement, il est dégénéré en abus, en ce que se sont, pour la
» plupart, les receveurs des tailles qui prennent, sous des noms
» supposés, cette collecte, et qui profitent par ce moyen des 2, 3 et
» 4 sols pour livre.

« Sa Majesté m'ordonne de vous dire qu'Elle veut que vous
» examiniez si cela se pratique dans l'étendue de votre généralité ; et,
» comme il n'est pas permis de faire aucune imposition sur les
» peuples sans la permission du roi, cette imposition de 2, 3 ou 4 sols

» et commissaires départis qui, par l'application qu'ils ont donnée à découvrir la
» vérité de cet avis, ont trouvé une infinité de ces abus et concussions, et c'est
» pourquoi Sa Majesté m'a ordonné de vous écrire qu'elle désire que vous donniez
» une entière application à les découvrir dans l'étendue de votre généralité,
» voulant que l'application que vous y donnerez soit telle qu'elle ait la satisfaction
» de délivrer ses peuples de toutes les oppressions qu'ils souffrent. Ne manquez
» donc pas de vous y appliquer, soit dans le reste de la visite que vous faites, soit
» lorsque vous ferez les départemens des tailles, et par tous les moyens que vous
» estimerez convenables pour découvrir ces désordres ».

(P. BAUDRY « Mémoires de N.-J. Foucault », Page 485).

» pour livre ne peut être légitime et ainsi, Elle veut que vous
» l'empêchiez partout, mais, comme ces collecteurs conventionnels
» seroient d'une assez grande utilité aux paroisses, en ce qu'ils
» retranchent tous les frais et les voyages des huissiers, Sa Majesté en
» autoriserait l'établissement s'ils se contentoient de 12 deniers pour
» livre ; savoir des 6 deniers imposés en vertu des commissions pour la
» collecte, et 6 deniers d'augmentation. Donnez-moi l'éclaircis-
» sement que Sa Majesté désire sur cet article afin que je puisse lui
» en rendre compte » (1).

Nous avons dit plus haut que la contrainte par corps, appliquée aux collecteurs, produisait de mauvais résultats parce qu'elle les arrachait aux travaux des champs. Nous avons également signalé que le régime pénitentiaire était insuffisamment sévère et que les détentions, en se prolongeant grâce à la complicité des receveurs des tailles avec les geôliers, risquaient de provoquer la ruine des collecteurs au lieu d'assurer leur libération.

C'était donc une chose particulièrement grave que d'ordonner l'arrestation d'un collecteur en garantie du recouvrement de la taille. Comme les receveurs utilisaient sans ménagements ce procédé, le gouvernement donna aux intendants l'ordre de modérer leur zèle intéressé. Mais il n'estima pas possible de recouvrer la taille sans maintenir la peine d'emprisonnement qui constituait le plus puissant moyen d'intimidation qu'il eût à sa disposition.

Le 16 Juillet 1681, Colbert écrivait à de Ménars : « . . . Comme il n'y
» a rien qui soit si préjudiciable à l'estat que l'emprisonnement des
» sujets du roy, vous ne devez point donner l'ordonnance dont vous
» m'avez envoyé le projet, si vous n'en estes extrêmement pressé par
» receveur des tailles. . . » (2).

Il en était néanmoins de la peine d'emprisonnement comme de la saisie des bestiaux. On ne pouvait la supprimer ni même la laisser tomber en désuétude sans assister immédiatement à un redoublement d'audace des contribuables récalcitrants. Force était donc, dans certains cas, de laisser les receveurs faire emprisonner les collecteurs, sauf à faire bénéficier ceux-ci d'une libération anticipée.

Dans la pratique, l'intendant, en tournée d'inspection dans sa généralité, visitait les prisons et s'intéressait au sort des collecteurs qui y étaient détenus. Il s'informait du montant des versements qu'ils avaient effectués depuis leur incarcération et leur proposait la mise en

(1) P. BAUDRY « Mémoires de N.-J. FOUCAULT », Page 471.

(2) G.-B. DEPPING « Correspondance administrative ».

liberté immédiate en échange de l'engagement de payer le reliquat des sommes dues dans certaines conditions. Si les collecteurs prenaient l'engagement demandé et, sur l'avis favorable du receveur, l'intendant ordonnait leur élargissement.

Voici quelques exemples de libérations conditionnelles de collecteurs que nous avons extraits de la série des rapports adressés au Contrôleur général par de Ménars, pendant l'année 1684 :

Élection de MONTFORT

27 Juin 1684.

«J'ai trouvé dans les prisons : Charles HULINES, collecteur des
» tailles de la paroisse de Garancières, de l'année dernière, emprisonné
» pour 758^L 15^S, dont il n'avait rien payé depuis son emprisonnement.
» Je lui ai proposé de donner 200^L avant l'Août, savoir : 100^L dans
» quinzaine, et 100^L comptant, ce qu'il a fait, et je l'ai fait sortir de
» prison du consentement du receveur.

» Le geôlier ne laisse plus vaguer les prisonniers et l'on n'en fait
» aucun pour la taille que dans le lieu principal de l'élection, suivant
» l'ordre que j'en ai donné. Il laisse la liberté aux collecteurs
» d'envoyer quérir leur nourriture, et ne prend pour les gîtes et
» geôlages que 3 sols par jour. . . . ».

Élection de MANTES

1^{er} Juillet 1684.

«J'ai visité les prisons où j'ai trouvé : Pierre Léger, collecteur
» de la paroisse de Vaux de l'année précédente, emprisonné le 18 Juin
» dernier pour 2.062^L. Il a payé 102^L depuis sa détention ; j'ai
» ordonné qu'en payant 100^L comptant et donnant caution de payer
» 300^L dans quinzaine, il sortirait ; ce qu'il a exécuté et en même
» temps est sorti. . . . ».

Élection de BEAUVAIS

7 Juillet 1684.

«J'ai trouvé dans les prisons : Julien Bléré, collecteur de la
» paroisse de Méru de l'année 1683, emprisonné le 5 Janvier dernier
» pour 5.350^L de reste. Il a payé 500^L depuis sa détention, 200^L
» comptant et 300^L qu'il a promis de payer dans quinzaine, au
» moyen de quoi, je l'ai élargi du consentement du receveur. . . . ».

Il existait encore un moyen de contrainte, c'étaient les fusiliers garnisaires que l'on logeait au domicile des contribuables récalcitrants jusqu'à ce qu'ils se fussent acquittés. Fréquemment employé au début du règne de Louis XIV, il avait été remplacé par les poursuites

judiciaires exercées à la diligence des huissiers et des sergents des tailles.

Cette substitution avait été accomplie dans le but de faire bénéficier les contribuables d'un traitement plus doux, mais on avait laissé subsister les fusiliers garnisaires comme moyen de contrainte exceptionnel, destiné à briser les résistances particulièrement opiniâtres. C'est ainsi que Louis XIV eut recours aux fusiliers garnisaires dans le Dauphiné et dans plusieurs autres provinces (1).

Par une curieuse évolution des conceptions, et probablement des institutions elles-mêmes, on préférerait, au XVIII^{me} siècle, avoir à faire aux soldats garnisaires plutôt qu'aux huissiers des tailles.

Louis XV se fit un devoir d'exaucer les vœux secrets de son peuple et, par la déclaration du 13 Avril 1761, il ordonna qu'on emploierait les soldats de préférence aux huissiers pour le recouvrement des tailles.

Après avoir procédé au recouvrement d'un terme de taille, les collecteurs en versaient le montant dans la caisse du receveur des tailles de l'élection. Le receveur des tailles employait une partie des fonds ainsi recueillis au paiement des gages, rentes et autres charges assignées sur sa recette particulière, qu'on appelait « parties prenantes » et remettait le reliquat au receveur général.

Le receveur général employait une partie des fonds qui lui étaient remis par les receveurs particuliers de la généralité au paiement des gages, rentes et autres charges assignées sur sa recette générale, remettait différentes parties du surplus aux trésoriers de l'ordinaire des guerres, des maréchaussées, des ponts-et-chaussées, des turcies et levées, etc. et versait le reste au trésor royal.

Les paiements à effectuer par les receveurs des tailles, tant au receveur général qu'aux parties prenantes, et par les receveurs généraux, tant au trésor royal qu'aux parties prenantes et aux trésoriers de l'ordinaire des guerres, des maréchaussées, des ponts et-chaussées, des turcies et levées, etc., étaient déterminés chaque année par un état spécial appelé « état du roi ». Cet état indiquait la répartition, en recettes et en dépenses, du montant total de la taille.

En ce qui concerne les fonds versés au trésor royal par les receveurs généraux, le roi en ordonnait l'emploi au paiement de certaines dépenses par des ordonnances particulières ou par des « états de distribution ».

Les receveurs des tailles étaient tenus de mettre, à dates fixes, à la disposition des receveurs généraux, les fonds provenant du recouvrement de la taille. Faute de le faire, ils étaient poursuivis par les

(1) Charles GODARD « Les pouvoirs des intendants sous Louis XIV », Page 263.

receveurs généraux obligés eux-mêmes de fournir sans retard des ressources au gouvernement.

Les intendants n'étaient pas autorisés à prélever sur les fonds disponibles dans les recettes particulières et dans les recettes générales. Le Contrôleur général Nicolas Desmaretz crut devoir leur rappeler cette limitation étroite à leurs pouvoirs par ailleurs si étendus, dans une circulaire du 3 Décembre 1709.

Voici le texte de cette circulaire :

« Je vous ai marqué par ma lettre du 10 de ce mois, les inconveniens qui seroient arrivés, si vous aviez continué de disposer des fonds des fermes, et je vous ai écrit de ne plus le faire. Il en arriveroit de bien plus grands, si vous disposiez, par vos ordonnances ou autrement, de ceux des recettes générales ou particulières qui sont destinés au remboursement des avances que les receveurs généraux ont faites et qu'ils ne peuvent soutenir que par le crédit et la confiance que ces fonds leur donnent par la certitude du recouvrement. Je ne puis donc trop vous recommander de ne les détourner en aucune manière, ni d'en ôter la disposition aux receveurs généraux et particuliers pour quelque cause que ce soit, rien n'étant plus essentiel ni plus nécessaire pour le service du roi, dans la conjoncture présente, que de soutenir et de conserver son crédit. Je les en ai assurés : je vous prie de n'y rien changer et de faire savoir aux receveurs des tailles des deux exercices que, s'ils se servoient du prétexte de quelque divertissement de leurs fonds pour ne point signer ni exécuter régulièrement leurs traités, je donnerois contre eux de tels ordres qu'ils auroient sujet de se repentir de se les être attirés » (1).

Pour donner une idée de l'importance des tailles dans la généralité de Paris, sous le règne de Louis XIV, nous ne croyons pas pouvoir nous dispenser de citer quelques chiffres.

Nous reproduisons, en premier lieu, un tableau portant sur les dix dernières années du XVII^e siècle et permettant de faire une comparaison entre le montant des tailles de la généralité de Paris et le montant total des tailles des pays d'élections (2).

(1) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III, N° 643.

(2) Nous empruntons ce tableau au « *Mémoire de la Généralité de Paris* », publié par A.-M. DE BOISLISLE.

La plupart des chiffres qu'il indique ne sont qu'approximatifs. C'est ainsi que, d'après les états adressés par Phélypeaux au Contrôleur général, le 27 Novembre 1699, le montant des tailles de la généralité de Paris était de 3.900.754 L. 2^s 6^d pour l'année 1698-1699 et de 3.393.849 L. pour l'année 1699-1700.

ANNÉES	TAILLES DE LA GÉNÉRALITÉ DE PARIS	MONTANT TOTAL DES TAILLES DES PAYS D'ÉLECTIONS
1691	3.791.265 L.	36.992.000 L.
1692	3.897.830 L.	36.840.000 L.
1693	3.923.160 L.	36.640.000 L.
1694	3.979.987 L.	36.437.000 L.
1695	3.550.272 L.	34.590.000 L.
1696	3.189.030 L.	chiffre manque
1697	3.175.016 L.	32.017.000 L.
1698	3.126.052 L.	chiffre manque
1699	3.165.832 L.	30.726.000 L.
1700	3.165.832 L.	30.727.000 L.

On voit, d'après ce tableau, que la généralité de Paris portait plus du dixième du montant total de la taille des pays d'élections.

Le tableau suivant indique la répartition de la taille de l'année 1699 entre les 22 élections de la généralité de Paris (1).

ÉLECTIONS	NOMBRE DE PAROISSES	IMPOSITIONS
Paris (2)	438	1.126.796 L.
Senlis	78	125.564 L.
Compiègne	57	62.380 L.
Beauvais	151	167.285 L.
Pontoise	63	96.139 L.
Mantes	94	131.450 L.
Montfort	59	58.647 L.
Dreux	72	86.372 L.
Etampes	46	62.385 L.
Melun	103	96.653 L.
Nemours	118	94.544 L.
Meaux	141	315.718 L.
Rozoy	61	81.563 L.
Coulommiers	34	64.930 L.
Provins	58	72.242 L.
Nogent	45	66.430 L.
Montereau	53	59.194 L.
Sens	99	88.705 L.
Joigny	91	93.723 L.
Saint-Florentin	39	53.530 L.
Tonnerre	130	121.427 L.
Vézelay	54	40.155 L.
	2.084	3.165.832 L.

(1) Nous empruntons également ce tableau au « *Mémoire de la Généralité de Paris* », publié par A.-M. DE BOISLISLE.

(2) Paris contribuait pour plus du tiers au montant des impositions de la généralité et pour plus du trentième au montant total des impositions des pays d'élections.

Voici maintenant un extrait de l'état des revenus du roi pour l'année 1692, sur lequel la généralité de Paris occupe la première place (1).

Recette générale des tailles de Paris	3.789.194 L.
— d° — de Montauban	3.372.669 L.
— d° — de Bordeaux	3.276.294 L.
— d° — de Tours	3.042.439 L.
— d° — de Riom	2.574.013 L.
— d° — de Rouen	2.259.800 L.
— d° — de Poitiers	2.177.735 L.
Recette générale des finances de Franche-Comté	800.000 L.
— d° — des Flandres	1.600.000 L.
— d° — de Lorraine et pays joints	1.423.990 L.
Don gratuit du Clergé de France	2.400.000 L.
d° de Languedoc	3.000.000 L.
d° de Bretagne	1.500.000 L.
d° de Provence	800.000 L.
d° d'Artois	400.000 L.
d° de Bourgogne	300.000 L.
d° de Navarre	7.000 L.
d° du Comté de Foix	7.000 L.
d° du Béarn	17.000 L.

§ 2. La Capitation

Louis XIV, engagé depuis 6 ans dans la guerre de la Ligue d'Augsbourg, voyant s'épuiser le trésor et sachant, d'autre part, que le produit des affaires extraordinaires deviendrait de plus en plus aléatoire, dut songer à se procurer de nouvelles ressources.

Il fut ainsi amené à envisager la création d'un nouvel impôt direct, indépendant de la taille. Pour faire plus facilement accepter ce nouvel impôt par les taillables déjà surchargés, il fut obligé de lui donner, après bien des hésitations et des scrupules de conscience, un caractère de généralité que n'avait jamais revêtu aucune imposition de la monarchie française.

(1) A.-M. DE BOISLISLE « *Mémoire de la Généralité de Paris* ».

Plus de privilégiés et plus d'exempts devant la capitation ! Le roi y soumet tous ses sujets à l'exception des pauvres taillables cotisés au-dessous de deux livres au rôle de la taille, des ordres mendiants et des suisses.

Dès 1694, le comte de Pontchartrain, Contrôleur général des finances, commença à se préoccuper de déterminer les modalités d'application de la grande affaire extraordinaire qu'était, dans l'esprit des contemporains, la capitation projetée.

Il prit l'avis d'un certain nombre de personnalités et demanda aux intendants de lui faire connaître le produit approximatif de la nouvelle imposition.

L'intendant de la généralité de Paris, Louis Phélypeaux de Pontchartrain, ne crut pas pouvoir mieux exécuter les ordres de son frère qu'en s'adressant aux curés des paroisses.

Voici un extrait de la lettre circulaire qu'il rédigea à leur intention, le 26 Novembre 1694 :

« Vous savez, Monsieur, que les revenus du roi ne sont pas suffisants
» pour soutenir et continuer une aussi grande guerre que celle qu'il a
» depuis 6 ans contre tant d'ennemis, et dont, jusques à présent il a
» toujours été victorieux, soit par les batailles qu'il a remportées, soit
» par les places considérables qu'il a prises. Cela l'a obligé à faire
» plusieurs affaires extraordinaires pour en soutenir la dépense. On lui
» en a proposé une qui est la capitation, et de faire une imposition sur
» tous ses sujets, de quelque qualité et condition qu'ils fussent, à
» l'exception seulement de ceux qui mendient leur vie ou qui sont dans
» une extrême pauvreté. Cette imposition, quoique très modique, en
» égard à la qualité des personnes sur lesquelles elle sera faite, ne
» laissera pas de produire un fonds considérable qui mettra le roi en
» état de n'être pas obligé, pendant la guerre, de faire d'autres affaires
» comme on en a fait depuis quelques années ; et il est juste aussi que
» ceux qui, par leur qualité ou par leur distinction, n'ont point
» contribué jusqu'à présent, contribuent dans la suite. Le roi, qui veut
» savoir ce que peut produire cette affaire, m'a ordonné de m'instruire
» très exactement du détail de toutes les paroisses de la généralité de
» Paris. Je crois ne pouvoir mieux m'adresser qu'à vous, Monsieur,
» pour savoir en quoi consiste la vôtre. Je joins ici un mémoire de tous
» les éclaircissements qui me sont nécessaires, et je ne doute pas que,
» comme un bon sujet, vous n'apportiez tous les soins et toute

» l'exactitude nécessaire pour mettre la réponse juste au bas de chaque » colonne » (1).

A la suite des enquêtes auxquelles ils avaient procédé dans leurs généralités respectives, les intendants communiquèrent les renseignements recueillis au Contrôleur général et la plupart d'entre eux émisrent un avis favorable à la capitation.

C'est ainsi que d'Herbigny et Foucault assurèrent le Contrôleur général que le projet gouvernemental était généralement approuvé parce qu'on croyait qu'il était destiné à supprimer toutes les autres affaires extraordinaires (2).

La capitation fut donc établie par une déclaration du 18 Janvier 1695 mais seulement pour le temps de la guerre. Le roi donnait solennellement sa parole qu'il la supprimerait dans un délai de trois mois à compter de la conclusion de la paix.

La déclaration du 18 Janvier 1695 fut exécutée dans sa forme et teneur. Seul, le clergé réussit à se faire exonérer de la capitation, après s'être empressé de voter un don gratuit.

Les rôles étant particulièrement faciles à établir, la capitation fut perçue dès l'année 1695. Le recouvrement en fut continué pendant les années 1696 et 1697. La paix ayant été signée à Ryswyck, en 1697,

(1) Lettre publiée par la « Gazette d'Amsterdam » et reproduite par A.-M. DE BOISLISLE dans le « *Mémoire de la Généralité de Paris* ». Un exemplaire imprimé de cette lettre, revêtu de la signature de Phélypeaux, est conservé à la Bibliothèque nationale.

Le mémoire préparé à l'avance par l'intendant de Paris contenait les colonnes suivantes :

- 1° Noms des paroisses, des villes, bourgs et villages ;
 - 2° Ecclésiastiques séculiers ou réguliers, combien vaut ce qu'ils y possèdent ;
 - 3° Gentilshommes domiciliés, non domiciliés ;
 - 4° Nombre des feux ou maisons ;
 - 5° Chefs de famille ;
 - 6° Fermiers, laboureurs et meuniers ;
 - 7° Femmes et veuves ;
 - 8° Fils non mariés et enfants mâles au-dessus de 10 ans ;
 - 9° Filles non mariées au-dessus de 10 ans ;
 - 10° Valets et servantes ;
 - 11° Pauvres mendiants ;
 - 12° Ce que paye la paroisse de taille ;
 - 13° Combien il y a de cotes dans les rôles au-dessous de 6^{L.} et à combien elles montent ;
 - 14° Ce que valent les dîmes et à qui elles appartiennent ;
 - 15° Combien il y a d'exempts de taille dans la paroisse ;
 - 16° Combien vaut de revenu ce qu'ils possèdent ;
- (2) Charles GODARD « Les pouvoirs des intendants sous Louis XIV ».

M. GODARD affirme, d'autre part, que l'idée première de la capitation était due à l'intendant Basville.

une déclaration du 17 Septembre de la même année décida que la perception de la capitation cesserait le 1^{er} Avril 1698.

La première capitation — c'est ainsi que nous pouvons dès maintenant l'appeler — causa des désillusions au gouvernement. Alors qu'on en attendait une trentaine de millions, elle ne produisit guère que vingt-quatre millions.

La généralité de Paris fut proportionnellement moins imposée à la capitation que les autres généralités du royaume. La raison en est que la plupart des seigneuries et des terres nobles de cette généralité appartenaient à des personnes de qualité de la cour ou de la ville qui étaient cotisées soit au rôle de la cour, soit à celui de la ville. Comme la capitation était une taxe personnelle, par tête, les assujettis ne payaient que le tarif correspondant à leur titre le plus élevé, suivant la hiérarchie de la déclaration du 18 Janvier 1695.

La première capitation s'éleva, dans la généralité de Paris, aux sommes suivantes :

année 1695.....	596.571 L.
année 1696.....	639.966 L.
année 1697.....	627.586 L.
1 ^{er} trimestre de l'année 1698.....	154.840 L.

Le chiffre de l'année 1695 se décomposait comme suit :

Capitation de la noblesse.....	111.157 L. 10 ^s 00 ^d
Capitation des taillables.....	485.834 L. 00 ^s 00 ^d
TOTAL.....	596.991 L. 10 ^s 00 ^d

Quant à la capitation perçue à Paris la même année, elle atteignait la somme de 902.092 L. 08^s 03^d, dont voici le détail :

Recette des 16 quarterniers.....	635.353 L. 16 ^s 01 ^d
Recette des compagnies et communautés....	291.758 L. 11 ^s 06 ^d
TOTAL.....	927.112 L. 07 ^s 07 ^d
Frais et dépenses à déduire.....	25.019 L. 19 ^s 04 ^d
PRODUIT NET....	902.092 L. 08 ^s 03 ^d (1)

La première capitation avait été supprimée, suivant la promesse de Louis XIV, avec le retour de la paix. Mais, cette paix, si difficile à obtenir, n'était pas solidement établie, et Louis XIV se chargea d'y mettre fin en violant délibérément lui-même les clauses du traité signé à Ryswyck. Une nouvelle coalition se forma contre la France et la guerre recommença, en 1701, pour la succession d'Espagne.

(1) Nous empruntons ces chiffres au « *Mémoire de la Généralité de Paris* » publié par A.-M. DE BOISLISLE.

Dès le 12 Mars de cette année, le Contrôleur général Chamillart fit rétablir la capitation pour la durée des hostilités, avec promesse de la supprimer six mois après la conclusion de la paix. Il eut toutefois assez d'habileté et de prévoyance pour ne faire appuyer la promesse royale d'aucun engagement solennel.

D'autre part, instruit par l'expérience de la première capitation et désireux de s'éviter les déceptions de son prédécesseur Pontchartrain, il transforma la capitation en impôt de répartition.

La déclaration du 12 Mars 1701 portant création de la deuxième capitation laissa subsister la plus grande partie des dispositions de la déclaration du 18 Janvier 1695. Elle ne les modifia que sur quelques points, en vue de donner une plus grande extension aux pouvoirs des intendants.

Nous avons rappelé que la forme d'impôt de quotité, donnée à la première capitation, avait été abandonnée, en 1701, en faveur de la forme moins aléatoire d'impôt de répartition qui était celle de la taille. Il y a maintenant lieu de signaler qu'au nombre des dispositions de la déclaration du 18 Janvier 1695 remises en vigueur par la déclaration du 12 Mars 1701 figurait l'échelle des tarifs applicables aux contribuables répartis en vingt-deux classes.

Il est facile de comprendre que la notion de quotité ne peut se concilier avec celle de répartition. Comme le roi avait de puissants motifs pour conserver à la nouvelle capitation le caractère d'impôt de répartition, on s'attacha à déterminer les cotes de capitation d'après les facultés probables des contribuables et on ne conserva le tarif de 1695 que pour s'y référer le cas échéant.

Avec cette conception, l'assiette de la capitation ne différait plus de celle de la taille et les taillables voyaient s'aggraver, au lieu de s'atténuer, les inégalités inhérentes au système de répartition de la taille.

Naturellement, les nécessités fiscales et l'impossibilité où l'on se trouvait de concilier deux idées contradictoires l'emportèrent sur les considérations d'équité et d'humanité.

Les intendants des pays d'élections qui établissaient tous les rôles de la capitation s'aperçurent très vite qu'ils faisaient là un travail inutile, puisque la répartition de la capitation était opérée sur les mêmes bases que celle de la taille.

Dès la deuxième année d'application de la capitation de 1701, ils indiquèrent dans le rôle des tailles les cotes de capitation des taillables, déterminées au marc la livre de la taille.

Ce système était si simple qu'il dut faire de très nombreux adeptes parmi les intendants des pays d'élections. Le Contrôleur général Chamillart lui délivra sans doute un brevet d'orthodoxie administrative et personne ne songea à appuyer de son autorité les doléances des taillables.

Cependant, un intendant au moins persistait à s'inspirer des déclarations de 1695 et de 1701 : c'était Phélypeaux qui présidait aux destinées de la généralité de Paris. Avec sa haute conscience et son esprit d'équité, il continuait à établir un rôle spécial pour la capitation.

Le Contrôleur général, lui ayant probablement demandé pourquoi il persévérait dans un système compliqué au lieu de suivre l'exemple que lui donnaient plusieurs collègues moins attardés, s'attira une réponse empreinte d'une respectueuse fermeté qui fait le plus grand honneur au frère du comte de Pontchartrain.

Voici le texte de cette réponse qui fut adressée le 4 Septembre 1702 :

« Je crois qu'il est plus à propos de continuer l'imposition de la
» capitation comme je l'ai faite jusqu'à présent, par un rôle particulier,
» que de n'en faire qu'un conjointement avec celui de la taille. La
» capitation doit être faite sur toutes les personnes, sans en excepter
» aucune ; c'est l'esprit de la déclaration et que j'ai toujours suivi
» jusqu'à présent. La capitation se doit payer en deux termes égaux
» au lieu que la taille se paye en douze mois. Si on ne fait qu'un rôle
» et qu'on la joigne avec la taille, comment y comprendre les exempts,
» privilégiés et domestiques qui ne sont point à la taille ? Il faudroit,
» sur ce pied-là, que les collecteurs réglassent la capitation d'un
» chacun : ce qui donneroit lieu à plusieurs vengeances et animosités
» comme la taille. Ces collecteurs ne pourroient pas faire les
» diminutions nécessaires par rapport aux laboureurs qui quittent
» leurs fermes et quelquefois en reprennent ou n'en reprennent pas
» d'autres. On dit qu'il y a des intendants qui envoient l'imposition
» sur un village, que les collecteurs mettent comme il leur plaît ; je
» conviens que cela est beaucoup plus commode et moins embar-
» rassant pour les intendants, car, au lieu de faire tous les ans 2.200
» ou 2.300 rôles, comme je les fais, je n'aurois qu'à faire une simple
» répartition sur les villages ; mais cela me paraît impraticable, dans
» ce pays-ci particulièrement, et contraire à la déclaration. D'ailleurs,
» je crois qu'ils font cette imposition par des rôles particuliers en
» conséquence des mandements qu'ils expédient ; car, comme j'ai eu
» l'honneur de vous le dire, il me seroit impossible de faire justice
» aux particuliers, soit sur les diminutions qu'ils peuvent prétendre,

» soit sur les doubles emplois qui sont très fréquents. L'imposition de
» l'ustensile se fait en marge des rôles, parce qu'elle est due par les
» taillables, mais il n'en est pas de même de la capitation qui est due
» par toutes sortes de personnes.

» Si je suis mon usage, la capitation en sera plus promptement
» payée par les soins que j'en prends et je crois que cela ne vous est
» pas indifférent. . . » (1).

Nous ne savons pas si Phélypeaux continua longtemps à appliquer un système qui avait pour principal mérite à ses yeux d'être conforme à la déclaration mais, ce qui est certain, c'est que ses collègues des pays de taille personnelle n'abandonnèrent pas la méthode très simple qu'ils avaient adoptée.

Les choses allèrent ainsi jusqu'à ce que la déclaration du 13 Avril 1761 prescrivit de répartir la capitation au marc la livre de la taille et de la cotiser sur les mêmes rôles que cette dernière imposition. Encore cette déclaration ne fut-elle pas rendue pour donner une base légale aux méthodes des intendants mais bien pour faire de la capitation un accessoire de la taille et, à ce titre, en attribuer le contentieux aux élections et aux Cours des aides.

Le montant de la capitation était déterminé chaque année au Conseil du roi. Il était toujours plus élevé que le produit net qu'on espérait retirer de l'imposition. La différence entre les deux chiffres constituait « les fonds libres de la capitation ».

On était dans l'obligation de procéder ainsi en raison du caractère d'imposition personnelle par tête attribué à la capitation et, d'autre part, en raison de sa forme nouvelle d'impôt de répartition. Les fonds libres permettaient à chaque intendant d'accorder des décharges ou des modérations à des personnes imposées au-delà de leurs facultés ou de supprimer les cotes des contribuables décédés avant l'échéance de l'imposition. A l'aide de ces fonds, l'intendant pouvait encore remettre gracieusement tout ou partie de la capitation de certaines paroisses ou de certains contribuables victimes d'un événement malheureux postérieur à la confection des rôles.

Après avoir déterminé le montant total de la capitation, le Conseil répartissait l'imposition entre les différentes généralités du royaume et, dans chaque généralité, entre les différentes élections. Cette répartition avait lieu dans la même forme que les départements de la taille.

(1) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome II, N° 425.

En exécution des décisions du Conseil, le Contrôleur général arrêtait des états d'évaluation de l'imposition pour chaque province (1). Puis, il donnait l'ordre d'imposer les sommes portées par ces états aux intendants des provinces et aux chefs des compagnies supérieures des mêmes provinces, au Prévôt des marchands et à tous les autres chefs des compagnies de la Ville de Paris.

Les intendants procédaient au département de la capitation entre les paroisses, ils établissaient ensuite le rôle de chaque paroisse en se basant sur le revenu probable et sur le tarif de la déclaration de 1695. S'ils se basaient uniquement sur l'ensemble des revenus du contribuable, ils pouvaient alors le taxer au marc la livre de la taille. C'est le système qui deviendra obligatoire en 1761.

La capitation était payable en deux termes (Mars et Septembre), par préférence à la taille. Toutefois, les échéances des termes de l'année 1701 furent reportées aux mois de Mai et au mois d'Octobre.

Le recouvrement de cette imposition était effectué, comme celui de la taille, par les collecteurs, les receveurs des tailles et les receveurs généraux. Les collecteurs étaient rémunérés par une commission de 4 deniers par livre de recette.

Un arrêt du Conseil du 3 Mars 1705 ajouta 2 sols pour livre au principal de la capitation. Cette imposition supplémentaire ne fut pas applicable à la Flandre, à l'Alsace et à Metz, à la Bourgogne, à la Bretagne, au Languedoc, à l'Artois, au Béarn, à la basse Navarre, au Clermontois, au territoire de Dunkerque et au clergé des diocèses des frontières.

En 1708, la capitation reprit le caractère d'affaire extraordinaire

(1) La généralité de Paris, qui payait 600.000 livres environ sous le régime de la première capitation, fut taxée à 900.000 livres en 1701. Phélypeaux, ayant eu la malencontreuse idée de dépasser cette somme, se vit imposer 1.000.000 de livres pour l'année suivante.

Il protesta auprès du Contrôleur général contre le traitement de faveur dont il était l'objet en alléguant qu'il ne pouvait pas imposer 100.000 L. de plus sans ruiner une quantité de gens et que toute l'augmentation de la capitation serait supportée par les seuls taillables.

Ce fut en vain. Le Contrôleur général lui répondit avec une malicieuse franchise : « Vous avez eu plus de part que moi à l'augmentation de cette année sur la » capitation de la généralité de Paris, et je vous avouerai de bonne foi que le » souvenir de l'année dernière m'a déterminé à y ajouter les 100.000 livres dont » vous vous plaignez. Comme il n'y a point d'autre raison et que c'est votre bonne » volonté qui vous a attiré cette distinction, je vous prie de vous servir de cette » même bonne volonté pour la porter tout au plus loin que vous pourrez ».

(Lettre adressée par Phélypeaux au Contrôleur général le 17 Décembre 1701 et reproduite par A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome II, N° 349).

qu'elle avait à ses origines. Le roi créa des rentes dont les souscripteurs furent exonérés, leur vie durant, du paiement de la capitation à la condition de souscrire un capital de rente égal au sextuple de leur cote de capitation. Comme on le voit, Louis XIV se montrait peu soucieux de maintenir les principes qu'il avait lui-même établis et il se procurait l'argent dont il avait immédiatement besoin à des conditions très onéreuses.

Le clergé qui versait un don gratuit annuel de quatre millions offrit vingt-quatre millions, mais, désireux de se racheter réellement de la capitation, il refusa les rentes qu'on lui offrait en échange.

Quand la dernière des guerres de Louis XIV fut terminée, peu de temps avant la fin de son règne, on s'aperçut qu'il y avait trop de dettes pour qu'il fût possible de tenir la promesse contenue dans la déclaration du 12 Mars 1701. La capitation, née des nécessités de la guerre, fut transformée en impôt permanent. Un arrêt du Conseil, s'appuyant sur le changement de caractère de la capitation, révoqua les exemptions accordées aux souscripteurs des rentes émises en 1708. Quant au clergé qui avait été assez habile pour refuser les rentes que lui offrait le gouvernement, il demeura définitivement exonéré.

Ainsi modifiée et consolidée, la capitation fut perçue sans interruption jusqu'en 1791,

§ 3. Le Dixième

La deuxième capitation était née avec la guerre de la succession d'Espagne mais la guerre durait depuis neuf ans et elle avait épuisé, en se prolongeant bien au-delà des prévisions, toutes les ressources du trésor royal.

L'orgueil et le patriotisme interdisaient à Louis XIV de solliciter de ses ennemis une paix qui n'eût été accordée qu'à des conditions humiliantes pour lui et désastreuses pour la France. Pour imposer la paix, il fallait faire un suprême effort militaire, mais cet effort n'était possible qu'au moyen de nouvelles ressources en argent.

Désireux d'éviter de recourir encore aux affaires extraordinaires, le roi songea à un nouvel impôt direct sur tous les revenus de ses sujets, dont il emprunta l'idée première au projet de dîme royale de Vauban. Ce devait être le dixième.

La productivité de cet impôt ne pouvait être suffisante qu'en y assujettissant tous les privilégiés et exempts. Le caractère de généralité de l'imposition projetée ne semblait pas devoir être un obstacle à son adoption, car, le grand obstacle en matière de privilèges et d'exemptions,

avait été franchi en 1695, lors de la création de la première capitation. Au surplus, la capitation, supprimée en 1698 puis rétablie en 1701, n'avait pas cessé d'être perçue depuis cette époque.

Ce qui était nouveau et, par conséquent, difficile à admettre, c'était l'objet même, la raison d'être du dixième qui peut se formuler ainsi : frapper le contribuable dans ses différentes sources de revenus.

Pour appliquer strictement l'imposition du dixième, il fallait donc déterminer le montant des revenus réels de chaque contribuable en les envisageant dans chacune des catégories ou cédulas établies par la loi. Cette évaluation méthodique des revenus conduisait l'administration à s'immiscer dans la vie privée des contribuables et à violer le secret des familles.

Ainsi considéré, le dixième provoqua dans la conscience de Louis XIV les mêmes scrupules que sa sœur aînée, la capitation. Mais, les dures nécessités de la guerre ne laissèrent au roi ni le choix des moyens, ni la possibilité de différer sa décision. Obligé de prendre immédiatement une décision dont dépendaient l'avenir de sa dynastie et le sort de la France, il accepta le dixième.

Dès les premiers jours du mois d'Octobre 1710, le Contrôleur général adressa aux intendants la circulaire suivante :

« Le roi, pour soutenir les dépenses où il se trouve engagé par la
» continuation de la guerre, et pour n'avoir plus recours aux affaires
» extraordinaires et traités, dont il sait que les recouvrements sont
» toujours très à charge à ses sujets, a pris la résolution d'ordonner la
» levée du dixième des revenus de tous les biens-fonds et autres. Je
» vous envoie copie de l'édit afin que vous connoissiez le détail de
» cette levée et que vous puissiez, en attendant qu'il soit expédié,
» prendre les mesures que vous croirez nécessaires, tant pour vous
» mettre en état d'avoir promptement les déclarations et dresser les
» rôles que pour vous précautionner contre les fraudes qui pourroient
» arriver dans lesdites déclarations. Je vous envoie trois projets de
» déclaration, l'un pour les seigneurs des paroisses, l'autre pour les
» particuliers possédant des biens de campagne et le troisième pour
» les propriétaires des maisons, et, comme l'intention du roi est que
» le recouvrement du dixième se fasse par les maires et syndics, qu'ils
» en remettent le montant tous les huit jours aux receveurs des
» tailles et que le fond soit, par eux, envoyé tous les mois au commis
» de la recette générale pour être remis au trésor royal, vous ferez
» imprimer ces déclarations en blanc, que vous distribuerez aux
» receveurs des tailles et qui seront par eux données aux maires et
» syndics. . . .

» J'ai promis à Sa Majesté que vous apporteriez toute la diligence
» possible à retirer les déclarations et dresser les rôles, que vous ferez
» exécuter dans les villes et paroisses à mesure que vous les aurez
» expédiés ; ils seront autorisés, comme ceux de la capitation, par un
» arrêt du Conseil. A l'égard de la peine portée par l'édit contre ceux
» qui ne payeront pas dans le temps prescrit, sur l'avis qui vous en
» sera donné par les receveurs des tailles, ou vous les condamnerez à
» payer le double, ou vous laisserez passer quelques jours sans donner
» vos condamnations ; je laisse le tout à votre prudence.

» Pour ce qui est de ceux qui feront de fausses déclarations, il faut
» les punir sévèrement en leur faisant payer le quadruple (1). Vous
» aurez soin de m'envoyer des duplicata des déclarations qui seront
» faites et des rôles que vous dresserez afin que je les fasse remettre
» aux commissaires du Conseil que le roi a nommés pour suivre la
» levée du dixième. . . .

» Je crois qu'il est à propos que les frais de poursuite soient taxés
» par vos subdélégués sur les diligences qui leur seront représentées ;
» desquels frais il sera donné quittance par les receveurs à ceux qui
» les leur payeront.

» L'intention du roi est que, faute par les maires et syndics de
» porter aux receveurs des tailles, dans le temps marqué, les deniers
» par eux reçus, ou de leur avoir fourni l'état des dénommés aux
» rôles qui n'auront pas payé, ils soient contraints au paiement du
» montant de ce qui se trouvera dû, sauf, à eux, à se faire payer par
» les débiteurs.

» Les receveurs des tailles tiendront deux registres paraphés par
» vos subdélégués : l'un pour enregistrer les sommes qu'ils recevront
» et l'autre pour les frais, observant d'enregistrer sur le premier tous
» les certificats de publication des rôles. . . . » (2).

Le 14 Octobre 1710, fut promulguée la déclaration royale portant création du dixième pour la durée de la guerre.

Le 22 Octobre, Daguesseau, Procureur général du parlement de Paris, croyait devoir formuler une timide protestation.

« Je reçois dans ce moment, écrivait-il, la déclaration qui ordonne
» la levée du dixième de tous les revenus du royaume. Les besoins
» pressants de l'état et le malheur des conjonctures présentes me
» ferment la bouche sur tout ce qu'il y auroit à dire. . . Il paroît

(1) Les intendants furent autorisés à faire estimer au double les revenus des contribuables qui se refusaient à souscrire une déclaration.

(2) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III, N° 865.

» extraordinaire qu'un établissement si nouveau et d'une si grande
» conséquence se fasse par une simple déclaration, et il semble que la
» forme d'un édit auroit été plus convenable, si ce n'est peut-être que
» vous avez préféré celle d'une déclaration pour montrer encore par
» là qu'il ne s'agit que d'une levée passagère et qui doit cesser avec la
» guerre. Quoi qu'il en soit, j'envoie cette déclaration à M. le Premier
» Président qui est à Mortefontaine... Je l'enverrai aussitôt après à
» mon substitut à Paris, pour la faire enregistrer en la chambre des
» vacations avant que cette chambre finisse. Il auroit peut-être été
» aussi convenable qu'une déclaration de cette importance eût été
» enregistrée en plein parlement, mais, c'est au roi à décider des
» temps et des moments comme de tout le reste ; pour nous, il est
» toujours également temps d'obéir » (1).

En dépit des remontrances du Procureur général Daguesseau, la déclaration fut enregistrée le 25 Octobre par le parlement de Paris et cet exemple fut suivi par les parlements de province.

Pour atténuer l'émotion qu'avait pu soulever la nouvelle imposition, le roi fit informer les intendants, le 28 Octobre, qu'il supprimait la crue sur le sel du 18 Novembre 1702 et qu'il s'engageait à diminuer le montant des tailles.

La déclaration du 14 Octobre 1710 ordonnait à tous les propriétaires et commerçants et généralement à tous ceux qui exerçaient une industrie quelconque de déclarer leurs revenus nets dans un délai de quinze jours. Les déclarations devaient être adressées aux intendants dans les provinces et au Prévot des marchands à Paris.

Les contribuables qui ne remettaient pas de déclaration étaient taxés sur un revenu double de leur revenu réel. Quant aux auteurs de fausses déclarations, leur punition était plus sévère encore : on les taxait sur un revenu fictif qui était égal au quadruple de leur revenu réel.

Cette déclaration volontaire, placée à la base du dixième, n'est pas le seul caractère qui donne à cette imposition une physionomie vraiment moderne. Si le dixième est considéré comme le premier impôt scientifiquement conçu de la monarchie française c'est qu'il comportait l'abandon du système suranné de la répartition en faveur du système moderne de la quotité.

Malheureusement, le dixième ne demeura pas longtemps un impôt de quotité et il faut bien reconnaître ici que les innovations fiscales de

(1) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III, N° 865.

la monarchie française se heurtaient à des privilèges et à des usages inhérents au régime.

Le système des abonnements à forfait, s'il ne supprima pas complètement le caractère d'impôt de quotité du dixième, fit une large place à l'idée de répartition.

Le clergé se fit exempter de l'imposition nouvelle en votant un don gratuit exceptionnel de huit millions. Les pays d'États, le clergé étranger et un grand nombre de villes s'abonnèrent. Les habitants des pays d'États et des villes abonnées au dixième payaient donc, non pas un impôt de quotité, mais un impôt de répartition.

Il faut ajouter que l'administration n'était pas organisée pour vérifier sérieusement les déclarations des contribuables. Naturellement ceux-ci ne manquèrent pas de s'apercevoir de l'absence de contrôle et ils furent unanimes à payer le dixième de revenus fictifs très inférieurs à leurs revenus réels.

La carence de l'administration aboutissait donc à substituer au système de la quotité une série de forfaits très désavantageux pour l'état puisque le chiffre en était déterminé par les intéressés eux-mêmes.

Le nouvel impôt, si séduisant en théorie, ne consistait plus qu'en abonnements et en forfaits unilatéraux. Il avait perdu une partie des avantages de l'impôt de répartition sans acquérir en échange les avantages infiniment plus appréciables de l'impôt de quotité. Insensiblement, il prenait le caractère d'une affaire extraordinaire.

D'après les déclarations des contribuables, chaque intendant dressait les rôles du dixième de sa généralité. On n'avait pas renouvelé aux privilégiés et aux exempts la faveur qui leur avait été accordée à l'occasion de la capitation. Ils étaient cotisés au dixième sur les mêmes rôles que les taillables.

Les rôles dressés par l'intendant étaient arrêtés et rendus exécutoires par arrêt du Conseil. Ils étaient ensuite publiés.

Un arrêt du Conseil du 2 Décembre 1710 décida que toutes les oppositions aux rôles seraient portées devant les intendants qui avaient établi lesdits rôles. Ceux-ci devaient envoyer toutes les pièces au Conseil en faisant connaître leur avis sur chaque affaire. Les rôles étaient exécutés nonobstant les oppositions.

Les intendants étaient tenus d'adresser au Contrôleur général des duplicata des déclarations des contribuables et des rôles du dixième. Ces duplicata étaient ensuite transmis par le Contrôleur général aux commissaires que le roi avait nommés pour suivre la levée du dixième

Les rôles, dressés par les intendants et rendus exécutoires par le Conseil, étaient remis aux maires ou syndics des communautés d'habitants ou aux autres personnes désignées par les intendants, qui en effectuaient le recouvrement.

Les magistrats municipaux ou simples particuliers préposés au recouvrement du dixième devaient verser, à dates fixes, au receveur des tailles de l'élection, les fonds provenant de l'imposition. Ils devaient fournir en même temps la liste des contribuables en retard, sous peine d'être déclarés personnellement responsables des sommes non recouvrées.

Les noms des contribuables en retard étaient communiqués par le receveur des tailles à l'intendant de la généralité. Celui-ci pouvait condamner les retardataires au paiement d'une somme double de leur cote de dixième. Il pouvait également leur accorder un délai de grâce de quelques jours avant de prononcer sa condamnation.

Les frais des poursuites judiciaires auxquelles donnait lieu le recouvrement du dixième étaient taxés par les subdélégués sur la justification qui leur en était faite. Ils étaient recouvrés par les receveurs des tailles.

Les règles que nous venons de rappeler brièvement étaient habituellement suivies dans toutes les généralités des pays d'élections. Nous n'avons découvert, pour notre part, dans la généralité de Paris, aucune particularité qui méritât d'être signalée.

Le dixième était une imposition extraordinaire destinée à disparaître trois mois après la signature de la paix. La guerre prit fin en 1715 mais, comme elle laissait beaucoup de dettes, il ne fut possible de supprimer le dixième que deux ans plus tard, au mois d'Août 1717.

On laissa toutefois subsister l'imposition sur les traitements des fonctionnaires et sur les pensions sans autre raison apparente que la grande commodité du recouvrement par voie de retenue.

§ 4. Les aides et les traites

A l'origine, on désignait sous le nom d'aides toutes les impositions, directes ou indirectes, librement consenties par les Etats assemblés, pour le fait de la guerre et la défense du royaume. C'étaient des impositions extraordinaires qui prenaient fin avec la guerre.

Vers le XV^{me} siècle le mot « aides » ne fut plus employé que pour désigner les impôts sur les marchandises et spécialement sur le vin.

Les aides sur le vin sont de beaucoup les plus anciennes. Grégoire de Tours parle des sujets de Chilpéric qui devaient donner un quartaut de vin par arpent de vigne (Unam amphoram vini per aripennem) (1).

En 1354, Jean-le-Bon établit une imposition d'un sol pour livre « sur le vin et autres boissons qui se vendent en gros et en détail et sur » toutes les autres denrées qui se transportent hors le royaume ».

Sous le règne de Charles VII, les aides, jusque-là extraordinaires et temporaires, devinrent ordinaires et perpétuelles. Elles furent fixées au vingtième du prix du vin vendu en gros et au huitième ou au quart de celui du vin vendu au détail, suivant les autres charges que supportaient les différentes provinces.

Les aides sur le prix du vin vendu en gros qui avaient remplacé le sol pour livre de Jean-le-Bon reçurent le nom de « droit de gros ». Ce droit s'appliquait à toutes les ventes et reventes de boissons en gros.

A la fin du règne de Louis XIV, il n'était perçu que dans les généralités de Paris, de Châlons, de Soissons et d'Amiens. Les autres généralités, bien qu'assujetties aux aides, étaient exemptes du droit de gros à l'exception, toutefois, de Rouen, Tours, Chartres, Issoudun et quelques autres villes.

En 1561, Charles IX établit un droit de 5 sols par muid de vin entrant dans les villes closes et les faubourgs. A la fin du XVII^{me} siècle, ce droit était perçu dans les villes et lieux y assujettis des généralités de Normandie, d'Amiens, de Châlons et de Soissons (2).

Dans tous les pays soumis au droit de gros, on percevait également des droits de jaugeage et de courtage destinés à rémunérer les possesseurs des charges de jaugeurs et de courtiers. Ces droits avaient été supprimés par l'arrêt du Conseil du 19 Septembre 1679 mais ils furent rétablis définitivement par la déclaration du 10 Octobre 1689.

Le droit de courtage était perçu à chaque vente ou revente de boissons. Il était de 10 sols par muid de vin, 30 sols par muid d'eau-de-vie et 6 sols par muid de bière, cidre ou poiré. Le droit de jaugeage était égal à la moitié du droit de courtage et était perçu lors de la première vente seulement.

Pour la région parisienne, il faut encore ajouter le droit du pont de Joigny qui frappait tous les vins passant au-dessus, au-dessous ou à côté de ce pont, c'est-à-dire en provenance de la Bourgogne et du Beaujolais.

(1) Grégoire de Tours « Histoire » V^{me} livre, Chapitre XXIX, cité par Piganiol de la Force (A.-M. DE BOISLISLE « *Mémoire de la Généralité de Paris* »).

(2) Cette imposition faisait partie des « cinq grosses fermes ».

L'auteur du « *Mémoire de la Généralité de Paris* » constate que « les nouveaux droits qui se lèvent avec les anciens ont beaucoup chargé les vins ». Il émet le vœu qu'on fasse attention à cette partie considérable des revenus de l'état que représentait déjà la viticulture et qu'on encourage, par quelque diminution, les propriétaires des vignes. Comme moyen de diminution des charges, il préconise la suppression des offices de jaugeurs et de courtiers et des droits y attachés.

Indépendamment des aides sur les boissons, il existait une foule de droits plus ou moins importants : les uns, vestiges du passé, les autres, créations récentes des rois à bout d'expédients financiers.

Parmi ces droits, on peut citer ; les droits sur les cendres, sur les suifs, sur les chandelles, sur les cuirs, sur le papier, sur le carton, sur les cartes à jouer, sur la poudre à poudrer, etc.

Colbert établit le droit de marque des fers, surtout dans un but économique, pour permettre le contrôle de la fabrication et de la transformation du fer.

En 1704, furent créés des offices d'inspecteurs aux boucheries et, conséquemment, des droits spéciaux destinés à rémunérer les acquéreurs de ces offices. Comme il arrivait presque toujours en pareille circonstance, les officiers disparurent mais les droits subsistèrent (1).

Les traites étaient des droits perçus à l'occasion de la circulation des marchandises. A la différence des aides qui étaient, à l'origine, librement consenties par les contribuables, elles ont toujours été imposées en vertu des droits de puissance publique du roi de France ou des souverains des provinces indépendantes.

Suivant les époques et les circonstances, les traites étaient inspirées par des considérations politiques, fiscales ou économiques. Elles consistaient en droits de sortie ou d'entrée sur certaines marchandises que le roi faisait percevoir aux frontières de son royaume.

Au milieu du XIV^{me} siècle, Jean-le-Bon décida de considérer désormais comme étrangères certaines provinces qui ne lui avaient pas consenti des aides suffisantes. Mais, au lieu d'élever des forteresses entre les provinces qu'il répudiait et celles qui lui demeuraient fidèles, il se contenta d'établir des bureaux de traites.

Dans ces bureaux, étaient perçus des droits d'entrée sur les marchandises provenant des provinces considérées comme étrangères et des droits de sortie sur les marchandises qui y pénétraient.

(1) C'était ce qu'on appelait des « droits réservés ». La connaissance de toutes les contestations relatives à cette sorte de droits avait été attribuée aux intendants.

Au XV^{me} et au XVI^{me} siècles, lorsque plusieurs grandes provinces, jusque-là indépendantes, furent définitivement réunies à la couronne, le roi jugea avantageux de laisser subsister à son profit le régime douanier de chacune de ces provinces.

Colbert se trouva en présence d'un système de douanes intérieures compliqué, incohérent et particulièrement nuisible au développement du commerce et de l'industrie. Il résolut de faire tomber les barrières douanières du plus grand nombre possible de provinces.

A cet effet, il établit le fameux tarif de 1664 qui supprimait les droits perçus dans un but de fiscalité pour leur substituer des droits nouveaux, uniquement inspirés par des considérations économiques. C'est ainsi que, pour assurer la protection et favoriser l'essor de notre industrie naissante, les matières premières étaient dégrevées à l'entrée et surtaxées à la sortie. Une règle inverse était appliquée aux produits manufacturés.

Les anciens droits de traites ne furent plus perçus à l'intérieur d'une région limitée par les frontières extérieures de la Normandie, de la Picardie, de la Champagne, de la Bourgogne, du Bourbonnais, du Berri, du Poitou, de l'Aunis, de l'Anjou et du Maine. C'est cette région qu'on appela l'enceinte des « cinq grosses fermes ».

On réputa étrangères les provinces qui ne voulurent pas adhérer au tarif de 1664, dès sa mise en vigueur, mais on leur laissa la faculté d'y adhérer dans l'avenir.

Tous les droits nouveaux établis par le tarif de 1664 firent l'objet d'une grosse ferme. On désigna sous la dénomination de « cinq grosses fermes » l'ensemble des traites perçues aux frontières ou à l'intérieur des dix-huit provinces comprises dans l'enceinte.

C'étaient :

- 1^o Les droits de sortie sur toutes denrées et marchandises ;
- 2^o Les droits d'entrée sur les grosses denrées et marchandises ;
- 3^o Les droits d'entrée sur les drogueries et épiceries ;
- 4^o Les traites domaniales sur certaines denrées et marchandises ;
- 5^o Le subside de 5 sols par muid de vin, perçu dans les villes et lieux y assujettis des généralités de Normandie, d'Amiens, de Châlons et de Soissons.

En 1667, Colbert fit promulguer un tarif de droits uniformes applicables aux frontières du royaume à l'occasion de l'entrée ou de la sortie d'un certain nombre de marchandises. Ces droits correspondent à nos droits de douanes modernes et l'on conçoit qu'ils aient pu être inspirés aussi bien par des considérations économiques que par des considérations politiques.

A partir de 1667, il exista donc en France deux lignes douanières concentriques : une ligne de douanes intérieures, à l'enceinte des cinq grosses fermes, où l'on appliquait les droits du tarif de 1664 et une ligne de douanes extérieures, aux frontières politiques du royaume, où l'on percevait les droits du tarif de 1667.

Au-delà de la ligne de douanes extérieures se trouvaient quelques provinces que l'on traitait comme pays étrangers ou à l'instar de l'étranger effectif. Le commerce de ces provinces avec l'étranger était libre mais, avec les autres provinces du royaume, il était soumis aux droits du tarif de 1667.

Ces provinces étaient : l'Alsace, la Lorraine, les trois évêchés : Metz, Toul, Verdun et le pays de Gex. Il y avait de plus trois ports francs : Marseille, Dunkerque et Bayonne.

Les rois de France ont, de tout temps, abandonné à des fermiers le recouvrement de leurs impôts indirects.

Jusqu'au XVII^{me} siècle, on procédait à l'adjudication de ce recouvrement par région et, dans chaque région par nature d'impôt.

Nous avons vu plus haut que la perception des droits du tarif de 1664, à l'enceinte des cinq grosses fermes, avait fait l'objet d'un seul bail. A partir de ce moment, il n'y eut plus que quatre grandes fermes : celle des traites, celle des aides, celle des gabelles et celle des gabelles du Languedoc.

En 1680, on adopta le système de la ferme générale. La perception de l'ensemble des impôts indirects fut adjugée à une seule compagnie de quarante traitants, dissimulés sous le couvert d'un prête-nom.

Au dire des fermiers généraux eux-mêmes, les premiers baux de la ferme générale avaient produit les sommes suivantes : (1).

	EN TEMPS DE PAIX	EN TEMPS DE GUERRE
Gabelles.	24.861.361 L.	24.744.967 L. { en raison d'une
Grosses fermes et tabac	12.412.473 L.	8.765.781 L. { augmentation
Aides et entrées	21.239.619 L.	16.118.897 L. { de 2.000.00 L.
Domaines	6.342.041 L.	5.467.638 L. { sur le prix du sel

En 1697, lors du renouvellement du bail de la ferme générale, les fermiers, associés sous le nom de Thomas Templier, furent déclarés

(1) Tableau extrait du « *Mémoire de la Généralité de Paris* », publié par A.-M. DE BOISLISLE.

adjudicataires moyennant le paiement de 55.000.000 de livres en temps de paix et de 52.000.000 de livres en temps de guerre.

Voici comment se décomposait le prix du bail général des fermes de France passé avec Thomas Templier, le 30 Avril 1697 : (1)

	EN TEMPS DE PAIX	EN TEMPS DE GUERRE
Toutes les gabelles de France	22.700.000 ^{L.}	23.500.000 ^{L.}
Grosses fermes et tabac	11.450.000 ^{L.}	8.500.000 ^{L.}
Aides et entrées.....	16.350.000 ^{L.}	15.500.000 ^{L.}
Domaines.....	4.500.000 ^{L.}	4.500.000 ^{L.}
TOTAUX.....	55.000.000 ^{L.}	52.000.000 ^{L.}

Après la passation du bail, la ferme du tabac fut distraite de la ferme générale et adjudgée au prix de 1.500.000^{L.}.

On remarquera que, seul, le prix d'adjudication des gabelles était plus élevé pendant la guerre que pendant la paix. Il en était ainsi en raison des déclarations royales des 22 Février et 25 Octobre 1689 qui avaient ordonné, pour le temps de la guerre, une augmentation d'un écu par minot dans les grandes gabelles et de 40 sols dans les petites.

A la paix de Ryswyck, cette augmentation ne fut pas supprimée. Une déclaration du 1^{er} Juillet 1698 décida qu'elle serait maintenue jusqu'à ce qu'il en eût été autrement ordonné. En fait, elle subsista jusqu'à la mise en vigueur de la déclaration du 17 Juillet 1714.

En conséquence de la déclaration du 1^{er} Juillet 1698, on porta le prix du bail des gabelles pour le temps de paix à 24.500.000^{L.}, soit une augmentation de 1.800.000^{L.}.

Toutefois, comme les gabelles de Lorraine avaient été restituées au duc de Lorraine, en exécution du traité de Ryswyck, on en tenait compte au fermier général pour une somme de 900.000^{L.}.

Le bail général des fermes de France ne comprenait pas le droit de marque des chapeaux et le domaine d'Occident qui formaient une ferme spéciale. Quant aux postes, elles furent adjudgées séparément, un peu plus tard, au prix de 2.800.000^{L.} par an.

Le produit brut de toutes les fermes s'éleva, en 1699, à 65.971.750 livres.

Boulainvilliers estimait que la généralité de Paris payait le sixième des cinq grosses fermes et du tabac, soit 1.900.000^{L.} en temps de paix et 1.416.000^{L.} en temps de guerre.

(1) Nous empruntons le tableau suivant au « *Mémoire de la Généralité de Paris* », publié par A.-M. DE BOISLISLE, Page 281.

Il évaluait la récolte en vin de la même généralité à 125.211 muids par année commune et il rapporte que les droits d'entrée perçus à Paris, au cours de l'année 1700, s'élevèrent à 204.777^{L.} (1).

§ 5. Les gabelles

A l'origine, la gabelle était un impôt sur les marchandises. Ce n'est que plus tard que le mot a pris un sens étroit et a été uniquement appliqué à l'impôt sur le sel.

L'étymologie du mot est très discutée. Ceux qui pensent que la gabelle est une invention des Juifs affirment que le nom qui lui fut donné vient du mot hébreu « kabbal » ou « kabbel » (limitation de prix) (2). Les autres, qui voient dans la gabelle une institution de caractère féodal, inclinent à penser que l'origine de son nom est dans le mot allemand « gabe » (don) (3).

Selon Piganiol de la Force (4), la gabelle aurait été introduite en France dès le début du règne de Philippe IV le Bel, en 1286. Il n'est donc pas exact, comme le prétendent certains auteurs, que la gabelle fut créée sous le règne de Philippe VI de Valois (5).

La gabelle était de 2 deniers par minot sous Philippe V, de 4 deniers sous Philippe VI, de 6 deniers sous Jean-le-Bon, de 8 deniers sous Charles V et de 12 deniers sous Charles VII.

Le minot de sel (6) qui valait 24^{L.} sous François 1^{er} était vendu 45^{L.} en 1700.

(1) Opinions citées par A.-M. DE BOISLISLE « *Mémoire de la Généralité de Paris* », Pages 277 et 281.

Il y a lieu d'ajouter à ces droits ceux de domaine et barrage. On désignait sous cette dénomination un grand nombre de droits réunis qui se percevaient à l'entrée de Paris et dont les titres constitutifs avaient été perdus. Ces droits étaient en partie énumérés dans la déclaration royale du 17 Septembre 1692 qui demeura en vigueur jusqu'à la fin de l'ancien régime.

Le 12 Juin 1694, Etienne Richer fut subrogé pour 6 ans à la ferme du domaine et barrage, à raison de 350.000^{L.} par an.

(2) de Mézeray « *Histoire de France* », Edition de 1643, Tome I, Page 802 cité par A.-M. DE BOISLISLE.

(3) A.-M. DE BOISLISLE « *Mémoire de la Généralité de Paris* ».

(4) Piganiol de la Force « *Description de la France* », Tome I, Page 436, cité par A.-M. DE BOISLISLE « *Mémoire de la Généralité de Paris* ».

(5) « Pourquoi, aurait dit Monstrelet, Edouard, roi d'Angleterre, l'appelait l'auteur » de la loi salique ». De Mézeray ajoute « ... lui, en revanche, appelait Edouard » marchand de laine ».

(6) Le minot de sel était une mesure de capacité contenant 4 boisseaux ou 52 litres. Le muid de sel contenait un peu plus de 24 hectolitres.

La grande ordonnance du mois de Mai 1680 est la loi fondamentale de la gabelle pendant le dernier siècle de l'ancien régime.

On distinguait deux sortes de provinces : celles qui étaient soumises à la gabelle et celles qui en étaient exonérées.

Les provinces exonérées de la gabelle étaient également de deux sortes : les unes étaient exemptes, c'est-à-dire qu'elles n'avaient jamais été soumises à la gabelle, les autres étaient dites rédimées parce qu'elles s'étaient affranchies, à titre onéreux, de l'impôt du sel, auquel elles étaient assujetties en principe.

Les provinces soumises à la gabelle étaient de trois sortes : les unes étaient dites provinces de gabelle de salines, les autres provinces de petite gabelle et les dernières provinces de grande gabelle.

La généralité de Paris était un pays de grande gabelle. Il existait dans cette généralité, à la fin du XVII^{me} siècle, vingt-cinq greniers à sels. Ces greniers étaient approvisionnés de sel de Brouage (1) que les fermiers-généraux faisaient venir par mer au Havre-de-Grâce ou à Saint-Valéry-en-Caux.

On avait construit dans ces ports des magasins où le sel était entreposé conformément aux règlements des gabelles. Il était réexpédié aux différents greniers de la généralité au fur et à mesure de leurs besoins. Le transport s'effectuait par la Seine, l'Oise, la Marne ou l'Yonne, puis, le sel était conduit par charrois du lieu de débarquement jusqu'au grenier auquel il était destiné.

L'ordonnance des gabelles du mois de mai 1680 avait fixé les prix de vente suivants pour la généralité de Paris :

40^L. le minot pour les greniers de Dreux, Mantes, Poissy, Pontoise et La Roche-Guyon ;

41^L. le minot pour les greniers de Paris, Brie-Comte-Robert, Lagny, Meaux, Senlis, Creil, Compiègne, Beauvais, Montfort, Etampes, Melun, Montereau, Nemours, Sens, Joigny, Saint-Florentin, Vézelay, Provins et Nogent ;

42^L. le minot pour le grenier de Tonnerre.

Aux prix fixés par l'ordonnance de 1680, il faut ajouter : une augmentation de 3^L. par minot, conformément aux déclarations des 22 Février 1689, 25 Octobre 1689 et 1^{er} Juillet 1698 ;

un droit de 20 sols par minot, en faveur des nouveaux officiers à sel ;

un droit de 13 sols 6 deniers (droits manuels) en faveur des officiers des greniers à sel et des mesureurs de sel.

(1) Aujourd'hui, localité du département de la Charente-Inférieure, commune de Hiers-Brouage, arrondissement de Marennes. C'est là que Colbert avait tout d'abord songé à construire un grand port militaire.

Ainsi, en l'année 1700, un minot de sel, pris au grenier de Paris, coûtait 45^{L.} 13^s 6^d, savoir :

pour le prix fixé par l'ordonnance	41 ^{L.}
pour les deux augmentations de 30 sols chacune.....	3 ^{L.}
pour les droits attribués aux officiers	1 ^{L.}
pour autres droits appelés « manuels » auxdits officiers	9 ^s 6 ^d
et aux mesureurs	4 ^s
Total.....	45 ^{L.} 13 ^s 6 ^d

En 1698, le produit brut de la vente du sel dans la généralité de Paris, y compris le grenier de Paris, s'élevait à 4.238.840^{L.}.

L'année 1698 étant une année de paix et le prix du bail des gabelles pour le temps de paix ayant été porté à 24.500.000^{L.}, en conséquence de la déclaration du 1^{er} Juillet de la même année, nous pouvons faire une constatation identique à celle que Boulainvilliers a faite pour les cinq grosses fermes et le tabac ; à savoir, que Paris et la généralité du même nom payaient environ le sixième du montant total des gabelles de France.

Il y a lieu de remarquer que, suivant les fermiers généraux, l'augmentation de 3^{L.} par minot, confirmée en 1698, avait fait diminuer la consommation du sel et, par voie de conséquence, le produit de la vente. « Le commun du peuple, disaient-ils, qui ne peut » avoir 11^{L.} 5^s pour un quart de minot qui est la plus petite mesure » qui se fournisse aux greniers, est dans la nécessité d'en acheter aux » regrats où le prix du sel est augmenté du demi-parisis, sans compter » une infinité d'abus qu'il y a dans cette revente du sel au détail, tant » par la difficulté de faire des mesures certaines que pour la facilité » de les altérer » (1).

Cette augmentation ne fut cependant supprimée que par la déclaration du 17 Juillet 1714.

La cherté excessive du sel dans les pays de grande gabelle était une cause de troubles et de désordres.

En effet, malgré les précautions prises par le gouvernement et par les fermiers, la contrebande du sel était très active dans les pays de grande gabelle limitrophes des provinces rédimées.

Lorsque cette contrebande était pratiquée par des bandes organisées de faux-sauniers, la répression en était confiée aux intendants. Pendant la guerre de la succession d'Espagne, la connaissance des faits de faux-

(1) « *Mémoire de la Généralité de Paris* », publié par A.-M. DE BOISLISLE.

saunage fut même enlevée aux greniers à sel et aux Cours des aides pour être attribuée aux commissaires départis.

Ceux-ci se trouvèrent ainsi investis, pour le même objet, des fonctions de justice et de police. Cette suppression complète des garanties d'impartialité habituellement accordées aux justiciables ne peut s'expliquer que par le caractère exceptionnel des mesures que l'on se proposait de prendre contre les faux-sauniers.

La lutte de la maréchaussée et des commis de la ferme contre les bandes armées de faux-sauniers dégénérait parfois en véritables batailles rangées. En 1705, à la suite d'une augmentation du prix du sel, l'intendant de Riom se trouva dans la nécessité d'organiser des gardes bourgeoises pour se protéger lui-même et assurer la défense de Clermont-Ferrand et de Riom à la merci d'une attaque des faux-sauniers (1).

En 1709, Le Gendre, intendant à Montauban, prenait d'énergiques mesures contre les faux-sauniers et faisait procéder à l'arrestation de plus de 20 d'entre eux dont leur chef.

Le 21 Février 1709, il écrivait au Contrôleur général :

« Je prendrai néanmoins la liberté de vous dire que, quand le » faux-saunage éclate à un certain point, il faut sortir ces sortes » d'affaires des justices réglées, dont les démarches sont lentes et » rarement suivies d'exemple ; n'en ayant pas vu faire un seul depuis » 10 ans queje suis ici, et voilà ce qui cause tant de désordres » (2).

Quelque temps après, un arrêt du Conseil attribuait à Le Gendre la connaissance de tous les faits de faux-saunage commis dans le Rouergue.

En ce qui concerne les troubles causés dans la généralité de Paris par la cherté du sel, nous pouvons citer les attroupements de paysans autour d'une fontaine d'eau salée située près de Vézelay. Les paysans en retiraient du sel non seulement pour leurs bestiaux mais aussi pour leur usage personnel. Phélypeaux, intendant de Paris, s'en émut et, le 15 Janvier 1706, il écrivit au Contrôleur général :

« Je crois qu'avant toutes choses, il seroit nécessaire que vous » prissiez la peine de faire écrire à Messieurs les intendants des » provinces où ces villages sont situés d'empêcher ces attroupements.

(1) Charles GODARD « Les pouvoirs des intendants sous Louis XIV », Page 276.

(2) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III, N° 340.

» J'espère que j'en viendrai à bout pour les paroisses du département
» de Paris. Je crois aussi qu'il seroit bon de faire assigner ces villages
» au devoir de gabelles, et que, si on les obligeoit à prendre du sel
» suivant l'ordonnance, cette fontaine leur deviendrait inutile et ils n'y
» viendroient plus » (1).

A la suite des incidents qui s'étaient produits dans l'élection de Vézelay, un arrêt fut envoyé qui portait les mêmes peines pour les attroupements en armes que pour les faits de faux-saunage.

Bien que la généralité de Paris fût séparée par les généralités de Soissons et d'Amiens des provinces rédimées de l'Artois, du Cambrésis, du Hainaut et de la Flandre, la contrebande y était assez active aux frontières. C'est ainsi que, le 10 Novembre 1708, le Contrôleur général donnait ordre aux fermiers généraux d'envoyer immédiatement de la Porte en Champagne, Berthelot de Saint-Laurent et Thiroux en Picardie » pour conférer avec les intendants sur les moyens de » prévenir le retour du faux-saunage ».

D'autre part, la contrebande du sel s'exerçait aux portes de Paris. Dans un rapport du 16 Décembre 1706, adressé au Contrôleur général, le Lieutenant général de police rend compte qu'il a visité les maisons et terrains voisins de la Salpêtrière où les fermiers généraux se plaignent que la contrebande trouve « des passages tout ouverts pour pénétrer dans Paris ». Il propose la suppression des cabarets établis dans ces maisons et la clôture des caves ou carrières sur lesquelles elles sont bâties. Cette proposition fut acceptée par le Contrôleur général (2).

Dans la lutte engagée contre la contrebande du sel, l'intendant de Paris rencontrait toutes sortes d'obstacles. C'est ainsi qu'au sujet du faux sel qu'on disait caché dans la manufacture de tapisseries de Beauvais et dans les maisons religieuses, Bignon de Blanzay, successeur de Phélypeaux, écrivait le 12 Janvier 1711, au Contrôleur général, qu'une visite serait chose délicate. Il ajoutait qu'il faudrait fouiller d'abord plusieurs autres maisons et il exprimait la crainte que le faux sel fût habilement dissimulé aux yeux des inspecteurs chargés de le découvrir (3).

(1) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome II, N° 950.

(2) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome II, N° 1161.

(3) A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III, N° 941.

§ 6. Le domaine et les droits domaniaux

Le domaine royal consistait en fonds de terre et en seigneuries. A ce domaine matériel, s'ajoutait un domaine incorporel composé des droits seigneuriaux attachés au domaine matériel et de tous autres droits d'origine domaniale devenus régaliens.

C'étaient les droits de régale, amortissement, franc-fief, nouveaux acquêts, anoblissement, ban et arrière-ban, aubaine, bâtardise, déshérence, confiscation, amendes, épaves, trésors et biens vacants, dixième des mines, pêche, chasse, tiers-et-danger, débris sur mer et fleuves publics, atterrissements, accroissements, îles et îlots, dîmes inféodées, patronages, greffes, tabellionages, droits de scel aux contrats, banalités, foires et marchés, minages, péages, barrages, travers, droits féodaux et seigneuriaux tels que : hommages, censives, lods et ventes, quints, requints, reliefs, rachats, champarts, terriers, droits de poids-et-mesures et quelques autres encore.

Au XVI^{me} et au XVII^{me} siècles, les rois instituèrent, en vertu de leurs pouvoirs de police générale, des droits nouveaux qu'ils rattachèrent à leur domaine. Inspirés le plus souvent par des considérations fiscales, ces droits n'en constituaient pas moins le prix de services rendus par le roi à ses sujets à l'occasion de certains actes dont la régularité importait à l'ordre public.

C'étaient : l'insinuation de la plupart des actes translatifs de propriété ou de droits réels, le contrôle des actes, le contrôle des exploits, le centième denier et la formule. Toutefois, ces deux derniers droits avaient été uniquement inspirés par des considérations fiscales.

Le domaine royal était considérable mais il était dispersé dans toutes les régions de la France.

Le roi avait conservé la jouissance de certaines parties de son domaine : châteaux, forêts, etc. C'était le domaine proche. D'autres parties du domaine, de beaucoup les plus nombreuses, avaient été concédées à des nobles ou à des roturiers. Le roi n'en conservait donc plus que la mouvance ou domaine éminent. En échange du domaine utile, les nobles lui devaient foi et hommage et les roturiers le cens ou le champart. En cas de transmission des terres inféodées, les nobles payaient le droit de quint ou le droit de relief et les roturiers le droit de lods et ventes ou le droit de rachat.

Indépendamment des obligations féodales auxquelles étaient assujettis ses vassaux, le roi exerçait, dans son domaine, toutes les attributions des seigneurs hauts-justiciers.

La conservation du domaine était une des préoccupations les plus importantes des administrateurs de l'ancien-régime. Théoriquement, elle appartenait à la Chambre des comptes (1) et aux trésoriers de France ; mais, tandis que le rôle de la chambre des comptes se bornait à conserver les titres de propriété du roi, les trésoriers s'occupaient plutôt des détails de l'administration courante que de la conservation proprement dite.

Pendant ce temps, engagistes et tenanciers s'efforçaient de faire disparaître insensiblement le caractère de précarité dont leur possession était entachée. D'autre part, les paysans s'emparaient des terres abandonnées et tentaient de se créer, en les cultivant, un titre de légitime propriété.

Pour mettre un terme à ces usurpations continuelles, le gouvernement décida, en 1655, de faire procéder à la rédaction du « papier terrien ». On appelait ainsi la description de la propriété foncière reconnue fondée à la suite de l'examen de ses titres constitutifs.

Dès son arrivée au pouvoir, Colbert s'efforça de mener à bien la tâche immense qui s'offrait à son activité.

On ordonna que tous ceux qui détenaient, à un titre quelconque, une parcelle du domaine royal, seraient tenus d'en faire la déclaration et de représenter les titres justificatifs de leur possession.

Comme il était impossible de juger, dans les formes de la justice réglée, les innombrables contestations provoquées par la rédaction du papier terrien, on attribua compétence aux intendants, sauf appel au Conseil du roi ou aux Chambres du domaine instituées dans certaines provinces. Les intendants statuaient dans la forme du contentieux administratif, sur pièces et sans le concours d'avocats ou de procureurs.

Les intendants avaient reçu pour principale mission de faire rembourser les engagistes et de réunir à la couronne les domaines et droits domaniaux récemment aliénés ou usurpés par des possesseurs de mauvaise foi dépourvus de titre. Ils étaient aidés dans leurs opérations par des trésoriers de France et par des archivistes-enquêteurs en mission.

Un arrêt du Conseil, en date du 27 Mars 1683, ordonna que les hommages, aveux et dénombrements des fiefs mouvants des domaines

(1) A la fin du XVII^{me} siècle, le ressort de la Chambre des comptes de Paris comprenait les généralités de Paris, Soissons, Amiens, Châlons, Orléans, Bourges, Moulins, Poitiers, Limoges, Riom, Lyon, Bordeaux, Montauban, La Rochelle et Tours.

A la suite de la suppression, en 1667, de la Chambre des comptes de Lille, les Flandres et l'Artois furent réunis à la Chambre des comptes de Paris.

du roi seraient rendus aux bureaux des finances présidés par les intendants.

Un autre arrêt du 23 Juillet 1686 autorisa les commissaires départis à procéder à l'avenir aux adjudications des moulins, fours, pressoirs, étangs et autres édifices dépendants du domaine.

La rédaction du papier terrien fut achevée pour quelques provinces avant la fin du ministre de Colbert. Elle se poursuivit dans les autres provinces et fut heureusement terminée avant la chute de l'ancien-régime.

Le papier terrien servait d'élément d'appréciation pour la détermination du prix du bail des domaines et les fermiers l'utilisaient pour les besoins de leur gestion. Dès que le système de la ferme générale eut été adopté, le rendement des domaines s'améliora rapidement et la ferme continua, autant dans son intérêt que dans l'intérêt du roi, l'œuvre de remembrement commencée en 1655.

Chaque fois que les fermiers-généraux avaient découvert une usurpation, ils s'efforçaient d'obtenir un arrêt d'évocation qui attribuait compétence à l'intendant des lieux, à charge d'appel au Conseil.

Les intendants étaient non seulement chargés d'exercer leur surveillance sur les commis de la ferme mais encore de porter un jugement sur la conduite et la valeur des fermiers eux-mêmes.

Il est dit, en effet, dans la circulaire que le Contrôleur général Claude Le Peletier adressait aux intendants, le 12 Mai 1684 ;

«A l'égard des fermes générales, le roi désire que vous marquiez » sincèrement ce que vous avez reconnu de la conduite et du génie des » fermiers généraux que vous avez vus dans votre département pendant » les dernières années, distinguant ceux que vous estimez les plus » propres à travailler dans les provinces et faire les visites.... » (1).

Dans une autre circulaire, en date du 26 Mai de la même année, le Contrôleur général Claude Le Peletier posait les principes qui devaient guider les intendants en matière de réparations aux bâtiments du domaine :

«La dernière espèce d'ouvrages publics comprend les réparations » qui se font aux édifices dépendants du domaine, et dont la dépense » se doit prendre sur le revenu des domaines ; c'est particulièrement » de ceux-là dont il s'agit.

« Lorsque ces réparations sont négligées et ne se font pas dans le » temps que les édifices en ont besoin, cela en cause quelquefois la

(1) Lettre circulaire conservée dans les papiers de l'intendant Lebret et publiée par A.-M. DE BOISLILE « *Mémoire de la Généralité de Paris* », Page 483.

» ruine, ou du moins il en coûte beaucoup plus pour leur rétablissement. C'est pourquoi, il importe de faire faire tous les ans la visite de ces sortes d'édifices, de faire dresser des procès-verbaux exacts de l'état où ils sont et de faire faire les devis estimatifs des réparations qui sont nécessaires. Vous jugez bien aussi qu'il importe que ces devis soient dressés par des architectes, ingénieurs ou experts capables et fidèles; c'est pourquoi, quand les ouvrages sont considérables, et que vous ne croirez pas avoir dans votre département d'experts assez capables pour y avoir l'œil, il sera nécessaire que vous preniez la peine de m'en donner avis, afin que, sur le compte que j'en rendrai au roi, Sa Majesté puisse y pourvoir et vous en envoyer.

» En m'adressant les procès-verbaux de visite, les devis des réparations à faire et votre avis sur celles que vous jugerez nécessaires, je vous ferai savoir les intentions du roi. Lorsque vous aurez fait faire l'adjudication des ouvrages, vous prendrez la peine de m'en adresser les procès-verbaux et je ferai savoir aux fermiers du domaine que le roi trouve bon qu'ils payent les ouvriers sur les ordres que vous leur donnerez. Vous observerez, s'il vous plaît, de ne jamais faire de parfait paiement que l'ouvrage ne soit entièrement achevé et reçu, et que vous ne m'ayez adressé les procès-verbaux de réception.

» Vous tiendrez, s'il vous plaît, un registre exact des ordonnances que vous donnerez sur le fermier des domaines, et vous aurez soin de m'en envoyer, de six mois en six mois, des états, signés et certifiés de vous, sur lesquels le roi fera arrêter un état en forme en son Conseil, qui sera délivré au fermier du domaine en rendant les billets que vous lui aurez donnés.

» Il peut y avoir quelquefois de menues réparations très pressantes, par exemple à des prisons ou à des moulins et écluses. Comme la diligence est nécessaire dans ces cas-là, le roi trouve bon que vous en fassiez payer la dépense par le fermier du domaine lorsqu'elle n'ira qu'à 100^L. ou 150^L. ou environ. Mais, il sera nécessaire que vous preniez la peine de m'en donner avis, en même temps que vous teniez la main à ce que ces réparations se fassent bien et solidement et que vous ayez soin de rectifier les choses dans la suite, en les revêtissant des formalités nécessaires.

» Le roi trouve bon que, lorsque vous ne pourrez pas vaquer vous-même à la visite des réparations qu'il y aura à faire aux édifices dépendants du domaine, vous y employiez, pour votre soulagement, le même trésorier de France qui sera employé dans votre départe-

» tement pour les ouvrages des ponts et chaussées. Vous tiendrez,
» s'il vous plaît, la main à ce qu'il y apporte toute l'application
» nécessaire.... » (1).

S'il en coûtait parfois beaucoup de différer une réparation indispensable, il en résultait également un autre inconvénient que signalait Colbert, dans une circulaire adressée aux intendants, le 13 Mars 1683. Les sous-fermiers du domaine prenaient, en effet, prétexte du manque de réparations pour demander une diminution sur le prix de leur bail. Et le Contrôleur général estimait que les motifs invoqués dissimulaient, en réalité, des abus.

Pour les prévenir, il avait donné ordre aux intendants de lui faire parvenir « un état exact de tous les moulins, fours, étangs, halles,
» fermes, métairies et autres portions de domaines qui consistent en
» bâtimens et autres ouvrages sujets à réparations, concernant le
» revenu de chacune de ces portions de domaines des deux derniers
» baux qui en ont été faits, les sommes qui ont été employées en
» réparations pendant les six années du dernier bail, les diminutions
» prétendues par les sous-fermiers pour raison de chômage desdits
» moulins ou des autres domaines pour faute de réparations, et ce qui
» est revenu de chacun, toutes déductions faites... » (2).

Les intendants devaient également donner leur avis au Contrôleur général à l'effet de savoir s'il y avait lieu de mettre les grosses et menues réparations à la charge des fermiers, de remettre les bâtimens en bon état puis de passer des marchés avec des entrepreneurs pour l'exécution des grosses et menues réparations ou encore de passer un bail à très long terme (50, 60 ou même 99 ans), moyennant une redevance au moins égale aux trois quarts du revenu.

On voit, d'après le caractère général des instructions de Colbert et de son successeur immédiat, que les intendants étaient seuls chargés de l'exécution des réparations nécessaires aux bâtimens dépendants du domaine royal. Le Contrôleur général Le Peletier les avait simplement autorisés à se substituer, pour la visite des édifices à réparer, le trésorier de France qui s'occupait des ponts et chaussées.

Les trésoriers de France n'étaient donc plus, dès la fin du XVII^{me} siècle, de véritables conservateurs du domaine. S'ils en administraient encore certaines parties, c'était en qualité d'auxiliaires de l'intendant, seul responsable et, par conséquent, seul juge de l'opportunité des décisions à prendre.

(1) Circulaire conservée dans les papiers de l'intendant Lebreton et publiée par A.-M. DE BOISLISLE « *Mémoire de la Généralité de Paris* », Pages 678, 679 et 680.

(2) Circulaire reproduite par P. BAUDRY « *Mémoires de N.-J. Foucault* », Page 495.

Toutefois, il nous semble, qu'en matière domaniale comme en matière de ponts et chaussées, les trésoriers de France de Paris avaient conservé un certain nombre d'attributions dont leurs collègues de province avaient été dépouillés par les commissaires départis (1).

Ils avaient, en effet, un droit d'inspection sur tous les domaines de la généralité ; ils les visitaient sans frais et pourvoient à toutes les réparations nécessaires aux édifices ou bâtiments suivants :

1° Aux châteaux de Limours, Corbeil, Compiègne, Montlhéry, Montfort, etc. ;

2° Aux moulins de Melun, Provins, Villeneuve-le-Roy, Crécy, Gonesse ;

3° Aux auditoires de Mantes, Saint-Germain-en-Laye, Sens, du Châtelet ;

4° Aux geôles de Gournay, Sens, Melun ;

5° Aux halles au blé, aux poissons, aux draps, etc ;

6° Aux boucheries de Gloriette, etc.

Nous voyons, au contraire, par une lettre de Bignon de Blanzay au Contrôleur général, que l'intendant de la généralité de Paris faisait lui-même exécuter les réparations nécessaires à la Manufacture royale des tapisseries de Beauvais (2).

De même, lorsqu'un accident survenu à une église entraînait des réparations, celles-ci, qui étaient à la charge du roi, faisaient l'objet

(1) Les autres différences sont nombreuses. En voici quelques-unes, toutes à l'avantage des premiers.

Les Trésoriers de France de Paris avaient l'honneur de siéger un parlement, en la grand'chambre, lorsqu'ils y étaient mandés ou qu'ils y allaient pour les affaires du roi ou du public. Aux audiences de la cour, ils avaient séance sur le banc des baillis et sénéchaux et au-dessus d'eux. Ils étaient réputés officiers, domestiques et commensaux de la Maison du roi et jouissaient des mêmes privilèges ; c'est pourquoi, ils prêtaient serment au roi, entre les mains du chancelier, avant d'être reçus à leurs charges. Ils ordonnaient des bâtiments et réparations du palais et des autres cours et juridictions royales.

La juridiction de la Chambre du trésor, supprimée au mois de Mars 1693, fut attribuée aux Trésoriers de France de Paris. A cette occasion, on créa une charge de second président et le service des présidents-trésoriers fut rendu semestre continu : 6 mois au bureau des finances et 6 mois à la chambre du trésor,

La compétence des deux chambres était réglée de la façon suivante. Au bureau des finances : l'enregistrement des lettres d'anoblissement, de réhabilitation, de légitimation et érection, pensions et autres affaires de finance et de voirie ; à la Chambre du trésor : le domaine, l'enregistrement et l'exécution des brevets et lettres de dons accordés par le roi, ensemble celui des lettres de naturalité et légitimation et autres affaires.

(D'après le « *Mémoire de la Généralité de Paris* », publié par A.-M. DE BOISLISLE).

(2) Lettre en date du 27 Janvier 1714, publiée par A.-M. DE BOISLISLE « *Correspondance des Contrôleurs généraux* », Tome III, N° 1577.

d'une proposition de l'intendant et étaient exécutées par ses soins, après avis favorable du Contrôleur général (1).

A l'origine, le contentieux du domaine appartenait aux baillis et aux sénéchaux. Cette règle avait été confirmée en 1536 par l'édit de Crémieu.

En 1627 (2), la juridiction contentieuse du domaine, en premier ressort, fut enlevée aux baillis et aux sénéchaux pour être attribuée aux trésoriers de France. L'appel des décisions rendues par les trésoriers de France était porté devant le parlement.

Les états du roi des finances, du domaine et des bois étaient envoyés tous les ans aux bureaux des finances. Sur le vu de ces états, les trésoriers de France faisaient payer aux officiers et autres personnes dont les noms y étaient mentionnés leurs gages, pensions, fiefs, aumônes et augmentations de gages, etc.

Les trésoriers de France envoyaient ensuite aux receveurs généraux et aux receveurs particuliers des états de recouvrement qui étaient extraits des états du roi concernant la recette et la dépense qu'ils avaient à faire.

Ils étaient juges de toutes les contestations qui pouvaient survenir entre les personnes assignées dans les états du domaine, soit pour raison des fiefs et aumônes, soit pour raison des gages et pensions, soit pour raison des rentes et redevances. Leurs décisions en cette matière n'étaient susceptibles d'appel qu'au Conseil du roi.

L'administration du domaine de la généralité de Paris avait à sa tête un receveur général du domaine et deux contrôleurs généraux du domaine.

Alors que tous les domaines de France étaient évalués à 4.500.000^{L.} au bail général passé avec Thomas Templier, en 1697, le prix du bail du domaine de la généralité de Paris n'était que de 108.000^{L.}, y compris les 4 sols du contrôle des exploits.

Au domaine proprement dit, il faut rattacher les eaux et forêts qui étaient dotées d'une administration spéciale. Comme les forêts royales avaient subi les mêmes atteintes que le reste du domaine, Colbert, par des lettres patentes de 1662, fit ordonner aux intendants de travailler

(1) Lettre de Phélypeaux au Contrôleur général, en date du 19 Juin 1709, publiée par A.-M. DE BOISLISLE « Correspondance des Contrôleurs généraux », Tome III, N° 457.

Les réparations aux églises provenant de caducité ou de défaut d'entretien étaient à la charge des bénéficiers et devaient être exécutées au moyen de ressources prélevées sur les revenus ordinaires des bénéfices.

(2) Edit du mois d'Avril 1627 confirmé par l'édit du mois de Mai 1635.

avec les grands-maitres à la réformation des forêts. Plus tard, cette attribution spéciale fut expressément mentionnée dans les commissions des commissaires départis.

C'est Colbert qui, par l'intermédiaire des intendants, fit appliquer rigoureusement la servitude de martelage destinée à permettre à l'administration de la marine de choisir des arbres pour les constructions navales.

La compétence des intendants, déjà soumise à de si rudes épreuves, ne pouvait pas être universelle. Aussi, leur adjoignit-on, comme en matière de ponts et chaussées, des fonctionnaires particulièrement compétents. C'étaient des procureurs du roi, choisis dans les maîtrises, qui recevaient un arrêt par lequel ils étaient commis pour travailler avec les commissaires départis à la réformation des bois du roi.

Les intendants furent autorisés à promulguer des règlements pour la conservation des forêts du roi, des communautés d'habitants et des simples particuliers.

Malgré les inévitables difficultés qui s'élevèrent entre l'administration des eaux et forêts et les intendants, il y eut plutôt concours d'autorités que lutte ouverte et déclarée. Si les commissaires du Conseil entendaient rester les maîtres en toutes choses, ils ne cherchaient pas à annihiler un corps de fonctionnaires dont les lumières leur étaient précieuses et auquel ils rendaient hommage. Au surplus, les circonscriptions de l'administration des eaux et forêts ne coïncidaient pas avec les généralités.

Les intendants ne reçurent aucune part du contentieux des eaux et forêts. Ce contentieux était jugé dans les maîtrises des eaux et forêts ou « tables de marbre ». L'appel des jugements rendus par ces juridictions était porté au parlement.

Nous allons examiner maintenant quelques-uns des droits domaniaux les plus importants.

Les droits d'amortissement étaient des droits perçus par le roi à l'occasion de l'acquisition d'un bien en pleine propriété par une personne de main-morte. Les droits d'usage ou de nouveaux acquêts étaient perçus en cas d'acquisition de l'usage ou de l'usufruit d'une propriété par une personne de main-morte.

Après avoir appartenu au Conseil du roi, puis aux trésoriers de France, la connaissance des droits d'amortissement fut définitivement attribuée aux intendants par un arrêt du Conseil du 4 Novembre 1710.

Les droits de franc-fief étaient des droits perçus par le roi pour autoriser des roturiers à acquérir des terres nobles,

La déclaration du 9 Mars 1700 décida, dans son article 23, que les intendants auraient, chacun dans leur département, la connaissance exclusive de toutes les contestations qui pourraient survenir à l'occasion du recouvrement des droits de franc-fief (1).

L'insinuation était la formalité de publicité d'un certain nombre d'actes translatifs de propriété ou de droits réels. Elle consistait à transcrire intégralement le texte de ces actes sur un registre spécial appelé « registre des insinuations ».

Le contrôle des actes était une formalité, établie dans l'intérêt des parties et des tiers, et destinée à donner date certaine aux actes qui y étaient assujettis.

L'insinuation et le Contrôle donnaient lieu à la perception de droits auxquels les considérations fiscales n'étaient naturellement pas étrangères mais qui représentaient également le prix du service rendu.

Le centième denier, créé en 1703, était un droit de mutation perçu sur le montant de tous les actes translatifs de propriété ou de droits réels : ventes, échanges, donations, licitations, rentes foncières et même sur les successions en ligne collatérale.

Les intendants avaient reçu la connaissance de toutes les contestations relatives aux insinuations laïques, au contrôle des actes, au droit de petit scel et au centième denier.

Les registres servant à la perception des droits de contrôle devaient être paraphés sans frais par les subdélégués (2).

Après avoir créé le contrôle des actes, le gouvernement institua le contrôle des exploits. Selon Guyot, l'édit du mois d'Août 1669 peut être considéré comme le premier titre d'établissement du contrôle des exploits.

Aux termes de cet édit, tous les exploits devaient être contrôlés, dans un délai de trente jours, par un contrôleur spécial établi dans chaque siège royal. Les exploits contrôlés étaient soumis à un droit fixe de 5 sous, porté plus tard à 10 sous.

Les droits de greffe étaient des droits perçus sur les justiciables à l'occasion de l'accomplissement de certaines formalités judiciaires.

Au XVI^{me} et au XVII^{me} siècles, les rois multiplièrent les droits de greffe pour pouvoir multiplier les charges de greffier érigées en offices

(1) GUYOT « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § VIII, Article XVIII, Page 352.

(2) GUYOT « Traité des Offices », Tome III, Chapitre LXXXII, § VIII, Article XIV, Page 346.

vénaux. Lorsque ces offices furent supprimés, en 1716, les droits perçus auparavant au profit des officiers évincés furent réservés au profit du roi.

Les droits de greffe rentraient dans la juridiction des intendants.

La formule était un impôt perçu à l'occasion de la vente d'un papier timbré spécial sur lequel devaient être obligatoirement établis les actes judiciaires. Elle fut instituée en 1674.

A l'origine, les intendants connaissaient des droits de la formule sur les papiers et parchemins. De plus, ils étaient compétents, avec le concours d'un certain nombre de gradués en droit, pour instruire et juger en dernier ressort le procès des contrefacteurs de la formule.

Par l'ordonnance du mois de Juin 1680, la connaissance du contentieux de la formule avait été attribuée aux élections, en première instance, et aux Cours des aides en appel (1).

Aux droits domaniaux, d'origine féodale ou d'origine moderne, que nous venons d'énumérer, il convient de rattacher deux importants monopoles : celui des poudres et salpêtres, de beaucoup le plus ancien et qui se justifie par des considérations d'ordre militaire, et celui du tabac, créé en 1674 dans un but purement fiscal.

(1) GUYOT « *Traité des Offices* », Tome III, Chapitre LXXXII, § VIII, Article XXIV, Page 358.

CONCLUSION

Nous avons écrit, dans la préface de cet ouvrage, que « l'histoire » administrative des deux derniers siècles de la monarchie française » est, en quelque sorte, l'histoire des intendants » et nous avons rapporté, après tant d'autres, l'opinion autorisée que professait Law à l'égard des « trente maîtres des requêtes commis aux provinces ».

Tandis que l'histoire politique rend hommage aux princes, aux ministres, aux généraux et aux diplomates, il appartient à l'histoire administrative de révéler les mérites de tous ceux qui, à un titre quelconque, ont concouru à la prospérité et à la grandeur de l'état.

De même que le gouvernement de Louis XIV est symbolisé par les grands ministres qui ont transformé les institutions et restauré la fortune de la France, chaque généralité s'identifie à ses intendants aux différentes époques de son histoire.

Contrairement à Charles Colbert de Croissy qui fut successivement diplomate, magistrat et ministre, la plupart des intendants de la généralité de Paris se félicitaient de présider aux destinées de l'intendance la plus importante du royaume et n'avaient pas de plus grande ambition que d'y demeurer jusqu'à ce qu'ils fussent appelés au Conseil d'état.

Ces fonctionnaires supérieurs, apparentés aux plus puissantes familles, élevés par la faveur de celles-ci au sommet de la hiérarchie administrative, étaient difficilement accessibles aux sentiments de crainte et de cupidité qui auraient pu s'emparer d'administrateurs placés moins haut et plus exposés à un brusque retour de fortune.

Jean-Jacques Charron de Ménars et Jean Phélypeaux de Pontchartrain, que la généralité de Paris s'honore d'avoir eus à sa tête pendant la période sur laquelle porte notre étude, firent preuve d'une haute conscience et d'un grand esprit d'humanité. Il semble que chacun d'eux ait eu à cœur de faire oublier, par ses mérites et ses vertus, la flatteuse parenté à laquelle il devait sa situation dans l'état.

Sans jamais s'égarer jusqu'à méconnaître les devoirs sacrés de l'obéissance aux ordres du roi et de la reconnaissance envers le protecteur puissant, de Ménars et Phélypeaux eurent assez de courage et d'indépendance d'esprit pour défendre, en toute circonstance, les intérêts de la généralité confiée à leurs soins. Chaque fois que ces intérêts pouvaient se concilier avec les nécessités du service du roi, ils ne négligèrent aucun effort pour faire prévaloir la solution la plus favorable à leurs administrés.

Nous avons eu l'occasion de signaler que de Ménars éprouva la sévérité et la rudesse de Colbert pour avoir interprété dans un sens trop libéral les instructions confidentielles relatives à la saisie des bestiaux. Quant à Phélypeaux, il subit les railleries du Contrôleur général Chamillart à la suite d'une protestation qu'il avait spontanément formulée contre une augmentation de 100.000 livres sur la capitation de la généralité de Paris pour l'année 1702.

Nous ne pensons pas, d'autre part, qu'il soit possible de rendre un plus précieux hommage au frère du comte de Pontchartrain que de lui attribuer le mérite d'avoir songé, l'un des premiers, à organiser des ateliers publics dans le but de procurer du travail aux pauvres gens des paroisses ruinées.

Pour être moins éclatants peut-être, les titres que possède de Ménars à notre admiration n'en sont pas moins très réels. Il suffit de lire, pour s'en convaincre, la série des rapports qu'il adressa au Contrôleur général, au cours de l'été 1684, après avoir accompli une tournée d'inspection dans les différentes élections de la généralité.

Dans leurs rapports avec les fonctionnaires subalternes et les administrés, les intendants de la généralité de Paris se conduisirent en véritables redresseurs de torts. Ils abattirent l'audace des coqs de village, firent cesser les exactions des receveurs et des huissiers des tailles, taxèrent d'office les particuliers insuffisamment cotisés à la taille et désignèrent, pour remplir les redoutables fonctions de la collecte, des contribuables qui avaient longtemps réussi à s'en faire exempter.

C'est ainsi que Phélypeaux lutta victorieusement contre Bosc, Procureur général de la Cour des aides, en vue de contraindre un riche fermier protégé par celui-ci à faire la collecte à son tour.

Pour empêcher que des injustices ne fussent commises à son insu, un bon intendant devait faire preuve d'une vigilance peu commune. Il lui fallait disperser constamment son attention sur les objets les plus divers : surveiller les étapiers, les sergents recruteurs, les prévôts des maréchaux, les conducteurs des ponts-et-chaussées etc... Tous ces petits fonctionnaires commettaient de nombreuses illégalités et l'autorité du commissaire départi était seule assez puissante pour les aider à retrouver les principes élémentaires d'honnêteté dont, à vrai dire, ils n'auraient jamais dû se séparer.

Il semble bien que de Ménars et Phélypeaux aient été de bons intendants à cet égard car leur zèle pour la répression des abus était égal à cette remarquable indépendance d'esprit dont nous venons de faire l'éloge.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE.....	5
PRÉFACE.....	7

CHAPITRE PREMIER.

L'INTENDANCE DE LA GÉNÉRALITÉ DE PARIS.

§ 1 ^{er} . — La généralité de Paris.....	19
§ 2. — Origines de l'intendance.....	29
§ 3. — Les intendants de Paris, de 1647 à 1715.....	34

CHAPITRE II

ADMINISTRATION MILITAIRE.

§ 1 ^{er} . — Gouverneurs et intendants.....	42
§ 2. — Le recrutement de l'armée régulière.....	44
§ 3. — Les milices.....	47
§ 4. — Le ban et l'arrière-ban.....	51
§ 5. — Les étapes et les quartiers d'hiver.....	54
§ 6. — Les approvisionnements et les convois.....	63
§ 7. — Police des troupes.....	66

CHAPITRE III

JUSTICE.....	69
--------------	----

CHAPITRE IV

POLICE

§ 1 ^{er} . — Sûreté publique.....	82
§ 2. — Affaires religieuses.....	93
§ 3. — Tutelle administrative des communautés d'habitants.....	112
§ 4. — Travaux publics.....	122
§ 5. — Agriculture, commerce et industrie.....	131
§ 6. — Ravitaillement.....	144
§ 7. — Assistance et instruction.....	154

CHAPITRE V

ADMINISTRATION FINANCIÈRE.

§ 1 ^{er} . — La taille	161
§ 2. — La capitation	196
§ 3. — Le dixième	204
§ 4. — Les aides et les traites	209
§ 5. — Les gabelles	215
§ 6. — Le domaine et les droits domaniaux	220
 CONCLUSION	 231

Vu, 10 Janvier 1926,

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE

Olivier MARTIN.

Vu :

LE DOYEN,

H. BERTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,

P. LAPIE



